

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°376

JUILLET 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- ROJAVA : LA « RÉGION FÉDÉRALE » S'ÉLABORE PROGRESSIVEMENT TANDIS QUE LA LUTTE POUR MANBIJ SE POURSUIT
- KURDISTAN D'IRAK : GRANDES MANŒUVRES PRÉ-REFERENDUM À KIRKOUK
- KURDISTAN: NÉCESSAIRE (ET INTROUVABLE ?) UNITÉ KURDE
- IRAN : LA REPRISE DE LA LUTTE ARMÉE AU KURDSITAN SUSCITE DES TENSIONS RÉGIONALES
- TURQUIE : APRÈS L'ÉCHEC DU PUTSCH MILITAIRE, LE COUP D'ÉTAT CIVIL PEUT-IL ÊTRE ARRÊTÉ ?

ROJAVA : LA « RÉGION FÉDÉRALE » S'ÉLABORE PROGRESSIVEMENT TANDIS QUE LA LUTTE POUR MANBIJ SE POURSUIT

Mardi 5 juillet la ville de Qamishlo a été déclarée capitale de la nouvelle Région fédérale proclamée dans le nord de la Syrie par les Kurdes du PYD (Parti de l'unité démocratique) et leurs alliés des Forces démocratiques syriennes (FDS) le 17 mars dernier. Les représentants des autorités de la Région fédérale ont justifié le choix de cette ville par sa population multi ethnique et multi confessionnelle, bien représentative de celle de l'ensemble de la Région, qui comprend entre autres Kurdes, Arabes, Turkmènes et chrétiens. Le vendredi précédent 1^{er} juillet,

avait été publié le projet de « contrat social » proposé comme future Constitution pour la Région fédérale. Ce document mentionne tous les groupes ethniques vivant au Rojava et leur accorde des droits culturels, politiques et linguistiques. Il doit encore être discuté dans l'ensemble du Rojava avant d'être approuvé. Après quoi, des élections générales auront lieu dans les trois mois, élections dont des comités électoraux ont déjà commencé la préparation.

Le 13, Hediye Yusuf, co-présidente de l'Assemblée constituante du « système fédéral du

Rojava », a réitéré la position des autorités de la Région fédérale par rapport à la Syrie en déclarant que l'instauration de cette Région ne vise nullement à diviser le pays, mais tout d'abord à assurer l'autonomie de celle-ci, tout en proposant une bonne solution pour la gouvernance de l'ensemble du pays: « Nous pensons que le système fédéral est la meilleure forme de gouvernement pour la Syrie », a-t-elle déclaré. « Nous voyons que dans de nombreuses régions du monde, un cadre fédéral permet aux gens de vivre en paix et librement à l'intérieur des frontières territoriales du pays. Les

habitants de la Syrie peuvent aussi vivre librement en Syrie. Nous ne permettrons pas que la Syrie soit divisée; tout ce que nous voulons est la démocratisation de la Syrie ; ses citoyens doivent vivre en paix, et jouir et chérir la diversité ethnique des groupes nationaux qui habitent le pays». Hediye Yusuf a également fait remarquer que si les États-Unis et d'autres membres de la coalition anti-Daech coopéraient militairement avec les FDS, aucun n'avait politiquement soutenu l'établissement de leur région fédérale. Les autorités prévoient donc de poursuivre l'action diplomatique en ce sens – dans le cadre de celle-ci, est ainsi prévue d'ici trois mois l'ouverture d'un bureau de représentation du Rojava aux États-Unis.

La nécessité de mieux faire connaître la situation des Kurdes en Syrie a été démontrée par la teneur des déclarations faites le 29 juin dernier lors d'une conférence de presse par l'envoyé spé-

cial des Nations Unies, Staffan de Mistura, à propos de la population kurde de Syrie: celui-ci a en effet publiquement déclaré que les Kurdes représentaient 5% de la population du pays, un chiffre manifestement très sous-évalué, puisque malgré l'absence de statistiques récentes, experts et géographes s'accordent à l'estimer à environ 15%. Les responsables kurdes n'ont pu que manifester leur étonnement et faire état de leur espoir que l'envoyé spécial des Nations Unies prendrait soin à l'avenir de recueillir les données nécessaires à l'accomplissement dans de bonnes conditions de sa mission...

Ces avancées institutionnelles dans l'établissement concret de la Région fédérale se poursuivent en parallèle avec la guerre contre les djihadistes de Daech. Depuis le début du mois et suite à l'opération lancée sur Manbij début juin, de violents combats se sont déroulés à l'intérieur de cette ville, dont le contrôle est

toujours âprement disputé entre les FDS et les djihadistes. Le 3, Daech avait avancé dans un quartier du sud de la ville et repris un village au Nord-ouest de celle-ci, et les combats étaient intenses autour du silo de la ville. Les FDS affirment ne pas avoir reculé, mais il est clair que les combats sont très durs. Le 31, les FDS ont annoncé contrôler 40% de la ville et poursuivre leur avancée.

Comme cela était déjà clair après les différents attentats qui ont eu lieu récemment en Europe, le fait que les djihadistes perdent du terrain sur le plan militaire ne signifie malheureusement pas qu'ils ne constituent plus un danger hors des territoires qu'ils contrôlent. Cela a été encore démontré à Qamishlo avec l'attentat suicide le plus meurtrier dans la ville depuis le début de la guerre civile en Syrie en mars 2011. Revendiqué par Daech, il a fait le 27 au moins 48 victimes et plus de 140 blessés.

KURDISTAN D'IRAK : GRANDES MANŒUVRES PRE-REFERENDUM À KIRKOUK

En Irak comme en Syrie, les Kurdes sont en première ligne contre Daech. Les peshmergas ne cessent de repousser des attaques des djihadistes : à Makhmour le 2, à l'ouest de Kirkouk deux jours plus tard, puis encore le 23. Le 21, c'est à Tell Afar, à l'ouest de Mossoul, que Daech a utilisé des obus de mortier au chlore et que plusieurs peshmergas ont dû être hospitalisés. Mais il semble que la grande opération pour reprendre Mossoul s'approche : le 31, l'ancien gouverneur de Mossoul a déclaré qu'elle pourrait être lancée en septembre. Dès le 12 juillet, en préparation, un accord militaire (*Memorandum of Understanding*) avait été signé avec l'approbation de Bagdad entre les États-Unis et la Région du

Kurdistan d'Irak. Il prévoit la participation des peshmergas et le paiement de leur solde par les Américains pour la durée de l'opération, et spécifie qu'ils se retireront des territoires repris à Daech une fois celle-ci terminée. Cependant, ce dernier point étant très sensible, le ministre des peshmergas a précisé le 23 que ce retrait ne concernerait bien que l'opération et la région de Mossoul, et en aucun cas l'ensemble des territoires repris à Daech depuis 2014 – ni ceux dont les peshmergas avaient pris le contrôle à cette date pour empêcher Daech de s'en emparer : on pense évidemment à la région de Kirkouk...

Alors que Massoud Barzani a proposé un référendum d'autodéter-

mination pour la Région du Kurdistan, la question du devenir de la province de Kirkouk est revenue sur le devant de l'actualité. Si le Kurdistan devait se séparer de l'Irak, qu'advierait-il de Kirkouk ? Les Kurdes souhaitent intégrer la province à leur Région et voient la ville, qu'ils appellent la « Jérusalem kurde », comme sa « capitale naturelle », mais les autres composantes de la population, Turkmènes et Arabes, sont d'avis plus partagés. Le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) ne cesse de répéter que les droits des populations turkmènes et arabes sunnites seraient mieux respectés dans la région du Kurdistan que dans un Irak chiite, espérant que la province décidera majoritairement de s'intégrer au GRK. Et, alors que l'on craint que l'attaque

sur Mossoul ne provoque un nouvel afflux de déplacés, jusqu'à deux millions, les autorités de la province se préoccupent du demi-million de déplacés ayant fui Daech et qui se trouvent toujours sur leur territoire, en majorité des Arabes sunnites des régions de Tikrit, Baiji, et Al-Anbar. Bien que ces zones aient été depuis libérées des djihadistes, seulement 20.000 familles sont jusqu'à présent rentrées chez elles. De nombreux déplacés se plaignent du manque d'assistance du gouvernement central pour les réinstaller, et les autorités provinciales accusent à demi-mot Bagdad d'utiliser la situation pour poursuivre la politique d'arabisation engagée par Saddam Hussein – d'autant plus que le Ministre de l'intérieur irakien leur a déjà demandé deux fois d'attribuer des cartes de résidents locaux aux déplacés. La province a fini par lancer le 5 un ultimatum au gouvernement central pour qu'il «rapatrie» les déplacés sous un mois. Si la constitution de 2005 statue qu'un Irakien déménageant dans une autre province peut y obtenir la résidence (et donc y voter), son article 140 prévoit un processus particulier dans les régions arabisées de force sous le régime baathiste, comme Kirkouk : les ex-«colons» arabes doivent regagner leur région d'origine avec une indemnité puis un référendum doit décider du devenir de la région. Cependant, ce processus, qui aurait dû se terminer en 2007, n'est toujours pas arrivé à son terme, et le référendum n'a jamais été organisé. On comprend donc la méfiance des autorités de Kirkouk, qui indiquent par ailleurs qu'un accord avec Bagdad prévoyait bien que les déplacés regagnent leurs régions d'origine une fois Daech chassé. La corruption pourrait aussi être en cause : alors que l'Union Européenne vient d'attribuer à l'Irak une aide de 104 millions d'euros pour les déplacés, et

qu'une réunion de donateurs à Washington a promis 5,2 milliards de dollars pour aider à la reconstruction des zones reprises à Daech, le dirigeant sunnite Mashaan Al-Juburi a été jusqu'à recommander aux donateurs internationaux d'éviter de verser leur aide au gouvernement mais de contacter directement les autorités locales concernées ! Peut-être en réponse, le ministre irakien des Déplacements et des migrations a déclaré le 26 à l'agence turque *Anatolie* qu'environ un million de déplacés avaient regagné leur domicile... mais qu'il en restait plus de 3,7 millions.

En prévision du référendum, chacun prend ses positions de départ: ainsi Massoud Barzani a-t-il reçu à Erbil le 7 juillet – pour la première fois depuis 16 ans ! – les dirigeants du Front turkmène irakien (FTI), avec lequel les relations étaient jusqu'à présent plutôt tendues. Cette formation politique de Kirkouk qui regroupe six partis turkmènes défend officiellement (comme le gouverneur kurde de la province, Najmaddin Karim) la création d'une région semi-indépendante, même si certains de ses membres sont en faveur d'un rattachement au Kurdistan. Une semaine plus tard, le 13, ce sont les groupes politiques arabes de Kirkouk réunis au sein du «Conseil de la République arabe d'Irak», qui ont rendu publique une feuille de route pour la province qui donnerait des pouvoirs administratifs égaux à ses trois principaux groupes ethniques et lui apporterait aussi une autonomie élargie par rapport à Bagdad... mais dans le cadre d'un maintien en Irak. Cette position du Conseil pourrait avoir un impact important sur le résultat de toute consultation: si la ville de Kirkouk elle-même compte 50% de Kurdes, sa population comprend aussi 20% d'Arabes. Est-ce un hasard ? Le 26, le Parlement irakien a approuvé un projet de loi augmentant les compétences des provinces et leur

donnant les moyens légaux de créer des régions semi-autonomes dotés de pouvoirs politiques et administratifs importants, une décision qui pourrait permettre aux sunnites de créer une Région similaire à celle du GRK. Le député kurde Arafat Karim a déclaré à ce propos qu'il s'agissait du premier pas vers «un système post-fédéral, c'est-à-dire une confédération». L'Irak pourrait-il ainsi tenter de proposer aux Kurdes une alternative «confédérale» à l'indépendance?

Quoi qu'il en soit, la tenue même d'un référendum d'autodétermination n'est toujours pas assurée. A l'occasion de l'Aïd (fête de fin de Ramadan) le 6, Massoud Barzani a renouvelé son appel aux partis politiques kurdes à se réunir pour en discuter, exprimant aussi l'espoir d'une avancée vers une solution au blocage politique et institutionnel interne de la Région, qui dure depuis octobre 2015. C'est que, comme vient de le rappeler la Commission électorale du Kurdistan, si elle peut techniquement organiser une telle consultation sous quatre mois, elle ne peut juridiquement lancer le processus avant que le Parlement ne le lui ait officiellement ordonné par le vote d'une loi: tant que le Parlement n'est pas remis en fonction, l'organisation du référendum est donc impossible. C'est ainsi que, le 12 juillet, le Gouvernement n'a pu prolonger comme il l'aurait souhaité la loi anti terroriste qu'il utilise dans sa lutte contre Daech. Votée en 2006 et déjà renouvelée pour deux ans, cette loi expirait le 16. Consulté, le Conseil de la Choura (sorte de Conseil d'Etat consultatif), a finalement rendu une décision de non-renouvellement, proposant comme substitut l'usage d'autres lois du Code pénal. Six partis de la Région kurde avaient publié une position commune pour s'opposer à toute prolongation sans passage par le Parlement.

KURDISTAN : NÉCESSAIRE (ET INTROUVABLE ?) UNITÉ KURDE

A lors que les Kurdes sont confrontés à des opportunités politiques qui sont autant de défis, l'unité intra-kurde apparaît plus que jamais comme une nécessité. Prenant la parole à Erbil samedi 30 juillet durant une visite au MERI (*Middle East Research Institute*), Mustafa Hijri, secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), l'a rappelé pour ce qui est du Kurdistan oriental (Kurdistan d'Iran ou *Rojhelat*): «Nous avons besoin de l'unité kurde pour nous battre pour les droits civils et humains des Kurdes en Iran». Pourtant, cette unité apparaît d'autant plus difficile à trouver que les enjeux politiques sont élevés. En cause bien sûr d'importants désaccords internes entre forces politiques kurdes, mais aussi des acteurs extérieurs qui n'hésitent pas à les utiliser pour leurs intérêts, et ce d'autant plus que le rôle des Kurdes s'accroît dans un Moyen Orient de plus en plus instable. L'appel à un referendum d'auto-détermination lancé en février dernier par le président Massoud Barzani a probablement inquiété de nombreux pays, et amplifié ces manœuvres visant à diviser les Kurdes. Le Premier ministre irakien, Hayder Al-Abadi, a déclaré que le moment choisi était «inopportun», le consul iranien a exprimé l'opposition de son pays, et les Etats-Unis ont réaffirmé leur soutien à un Irak fédéral... Et il est caractéristique que l'ancien Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki, membre du parti chiite Da'wa, ait le 17 juillet choisi de visiter non pas Erbil, mais Sulaimaniya, pour y rencontrer des représentants de l'UPK et du parti d'opposition Gorran.

Si les politiques sont divisés, l'opinion publique est claire dans son soutien à l'indépendance: lors

de la consultation de 2005, 99% des votants s'étaient prononcés pour le «Kurdexit». Une enquête menée récemment par le chercheur Deniz Ciftci sur les intentions de vote dans la Région montre que les différences portent essentiellement sur la résolution des problèmes politiques internes: 92% des votants se prononceraient pour l'indépendance en cas de nouveau référendum, mais à Sulaimaniya, un nombre plus important des personnes interrogées souhaite que les problèmes politiques internes soient résolus d'abord, en particulier la réactivation du parlement et la question de la présidence. Sinon, ils ne se rendraient pas aux urnes.

Il est vrai que les différends se sont accumulés depuis un an, lorsque la question de la prolongation du mandat présidentiel n'a pu être résolue par la discussion entre partis politiques. Le mandat du président Massoud Barzani, déjà prolongé de deux ans par le parlement en 2013, est arrivé de nouveau à expiration le 19 août 2015. La région se trouvait alors en pleine guerre contre Daech, alors que le parlement d'Erbil devait réviser la constitution qui seule permettrait de décider la marche à suivre. Le Conseil de la *Choura* a émis l'avis que le président actuel devrait rester en fonction jusqu'à de prochaines élections. Alors que la force de loi de cet avis consultatif était mise en cause par l'UPK et Gorran, le PDK a fait valoir qu'un vide politique juste à ce moment mettrait la Région en danger, d'autant plus qu'il y avait désaccord sur le type de régime à adopter: UPK et Gorran (surtout puissants dans la province de Sulaimaniya) veulent un président aux pouvoirs restreints désigné par le parlement, alors que le PDK (plutôt implanté dans les provinces d'Erbil et de

Dohouk) défend l'élection au suffrage universel – que, majoritaire, il était certain de remporter – d'un président aux pouvoirs importants. Aucun des deux camps ne disposant d'assez de sièges au parlement pour faire valoir son point de vue, le *status quo* s'est imposé, mais au prix d'importantes tensions politiques internes, encore attisées par la grave crise financière causée par le non-versement par Bagdad de sa dotation budgétaire au Kurdistan, prévue par la Constitution. Suite à des manifestations et attaques de ses locaux où certains de ses cadres ont trouvé la mort, le PDK a accusé le mouvement Gorran d'avoir instigué les violences et, le 11 octobre 2015, a interdit à Yusuf Mohammed Sadiq, Président du parlement et membre de ce parti, de regagner son poste à Erbil. Deux jours plus tard, le Premier ministre Nechirvan Barzani (PDK) a suspendu de son gouvernement les ministres Gorran, les remplaçant par la suite par des membres de son parti. Le parlement d'Erbil est donc hors session depuis 10 mois, sans que les nombreuses réunions des différents partis politiques aient pu dégager un compromis. Le PDK voulait un nouveau cabinet excluant Gorran, tandis que le président du parlement refusait de démissionner, l'UPK tentant de jouer les médiateurs. Le 17 mai dernier, après un rapprochement UPK-Gorran officialisé par une cérémonie, les deux partis ont annoncé la fusion prochaine de leurs groupes parlementaires. Le 22 juin, ils ont annoncé former un nouveau comité avec leurs membres pour créer des blocs de coalition dans les parlements d'Irak et du Kurdistan, et le 11 juillet, ils ont annoncé la création à l'assemblée provinciale de Sulaimaniya d'une coalition nommée «Hiwa»

(Espoir). Les désaccords concernent aussi le contenu du référendum: le PDK a annoncé le 18 souhaiter y inclure, en même temps que la question de l'indépendance, la constitution provisoire. Gorran a déclaré lors d'une réunion avec l'Union Islamique du Kurdistan (*Yekgirtû-î Islamî*) que son leader, Nawshirwan Mustafa, était d'accord pour remplacer le Président du parlement et soutenir le référendum. Mais *quid* de la constitution ? Le PDK souhaite qu'elle donne beaucoup de pouvoirs au Président, Gorran y est opposé...

Ces tensions internes à la Région du Kurdistan vont de pair avec des orientations différentes au niveau régional, notamment pour les relations avec le « Rojava » (Kurdistan de Syrie): contrairement au PDK, l'UPK reconnaît l'administration PYD du Rojava, qui a un bureau à Sulaimaniya, tandis que le PDK conserve des liens privilégiés avec le Conseil National Kurde de Syrie (CNK), formé en octobre 2014 et comprenant 15 partis, qui est dans l'opposition au PYD. Conséquence, si les relations avec la Turquie sont bonnes pour le PDK, installé au nord du Kurdistan irakien, elles sont plus tendues avec l'UPK et Gorran, dont la zone d'implanta-

tion est adossée à la frontière irakienne...

Nul n'est plus conscient de la nécessité de l'unité que les peshmergas actuellement en lutte contre Daech sur un front de plus de 1000 km: le 7 juillet, certains d'entre eux postés sur le front de Kirkouk ont déclaré à la chaîne de télévision kurde NRT qu'ils souhaitaient que les responsables politiques mettent fin à leurs luttes internes et s'asseyent à une même table pour résoudre leurs différences, comme cela s'est fait sur le champ de bataille: « Nous sommes Kurdes de Jalawla [près de Khanaqîn, à la frontière irakienne] à Kobanê », a déclaré l'un d'entre eux. Le même jour, plusieurs partis de la Région du Kurdistan d'Irak ont aussi lancé un appel à un retour aux négociations pour résoudre les différends politiques au Kurdistan irakien: « [Les partis politiques] doivent être unis et solidaires » a déclaré Mahmoud Sangawi, un membre du Bureau politique de l'UPK. Ali Hussein, membre de la direction du PDK, a déclaré de son côté: « Nous espérons que tous les [partis] tiendront compte des intérêts du peuple du Kurdistan », alors que Karwan Hashim, un membre du Conseil national de Gorran, déclarait: « La seule façon de

résoudre les problèmes est de s'asseoir et négocier, mais cela n'aura pas de résultats sans préparation ».

Signe positif? Durant le mois de juillet, les positions semblent s'être quelque peu assouplies de part et d'autre: dès le 4, l'UPK, jouant les médiateurs, indiquait que Gorran était prêt au compromis avec le PDK, notamment pour sur la question du Président du parlement. A la fin du mois, le chef de cabinet de la Présidence du Kurdistan, le Dr. Fouad Hussein, a rencontré à Sulaimaniya le secrétaire général du bureau politique de l'UPK, Mala Bakhtyar, puis par deux fois le coordinateur général de Gorran, Nawchirwan Mustafa. Le samedi 30, le Président du parlement a annoncé qu'il était prêt à quitter son poste si cela pouvait faire baisser les tensions et ramener un système de gouvernance plus stable et démocratique. De son côté, Sarbast Lezgin, un dirigeant du PDK, déclarait que son parti était prêt à négocier un nouvel accord inter-partis qui permettrait de réactiver le Parlement. Dans l'intérêt de la Région du Kurdistan, on ne peut qu'espérer que ces déclarations seront rapidement suivies d'effets concrets.

IRAN : LA REPRISE DE LA LUTTE ARMÉE AU KURDISTAN SUSCITE DES TENSIONS RÉGIONALES

Le commandant en second des Gardiens de la Révolution iraniens, le brigadier général Hossein Salami, a le 2 juillet lancé un avertissement apparemment destiné aux responsables politiques du Kurdistan irakien, pour qu'ils « respectent leurs engagements à l'égard de la sécurité de l'Ouest de l'Iran », menaçant dans le cas contraire de lancer des opérations sur le territoire du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Cette déclaration

intervient quelques jours après que le GRK a demandé la fin des bombardements iraniens sur son sol. Le GRK a réagi avec force en condamnant ces remarques et menaces, « contraires aux relations amicales » entre Iran et Kurdistan d'Irak. Deux jours plus tard, les consuls iraniens au Kurdistan ont tenté de désamorcer les tensions en réduisant ces échanges acerbes à un « malentendu », ajoutant que « le gouvernement iranien ne menacerait jamais la Région du Kurdistan ».

Parallèlement, le représentant du GRK à Téhéran, Nazim Dabbagh, a déclaré avoir été informé par les autorités iraniennes que ces déclarations ne visaient pas la Région du Kurdistan mais les groupes menant des attaques contre l'Iran. Cet incident s'est produit au moment où des discussions reprenaient entre le GRK et la République islamique à propos d'un projet de pipeline qui permettra à la Région du Kurdistan d'exporter vers l'Iran 250.000 barils par jour. Le pétrole parti de Koya sera

raffiné à Kermanshah, au Kurdistan d'Iran. Bien que ce projet ait été lancé en 2014, après que le gouvernement central ait cessé de payer le budget fédéral au GRK, Bagdad y a exprimé son soutien, à condition que le pétrole de Kirkouk soit inclus dans le «deal». Du point de vue du GRK, ce pipeline permettrait de diversifier les voies d'exportation par rapport à Ceyhan en Turquie, et peut-être d'obtenir des paiements plus rapides : les paiements de Ceyhan passent par Bagdad d'où des délais très importants. Un autre point devant être discuté entre Kurdes et Iraniens est la gestion de leur frontière commune.

Suite à ces échanges, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a annoncé dès le 3 qu'il allait renforcer la sécurité de ses bases au Kurdistan d'Irak, et répondrait à toute attaque iranienne. Il a également annoncé qu'il allait rencontrer le KCK (une organisation fondée par le PKK pour coordonner les partis suivant les propositions de « confédéralisme démocratique » d'Abdullah Öcalan) pour renforcer leur coopération. Celle-ci pourrait suivre avec le PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan), membre du KCK, qui compte environ 3000 combattants, dont la moitié sont des femmes. Le 6, diverses sources ont fait état d'un renforcement du dispositif militaire frontalier iranien face à la ville kurde irakienne d'Haji Omran. L'Iran a remplacé la police des frontières par des troupes d'infanterie des Gardiens de la révolution, lourdement armées de tanks,

de missiles et d'artillerie. Selon l'agence *Kurdpa*, des unités de la brigade *Al Qods* ont également repris la pose de mines au Kurdistan iranien près de la ville de Meriwan. Il s'agit de mines russes, petites mais très dangereuses, qui viennent s'ajouter aux centaines d'engins non explosés datant de la guerre Iran-Irak. Le dimanche 10, le PDKI a appelé par des tracts distribués dans plusieurs villes du Kurdistan d'Iran et sur les médias et réseaux sociaux les commerçants à baisser leur rideau toute la journée du 13 en signe de protestation contre la politique de terreur de l'Etat. Le PDKI a indiqué que de nombreuses arrestations de civils innocents – estimés à une trentaine – avaient eu lieu durant les derniers jours, et que des Gardiens de la révolution lourdement armés avaient été déployés en nombre dans toutes les villes du Kurdistan. Cette journée de grève correspond également à l'anniversaire de l'assassinat en 1989 par des envoyés de la République islamique du leader du PDKI Abdulrahman Ghassemlou.

Parmi les exemples de la répression vécue au quotidien par les résidents du Kurdistan d'Iran, on peut citer le problème récurrent des *kolbars*. Il s'agit de porteurs kurdes transportant pour vivre des charges entre Iran et Irak. Considérés par les policiers iraniens comme des contrebandiers, ils sont régulièrement arrêtés et parfois exécutés. Selon l'agence HRANA (*Human Rights Activists News Agency*), deux *kolbars* de la région de Sardasht ont été tués

par la police en milieu de mois, et deux autres le 24 près de Chaldoran (Chaldiran) par des garde-frontière, tandis que 3 autres étaient gravement blessés. Parallèlement, la répression des intellectuels se poursuit : le 27, le lettré sunnite kurde Shahram Ahmadi a été condamné à mort lors d'un procès qui n'a duré que quelques minutes et a confirmé la sentence rendue en 2012 par la Cour révolutionnaire. Ahmadi avait été arrêté en 2009 durant la visite au Kurdistan d'Iran du Guide suprême Ali Khamenei, et avait été blessé par arme à feu lors de son arrestation. Le 18, le Président iranien Rouhani s'est à son tour rendu en visite officielle au Kurdistan d'Iran, où il a été accueilli par un très petit nombre d'habitants et par... des slogans de protestation. Sa visite a été ponctuée d'affrontements entre protestataires et forces de sécurité dans plusieurs villes du Kurdistan, mais aussi du Balouchistan et d'Ahwaz.

Ce même jour, *Amnesty International* a lancé un avertissement à l'Iran à propos de sa politique à l'égard des prisonniers, accusant le régime de profiter des problèmes de santé des prisonniers politiques pour les contraindre au silence en leur déniaient les soins médicaux. Dans son rapport intitulé «La santé en otage: déni de soins médicaux dans les prisons iraniennes» (*Health taken hostage: Cruel denial of medical care in Iran's prisons*, accessible en ligne), l'organisation rend compte de nombreux cas d'abus intentionnels à l'égard de prisonniers politiques et de conscience.

TURQUIE : APRÈS L'ÉCHEC PUTSCH MILITAIRE, LE COUP D'ÉTAT CIVIL PEUT-IL ÊTRE ARRÊTÉ?

La tentative de coup d'État qui s'est produite dans la nuit du 16 au 17 juillet n'a pas ralenti le train des mesures de contrôle prises en continu par le gouvernement AKP sur les ordres du président Erdoğan. Bien au contraire,

les événements ont fourni à celui-ci une parfaite opportunité pour accélérer encore sa marche vers un pouvoir toujours plus total. En rendant compte des événements du mois, il importe donc de ne pas oublier ce qui s'est passé avant cette fameuse nuit du 16 au 17, car

cela montre que le chemin suivi par le gouvernement après l'échec des militaires putschistes avait déjà été engagé durant les quinze jours précédents.

Ainsi, tard le soir du jeudi 30 juin, le parlement turc a voté une loi

restructurant le système judiciaire, dont le contenu a fait craindre aux opposants à Erdoğan qu'il n'aggrave encore sa mainmise sur celui-ci: la nouvelle loi révoquait en effet la plupart des 711 juges de la Cour suprême d'appel et du Conseil d'Etat (instance compétente pour les plaintes des citoyens contre le gouvernement), donnant aussi à Erdoğan le pouvoir de nommer un quart des juges de ce Conseil. Ce vote faisait suite aux importants changements apportés le mois précédent à la composition du Haut Conseil des juges et procureurs, qui nomme également une partie des juges du Conseil d'Etat, avec le transfert de 3.700 juges et procureurs. Le CHP (Parti républicain du peuple, opposition kémaliste) a annoncé qu'il allait lancer un appel contre cette loi devant la Cour constitutionnelle, mais il a peu de temps pour le faire, car une fois les nouvelles nominations effectuées par le Haut Conseil, même un appel recevant une réponse positive ne pourra les annuler. Pourtant, la justice fonctionne déjà bien dans le sens souhaité par le Président turc. Pour ne prendre qu'un exemple, six enseignants de l'université de Mersin ont vu le 8 leur contrat supprimé, certains inculpés des charges devenues habituelles de «insulte au président» ou «propagande terroriste» simplement pour des messages sur les médias sociaux critiquant la politique du gouvernement! L'un d'eux a été inculpé comme président d'une ONG soutenue par la municipalité HDP d'Akdeniz. Les accusés risquent de 15 à 20 ans de prison...

Toujours le 8, deux jours avant l'ouverture à Istanbul de la 40^{ème} session du Comité du Patrimoine Mondial, l'organisation *Europa Nostra*, Fédération européenne des organisations du patrimoine culturel basée à La Hague, a écrit à Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, pour attirer son attention sur les destruc-

tions provoquées par les opérations militaires au Kurdistan de Turquie. Signée par son président Denis de Kergolay, la lettre déclare notamment: «Un exemple important concerne la ville fortifiée de Sur, centre historique de Diyarbakir, déclaré site de conservation historique depuis 2012 et [...] site du patrimoine mondial par l'UNESCO depuis 2015, [où] selon une loi adoptée fin mars 2016, la grande majorité (plus de 80%) des bâtiments doit être expropriée. [...] Des zones importantes ont été rasées au bulldozer et transformées en terrains vagues et en rues vides, dans des quartiers où se trouvaient des centaines de sites du patrimoine culturel. Plus de vingt-cinq mille personnes ont dû trouver refuge en dehors de la ville. Des dizaines de monuments historiques ont été endommagés ou détruits, y compris l'église St. Guiragos, dont la restauration exemplaire avait reçu en 2015 un Prix européen du patrimoine attribué conjointement par l'Union européenne et *Europa Nostra* ». Les auteurs demandent à l'UNESCO de rappeler à ses obligations le pays hôte du Comité du patrimoine mondial et invitent les autorités compétentes en Turquie à respecter les droits de l'homme des habitants et les normes de réhabilitation du patrimoine en adoptant «une approche participative et d'étroite coopération avec les municipalités concernées, les organisations professionnelles et les habitants». Malheureusement, la Turquie n'est guère connue pour son approche participative vis-à-vis de ses citoyens. Le 11, l'organisation *Human Rights Watch* a rappelé que le pays n'avait toujours pas autorisé l'accès des enquêteurs des Nations Unies à sa région kurde. Par contre, la Turquie a vivement réagi le 12 à une exposition photographique sur les YPJ et YPG (combattants kurdes de Syrie, femmes et hommes) organisée au Parlement européen, le porte-parole présidentiel Ibrahim Kalin

ayant déclaré: « Il est inacceptable que le Parlement européen se livre à la propagande pour une organisation terroriste qui prend pour cibles quotidiennement des citoyens turcs ».

Le jeudi 14, le gouverneur provincial a imposé un couvre-feu continu sur 16 villages de la région de Silvan, tandis que le ministère de l'Intérieur ordonnait de démettre les deux co-maires de la ville de Mazıdağı dans la province de Mardin, accusés de soutenir les rebelles kurdes. Un procureur a lancé une enquête après qu'un véhicule municipal aurait été utilisé le 9 juillet dans une attaque à la voiture piégée sur une gendarmerie qui avait tué deux soldats et blessé 12 autres. Durant les 12 derniers mois, 22 maires, tous membres du Parti démocratique des régions (DBP), ont été emprisonnés et 31 autres démis pour leur soutien présumé au PKK – avec lequel le DBP nie toute collaboration.

Dans la nuit du 15 au 16 juillet, une partie de l'armée turque a lancé une tentative de coup d'Etat militaire contre le gouvernement élu de M. Erdoğan. Les forces aériennes semblent y avoir joué un rôle important, les événements ayant commencé vers 22h par des survols d'hélicoptères et d'avions militaires à Ankara et Istanbul. Des tanks sont également apparus dans les rues et des soldats ont pris position à Taksim et sur les ponts du Bosphore à Istanbul. Les militaires putschistes ont pris le contrôle de la télévision publique jusqu'à 2h du matin, diffusant un communiqué proclamant la loi martiale et un couvre-feu sur tout le territoire. À Ankara le parlement turc, le palais présidentiel et la résidence du Premier ministre ont été bombardés par plusieurs avions de chasse, ainsi que le quartier général des Forces spéciales à Gölbaşı par un hélicoptère qui a tué 57 policiers. Cependant le pré-

sident Erdoğan, en vacances dans un hôtel de la station balnéaire de Marmaris, a échappé (semble-t-il de justesse) à l'arrestation et probablement à la mort, réussissant finalement à regagner Istanbul en avion vers 4h30 malgré deux tentatives d'interception par des avions putschistes. Depuis l'aéroport, il a appelé sur son téléphone portable ses partisans à descendre dans la rue, accusant du putsch le réseau des partisans du prédicateur Fetullah Gülen, son ancien allié en exil aux Etats-Unis depuis 1999. À Istanbul et Ankara des affrontements ont opposé militaires putschistes et loyaux et partisans d'Erdoğan. Vers 5h30, des F-16 loyalistes ont bombardé des chars rebelles aux abords du palais présidentiel.

Au petit matin, 200 militaires putschistes se sont rendus aux forces loyalistes. D'après des chiffres donnés dès le lendemain par le chef d'état major des armées, 104 putschistes ont été abattus et plus de 2.800 militaires arrêtés, dont le général Erdal Öztürk, commandant de la 3e armée. Le Premier ministre Binali Yildirim a de son côté chiffré le bilan des affrontements à 265 morts et 1.440 blessés, dont un nombre indéterminé de civils, et a annoncé l'arrestation de 2.839 militaires. Le 27 juillet, l'état-major des forces armées a établi le compte de personnel militaire impliqué dans le putsch à 8.651 militaires (soit 1,5% environ des effectifs) disposant de 35 avions dont 24 avions de combat, 37 hélicoptères, 37 chars, 246 véhicules blindés et trois navires de la marine. La cause principale de l'échec des putschistes est clairement que l'ensemble de l'armée ne les a pas suivis. Les autorités judiciaires ont annoncé que 2.745 juges dans tout le pays allaient être démis de leurs fonctions. D'après la chaîne de télévision turque NTV, Alparlan Altan, l'un des 17 juges de la Cour constitutionnelle, a été placé en détention.

Aucun des partis d'opposition ne s'est solidarisé avec les putschistes. Dès le lendemain de la tentative, les deux co-présidents du HDP, Figen Yüksekdağ et Selahattin Demirtaş, ont publié une déclaration intitulée « La seule solution est une politique de démocratie ! » : « Dans ces journées difficiles et critiques que traverse la Turquie, quelle que puisse en être la raison, personne ne doit se substituer à la volonté du peuple. Le HDP est opposé à toute forme de coup d'État en toutes circonstances et par principe. La Turquie doit immédiatement adopter une démocratie pluraliste et libérale, la paix intérieure et extérieure, les valeurs et conventions démocratiques universelles. Il n'y a pas d'autre chemin que celui d'une politique de démocratie ». Mais Erdoğan ne semble pas avoir choisi cette voie. Dès le 17, il a parlé de réintroduire la peine de mort – le HDP précisant qu'il s'y opposerait. Puis le 20, le Conseil des ministres a instauré pour trois mois un état d'urgence qualifié par le président Erdoğan de « nécessaire pour éradiquer rapidement tous les éléments de l'organisation terroriste impliquée dans la tentative de coup d'État », qui permettra au président de suspendre les droits élémentaires et de légiférer par décrets sans passer par le parlement. Le vice-Premier ministre turc, Numan Kurtulmuş, a annoncé que la Turquie, en application de son article 15, dérogerait durant cet état d'urgence à la Convention européenne des droits de l'homme.

Fin juillet, le nombre de personnes suspendues ou arrêtées depuis le coup était estimé à 50.000: soldats, policiers, juges, fonctionnaires, enseignants... 99 généraux (sur les 360 que compte le pays) ont été formellement inculpés pour leur rôle dans la tentative, 14 autres étant toujours en détention. Le Haut Conseil de l'Education turc a suspendu 4 recteurs d'université, ordonné la démission de 1.577 doyens de facultés, dans des uni-

versités publiques comme privées, et a interdit les voyages des universitaires à l'étranger « pour éviter la fuite de complices ». Continuant et amplifiant les mesures de rétorsion prises avant la tentative de putsch, l'université d'Istanbul a privé de leur poste 95 universitaires. Le 23, le premier décret présidentiel après l'imposition de l'état d'urgence a ordonné la fermeture de 1.043 écoles privées, 1.229 associations caritatives et fondations, 19 syndicats, 15 universités et 35 institutions médicales, toutes suspectées de liens avec les gülenistes. Le décret a aussi fait passer la durée de garde à vue de 4 à 30 jours. M. Erdoğan a indiqué convoquer une réunion du Conseil militaire suprême pour le 28 au palais présidentiel (et non au GQG de l'armée comme d'habitude). Le décret doit être approuvé par le Parlement à la majorité simple (que les députés AKP possèdent) pour prendre force de loi.

Très vite mis en cause par Erdoğan, le prédicateur Fetullah Gülen a nié le 18 toute implication dans la tentative de coup d'État qui, si elle n'a impliqué qu'une minorité de militaires, semble avoir dépassé un groupe unique. Une frange kémaliste de l'armée pourrait s'y être trouvée en complicité objective avec des groupes gülenistes, mais l'organisation brouillonne de l'opération pourrait aussi signifier que les putschistes ont agi pour devancer une purge en préparation contre eux dont ils auraient été informés tardivement. Vu la rapidité et l'ampleur des arrestations lancées dès le lendemain de la tentative ratée, l'hypothèse d'une telle purge paraît vraisemblable. Dès le surlendemain de la tentative de putsch, l'agence d'Etat *Anatolie* annonçait que les procureurs avaient lancé dans tout le pays des mandats contre 2.745 juges et procureurs. Comme l'ont écrit de nombreux universitaires dans une lettre diffusée par le HDP et adressée le 24 à Federica

Mogherini et Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe: « Les listes de personnes à arrêter étaient prêtes avant même que le Coup d'Etat n'ait été lancé », précisant également: « Certains rapports font état que les personnes emprisonnées ne peuvent trouver d'avocat, personne n'osant accepter de les défendre de peur de se trouver inclus à son tour dans la purge ». Le tour pris par les événements est donc extrêmement inquiétant, et comme l'ont écrit plusieurs organes de la presse internationale « peut-être plus préoccupant que la tentative de coup d'Etat elle-même ». La réponse d'Erdoğan, très disproportionnée, ressort clairement d'un « putsch civil », faisant aussi appel aux informations les plus délirantes, comme cette circulaire diffusée dans toutes les provinces par le bureau de la sécurité générale accusant les gülenistes d'avoir préparé une attaque sur l'île d'Imrali où Abdullah Öcalan, le leader du

PKK, est détenu depuis 1999, et prévu d'inciter le PKK et les alévis à attaquer les autres Turcs, provoquant une guerre civile dans le pays (le HDP a d'ailleurs demandé l'accès à l'île pour vérifier l'état de santé d'Öcalan, au secret depuis plusieurs mois). Le même document déclare que le PKK devait lancer des attaques contre le HDP. Le co-président du HDP, Selahattin Demirtaş a parlé de « tentative de coup de putschistes contre des putschistes », caractérisant la politique d'Erdoğan comme « un coup d'Etat civil pour gouverner la société par des élections tenues suite à la guerre, à la violence, à des bombardements des villes – tout autant illégal que la tentative des putschistes de prendre le pouvoir par des moyens militaires, avec des chars et des fusils ». Il a également relevé que la guérilla kurde s'était abstenue de profiter de la situation pour renforcer ses positions sur le terrain. Demirtaş a également criti-

qué les émeutiers soutenant l'AKP, dont les plus extrémistes ont lynché de malheureux conscrits, exprimant son inquiétude que les quartiers alévis, kurdes et de gauche ne deviennent des cibles pour leur violence et déclarant : « La menace de coup d'État ne prendra pas fin aussi longtemps que la question kurde ne sera pas résolue dans la paix, qu'une démocratie institutionnelle et une constitution libérale ne seront pas en action. Mais je pense qu'il y a une très faible probabilité [que cela se produise] parce que l'AKP a toujours utilisé ces opportunités pour consolider son propre pouvoir et non en faveur de la démocratie ».

En effet, des mandats d'arrêt ont été émis le 25 contre 42 journalistes, puis de nouveau le 27 contre 47 ex-employés du quotidien *Zaman*. Le lundi 26, Erdoğan avait reçu les partis d'opposition... à l'exclusion du HDP.



5 juillet 2016

Plus de 30 morts dans un attentat suicide dans la ville syrienne d'Hassaké

05.07.2016 www.fr.sputniknews.com

Un kamikaze s'est fait exploser dans la ville d'Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, faisant au moins une trentaine de morts et plusieurs blessés.

L'explosion a eu lieu dans le quartier d'Al-Salakhia, a rapporté une source kurde à Sputnik. Le kamikaze aurait utilisé une ceinture d'explosifs, a précisé la source.

Selon l'agence SANA, l'explosion aurait fait quatre morts et au moins 15 blessés dont certains grièvement.

Les terroristes de Daech ont revendiqué l'attaque.

La ville d'Hassaké, à majorité kurde, se trouve à 612 kilomètres de Damas. Les terroristes de

Daech ont été délogés entièrement d'Hassaké en juillet 2015. La ville est contrôlée principalement par les Forces démocratiques syriennes (FDS), kurdes pour l'essentiel.

La Syrie est le théâtre d'un conflit armé depuis mars 2011. Selon l'Onu, dont les dernières statistiques remontent à 18 mois faute de données, cette guerre a déjà fait plus de 250.000 morts et poussé des millions de personnes à l'exil.

En 2014, le groupe djihadiste Daech a commencé à intensifier son activité dans la région du Proche-Orient en cherchant à créer un califat sur les territoires irakiens et syriens tombés sous son contrôle. Selon les données de la CIA, près de 30.000 personnes venant de 80 pays du monde combattent aujourd'hui dans les rangs du groupe Daech. ●



Une explosion à Hassaké, capture d'écran de @dilkocer

Le Monde

VENDREDI 1^{ER} JUILLET 2016

Entre les Kurdes et l'EI, Ankara piégé par le conflit en Syrie

Le gouvernement turc ne peut à la fois mener une guerre totale contre le PKK et contenir la menace djihadiste

ISTANBUL - correspondante

Le 29 juin a été déclaré jour de deuil national en Turquie. A Istanbul et ailleurs, les omniprésents drapeaux rouges frappés de l'étoile et du croissant ont été mis en berne mercredi pour saluer la mémoire des 41 personnes tuées dans le triple attentat perpétré la veille à l'aéroport Atatürk d'Istanbul. Ces démonstrations de deuil collectif ne suffisent pas à masquer le trouble qui travaille un pays affecté en profondeur par les débordements du conflit syrien.

Le premier ministre, Binali Yıldırım, l'a annoncé dans la nuit de mardi à mercredi : l'attentat porterait la « marque de Daech ». Aucune

La Turquie a toujours affiché son hostilité aux avancées des forces kurdes face à l'EI

revendication n'a pourtant été émise par cette organisation djihadiste, généralement prompte, comme pour Orlando et Magnanville, à s'arroger la responsabilité de tous les actes, même isolés, commis en son nom. En Turquie, c'est la confusion qui prévaut, aussi bien sur les causes de tels at-

tentats non revendiqués mais toujours attribués d'office à l'organisation Etat islamique (EI) par les autorités que sur les intentions d'Ankara vis-à-vis des djihadistes.

La Turquie a rejoint la coalition internationale contre l'EI en août 2015, à la suite de l'attentat de Suruç, à la frontière syro-turque, le 20 juillet, qui avait visé des militants pro-Kurdes sur le point de se rendre dans la ville kurde syrienne de Kobané. Ayant fait 32 victimes, cette attaque était intervenue peu après que la branche légale du mouvement kurde avait obtenu un succès historique aux élections générales de juin, empêchant l'AKP, le parti conservateur au pouvoir, de gouverner seul.

L'aile armée du mouvement kurde, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), avait alors dénoncé l'attentat de Suruç comme une manipulation d'Ankara devant être vengée par les armes, rompant ainsi le processus de paix en cours avec l'Etat turc depuis 2013. Dans les jours suivants, le sud-est du pays, à majorité kurde, sombrerait dans une nouvelle guerre qui, un an plus tard, s'est traduite par la destruction de quartiers entiers dans des affrontements de rue entre forces turques et guérilla kurde, par des attentats réguliers du PKK visant des cibles militaires.

et policières, et par des accrochages presque quotidiens dans les maquis du pays kurde.

Moment de basculement pour la Turquie, premier d'une succession d'attaques attribuées à l'EI mais jamais revendiquées, l'attentat de Suruç et ses suites ont permis à Ankara de défendre l'idée qu'elle se trouverait confrontée à une menace terroriste identifiée dans un même mouvement aux rebelles kurdes et à l'EI. Bien que le discours officiel qui relayait cette conception du conflit en cours ait placé les uns et les autres sur le même plan, la Turquie a montré quelles étaient ses priorités.

Base arrière des djihadistes

Engagé dans une guerre totale contre le PKK sur son propre territoire, Ankara n'est pas à proprement parler intervenu contre l'EI en Syrie. Au contraire, la Turquie s'est montrée systématiquement hostile aux avancées des forces kurdes syriennes face aux djihadistes. Placées de fait sous le contrôle du PKK, dénoncées comme « terroristes » par Ankara, elles se trouvent être les meilleures alliées au sol de la coalition internationale contre l'EI en Syrie.

Combattre à la fois l'EI et l'un de ses pires ennemis, le PKK, est impossible. La Turquie est donc mise en demeure de choisir : éviter

d'exercer une pression trop forte sur les djihadistes ou chercher une sortie de conflit avec le PKK et trouver un modus vivendi avec ses alliés kurdes syriens. Rien n'indique, au contraire, que la Turquie ait choisi cette voie.

Par ailleurs, les opérations que les forces turques mènent à un rythme plus soutenu contre les cellules djihadistes – qui ont prospéré sur son territoire à la faveur de la guerre qui fait rage en Syrie voisine, où la Turquie soutient des groupes armés d'inspiration islamiste contre les Kurdes et le régime de Damas – et la réponse graduée d'Ankara aux tirs de roquette vers son territoire depuis des positions de l'EI proches de sa frontière n'indiquent pas encore une volonté réelle de changer de cap. La Turquie est, depuis le déclenchement du conflit syrien, une voie d'accès vers la Syrie et une base arrière de fait pour les djihadistes. Les conséquences de cette réalité ne peuvent être renversées immédiatement.

Aussi, si les efforts spectaculaires d'Ankara pour renouer des liens avec Israël et la Russie dénotent déjà d'un redéploiement de sa stratégie régionale, le piège syrien dans lequel s'est enfermé la Turquie pourrait être plus délicat à désamorcer. – (Intérim.) ●

BAGDAD, APRÈS L'HORREUR

ÉDITORIAL III

Comment se refuser à la banalisation? L'attentat au camion piégé perpétré, samedi 2 juillet, en plein cœur de Bagdad, la capitale irakienne, a fait près de 220 morts et autant de blessés. Il a détruit des immeubles sur plusieurs mètres, réduit à néant nombre de commerces et ravagé un peu plus encore une ville saturée de violences. Mais les bilans humains et matériels ne disent pas toute l'horreur d'une des pires formes de terrorisme qui soit.

C'est comme avec la torture. Pour se figurer l'ampleur du crime, il faut entrer dans les détails. Il faut regarder les images de cette artère commerçante du quartier de Karrada, où, ce soir-là, au moment de la rupture du jeûne de ramadan, déambulaient des centaines de passants en famille. Ici, on n'a pas assez d'argent pour disposer d'un générateur pour l'air conditionné à la maison. Le soir, la population échappe à la chaleur estivale de Bagdad en envahissant les rues. Les commerces sont ouverts, les enfants sont dehors.

Les assassins ne préviennent pas. Il n'y a pas de sirènes, pas d'avertissements, pas de

bruit d'avions ou d'hélicoptères qui se rapprochent. Pas moyen d'esquiver le souffle, puis la boule de feu qui se dégage du camion piégé, bourré d'explosifs, que les tueurs en série de l'organisation dite « Etat islamique » (EI) ont garé un peu plus tôt dans la rue. Rien n'a été laissé au hasard. Les extrémistes sunnites ont choisi une des artères les plus commerçantes d'un quartier chiite, au moment où les familles font les courses pour la fête de la fin du ramadan. Ils ont choisi de tuer ou de mutiler le plus d'enfants et de femmes possible.

On sait leurs « raisons ». L'EI est sur la défensive. Il est progressivement chassé des territoires qu'il a saisis en Irak et en Syrie à l'été 2014. Il vient de perdre, fin juin, la grande ville sunnite de Fallouja, à quelque 60 kilomètres de Bagdad, après avoir dû céder plusieurs autres localités importantes. Cette reconquête permet de démanteler peu à peu ces structures para-étatiques de l'EI qui en font un mouvement terroriste à part, prétendant administrer des villes et un territoire. Elle diminue aussi son potentiel militaire et économique. Elle brise son aura d'invincibilité.

Bientôt, la « capitale » de l'EI en Irak, la grande et belle ville de Mossoul, plus au

nord, sera à son tour la cible de l'alliance des forces de la reconquête: armée irakienne, puissantes milices chiites, forces kurdes, l'ensemble appuyé par l'aviation américaine. Mais l'EI dispose de cellules terroristes ici et là, qu'elle peut encore activer. Elle va sans doute perdre « la guerre des villes ». Elle ne sera plus un ersatz d'Etat, elle redeviendra un mouvement de guérilla. La défaite militaire de l'EI ne mettra pas fin à sa pratique du terrorisme djihadiste.

Celle-ci se nourrit de la faillite d'un Etat central majoritairement contrôlé par les chiites d'Irak (la branche minoritaire de l'islam) et qui a marginalisé la minorité sunnite du pays. En multipliant ces dernières semaines les attentats dans des quartiers chiites, l'EI entend susciter la réplique des milices chiites contre les sunnites. Il perpétue ainsi cette guerre civile religieuse qui lui permet de se présenter comme « protecteur » des sunnites d'Irak...

La vraie victoire sur l'EI ne viendra qu'avec l'instauration à Bagdad d'un pouvoir respectueux de l'équilibre des forces ethniques et religieuses en Irak. Ce n'est pas gagné. ■



Le Parisien

5 JUILLET 2016

Des troupes françaises au sol en Irak : la fin d'un tabou ?

05 juillet 2016 leparisien.fr

Parmi les propositions de la commission sur les moyens de lutte contre le terrorisme, celle d'« intervenir militairement plus massivement, y compris au sol » en Irak (proposition numéro 32) marquerait, si elle était adoptée, un tournant

majeur de la politique de Défense française. Un tabou est d'ores et déjà levé. Un tel scénario n'avait jusqu'à présent été évoqué que par des voix isolées, jamais par un groupe de députés.

Depuis le mois de septembre 2014, les Rafale et les Mirage frappent dans le cadre de l'opération Chammal afin de « renverser le rapport de force » entre Daech et les unités de l'armée régulière irakienne. Mais il s'agit d'une opération aérienne. Les unités françaises opérant sur le terrain à Bagdad ou à Erbil appartiennent aux forces spéciales et effectuent des missions de formation auprès de leurs homologues irakiens, ainsi qu'auprès des peshmergas kurdes. Par cette proposition impliquant l'engagement d'unités d'infanterie, stratégie forcément plus coûteuse en



vies humaines que les actuelles frappes aériennes, les parlementaires se montrent plus va-t-en-guerre que le ministère de la Défense. Pour l'heure, Jean-Yves Le Drian, lui, n'envisage pas l'option d'une guerre au sol. ♦ E.P.

Erdogan in his labyrinth



Roger Cohen

Pity the Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, in his labyrinth.

It's a large labyrinth. As he drifts from room to room — and there are about 1,000 of them in his new Ankara palace — Erdogan no doubt has time to reflect on Turkey's travails and perhaps ponder how events can escape the control of even the most megalomaniacal ruler.

Here's a sobering thought: Erdogan, the would-be leader of the Sunni world, after 13 years in power, alone in his vast palace with his neo-Ottoman dream in shreds and Turkish society polarized to the point of violence.

Erdogan blamed unspecified "terrorist organizations" for the vile attack at Istanbul Ataturk airport that killed 42 people. His prime minister, Binali Yildirim, tentatively blamed the Islamic State, or ISIS. This was a clearer statement from the government than last October when a terrorist attack in Ankara that killed 103 people, the deadliest in modern Turkish history, was attributed to a "cocktail" of jihadi Islamists and Kurdish militants — whatever that means.

Most of the victims then were Kurds. Mystery still surrounds the bombing.

For Erdogan, the word "terrorist" chiefly denotes the Kurdish militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which has fought an intermittent insurgency against Turkey since the 1980s.

In Turkey's southeast, many towns are under curfew. Erdogan is waging a relentless campaign against the Kurds

in the shadow of the Syrian war. Kurdish territorial inroads and self-government in northern Syria have awoken the darkest specter in the Turkish psyche: a border-straddling Kurdistan.

ISIS, by comparison, has been an object of ambivalence. Erdogan has played a double game.

For a long time he allowed ISIS recruits to move across Turkey and over the border to the Islamic State's Syrian stronghold of Raqqa. Given a choice between the terrorists of the Islamic State in northern Syria and what, for him, are the Syrian-Kurdish terrorists of the P.K.K.-affiliated Democratic Union Party, or P.Y.D (and its associated militia, the Y.P.G.), the Turkish president has no doubt who is more menacing.

ISIS has had anti-Kurdish uses for

Turkey's descent into violence is of Erdogan's own creation. The airport attack was in many ways a bloodbath foretold.

Erdogan. By contrast, the Kurdish enclave in northern Syria, known as Rojava, is only trouble from a Turkish perspective. That the Y.P.G. has, in effect, been America's most effective ground force against ISIS complicates Erdogan's position. Turkey is a NATO ally opposed to America's anti-ISIS Syrian-Kurdish alliance.

Welcome to the Middle East. I hope everything is clear in this Kurdish alphabet soup (I have not even mentioned Turkey's Kurdish-dominated Peoples' Democratic Party, or H.D.P., out of deference to you, dear reader.) If all is fog, please at least retain the following:

Erdogan has found himself in a terrible neighborhood, his country destabilized by more than five years of war in Syria and the millions of refugees pouring across the border. He has been frustrated, with reason, by President Obama's unwillingness to back with a coherent policy his statement in 2011 that President Bashar al-Assad of Syria must "step aside." But, in the end, Turkey's descent into violence is of Er-

dogan's own creation.

Prickly and erratic, he has perceived enemies everywhere — in the press (whose freedom he has stifled), among former business allies, in the secular Turkey that resists his increasingly unbridled attempts to advance an Islamist agenda. Turning his back on years of attempted reconciliation with the Kurds, he has adopted an uncompromising brutality. Seeing his power threatened, he was prepared to countenance violence to instill an atmosphere of fear in the run up to last year's November election, so that he could emerge as strongman-savior.

Borrowing from Vladimir Putin's playbook, Erdogan has gone through the alternating-office routine — in his case, prime minister to president — in order to render the Constitution pliant to his appetite for power. Forsaking diplomacy for braggadocio, he has gotten into fights with Israel, with Egypt, with Russia, to the point that Turkey's economy was reeling and he found himself obliged to apologize to Russia and settle differences with Israel in recent days.

Above all, Erdogan has contrived to turn Turkey — the poster child of moderate democratic Islam not so many years ago — into a divided and combustible country where the Erdogan personality cult grows daily at the expense of freedom. It was typical of the Erdogan order that access to Twitter and Facebook was cut off for hours in the aftermath of the airport attack.

In doing all this, Erdogan knew that he has the United States and Europe where he wants them. For strategic reasons (military for America; refugees for Europe), they need Erdogan more than he needs them. So he does what he wants — with dire consequences.

Funny how the "zero problems" foreign policy of early "neo-Ottomanism" morphed into a very problematic reality: Erdogan has reaped the bitter harvest of his machinations.

I grieve for the victims of the terrorist attack at Ataturk airport. It was in many ways a bloodbath foretold.

Making new enemies, and angering allies

ISTANBUL

Turkish leader is mired in disputes as he seeks to expand his power

BY SABRINA TAVERNISE

Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, strode onto a stage a month ago, looking down upon a sea of a million fans waving red Turkish flags. They were celebrating the 15th-century conquest of what is now Istanbul by the Ottoman sultan Mehmed II, the golden moment of Turkey's Islamic ancestors triumphing over the Christian West.

"The conquest means going beyond the walls that the West thought were impervious," Mr. Erdogan said as the crowd roared. "The conquest means a 21-year-old sultan bringing Byzantium to heel."

The spectacle, complete with a fighter-jet sky show and a reenactment of the conquest with fireworks and strobe lights, projected the image of unity and command, of a nation marching together toward greatness, drawing on the achievements of a glorious past. But that soaring vision is being grounded by sobering realities.

Mr. Erdogan, who long professed a foreign policy of "zero problems with neighbors," seems to be mired in disputes with just about everybody and just about everywhere. Kurdish and Is-



POOL PHOTO BY MURAT CETINMUHURDAR

President Recep Tayyip Erdogan has stirred resentments with Turkey's neighbors.

lamic State militants have struck Turkey 14 times this year, killing 280 people and sowing new fears. The economy has suffered, too, as the violence frightens away tourists.

At the same time, Mr. Erdogan has become increasingly isolated, frustrating old allies like the United States by refusing for years to take firm measures against the Islamic State. He has recently gotten serious about the militant

group, but that appears to have brought new problems: Turkish officials say they believe that the Islamic State was responsible for the suicide attack that killed 44 people last Tuesday in Istanbul's main airport, a major artery of Turkey's already strained economy.

He has helped reignite war with Kurdish separatists in Turkey's southeast, leaving hundreds of civilians dead in fighting that began last summer. He alienated Moscow last fall by shooting down a Russian fighter jet that he said had strayed into Turkish airspace.

He had grown so alone that this past week, he moved to make peace deals with Russia over the jet's downing and with Israel over its killing of several Turkish activists on a Gaza-bound flotilla in 2010, after railing against both countries to voters.

"I think this is an indicator of how desperate they are," said Cengiz Candar, a visiting scholar at the Stockholm University Institute for Turkish Studies.

Where Mr. Erdogan once held up Turkey as a model of Muslim democracy, he now frequently attacks democratic institutions. The editor in chief of Turkey's largest daily has fled the country, and another is on trial on charges of revealing state secrets. The president has grown intolerant of criticism, purging his oldest allies from his inner circle and replacing them with yes-men and, in some cases, relatives. (His son-in-law is the energy minister.)

Mr. Erdogan hints darkly in near-daily speeches on Turkish television that foreign powers are plotting to destroy him, and he has moved from a modest house in central Ankara to a grandiose, Persian Gulf-style palace on the edge of the city. Brown and pink buildings for his staff dot meticulously landscaped grounds so enormous that staff members are driven around in minibuses.

Now he has set his sights on a new target: transforming Turkey's parliamentary system of government into a presidential one, a change his critics say could soon open the door to his seizing the title of president for life. On the night of the airport bombing, the Parliament, which his party controls, worked until 5:45 a.m. to pass sweeping legislation that will help pave the way by purging hundreds of judges from Turkey's top two courts.

"The ship is going very fast toward the rocks," said Ergun Ozbudun, a liberal constitutional expert who once defended Mr. Erdogan. "Pray for us."

The story of how Turkey, a NATO member with the eighth-largest economy in Europe and a population the size of Germany's, ended up here is as much about Mr. Erdogan as it is about the

country's unlucky geography near a convulsing Middle East. While Mr. Erdogan has seemed to have nine lives, wriggling out of every crisis, he now finds himself cornered by conflicts on many fronts, including deep divisions in his own society that he has helped create.

"Erdogan is still the most popular political leader, but there is unease in the population," said Soli Ozel, a Turkish columnist and professor at Kadir Has University in Istanbul. "A lot of people are thinking this is an untenable situation."

Mr. Erdogan, 62, is one of the most talented politicians Turkey has ever known, rising from a poor neighborhood in Istanbul to the heights of power, where he has won election after election since 2002. He succeeded where others had failed in tearing down Turkey's rigid, classist system of government, sending the meddling military back to its barracks and opening up the bureaucracy, long deeply suspicious of Turkey's pious underclass.

In his early years as prime minister, the economy soared and, as incomes rose

"Erdogan is still the most popular political leader, but there is unease in the population."

sharply, so did his popularity. But his critics — and even some of his admirers — say he became so absorbed in battling his enemies, real and perceived, that he lost his way. He became distracted, they say, by delusions of imperial grandeur and in the process badly damaged institutions critical for a functioning democracy.

Even a former friend, who like others feared being identified, said he had known Mr. Erdogan for 40 years but no longer recognized him.

Mr. Erdogan's advisers point out that institutions like the free press and judiciary were never all that free to begin with. They say that his government has genuinely been in danger, a claim Western officials corroborate, and that changes in the judiciary aim to fix a broken system.

Ilnur Cevik, one of Mr. Erdogan's chief advisers, said the rapprochement with Russia and Israel was part of a strategy to turn the page and might soon be followed by similar measures to quiet some of the storms Mr. Erdogan has raised, like with Egypt, with which Mr. Erdogan fell out in 2013 over the ouster of that country's first democratically elected president.

There was good news on the media front, too: On Thursday night, a journalist and a human rights activist were released from jail.

"We have to kind of change gears regarding foreign policy, regarding the press, regarding many issues in Turkey, and I think Mr. Erdogan will start doing that," Mr. Cevik said, seated in a spacious palace room recently outfitted so that it smelled like the interior of a new car. "We have to show our true face to

the American public. We are completely misunderstood at the moment.”

A political outsider, Mr. Erdogan helped found the Justice and Development Party, a diverse and inclusive grass-roots political machine that turned out to be very good at winning elections, not because it cheated but because its members worked hard.

“He really listened to his friends,” said Dengir Mir Mehmet Fırat, another of the party’s founders. “He was patient. He would consult with a rich and varied spectrum of people. When he saw violence, he knew how to step back.”

To gain control of Turkey’s bureaucracy, Mr. Erdogan struck an alliance with an opaque religious group led by an Islamic preacher, Fethullah Gulen, filling the ranks of the police and the judiciary with their highly educated members.

“I told him I didn’t think any part of the state should be left to the control of people with a certain ideology,” said Mr. Fırat, a Kurd who has since left the party. “His answer was, ‘We will not be harmed by those who look toward Mecca.’ We were not an Islamist party — we were a democratic party. But he was already drifting away.”

That was because he could: With the military out of the picture, the major check on his power had been removed.

But Islam was not his undoing. Absolute power was. As Mr. Erdogan grew more popular, winning broad pluralities and even majorities in each successive election, he began to behave with a kind of Bolshevism, believing that he was the very embodiment of the people, former officials said.

Others argue that Turkey’s problems are as much about the country as they are about Mr. Erdogan.

“We treat Erdogan as the cause, but



A rally to mark the 563rd anniversary of the conquest of Istanbul in May. President Recep Tayyip Erdogan’s popularity may ultimately hinge on an economy that is seen as faltering.

in some sense he is the consequence of Turkish society — he is our creation,” said Hakan Altınay, the director of the European School of Politics at Bogazici University in Istanbul. “We have learned that even though we have the hardware of democracy — institutions, elections — our software is not good. We are too attuned to status, too willing to submit to authority.”

Today, many say, Mr. Erdogan has simply adopted the bad habits of former Turkish leaders he came to power to defeat. He needs allies, so he has struck an alliance with the military — the chief of staff was a witness at his daughter’s wedding — and extreme nationalists are now resurgent. That is deeply troubling to human rights advocates who have documented the missing-person case of a Kurdish politician from Sırnak,

Hursit Kulter, the first such disappearance since 2001.

“Erdogan today has been captured by the patriotic forces of Turkey,” said Dogu Perincek, the head of a nationalist political party close to the military, who was jailed for conspiring against the state but recently released.

Mr. Erdogan’s Achilles’ heel is the economy. While loyal, his voters care about their pocketbooks more. Incomes have stagnated in recent years and foreign direct investment, a key indicator of economic direction, has been declining, not counting real estate purchases.

“We have an ulcer, not cancer,” Atilla Yesilada, a financial consultant in Istanbul, said of the economy. “But all signs point toward sicker.”

REUTERS

Suicide bombing kills at least 16 in northeast Syria

Tue July 5, 2016 REUTERS

A SUICIDE BOMB blast claimed by Islamic State killed at least 16 people in the mostly Kurdish-controlled city of Hasaka in northeastern Syria on Tuesday, the monitoring group the Syrian Observatory for Human Rights said.

The attacker detonated his explosives at a bakery. Several other people were wounded and the death toll was likely to rise because of the number of serious injuries, the British-based Observatory said.

Three children and two women were among those killed, it said.

Islamic State said in an online statement that one of its members carried out the attack, and that it targeted the Kurdish YPG militia.



The group has targeted areas of Hasaka province in the past, including another city, Qamishli. But bomb attacks in Hasaka city itself have been rarer in recent months.

The YPG, which controls most of Hasaka province, captured large areas of territory from Islamic State in northeastern Syria last year and is involved in a U.S.-backed offensive that has advanced against the jihadists further west near the Turkish border. ●

LA SALE GUERRE DU PRÉSIDENT ERDOĞAN

« L'homme qui se prend pour un sultan »

Dans sa soif croissante de pouvoir, le président turc a lancé une chasse aux sorcières contre ses opposants. L'un des principaux responsables de la gauche témoigne de sa dérive autocratique.

PAR SELAHATTIN DEMIRTAŞ *

LA VIE politique turque s'est encore rapprochée du gouffre qui menace de l'engloutir lorsque, le 20 mai 2016, le vote d'un amendement temporaire à la Constitution a entraîné la levée immédiate de l'immunité parlementaire de plusieurs dizaines de députés. L'article adopté ce jour-là bafoue non seulement la Constitution elle-même, mais les principes universels du droit et de la démocratie.

Introduit sur ordre du président Recep Tayyip Erdoğan, l'amendement visait principalement le Parti démocratique des peuples (HDP) (1), le groupe d'opposition le plus dynamique au Parlement. Pas moins de 417 chefs d'accusation ont été établis contre 53 députés du HDP pour des propos tenus lors de réunions publiques. En d'autres termes, ils sont poursuivis exclusivement pour leur usage du droit fondamental à la liberté d'expression. M. Erdoğan a ainsi franchi un pas supplémentaire dans sa tentative de bannir le HDP du Parlement et de la vie démocratique.

Le chef de l'État considère notre parti comme un obstacle à l'instauration d'un pouvoir autocratique. Parce que notre formation constitue la principale plate-forme pour les forces populaires et démocratiques turques en général, et pour le mouvement politique kurde en particulier, il entend la réduire au silence.

Il veut faire barrage à toute opposition et bâillonner les voix qui, au Parlement (2), dénoncent les violations des droits humains perpétrées dans les régions à majorité kurde.

* Coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP), président du groupe parlementaire de cette formation politique à la Grande Assemblée de Turquie et député d'Istanbul depuis juin 2015.

Nous ne plierons pas face aux manœuvres qui visent à déférer nos élus devant des tribunaux transformés en machines de guerre à la solde du Parti de la justice et du développement (AKP). Nous poursuivrons notre combat pour la justice et pour l'égalité, main dans la main avec les autres forces démocratiques de Turquie, en nous dressant contre les poursuites dont nos députés sont la cible et contre les arrestations de nos élus locaux (3). Le pays qui, fût-ce de manière formelle, discutait il n'y a pas si longtemps de l'harmonisation de ses normes démocratiques avec l'Union européenne est à présent assourdi par le fracas des blindés et de l'artillerie dans les villes kurdes et par les vociférations de M. Erdoğan, apparemment convaincu qu'il lui suffit de hurler de plus en plus fort depuis son palais pour asseoir sa légitimité.

Une guerre de facto, aux conséquences funestes, se déchaîne une fois encore contre les villes kurdes, menaçant de réduire en poussière l'unité de la société. Cette guerre se mène avec des armes lourdes et des chars qui tirent sur des maisons. Des centaines de civils, des centaines de membres des forces de sécurité turques et un nombre inconnu de militaires kurdes ont perdu la vie depuis juillet 2015 afin que le parti de M. Erdoğan puisse gagner des voix supplémentaires et assurer l'avènement d'un système présidentiel, quitte à précipiter le pays tout entier dans une spirale de destruction.

DEVANT les menées guerrières du palais, le peuple a fait entendre ses craintes d'un retour aux années noires de la décennie 1990. Ce qui se produit aujourd'hui dépasse pourtant en atrocité tout ce que nous avons connu. Dans la ville de Cizre, par exemple, des centaines de personnes ont été brûlées vives dans leurs caves, tandis que le vieux quartier de Sür, à Diyarbakır, a été totalement rasé (lire le reportage ci-dessus).

Un sentiment d'inquiétude et de détresse s'empare de la société, qui voit sa sécurité quotidienne mise en péril. L'espace dévolu à la vie démocratique se réduit comme peau de chagrin à mesure que l'on muselle les voix de l'opposition. Les détenteurs du pouvoir instaurent un régime de plus en plus autoritaire pour resserrer leur contrôle et perpétuer leur règne. Telle est la situation en Turquie aujourd'hui.

Et, pendant ce temps, que font les institutions européennes ? On attend toujours qu'elles expriment une condamnation un tant soit peu ferme et audible. Non seulement elles ignorent les destructions en cours, mais elles refusent ouvertement d'entamer les démarches qui pourraient peut-être empêcher les exactions. Les organisations internationales ne font guère mieux : après trois mois de tergiversations, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a appelé Ankara à créer une commission d'enquête indépendante sur les tueries de Cizre. Aucune mesure concrète n'a en revanche été prévue pour enjoindre à la Turquie de respecter les traités internationaux dont elle est signataire (4).

L'Europe regarde ailleurs alors que des valeurs aussi universelles que la démocratie et les droits humains sont piétinées en Turquie. Les Européens s'inquiètent de la crise des réfugiés, tandis que les Américains se soucient surtout de la guerre contre l'Organisation de l'État islamique (OEI). Certes, ce sont des dossiers cruciaux. Mais pourquoi négliger la situation des Kurdes de Turquie, à laquelle ils sont étroitement liés ? On peine à comprendre ce silence devant les violations des droits fondamentaux par M. Erdoğan et par l'AKP, qui utilisent les rescapés de la guerre en Syrie comme arme de chantage (5).

LE PROCESSUS de paix entamé fin 2012 avait apporté à tous une grande bouffée d'oxygène (6). La route était encore longue, mais un grand pas avait été franchi vers une réconciliation durable entre peuples turc et kurde. Cependant, en avril 2015, le régime d'Ankara a soudain décidé de durcir les conditions de détention de M. Abdullah Öcalan, dirigeant historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et architecte du processus de paix, à qui toute visite et tout contact avec l'extérieur ont été brusquement interdits. Cette stratégie de la tension a abouti au déclenchement, à l'été 2015, de l'offensive militaire dans la région kurde.

Le président ne veut surtout pas que le dialogue puisse se rouvrir. Pas question pour lui de retourner à la table des discussions ou de mettre fin à une guerre sans laquelle son trône

risquerait de lui échapper. On en est arrivé au point où, en Turquie, le simple fait de plaider pour la paix est considéré comme un délit. En témoigne le sort de ces quatre universitaires poursuivis pour « *propagande terroriste* » et démis de leurs fonctions pour avoir lu en public une pétition réclamant la fin des opérations militaires dans les villes du Sud-Est (7).

M. Erdoğan n'hésite pas non plus à aligner dans son viseur les Kurdes syriens qui ont héroïquement combattu l'OEI et, avec le soutien de la coalition internationale, obtenu des avancées significatives sur le terrain. Ankara a ainsi fermé toutes les frontières susceptibles d'être franchies par les combattants kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD, formation sœur du PKK en Syrie), bien que ces derniers n'aient jamais tiré une seule balle en direction de la Turquie.

NOUS DEMANDONS la levée immédiate de l'état de siège des villes kurdes, avant qu'il ne soit trop tard et que la violence en Turquie n'atteigne des niveaux incontrôlables. Nous appelons les deux parties à mettre fin à la guerre. Car, aussi longtemps que prévaut le langage des armes, la sphère démocratique continue de se réduire, permettant à M. Erdoğan de s'ériger en seul garant de la stabilité nationale.

Au Proche-Orient, dont les frontières ont été dessinées sur un coin de nappe il y a un siècle (8), il semble impossible de s'extraire de l'alternative mortelle entre l'OEI et des

régimes despotiques. La seule issue passe par un modèle démocratique séculier et pluraliste qui mette les différents peuples et confessions sur un pied d'égalité, avec des administrations locales plus fortes et autonomes, et un éventail plus large et plus solide de droits collectifs et individuels.

Aux élections de juin 2015, notre parti a réussi à réunir 13 % des voix, grâce à un programme qui promouvait cette vision à la fois pour la Turquie et pour les pays du Proche-Orient. Nous avons assuré une représentation aux citoyens arméniens, yézidis, arabes et assyriens, aux travailleurs, aux universitaires, à la jeunesse et aux femmes, aux alévis et aux sunnites, aux Turcs et aux Kurdes. Bref, c'est le pays dans toute sa diversité qui est entré au Parlement, main dans la main, avec sur les lèvres des chants de paix.

Six millions d'électeurs ont accordé leur voix à un avenir commun, et le HDP est devenu le point de convergence où se matérialisent les espoirs de paix. Les peuples du pays en ont retiré la conviction qu'ensemble ils pouvaient soigner la démocratie turque en souffrance.

Oui, nous étions l'avenir de la Turquie. Mais il y existait aussi une autre fraction : celle qui s'accroche à un passé d'oppression et qui a échoué à apporter quelque bienfait que ce soit au peuple. Notre succès aux élections

du 7 juin 2015 a privé l'AKP nationaliste et sectaire de son régime de parti unique (9). Il a introduit un grain de sable dans les rouages du système de M. Erdoğan, l'homme qui se prend pour un sultan. En vertu de quoi le président a présenté notre parti comme un ennemi qui mérite d'être écrasé à n'importe quel prix, nous qualifiant de « *terroristes* », déclarant mort et enterré le processus de paix et replongeant le peuple dans la guerre civile des années 1990.

SON HOSTILITÉ tient aussi à notre engagement en faveur de l'égalité des ethnies et des sexes, antithèse absolue du profil sectaire et « *mâle dominant* » de l'AKP. Cette incompatibilité est apparue au grand jour durant les négociations de paix, quand les représentants du régime trouvaient systématiquement des objections à toutes nos exigences, nous demandant par exemple : « *Qu'est-ce que la question des femmes a à voir avec le processus de paix kurde ?* » Ils trouvaient cela étrange, parce que nos mentalités dif-

Trente ans de conflit

10 août 1920. Le traité de Sèvres prévoit la création d'un Kurdistan autonome.

24 juillet 1923. Le traité de Lausanne conduit à l'abandon des droits kurdes.

27 novembre 1978. Création du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) par M. Abdullah Öcalan, «Apo».

août 1984. Début de l'insurrection du PKK.

Octobre-novembre 1992. L'armée turque lance une offensive en territoire irakien, causant plusieurs milliers de victimes civiles.

15 juillet 1993. Interdiction du Parti populaire du travail (HEP, créé en juin 1990). Les députés kurdes se regroupent au sein du Parti de la démocratie (DEP), qui sera lui aussi dissous en 1994. Il en ira de même de tous les partis politiques prokurdes jusqu'en 2013.

Mars 1995. Offensive militaire majeure de l'armée turque (35000 soldats) destinée à écraser les bases arrière kurdes dans le nord de l'Irak.

Février 1999. M. Öcalan est capturé au Kenya par les services secrets turcs, américains et israéliens. Il est condamné à mort en juin, mais la sentence sera commuée en prison à perpétuité.

9 février 2000. Le PKK annonce la fin de la lutte armée.

Avril 2002. Le PKK prend officiellement le nom de Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan (Kadek), abandonne les références au marxisme-léninisme et affirme sa volonté de pacifier et de légaliser les revendications kurdes.

Juin 2004. Reprise de la guérilla du PKK, qui annoncera un cessez-le-feu en septembre 2006.

Mars 2013. Après l'engagement de pourparlers avec le gouvernement turc en décembre 2012, le chef rebelle appelle à une trêve qui se veut historique.

Octobre 2013. Création du Parti démocratique des peuples (HDP).

Septembre 2015 - juin 2016. Investies par des miliciens kurdes, plusieurs villes du Sud-Est sont reprises par les forces turques.

féraient totalement. Parce que nous ne luttons pas seulement pour les Kurdes : nous luttons pour tout le monde.

Peut-être l'Occident croit-il toujours pouvoir faire des affaires avec M. Erdoğan. Mais voyez seulement le sort de M. Ahmet Davutoğlu, le premier ministre congédié par son maître (10). Le président turc n'a aucune notion de la justice, ou de la démocratie, ou des droits humains ; il n'a de considération que pour lui-même et pour son omniscience, convaincu qu'il peut à lui seul forger l'avenir du pays et de la région entière pour le siècle à venir.

M. Erdoğan est en train d'instaurer un système présidentiel « à la turque » au mépris de la Constitution de son pays. Il ambitionne de graver cet état de fait dans le marbre de la loi ; c'est pourquoi il a levé l'immunité parlementaire de nos députés. Mais il ne lui sera pas aisé de mener cette dernière étape à son terme. L'opposition démocratique, que ce soit au sein du Parlement ou au-dehors, ne cédera pas à ce coup de force.

SELAHATTIN DEMIRTAŞ.

(1) Ce parti regroupe depuis 2013 des formations de gauche et écologistes, dont plusieurs sont issues du mouvement kurde.

(2) Le 1^{er} novembre 2015, le HDP a obtenu 10,7 % des voix et 59 députés aux élections législatives. Il était précédé par le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur, 49,5 % des suffrages), le Parti républicain du

peuple (CHP, kémaliste de centre gauche, 25,3 %) et le Parti d'action nationaliste (MHP, ultranationaliste panturquiste, 11,9 %).

(3) Selon la représentation internationale du Mouvement des femmes kurdes (IRKWM), quelque 4 500 responsables et élus locaux du HDP ont été arrêtés ; 950 d'entre eux étaient toujours derrière les barreaux fin avril 2016.

(4) La Turquie a ratifié la convention européenne des droits de l'homme en 1954 et le pacte international relatif aux droits civils et politiques en 2003.

(5) Le 18 mars 2016, l'Union européenne et la Turquie ont signé un accord par lequel cette dernière s'engage à limiter l'afflux de migrants (essentiellement des réfugiés syriens) vers l'Union.

(6) En décembre 2012, le gouvernement Erdoğan a pris l'initiative de négociations directes avec le PKK, son dirigeant emprisonné Abdullah Öcalan et plusieurs personnalités kurdes, dont certaines sont aujourd'hui des élus du HDP. Une trêve a été conclue en 2013 et les deux parties se disaient proches d'un accord global en 2014.

(7) MM. Muzaffer Kaya et Kıvanç Ersoy, et M^{mes} Meral Camcı et Esra Mungur.

(8) Allusion aux accords Sykes-Picot. Lire

Henry Laurens, « Comment l'Empire ottoman fut dépecé », *Le Monde diplomatique*, avril 2003.

(9) En obtenant 12,9% des voix et 80 députés aux élections législatives du 7 juin 2015, le HDP a contrarié l'ambition de M. Erdoğan, qui souhaite instaurer un régime présidentiel à la place de l'actuel régime parlementaire. Faute de réunir trois cinquièmes des députés (330), il ne peut organiser un référendum pour modifier la Constitution. En convoquant de nouvelles élections en novembre 2015, il a obtenu une majorité absolue pour l'AKP, mais toujours pas de majorité qualifiée.

(10) Tour à tour conseiller diplomatique de M. Erdoğan (2003-2009), ministre des affaires étrangères (2009-2014) puis premier ministre, M. Davutoğlu a été poussé à la démission en mai 2016 et remplacé par un fidèle parmi les fidèles du président.

(Toutes les notes sont de la rédaction.)

MONDE
diplomatique

N° 748 - 63^e année. Juillet 2016

DANS LES VILLES KURDES DÉVASTÉES PAR L'ARMÉE TURQUE

La sale guerre du président Erdoğan

Depuis l'automne 2015, les représailles menées par les forces turques après les combats avec les miliciens du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ravagent le sud-est de la Turquie. De nombreuses villes ont été détruites, et les témoignages recueillis sur place font état de graves exactions contre la population.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

LAURA-MAÏ GAVERIAUX * * Journaliste.

LE SOLEIL inonde la grande place de Silopi, ville de 80 000 habitants du sud-est de la Turquie, à moins de quinze kilomètres des frontières avec l'Irak et la Syrie. Entre décembre 2015 et janvier 2016, les forces de sécurité turques ont durement attaqué la population et les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une formation qui se réclame du confédéralisme démocratique (lire l'article page 3) et revendique l'autonomie des territoires majoritairement kurdes. Les combats se sont déroulés à huis clos : plusieurs fois soumise à de longs couvre-feux, comme bien d'autres villes, Silopi a été isolée pendant trente-sept jours.

Dans tout le pays, des attentats visent régulièrement les forces de l'ordre, y compris à Istanbul ou à Ankara, et renforcent la répression, qui provoque de nouvelles représailles. Ainsi, le 10 juin, une organisation radicale dissidente du PKK, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), revendiquait l'explosion d'une voiture piégée contre des policiers à Istanbul. Quelques jours plus tôt, le gouvernement avait fait voter une loi facilitant la levée de l'immunité de certains parlementaires afin de museler les cinquante-neuf députés du Parti démocratique des peuples (HDP) (lire le témoignage de M. Selahattin Demirtaş en première page et ci-dessous).

En cette matinée printanière, l'atmosphère reste tendue à Silopi. Les passages fréquents des véhicules blindés de la police turque et l'hélicoptère qui tourne dans le ciel rappellent que la guerre n'est jamais loin. Des files d'attente se sont formées devant deux écrivains publics, venus avec leur table pliante et leur machine à écrire. Ces temps-ci, ils ont plus de travail qu'à l'accoutumée. On vient les voir pour un formulaire lié à la destruction de sa maison, pour une lettre au directeur de la prison, pour la déclaration d'un décès.

M^{me} Riskyie Seflek, la soixantaine, habite au cœur de la zone où se sont déroulés les combats. « Le char qui se trouvait derrière la maison visait la mosquée. Mais l'obus a traversé le salon ! » Sous son voile blanc orné de dentelle, que les femmes kurdes portent à mi-chevelure, elle a le regard fatigué. Elle nous reçoit dans le jardin, avec son mari, leurs filles et leurs petits-enfants. L'un des garçons a apporté des vêtements neufs, que la famille inspecte : « C'est pour Temer, mon petit-fils, explique gravement M^{me} Seflek. Il a 16 ans, il est en prison. Avant, il est resté à l'hôpital pendant trois semaines, parce qu'une balle a traversé sa hanche. » L'adolescent n'était pas un milicien. Il se serait trouvé pris au piège des combats comme tous les habitants de Silopi, reclus dans leur ville transformée en souricière.

Des témoignages comme celui-ci, nous en avons recueilli plusieurs dans toutes les villes du Kurdistan turc que nous avons visitées. Partout, c'est le même constat. Le processus de paix entre les autorités et le PKK, entamé en 2009 pour mettre fin à un conflit qui a débuté en 1984 et fait plus de quarante mille morts, n'est plus. Pour le président turc Recep Tayyip Erdoğan et son nouveau premier ministre, M. Binali Yıldırım, nommé le 24 mai 2016, « il n'y a plus aucun dialogue possible avec le PKK ». Leur vocabulaire est sans ambiguïté : « nettoyage », « purge », « victoire totale ».

Au printemps 2013, les pourparlers avaient conduit au repli des combattants kurdes vers l'Irak; mais ils n'ont pas résisté à l'évolution de la guerre civile en Syrie. La tension est remontée durant la bataille de Kobané, qui a opposé les forces kurdes syriennes proches du PKK et l'Organisation de l'État islamique (OEI) (1). Dans les villes kurdes, de nombreuses manifestations ont dénoncé la passivité du gouvernement turc, accusé de collusion avec l'OEI. Le 20 juillet 2015, un attentat attribué à cette dernière a fait trente-trois morts et une centaine de blessés parmi des jeunes socialistes turcs et kurdes rassemblés au centre culturel de Suruç, près de la frontière syrienne, et en route pour aider à la reconstruction de Kobané. Les manifestations ont redoublé;



JAN SCHMIDT-WHITLEY. – « Retour à Cizre », 2016

Il en va de même des poursuites engagées contre deux journalistes du quotidien *Cumhuriyet*, incarcérés puis condamnés pour « divulgation de secrets d'État » après avoir diffusé une vidéo suggérant que les services secrets turcs livraient des armes aux islamistes syriens (2). Certains témoignages font aussi état de la présence de djihadistes aux côtés des forces gouvernementales pendant les combats. « Ils ne parlaient pas turc, peut-être azéri. Ils avaient de longues barbes et ressemblaient aux hommes de Daech », rapporte M. Abdülkerim F. (3), habitant de Sür, qui dit avoir surpris des hommes faisant la prière dans son salon. Après avoir fui sa maison parce qu'il ne supportait plus les gaz lacrymogènes qui saturaient l'air depuis des semaines, il y était revenu pour chercher ses papiers d'identité.

Rien ne permet d'étayer ces allégations. En revanche, de nombreux observateurs et diplomates ont critiqué la facilité avec laquelle les candidats au djihad, tout comme les camions chargés de pétrole de contrebande, pouvaient franchir la frontière avec la Syrie. En outre, les forces spéciales du PÖH et du JÖH (police et gendarmerie) ont participé aux opérations, comme en témoignent les inscriptions racistes et sexistes qu'ils ont laissées, avec leur signature, sur les murs des villes. Ainsi peut-on lire, à Silopi : « Ma chère Turquie, au nom de Dieu, nous te nettoyons : nous sommes le JÖH, nous sommes venus vous envoyer en enfer ! » Ou, dans les ruines de Cizre, ces appels au viol des femmes kurdes : « À notre tour de vous éduquer ! – PÖH » ; « Les filles, nous sommes là, où êtes-vous ? – JÖH ».

Selon les informations recueillies sur place auprès de journalistes locaux et d'élus HDP, il est aussi très probable que le Jitem, le service de renseignement et d'antiterrorisme de la gendarmerie, ait refait son apparition, alors qu'on le pensait dissous. Ce groupe clandestin, organisé en cellules composées de gendarmes, de militaires et de membres du groupe ultranationaliste des Loups gris (4), a commis de nombreux massacres de Kurdes pendant les années 1990. Il a signalé son passage par ces inscriptions sur les murs de Sür : « Les loups sont attirés par le sang, tremblez ! »

Les méthodes employées contre les civils kurdes

sont les mêmes qu'il y a vingt ans, et des groupes se revendiquant du Jitem ont une activité soutenue sur les réseaux sociaux. Ils publient des photographies de combattants kurdes déshabillés par les obus ou brûlés à l'essence. Le corps des femmes fait l'objet d'un acharnement particulier.

La Fondation turque pour les droits de l'homme (TIHV) avance d'ores et déjà le chiffre de 300 à 400 tués et de 600 000 déplacés. Dès la fin janvier 2016, Amnesty International accusait l'offensive du gouvernement turc de mettre en danger « la vie de près de 200 000 personnes » ; l'organisation y voyait une « sanction collective ». À Sür – la vieille ville fortifiée de Diyarbakır, elle-même considérée comme la capitale du Kurdistan turc –, la moitié ouest a été vidée de ses habitants. Détruite à 70 % (5), elle reste difficilement accessible. Le 1^{er} avril, au lendemain d'un attentat qui avait coûté la vie à sept policiers et peu de temps avant sa démission, le premier ministre Ahmet Davutoğlu s'y est rendu pour une visite encadrée par un impressionnant service d'ordre. Il a vanté le plan de réhabilitation urbaine voulu par le président Erdoğan pour les zones détruites : « Nous ferons de Sür la nouvelle Tolède ! », s'est-il écrié. Applaudissements de l'assemblée triée sur le volet. Plus loin, les jeunes serveurs restaient debout devant l'écran de télévision d'un restaurant, médusés, impassibles. C'était leur ville, leur vie, qu'on promettait de raser, dans une clameur triomphante.

Le discours terminé et les officiels repartis, les habitants de Diyarbakır sont retournés à leur routine contraignante, faite de contrôles à chaque carrefour – et encore : quand ils peuvent regagner leur maison. « Ici, c'est devenu un territoire occupé ! », lance, agacé, M. Gafur S. Ce professeur de littérature est pourtant d'un naturel calme. Tous les matins, il franchit les barrières policières à l'entrée de Sür pour aller faire la classe dans l'une des deux seules écoles qui n'ont pas été brûlées. Chaque jour, il est fouillé, contraint de se mettre torse nu et de répondre aux questions des mêmes policiers, qui le connaissent. Il a assez de moyens pour vivre dans la ville moderne ; avec plus de dix ans de métier, il pourrait même demander à être muté. Mais il s'y refuse :

« Ici, c'est devenu un territoire occupé »

Dès septembre, les principaux bastions kurdes ont connu des échauffourées qui sont allées en s'aggravant. À Silopi, début décembre, les groupes du Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H) ont d'abord creusé des tranchées dans les rues et dressé des barricades « pour se protéger de la police turque », tout en déclarant l'autonomie de la ville. Les jeunes miliciens ont vite été relevés par des combattants aguerris venus d'Irak, notamment du mont Kandil, où se trouve le commandement du PKK. Ces insurrections urbaines ont provoqué l'intervention de dix mille soldats de l'infanterie turque appuyés par des blindés et des hélicoptères. Partout, des blocus ont été instaurés de manière permanente pour laisser le champ libre à la répression. « Les couvre-feux se sont transformés en machine à détruire les villes », déclare le député Ferhat Encü, membre du HDP. Lorsqu'une phase de combats urbains se termine et que les miliciens du PKK se retirent, les municipalités kurdes se retrouvent en première ligne face aux représailles du pouvoir. De nombreux maires affiliés au HDP ont été arrêtés, comme, à Silopi, M^{me} Emine Esmer emprisonnée et poursuivie pour « incitation à la rébellion armée contre le gouvernement ».

Beaucoup d'habitants du Sud-Est ont acquis la conviction que M. Erdoğan était lié à l'OEI et qu'il existerait même un accord avec cette organisation pour faire barrage à la revendication kurde. L'attentat perpétré en octobre 2015 lors d'un meeting du HDP à Ankara, qui a fait 97 morts sans que ses auteurs soient arrêtés ou identifiés, a renforcé ce soupçon.



« Je n'abandonnerai pas ces enfants. Sûr est déjà le district le plus pauvre de Diyarbakir. Ils passent les mêmes examens que les autres écoliers de Turquie; mais les autres n'ont pas de bombes qui tombent sur leurs maisons. Où est l'égalité entre les Turcs de l'Ouest et les Kurdes dans le système éducatif? Tous ces enfants peuvent devenir ingénieurs. Il faut seulement leur en donner la chance. » Le professeur S. appartient à cette génération qui a connu les brimades de la police quand elle parlait kurde dans la rue, ou qui voyait ses grands-parents renvoyés de l'hôpital parce qu'ils ne pouvaient s'exprimer en turc. Aujourd'hui, comme tous les habitants du Kurdistan turc, il subit à nouveau une restriction de ses mouvements.

Immeubles effondrés, corps calcinés

Depuis la reprise de la guerre, toutes les routes du Botan (nom que les Kurdes de Turquie donnent à leur région) sont jalonnées de barrages. Le passage des voyageurs dépend du bon vouloir des policiers. Ces derniers mois, il faut compter sept heures pour aller en car de Diyarbakir à Cizre, contre quatre heures en temps normal. Depuis décembre 2015, des couvre-feux, qui peuvent durer plusieurs semaines, entrent en vigueur en fonction du niveau de violence ou de l'humeur des autorités. Nous avons pu entrer à Cizre après les combats. Nous y avons découvert un paysage dévasté, des habitants traumatisés et une sécurité aléatoire. Du quartier de Cudi, situé sur la rive gauche du Tigre, il ne restait que des carcasses d'immeubles effondrés, témoins du pilonnage systématique de leurs colonnes porteuses par les obus de char. Quatre-vingts pour cent de la surface résidentielle serait détruite.

Plusieurs mois après la levée du blocus, il n'est

pas rare que ceux qui viennent chercher des objets personnels sous les gravats de leur maison y découvrent des restes de cadavres. Parmi les exactions que l'on rapporte, commises pendant soixante-dix-neuf jours d'isolement complet, les « sous-sols de la sauvagerie » ont particulièrement marqué les esprits. Deux cas au moins sont recensés; dans l'un comme dans l'autre, une trentaine de personnes ont été prises au piège d'immeubles bombardés des jours durant, parfois des semaines. Les forces turques barraient le passage aux secours, laissant les blessés succomber les uns après les autres. À la fin des « opérations antiterroristes », on n'a retrouvé que des corps calcinés, dont ceux d'enfants. Les proches des victimes ont dû fournir des échantillons d'ADN pour les identifier. Ils sont repartis avec un sac en plastique, « cinq kilos d'os et de chair brûlés », raconte un jeune de 17 ans, hébété, à propos de son père.

Lorsqu'on pénètre dans la cave de la rue Bostanci, encore accessible le 24 mars, l'odeur des corps brûlés persiste dans l'atmosphère confinée; l'air est irrespirable. Des traces au sol dessinent une forme humaine. Là, ce qui ressemble à un bout d'os d'enfant, oublié dans la cendre. Le confinement qui frappe les Kurdes de Turquie depuis plus de huit mois a atteint un paroxysme dans cet ossuaire qui ne sera même pas un lieu de mémoire : depuis notre passage, il a été rasé. Si le plan de transformation urbaine annoncé par le pouvoir en avril est mis en œuvre, toutes ces caves, comme les autres traces susceptibles de prouver que des crimes de guerre ont été commis, seront emportées par les bulldozers et les grues.

L'association Rojava Solidarity, qui regroupe des volontaires de tout le Kurdistan turc désireux de venir en aide aux populations du Rojava (le Kurdistan syrien), avait été très active à Kobané. Intervenant cette fois dans son propre pays, elle a pu accéder à Cizre le 9 mars, une semaine après la

levée du blocus. Sa priorité a été d'organiser la distribution de vivres depuis un entrepôt désaffecté, à quelques rues de Cudi. Elle a été ralliée par des militants progressistes de l'ouest de la Turquie, engagés contre la dérive autoritaire de leur gouvernement, et par d'autres venus du Rojava même.

M. Ferid B., qui a eu la moitié du visage emportée par un éclat d'obus, a raconté aux membres de l'association la première « sale guerre », celle des années 1990, entre l'armée et les forces kurdes. Il a passé de nombreuses années en prison pour son engagement dans les rangs du PKK. Il y a lu des dizaines de livres d'histoire sur la Révolution française. « Je ne sais pas si la France a fait une révolution du peuple ou une révolution bourgeoise. Mais nous, au Kurdistan, nous avons compris qu'il fallait réformer la révolution ! La démocratie kurde est féministe, écologiste, basée sur l'autonomie locale. C'est pour cela qu'ils traînent les cadavres suppliciés de nos femmes dans les rues, qu'ils détruisent notre environnement et arrêtent nos maires. »

Dans l'obscurité des couvre-feux, cette nouvelle guerre et ses punitions collectives laissent la population désespérée et creusent encore le fossé qui sépare le Kurdistan du reste de la Turquie.

Laura-Maï Gaveriaux.

(1) Cette ville kurde de Syrie a été en partie conquise par l'OEI à partir de septembre 2014, puis reprise début janvier 2015 par les forces kurdes, qui ne cessent depuis de progresser vers le sud.

(2) Le rédacteur en chef, Can Diindar, a été condamné à cinq ans et dix mois de prison, et le chef du bureau d'Ankara, Erdem Gül, à cinq ans. Libérés après trois mois sur une décision de la Cour constitutionnelle, ils pourront attendre libres leur procès en appel.

(3) Certaines des personnes rencontrées ont souhaité que leur nom de famille ne soit pas mentionné.

(4) Dont était membre M. Mehmet Ali Ağca, qui tira sur le pape Jean Paul II en 1981. Toujours en activité, les Loups gris ne rechignent pas à l'action violente et tentent d'infiltrer les milieux politiques.

(5) Chiffre établi par la municipalité de Diyarbakir, 1^{er} mars 2016.

KURDISTAN

Dream on hold

Despite a string of military successes, the Kurds are nowhere near independence

July 9th 2016 | ERBIL
<http://www.economist.com>

PESHMERGA militiamen pile armchairs and sofas high on a removal van as they decamp from the dam above Mosul to the plain below. Mosul, Iraq's second city and the nerve centre of Islamic State (IS), lies in their sights. Thanks to coalition arms, training and air power, the peshmerga, Iraqi Kurdish troops whose name means "one who confronts death", now surround it on three sides. Together with Baghdad's army, they are also closing in from the fourth side, the south. "Whatever we take, we hold," says a peshmerga intelligence officer, surveying IS dugouts from a trench on the front line.

For 28,000 square kilometres (11,000 square miles) behind him, Kurdish flags now fly over the remains of deserted and destroyed Sunni Arab villages and towns. Time and again, the peshmerga have chased the jihadists out. In Syria, too, Kurdish forces boast similar gains. Thanks to the war on IS, they control some 600km of Syria's 800km northern border with Turkey. In March they declared their own autonomous region there, Rojava. In Turkey and even in Iran, Kurdish armed groups have ended years of ceasefire and taken up arms. Rarely in their century-old bid for statehood has the dream of carving a Kurdistan from the rumps of four states appeared so nearly within reach. In this section

Mayhem in all four has helped their cause. In Iraq the area ruled by the Kurdistan Regional Government (KRG) has been beyond the effective control of Baghdad since 1991; only Kurds over 40 now speak Arabic there. Having struck oil, the KRG's leaders sell it independently of Baghdad, exporting it through their own pipeline to Turkey. "Iraq is over," says Heman Hawrami, a confidant of the KRG's president, Masoud Barzani. "Statehood is the only practical solution."

Yet if so, why do they delay declaring it? In a referendum in 2005, 99% of KRG voters chose Kexit. A decade on, Kurdish officials say they need a second vote, but will not name a date.

Infighting is the main reason for delay. Having taken back control of their territory in Iraq and Syria, the Kurds have proved incapable of sharing it. The alphabet barely has enough letters to cover the acronyms of all their quarrelsome factions. A Syrian analyst counts 45 in Rojava alone. In Iraq there are almost as many.



AN OPPORTUNITY SQUANDERED

Had they matched IS's unity and determination, the Kurds could have erased the lines the Western powers drew on the map after dissolving the Ottoman empire, and declared a unified Kurdistan. Instead, on either side of Iraq's northern border with Syria, Kurdish militias now train their guns on each other, hungry for control of the territories and oilfields they have captured from IS or the Assad regime. The People's Protection Units (YPG) hold Rojava as well as bases in Mount Sinjar, west of Mosul, on Iraq's side of the border. Opposing their advance, Mr Barzani has cobbled Syrian Kurdish exiles into his own "Rojava Force". "We're upholding Sykes-Picot borders," says one of its commanders wryly, using the shorthand for the partition of the region into various Arab states but not a Kurdish one.

In Iraqi Kurdistan, the core of their putative state-in-waiting, the two dynasties that fought a nasty civil war back in the 1990s are also at loggerheads again. At a highland checkpoint on their old demarcation line, the smiling portraits of the two old clan leaders, Mr Barzani and Jalal Talabani, face each other some 300 metres apart. But their men now appear to be hell-bent on reviving hostilities. From Erbil, their capital, Mr Barzani's forces expel dissenters eastward. The banished include the Speaker of the KRG's parliament, who dismisses Erbil as "occupied" and wants parliament moved to "liberated" Sulaymaniyah, Mr Talabani's base in the east. Partisan satellite channels fan the flames. In June the offices of Rudaw, a pro-Barzani news agency, was firebombed. Barham Salih, a former KRG prime minister, warns that "Kurdistan is degenerating into warlordism and corrupt fiefdoms."

Such rivalries make it all the easier for regional powers to turn the Kurds into their pawns. In 1996 Mr Barzani's men rode the tanks of their former murderer, Saddam Hussein, into Sulaymaniyah. Mr Talabani needed Iran's forces to win it back. Today Iraq is preoccupied with its own fighting, and the chief puppeteers are again Turkey and Iran. Trade follows geopolitics: Erbil's huge malls offer Turkish brands, whereas shelves in Sulaymaniyah are stacked with Iranian goods. Turkey's pipeline through Erbil gives Mr Barzani control of KRG oil revenues,



*President of the Kurdistan Region
 Masoud Barzani*

but also makes him dependent on the Turks. Lethal to lose influence, Iran is helping Mr Talabani's men finance a second pipeline from its refineries in Kermanshah to the oilfields of Kirkuk, which Mr Talabani's forces control.

Harder power is at play too. Iran and Turkey are training, arming and directing rival Kurdish militias, say Kurdish intelligence chiefs from both sides. Mr Barzani echoes Turkey in describing the YPG as the Syrian arm of the PKK, the Kurdish armed group waging a bombing campaign against the Turkish state. For three months earlier this year, Mr Barzani joined Turkey in closing the border. He imposed a siege on the YPG at the height of its war with IS. "Our wounded came to the borders and were forced to go back," protests the YPG's political representative in Sulaymaniyah.

While Mr Barzani works with Turkey to thwart the PKK and its ally the YPG, Mr Talabani (with a nod from Iran) helps build them up. Both armed groups operate from his territory, and the PKK is said to have helped him bolster his hold on Kirkuk. Some say their mission to join up the disparate Kurdish dots fits in with Iran's hopes of pushing west to the Mediterranean like Darius I, an ancient Persian king.

In the meantime, the rivalry between Turkey and Iran is prising Kurdistan apart. Neither country wants to allow the birth of a Kurdish state ➤

➤ that could inspire and lend material assistance to their own Kurdish separatists. Western support for the Kurds, too, has its limits. Since 1991, when the UN set up a modest Kurdish haven in Iraq's snow-capped mountains, Western powers have been the Kurds' guarantors.

TROUBLE WITHIN

But in their single-minded focus on IS, they have turned a blind eye to Kurdish infighting, sent copious arms and provided the air cover to expand Kurdish control in Syria and Iraq. A slew of Arabic towns have acquired Kurdish names. (Kobani, the Kurdish name for Ain al-Arab, is said to derive from the mispronunciation of Company, after the railway contractors who worked there.) "The US is subsidising Kurdish bad practices," says Bilal Wahab, a Kurdish academic in Sulaymaniyah.

Kurdish nervousness is entirely understandable. Twice over the past century, in 1922 and 1946, Kurds have declared their own state only to see stronger powers crush it within months. Even so, they might have done more to prepare their institutions for government. Too often, the leaders of the KRG have replicated the bad practices of their neighbours. Having taken control of the production and sale of oil, the Barzanis seem bent on concentrating power in their own hands. "La Familia" is the nickname Kurds have given to the president, his son and intelligence chief, Masrour, and his nephew and prime minister, Nechirvan. Journalists and judges, who might have been able to hold them to account, collect salaries to do their bidding. And since Mr Barzani began selling his own oil he has dispensed with the need for a budget. Parliamentary requests to scrutinise the accounts are ignored. "I'm not allowed to ask," says Taha Zangana, the deputy oil minister.

As long the revenues kept rolling in, no one quibbled much. The KRG posted solid growth for years. Its rulers built luxury hotels and apartments, fancying they were creating a second Dubai. In 2013 Mr Barzani won cross-party support for a two-year extension of his second pres-



idential term, before succumbing to hubris. No sooner did he begin exporting oil than Baghdad cut off the money it used to transfer to help fund the KRG, some \$10 billion annually.

Oil prices have also plummeted. As the coffers emptied, the critics brayed. Since parliamentarians gathered to debate the future of the presidency last year, Mr Barzani's party has boycotted parliament, denying it a quorum; he has also barred its Speaker from Erbil. On the streets, the security forces silenced protests by opening fire. In effect, Mr Barzani now rules a one-party state under the faction he has led for 37 years. His rule has been without a mandate for the past year.

His finances are a shambles, too. The tiny KRG (population around 5m) has an astonishing \$20 billion of debt, and its banks have exhausted their liquidity, says Qubad Talabani, the deputy prime minister and son of Jalal, appointed to devise a reform programme. In a bid to survive, he says he has halted 4,000 projects worth \$5 billion, built up arrears with contractors and 1.4m government employees and beneficiaries, and cut salaries by up to 75%. The region has plunged into recession. The oil companies have downsized sharply; Total, a French firm, has

walked out. Returning exiles educated in the West are leaving again, along with a larger illegal flow. In lieu of salaries, some peshmerga are said to have sold their American weapons to IS.

Yet the KRG is worth saving. It retains a surprisingly tolerant multi-faith air, where ministers sip vodka and orange on a Ramadan afternoon in restaurants playing Lebanese love songs. It has generously opened its gates to 1.8m refugees and displaced people who thronged to the KRG from more miserable parts of the Middle East.

Ironically, Baghdad may yet provide a breathing-space. When Mr Barzani went it alone with his oil exports, some Baghdad officials said good riddance, counting up the savings from cutting the KRG's subsidies. As their economic crisis intensifies, though, Kurdish officials are heading back to Baghdad to seek a share of its IMF loan and continued payments for the displaced. They stand a good chance of getting them. The Talabanis, who have long adopted a more pragmatic approach to Baghdad than the Barzanis, advocate a final attempt to make Iraq work. After all, says the redundant Speaker of the Kurdish parliament, "we don't need another failed state."

metronews 10 JUILLET 2016

Turquie : au moins 8 morts dans deux attaques dans le Sud-Est, attribuées au PKK

Avec AFP-10 juillet 2016
<http://www.metronews.fr>

ATTENTATS - Au moins 7 civils et un policier ont été tués dans deux explosions quasi-simultanées, l'une à Diyarbakir et l'autre à Kiziltepe, deux

localités du sud-est de la Turquie. Ces attaques ont été attribuées au PKK.

Deux attaques simultanées. Au moins huit personnes - sept civils et un policier - ont été tués dans deux attaques à la bombe, ce mercredi soir, dans le sud-est de la Turquie. Des attentats attribués à l'insurrection du Parti des travailleurs du



Kurdistan (PKK).

L'explosion d'une voiture piégée a fait cinq morts dans le centre de la ville de Diyarbakir, a précisé un responsable de la sécurité à l'AFP. Quelque 12 personnes dont 5 policiers ont été blessées, a annoncé le gouvernorat de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est à majorité kurde. Un précédent bilan de cette attaque faisait

état de 4 morts et 13 blessés.

Déflagrations au moment où passaient des véhicules de police

Une autre explosion quasi-simultanée a tué trois civils dans la localité de Kiziltepe, au sud de la ville de Mardin, a indiqué le responsable de la sécurité, requérant l'anonymat. Elle a par ailleurs fait 25 blessés, selon la

→ télévision NTV. Les images diffusées par les télévisions ont montré d'importants dégâts subis par les bâtiments environnants et les véhicules stationnés à proximité.

Les deux attaques à la bombe ont eu lieu lors du passage de véhicules de police, selon l'agence de presse Dogan. La journée de mer-

credi a été particulièrement meurtrière dans le Sud-Est à population majoritairement kurde

Des attaques contre l'armée se multiplient depuis la fin du cessez-le-feu

Cinq soldats turcs avaient été tués et huit autres blessés dans un attentat à la bombe en matinée attribué lui aussi à la rébellion du PKK,

selon une source de sécurité locale. Un engin artisanal a été actionné à distance au passage d'un convoi militaire à Uludere, à proximité de la frontière irakienne, a-t-on indiqué de même source.

Les attaques contre l'armée se sont multipliées depuis la fin, en juillet 2015, du cessez-le-feu, qui avait tenu pendant près de deux ans et

demi dans le sud-est de la Turquie. Ces derniers mois, le gouvernement a mené des opérations militaires contre le PKK pour déloger les combattants kurdes des zones urbaines. Le conflit a fait plus de 40.000 morts depuis le début de la rébellion kurde, en 1984. ●



12 July 2016

US to provide direct military and financial support to Peshmerga

By Rudaw.net 12/7/2016

ERBIL, Kurdistan Region-- A Memorandum of Understanding on the military coordination between the Kurdistan Region and the United States was signed in Erbil, the capital of the Kurdistan Region, on Tuesday.

This is a landmark agreement for the Kurdistan Region, forming a partnership with the United States separate from Baghdad. The memorandum is intended to encompass the war against the Islamic State, with the liberation of Mosul an initial focus.

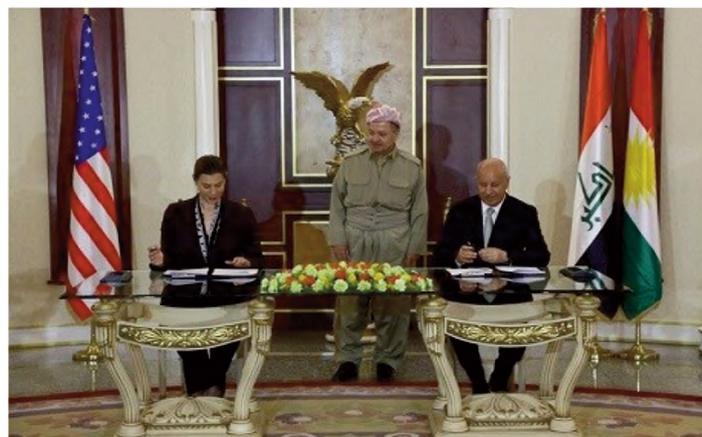
"President of the Kurdistan Region Masoud Barzani received the US department of defense delegation headed by Elissa Slotkin, the acting Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs. This meeting was followed by a telephone conversation between President Barzani and [US Secretary of Defense] Ashton Carter," reads a statement issued by the Kurdistan Region Presidency.

In the memorandum, the United States committed to provide more military and financial support to the Peshmerga forces on the frontlines and also to provide support for the Peshmerga in the war against the Islamic State, with particular focus on the Mosul operation.

"The memorandum makes references to military and financial support to the Peshmerga forces and also to some of the details of the Mosul operation," according to the Presidency statement.

The agreement was signed by the KRG acting Minister of Peshmerga Affairs Karim Sinjari and the US acting Assistant Secretary of Defense Elissa Slotkin.

The main focus of the meeting



Acting Minister of Peshmerga Affairs Karim Sinjari and US acting Assistant Secretary of Defense Elissa Slotkin signed a Memorandum of Understanding in Erbil on Tuesday. Photo: Courtesy of Kurdistan Regional Presidency

between Slotkin and the Kurdish officials was preparation for the operation to liberate Mosul from the Islamic State (ISIS) and the role of the Peshmerga in the battle.

The American delegation stressed their position that the Peshmerga are a crucial force in the upcoming major offensive. "The Peshmerga forces will play an essential role in the Mosul operation just as they have played similar roles in other operations against ISIS," said Slotkin during the meeting.

For President Barzani, the main concern is to be prepared for after the battle. He acknowledged the "urgency of the liberation of Mosul and used the opportunity to reiterate his position of the extreme importance of planning for post liberation Mosul," reads the Presidency's statement.

A day earlier, on Monday, President Barzani discussed the situation during a telephone call with the US Defense Secretary Ashton Carter. They conferred over latest developments in the fight against ISIS on

the frontlines, collaboration between the Peshmerga, coalition and Iraqi forces, and also US support for the Peshmerga.

Carter affirmed the US commitment and continued support for the Peshmerga forces and expressed his delight with the cooperation between Peshmerga and Iraqi forces and their progress on the battlefield.

In return, Barzani thanked Carter for supporting the Peshmerga forces in the fight against ISIS, especially direct US support to the Peshmerga.

Also on Tuesday, Barzani received Canadian Defense Minister Harjit Sajjan in Erbil, where the two discussed the war against the Islamic State and Canada's contribution to the fight, including preparation for the liberation and post-liberation of Mosul.

The American commitment and support to the Kurdistan Region and the Peshmerga goes back to beginning of the war on ISIS. A day after Islamic State militants made

advances towards Erbil the US stepped in and showed its commitment to protect Kurdistan.

"Today I authorized two operations in Iraq -- targeted airstrikes to protect our American personnel, and a humanitarian effort to help save thousands of Iraqi civilians who are trapped on a mountain without food and water and facing almost certain death," said US President Barack Obama on August 7, 2014.

"To stop the advance on Erbil, I've directed our military to take targeted strikes against ISIL [ISIS] terrorist convoys should they move toward the city," he added.

Barzani, in the Washington Post a few days after Obama's presidential order, affirmed the importance of foreign participation in the fight against terrorism and expressed his appreciation for the support the US had given to Kurdistan and asked Americans to again help the Kurds.

"We are the United States' staunch allies in the region, and we have the only force in the area with the means and will to protect thousands of lives from the horrors that these terrorists bring. But we cannot do it alone," said President Barzani on August 10, 2014.

"We are thankful to our friends on Capitol Hill and in the White House for the support that they have given us over the years. Only because the situation is absolutely urgent do we humbly ask our friends to help us again."

Since the beginning of the war with ISIS, there has been a steady traffic of US high level military and civilian delegations to the Kurdistan Region and US-KRG [Kurdistan Regional Government] relations entered a new phase in their strategic and special relationship. ■

ERDOGAN, LE POUSSE-AU-CRIME

Recep Tayyip Erdogan a plongé son pays dans le chaos et tient l'Europe en otage avec les réfugiés. Malgré son brusque revirement diplomatique, comment faire confiance au faux homme fort de la Turquie ?

PAR MARTINE GOZLAN



En apprenant l'attentat d'Istanbul, Erdogan a dit : « *Pas d'images !* » Et pas d'infos en dehors des annonces officielles. Dans le monde de Tayyip – un prénom qui signifie en turc « l'Agréable » –, on n'est pas citoyen mais sujet. Et croyant, comme les anciens élèves de l'école d'imams où le président a laissé un pieux souvenir. Croire en Allah et en Erdogan devait assurer le bonheur du peuple.

Hélas : 45 morts. Plus de 200 en un an, 17 attentats. Bien sûr, les vidéos circulaient déjà sur Internet. Erdogan a coupé Twitter et Facebook. Tout contrôler, c'est son obsession. Le syndrome des autocrates sur le déclin qui ne contrôlent plus rien. Mais tout craque. L'aéroport scintillant, miroir de la moderne résurrection ottomane, est une flaque de sang dans laquelle se reflète l'impuissance d'une nation déchiquetée. La domination fantasmée par le faux sultan vire à la dépendance du tyranneau terrorisé. A l'aube qui suit cette nuit affreuse, les cinq goûteurs – médecin et chimistes – chargés de tester en permanence les repas du président s'affolent. Cevdet Erdöl, toubib personnel du président, grommelle : « *Les attentats se font aussi par la voie*

des aliments ! » Erdöl et Erdogan ne se quittent plus, car le maître a une peur bleue du poison. L'ange gardien est nommé recteur de l'académie des sciences médicales d'Istanbul, ce qui fait sursauter le corps médical et universitaire. Tant pis, le président déteste ces sommités. Des gêneurs qui se gaussent de ses diplômés truqués. Car Erdogan aurait menti sur son cursus. Il ne disposerait pas du beau parchemin qui sanctionne quatre années d'études supérieures : seulement de trois simplettes années de collège. Ce mensonge risque de remettre en cause son trône présidentiel. Pour compenser, il accumule les titres de docteur honoris causa à l'étranger. Le 44^e lui a été attribué par l'université de Kampala, en Ouganda. Ça ne compte pas ! La rumeur court, le Web s'amuse, il faut bien se détendre entre deux drames.

La censure s'accélère. En un an, on ferme 15 chaînes de télévision, cinq journaux, une station de radio et un hebdomadaire. Motif invoqué : « *apologie du terrorisme* ». Quatre-vingt-cinq pour cent des télévisions et 60 % des agences de presse répercutent la voix de leur maître. « *Erdogan est le seul patron de presse de Turquie*, résume Ufuk Sanli, ex-directeur (limogé) du site économique et financier du quoti-

UNE OBSESSION, TOUT CONTRÔLER
En un an, ont été fermés, en Turquie, 15 chaînes de télévision, cinq journaux, une station de radio et un hebdomadaire. Motif invoqué : « *apologie du terrorisme* ».

dien *Milliyet*. De toute façon, il nous avait prévenus... » A la veille des élections du 7 juin 2015, le président avertit en effet les journalistes frondeurs : « *Si j'étais un dictateur, vous ne pourriez pas écrire tout cela !* » Un an plus tard, alors que le nombre de nos confrères embastillés est plus important en Turquie qu'en Chine, son plus proche conseiller, Yigit Bulut, éructe après l'attentat : « *Cela ne vous grandirait pas d'écrire sur l'explosion !* »

EFFARANTES COMPLICITÉS

C'est Erdogan, surtout, que cette tragédie ne grandit pas. Les kamikazes de l'Etat islamique, d'origine tchéchène, ouzbek et kirghize, étaient passés il y a peu par Raqqa, fief syrien de Daech. C'était au temps où les services secrets turcs livraient secrètement des cargaisons d'armes à l'Etat islamique. Voilà un an, une vidéo divulgue cette complicité effarante. De braves douaniers turcs, peu au fait des tractations occultes, avaient consciencieusement perquisitionné les camions à la frontière turco-syrienne. Plus tard, les malheureux seront virés. L'enquête de Can Dündar et Erdem Gül, du quotidien *Cumhuriyet*, révèle une affaire d'Etat. Les deux journalistes sont inculpés d'espionnage et ➤

➤ condamnés à cinq ans de prison. Ils ne doivent leur liberté provisoire, en attendant le procès en appel, qu'à une courageuse décision de la Cour suprême. Quelques juges résistent encore au pays d'Atatürk.

L'alliance secrète entre un homme d'Etat, chef de la Turquie, et l'homme qui déstabilise les Etats, Al-Baghdadi, « calife » autoproclamé de Daech, a donc enfanté le chaos annoncé. Erdogan entonnait en 2011 l'air du « zéro problème avec les voisins », mais, quelques mois plus tard, il devenait plus urgent pour lui de tuer les Kurdes que de vaincre l'Etat ➤

➤ islamique. Entre septembre 2014 et janvier 2015, il veut laisser mourir Kobané sous la mitraille de Daech, avant de se raviser sous une pression maximale américaine. Dans l'est de la Turquie, il n'hésite pas à rallumer les flammes d'une guerre civile qui avait fait 40 000 morts en trente ans. « Dans la ville de Cizre, des centaines de personnes ont été brûlées vives dans leurs caves, tandis que le vieux quartier de Sür, à Diyarbakir, est totalement rasé », témoigne, dans les colonnes du *Monde diplomatique*, Selahattin Demirtas, coprésident du Parti de la démocratie des peuples (HDP), le parti kurde légal, et député d'Istanbul. Les leaders de son mouvement, troisième force politique du pays depuis juin 2015, sont menacés, leur immunité parlementaire est suspendue. Fait troublant : dans la répression antikurde de Diyarbakir, les forces turques sont appuyées par des milices hétéroclites. La population identifie des djihadistes, mais aussi les loups gris, nervis de la vieille faction ultranationaliste. Erdogan fait flèche de toute haine.

Le feu appelle le feu. Ce n'est plus seulement le PKK, traqué à Diyarbakir, qui réplique. Sa nouvelle branche radicale, les Faucons de la liberté, revendique l'attentat du 17 mars dernier contre des



UNE PRIORITÉ, ÉLIMINER LA RÉBELLION KURDE
Plutôt que de vaincre l'Etat islamique, Erdogan n'a pas hésité à rallumer les flammes d'une guerre civile qui a fait 40 000 morts en trente ans. Ci-dessus : patrouille turque dans les rues de Cizre, le 24 janvier.

“IL EST INVRAISEMBLABLE QUE DAECH AIT BÉNÉFICIÉ DES BONS SOINS D'AGENTS HAUT PLACÉS ET QUE TOUS CES RÉSEAUX SOIENT RAYÉS D'UN TRAIT DE PLUME.”

véhicules de police, au cœur d'Ankara. Les Faucons imitent Daech, pourtant leur pire ennemi : voiture piégée et femme kamikaze. L'attaque fait 36 morts. Pendant ce temps-là, le grand parti kémaliste, le Parti républicain du peuple (CHP) voit ses permanences brûlées par les fans d'Erdogan. Un jeune député, dont la maison est assiégée par les salafistes prorégime, envoie femmes et enfants à l'étranger pour les protéger. Le 8 juin dernier, lors de l'enterrement des victimes d'un autre attentat, un provocateur dépose, en guise d'avertissement, une balle aux pieds du leader du CHP, Kemal Kılıçdaroglu. Il semble que les assassins soient partout.

Et pour cause : les trois années pendant lesquelles les services d'Erdogan ont soutenu et conseillé les djihadistes ont permis aux très mal nommés fous d'Allah, lesquels ont la tête tactique, de s'implanter durablement en Turquie. « Il est invraisemblable que l'Etat islamique ait bénéficié des bons soins d'agents haut placés, de collaborateurs occultes, de relais dans une foule de domaines, qu'il s'agisse de

l'hébergement ou des convoiements, et que tous ces réseaux soient brusquement rayés d'un trait de plume », nous expliquait récemment un ancien officier des renseignements turcs. Les faits lui donnent raison. L'attentat de l'aéroport était planifié. L'intégriste tchéchène Akhmet Chataïev, cerveau de l'opération, mais aussi des explosions de mars dernier, au cœur de Taksim, et de janvier, devant la mosquée Bleue, coordonne la terreur depuis sa base de Daech en Syrie. Il a effectué de nombreux séjours en Turquie sans être inquiété. La vérité oblige à dire que, du côté européen non plus, il ne risquait pas grand-chose. Le djihadiste a été admis au droit d'asile en Autriche en 2003. A ce titre, en 2010, Amnesty International s'oppose, quand on repère l'homme aux frontières de l'Union, à la demande d'extradition des autorités russes qui connaissent sur le bout des doigts le parcours du terroriste.

Aujourd'hui, la police turque annonce avoir mis hors d'état de nuire plusieurs dizaines de djihadistes. Mince bilan et défi compliqué : les recrues de l'Etat islamique s'ébrouent librement dans l'énorme foule des réfugiés – officiellement 3 millions – qui se pressent en Turquie.

RETOURNEMENT DIPLOMATIQUE

Les réfugiés ! Ils sont la sinistre monnaie d'échange de l'accord signé en mars dernier avec l'Union européenne. Pour qu'il les contienne sur son territoire et leur interdise de prendre la mer vers les ➤

UNE MONNAIE D'ÉCHANGE, LES RÉFUGIÉS

Six milliards d'euros, c'est ce qu'a promis la chancelière Merkel à Erdogan pour contenir Irakiens et Syriens sur son territoire. Ci-contre :

au camp de Debnezip, le 23 avril.



➤ rivages grecs, Angela Merkel promet à Erdogan près de 6 milliards d'euros, l'accès sans visa des Turcs à l'espace Schengen et la réouverture des négociations d'adhésion. C'est ouvrir d'un côté la porte que l'on condamne de l'autre : un sondage révèle en effet que 10 % des Turcs refusent de considérer l'Etat islamiste comme une organisation terroriste... Mais la chancellerie aux abois a pour Tayyip, mâle défenseur des frontières, les faiblesses d'une Gretchen entichée ➤

➤ d'Orient. Elle ferme mollement les yeux sur sa propagande en Allemagne. Laisse les sbires d'Erdogan traîner en justice un humoriste germanique qui se paie la tête du grand Turc. Bronche à peine quand les milices de l'AKP *made in Germany* menacent les députés allemands d'origine turque qui ont osé voter la résolution du Bundestag reconnaissant le génocide arménien. Par exemple, Sevim Dagdelen, députée Die Linke, qui dénonce, au lendemain de l'attentat de l'aéroport, « *la stratégie de manipulation des communautés turques à l'étranger* ». Autant inviter à la prudence ceux qui gobent la sincérité du retournement diplomatique d'Erdogan, désormais rabiboché avec Israël et avec la Russie (lire, p. 45 et ci-dessous). Aux naïfs, tel le sénateur UDI Yves Pozzo di Borgo pâmé d'admiration devant « *l'homme fort* » d'Ankara, rappelons cette récente historiette. Le 4 octobre 2015 à Strasbourg, le président turc tient un meeting électoral pour se rallier les voix de la diaspora. Sur la scène du Zénith, il invite 12 000 de ses concitoyens à voter pour l'AKP, son parti, aux législatives. Après l'hymne turc et *la Marseillaise*, un imam psalmodie le Coran. Femmes et hommes sont soigneusement séparés. Yasin Sayin, l'un des organisateurs de l'événement, est responsable d'une Union des jeunes démocrates turcs européens. Des milliers de Turcs ont été acheminés de Suisse et d'Allemagne en car par l'organisation islamiste. Les participants sont censés cogiter « *contre le terrorisme* ». Mais les djihadistes de Daech ne sont pas évoqués une seule fois. Comme dans le ciel de Syrie et les rues de Diyarbakir, toutes les attaques se concentrent contre les Kurdes. Huit mois plus tard, habile à

RÉCONCILIÉS

Après avoir été près d'en découdre, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan - ici, au G20, à Antalya, le 16 novembre 2015 - ont laissé les intérêts économiques l'emporter.



LE TSAR ET LE SULTAN

Entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan, la politique du coup de menton a vécu. Les intérêts l'emportent de nouveau. En novembre 2015, le tsar et le sultan semblaient prêts à en découdre. L'aviation turque abat un avion de combat russe à la frontière avec la Syrie. Aussitôt, Vladimir Poutine impose des sanctions et promet des représailles. Erdogan vient finalement de présenter ses « *excuses* », selon Moscou, ses « *regrets* », selon Ankara. Les deux partenaires ont en effet toutes les raisons de se réconcilier. Les sanctions imposées par Moscou ont remis en cause un vaste projet de gazoduc pour acheminer du gaz

russe vers l'Europe via la Turquie : ce qui contribuerait à accroître la dépendance énergétique du Vieux Continent envers la Russie. Poutine a lui-même avancé un autre motif : la brouille avec Ankara risquait de provoquer des tensions avec les populations turcophones dans l'ensemble du Caucase, dans la région de l'Oural et en Crimée. Géographie oblige : la Turquie contrôle le détroit du Bosphore, ce qui lui permettrait en cas de guerre de bloquer l'accès de la Méditerranée à la flotte russe. La réconciliation va également permettre à Poutine de reprendre son travail de sape contre l'Otan dont la Turquie est membre à part

entière. Du côté turc, les arguments ne manquent pas non plus. Le plus grand cauchemar d'Erdogan est de voir l'émergence d'un Etat kurde en Irak et en Syrie, puis en Turquie. Or, Moscou a noué une alliance militaire avec les Kurdes de Syrie, en leur fournissant des armes contre les djihadistes de Daech. Cette aide a permis aux combattants kurdes de passer sur la rive occidentale de l'Euphrate et de franchir ce que le régime turc considère comme une ligne rouge. Pour Erdogan, il est vital de s'assurer que cette alliance est provisoire. Sur l'autre front, l'origine des kamikazes de l'aéroport - issus du terrorisme caucasien - confirme l'importance des liens renoués avec Moscou. ■ JULIEN LACORIE

recycler le sang des attentats en solidarité antiterroriste, Erdogan se pose non seulement en interlocuteur majeur sur la question des réfugiés, mais aussi sur celle du djihadisme. Ultime cynisme, il annonce la naturalisation des

réfugiés syriens... en espérant qu'une fois Turcs ils voteront pour sa présidence à vie ! Une fois encore, l'exalté qui comparait les minarets aux baïonnettes se proclame la solution alors qu'il a créé le problème. ■ M.G.

La Turquie face à un nouvel été sans touristes

ISTANBUL (TURQUIE) - correspondante

Le calme règne sur la place de Sultanahmet, dans le centre historique d'Istanbul. A deux pas de la mosquée Bleue et de Sainte-Sophie, de rares groupes de touristes étrangers écoutent distraitement leurs guides leur parler de la vie quotidienne dans la Constantinople ottomane, et de l'histoire des vieilles pierres qui jalonnent l'esplanade. Les terrasses des cafés environnants sont désertes, les serveurs ont les yeux dans le vide et les vendeurs de souvenirs ont mauvaise mine.

«Je suis dans ce métier depuis trente-cinq ans et je n'ai jamais vu une situation aussi catastrophique», regrette Tuncay Günc, assis entre les présentoirs couverts de babioles pour touristes, alignés devant sa boutique, qui occupe pourtant l'un des meilleurs emplacements d'Istanbul. «L'attentat de l'aéroport d'Atatürk nous a achevés. Je n'ai rien gagné depuis six mois, cette année est perdue pour tous ceux vivent du tourisme», déplore-t-il, tandis qu'un imposant véhicule blindé de la police effectue une manœuvre à proximité. M. Günc était à son poste le 12 janvier, quand, à une cinquantaine de mètres de son établissement, un terroriste a fait sauter sa ceinture d'explosifs au pied de l'un des deux obélisques qui ornent la place, tuant dix touristes, en majorité allemands.

Frappant le cœur touristique d'Istanbul, cet attentat attribué à l'organisation Etat islamique (EI) par les autorités turques n'était que le premier d'une série d'attaques tantôt revendiquées par les rebelles kurdes du PKK – et visant des cibles militaires et policières –, tantôt attribuées aux djihadistes et frappant des cibles civiles. Le dernier en date, qui a fait 45 morts le 28 juin à l'aéroport international d'Atatürk, et dont les autorités ont fait porter la responsabilité à l'EI, a donné un nouveau coup particulièrement dur aux acteurs turcs du tourisme, entraînant de nombreuses annulations de séjour.

En plus des attentats et de l'instabilité régionale, le tourisme a aussi pâti en 2016 de l'embargo russe

Affecté par le climat de violence qui règne dans le pays, le secteur a également eu à pâtir de la détérioration des relations entre la Russie et la Turquie, après que la chasse turque a abattu un avion de combat russe au-dessus de la frontière turco-syrienne, le 24 novembre 2015.

Reconstruire l'image du pays

Décidée au titre des sanctions prises par la Russie à l'encontre d'Ankara, l'interdiction faite aux voyageurs russes de vendre des produits à destination de la Turquie a privé les plages du sud du pays des nombreux touristes russes qui s'y pressent chaque été. Avant la crise diplomatique, les citoyens russes constituaient le deuxième contingent de ressortissants étrangers à se rendre en Turquie, avec près de 4,5 millions d'entrées en 2014.

Entre menaces internes et tensions internationales, le secteur, qui représentait 31 milliards de dollars de revenus, soit 4,4 % du PIB national en 2015, et emploie 8 % de la population active, a abordé la saison estivale sous les pires auspices. D'après les statistiques publiées en juin par le ministère turc de la culture et du tourisme, le nombre des arrivées de touristes étrangers enregistré pour mai 2016 a chuté de 35 % par rapport à mai 2015, soit le déclin le plus important jamais enregistré depuis le début des années 1990. Les paquebots de croisière, l'une des branches les plus prometteuses, se sont quant à eux repositionnés sur l'ouest de la Méditerranée, en raison de l'instabilité de l'ensemble de la région.

Les premiers mois de l'année ont également vu le taux d'occupation des hôtels chuter de 16,2 %



Le Grand Bazar d'Istanbul, le 25 mai. MURAD SEZER / REUTERS

d'après l'Union des hôteliers touristiques de Turquie, une baisse qui n'a pu être limitée que par une réduction drastique des prix destinée à attirer la clientèle locale. De son côté, l'Association des agences de voyages turques envisage déjà des pertes de 35 % à 40 % pour l'année en cours.

Ces tendances négatives affectent par ailleurs un secteur endetté à hauteur de 17 milliards de dollars (15 milliards d'euros). «Les entrepreneurs les plus solides attendent une éventuelle amélioration, mais les plus faibles ont déjà mis fin à leurs activités», explique Esra Levent, directrice de l'agence de voyages haut de gamme IDEE Travel, qui a connu cette année la diminution la plus importante de ses clients étrangers depuis sa création, il y a vingt-sept ans.

Amorcé fin juin, le retour à la normale des relations entre Moscou et Ankara – l'embargo russe sur les voyages en Turquie a été levé – ne suffira pas à maintenir à flot le secteur cet été. Les réservations s'effectuent en général de longue date, et c'est sur 2017 que tablent les pro-

fessionnels pour compenser les pertes de l'année en cours.

Sixième destination mondiale avant 2016 en nombre de voyageurs, elle pouvait également table sur les touristes originaires d'Arabie saoudite et des pays du Golfe, plus dépensiers que la clientèle européenne et réputés moins sensibles aux risques sécuritaires. Du fait de la nature de sa cible et de son caractère sans précédent, l'attentat qui a frappé l'aéroport Atatürk pourrait cependant peser négativement sur le nombre de voyageurs en provenance du monde arabe. Caisse de résonance des tensions régionales, le pays reste tributaire d'incertitudes géopolitiques dont rien ne signale la résolution à court terme. «Le tourisme ne peut fonctionner que dans un pays en paix. C'est toute l'image de la Turquie qui doit être reconstruite», résume Esra Levent. - (Interim) ■

Iran glorifies its casualties in Syria

TEHRAN

Hard-liners try to bolster pro-Assad mission and stifle talk of compromise

BY THOMAS ERDBRINK

The first news report, to a nation usually kept in the dark about military matters, was shocking: 13 Iranian soldiers, all with links to the Islamic Revolutionary Guards Corps, had been killed in an ambush near the Syrian city of Aleppo. What followed this spring may have been even more surprising. Details about the soldiers appeared extensively in the Iranian news media, which not only gave the names of the dead but lionized them with sweeping life stories. Poster-size portraits were plastered all over their hometowns.

For years, Iran covered up its military activities in Syria and Iraq, so the government could deny any official involvement on the ground. Coffins arrived with the bodies of soldiers who went unidentified, referred to only as “defenders of the shrines” of the Shiite saints. When the bodies began to come home in larger numbers, the state news media began calling them “volunteers.”

No longer. Now every Iranian killed in action is named, his picture published, his valor lauded in elaborate tributes in the hard-line news media and on Instagram accounts dedicated to the fighters. The reason for the change, analysts say, is not some newfound dedication to transparency but a rift between the Iranian establishment’s hard-liners, who control the military, and the moderates.

The hard-liners, they say, want to prevent any decline in Tehran’s absolute support for Syria’s president, Bashar al-Assad, and to undermine the moderates, who they fear might be open to a political settlement in which Mr. Assad would step down.

The Revolutionary Guards see publicizing the sacrifices of the fallen as a way to build domestic support for the current Syria policy and squelch any talk of compromise. The Instagram accounts have attracted tens of thousands of followers, most of them supporting the military effort.

“By being open about our role, we can prevent a diplomatic solution in Syria,” said Hamidreza Taraghi, a hard-line political analyst close to Iran’s leaders. “First, we must defeat all terrorists in the battlefield. Only after that can we negotiate with them.”

Hard-liners are promulgating Iran’s military successes — and even setbacks — in a variety of ways, including news reports and documentaries. An exhibit

at the recent Tehran International Book Fair allowed ordinary Iranians to pose as “defenders of the shrines,” photographed sitting on a military motorcycle in front of a billboard showing a pulverized city street in Syria.

The main focus, however, is on social media.

Facebook and Twitter are blocked by the state in Iran, but the photograph-sharing app Instagram is freely accessible. Previously used mostly by middle-class Iranians showing off new puppies or vacations on the Caspian Sea, the app is now suffused with images of “martyrs” and young men proudly wielding machine guns.

One of the more prominent Instagram accounts is run by a reporter for Iranian state television, Hassan Shemshadi, who honors Iranian fighters and Afghans in the Iran-backed Fatemiyoun brigade.

Mr. Shemshadi’s more than 90,000 followers are treated to selfies and other shots from the front lines in Syria. There are pictures of him doing a stand-up for state television in front of an armored vehicle, of his passport and boarding pass for a flight to Damascus, and of the star officer of the Revolutionary Guards, Gen. Qassem Soleimani.

But most of Mr. Shemshadi’s posts concern the increasing number of Iranian casualties in Syria and Iraq. Since he started posting news of soldiers’ deaths in 2015, he has published a total of 346 mini-obituaries of Iranians and Iranian-backed Afghans in Syria and Iraq. That is a large majority of the 400 or so Iranian and Afghan soldiers thought to have died so far in the conflicts there.

“In the name of the Lord of the Martyrs and the honest, the defenders of the shrine, Asadollah Ebrahimi and Saheb Nazari both from #Fatemiyoun, Mehdi Asgari from #Karaj, Mehdi Bidi from #Tehran, Mohammád Amin Karimian from #Mazandaran were martyred by takfiri terrorists in Syria,” Mr. Shem-

shadi wrote a week ago, using an Arabic word for infidels. Over 3,700 people said they liked the post.

Mr. Shemshadi continued, “They died while defending the pure Mohammedan Islam and the holy shrines and also maintaining the national security of our country, and ascended to the heavens.”

Mr. Shemshadi regularly posts images of those killed in action, like Abbas Daneshgar, who died at 23 in 2015, and two 21-year-olds, one Iranian and one Afghan, both named Mostafa Mousavi and seen holding up guns.

Some scenes are of everyday life on the front. In May, Mr. Shemshadi posted a picture of a man he called “martyr Belbasi,” cutting the hair of another fighter. In hindsight, a bad omen, he wrote in a caption. “The fighters who have returned from the battle of Khan Tuman say that whomever that was barbered by martyr Belbasi was martyred.”

Mr. Shemshadi declined to be interviewed for this article.

He is not shy about describing Iran’s military activities in the region, a freedom of expression that would have to be permitted at the highest levels of the government. At a conference in Mashhad in February, for instance, Mr. Shemshadi said that Iran was directly involved in the Syrian conflict and that there was a danger that its Russian allies could one day stop supporting Mr. Assad.

“They may abandon us,” Mr. Shemshadi said, as seen in videos of the event posted on the Shajar.ir website. “We cannot live in fear of what might happen. We should move forward.”

Iran is in Syria and Iraq not only to defend the shrines, Mr. Shemshadi said. “It is wrong to have a one-dimensional view of what we are doing in Syria,” he said. Iran provides national security for the Syrians, too, and “we are there to show the real Islam,” meaning the Shiite strain.



DAVOUD GHAIHRDAR

At the Tehran International Book Fair, ordinary Iranians could pose as “defenders of the shrines” astride a military motorcycle in front of a billboard showing a battered Syrian street.

Uncharted waters for Turks

ISTANBUL

Many watch with unease as Erdogan tries to sculpt a new national identity

BY SABRINA TAVERNISE

Umit Engin, the owner of a small bookstore in the tangle of back streets in this city's ancient Beyoglu district, sat in his tidy shop reading on a quiet afternoon recently.

Business has fallen sharply over the

MEMO FROM ISTANBUL

past year, since the bomb attacks started and the flow of tourists slowed, and Mr. Engin, 42, who is deeply worried about Turkey's future, spends his days glancing up at the street, hoping for customers.

"We feel lost," he said. "There's no energy now. Where it will go from here, we do not know. We are waiting for something, but we don't know what it is."

He paused, adding wryly, "it's like 'Waiting for Godot,'" referring to the existentialist play by Samuel Beckett. "Waiting for Turkey."

Turkey is living through strange days. Bombings are now regular events in its large cities. Its society is so polarized that some people speak darkly of armed civil conflict. An old war with Kurdish separatists has been reignited, inflaming the country's southeastern border region at a time when countries just south of it, Syria and Iraq, are convulsing with violence and existential questions.

But the most profound changes have been in the shape of society itself. And for that, the country has its bombastic president, Recep Tayyip Erdogan, to thank.

Mr. Erdogan is tearing up the rigid secularist system imposed by Mustafa Kemal Ataturk in the 1920s, empowering the long-oppressed Islamic underclass and making Turkish society far more equal by carrying out economic policies that lifted poorer areas. But along the way, Mr. Erdogan has grown increasingly autocratic and his inner circle increasingly rich, and many Turks, including some from his own base, are worried about what he is erecting in place of the old system he is dismantling.

"It's like 'The Lord of the Rings': We have the ring now, but we have become slaves to it," said one young Islamic activist, referring to money and power, who shut down her Twitter account after being attacked by pro-government bloggers for criticizing the crackdown on street demonstrations in 2013 that grew into a major protest movement against Mr. Erdogan. "It's not about



A nearly empty restaurant in the Taksim neighborhood of Istanbul last month. Business has fallen sharply over the past year, as bomb attacks have dissuaded tourists from coming.

Kemalists, it's not about secular protesters — it's our own test. And mostly, we are not passing."

Liberals like Mr. Engin say they feel hopeless. Mr. Erdogan crushed the 2013 street protests. Opposition swelled again after his party lost its majority in Parliament in an election in June 2015, but he outmaneuvered everybody by calling a snap election.

In the protests, "we tried everything, but we got nothing," Mr. Engin said. "In fact, we lost many things. We lost friends. Now it's impossible to organize such protests. People think the result will be the same."

As Turkey drifts further into uncharted waters, some Turks are wondering where their country is going — and what it will look like when it arrives.

The changes have been so profound that some argue that the nation — founded by the elite as a project that papered over ethnicity and religion to create the concept of a modern Turk — will have to pass through a period of uncertainty and possibly chaos to find itself again.

"Who are we, and what are we doing here together?" said Cengiz Candar, a Turkish intellectual, explaining his country's predicament. "We used to be the secular republic. Now, we don't know what we are. What project brings us together? What social contract?"

Mr. Erdogan is offering a narrative. He speaks with swagger and soaring statements about the glory of Turkey's Ottoman past, playing down the eight-decade secular interlude called Kemalism. He talks in rapid-fire speeches about what he plans to achieve by 2023 — Turkey's centennial — and sometimes seems to want to replace Ataturk himself.

In some ways, a search for a new Turk-

ish identity was inevitable. Kemalism is a rigid, early 20th-century revolutionary ideology that forged a modern state. But it also repressed pious peasants from the heartland, along with ethnic minorities like Kurds. The fact that the Turkish identity is evolving is natural.

So far, Turkish society looks about the same. Women have not been required to wear head scarves, and while an order to do so seems unlikely, some liberals like Mr. Engin worry that it could happen, particularly in light of Mr. Erdogan's recent exhortation for Turkish women to have more children. Pious Turks like his vision, perhaps more for the combative stance he takes against the West than for his references to the Ottoman past.

"Europe is cracking, but Turkey is still on its feet," said Mahmoud Atlas, a 47-year-old cleaning company owner from Mersin who attended a large Ramadan dinner in Istanbul where Mr. Erdogan spoke last month. "Sorry, but the U.S. and Europe can't break him," he said of the president.

Mr. Erdogan's working-class roots also have broad appeal. "He's coming from below, like us," Emre Bozkurt, 22, said. "He can sit and have tea with poor people. These things make us love him. When people look at him, they see themselves."

Mr. Erdogan and his party have reliably received 40 percent to 50 percent of the vote for most of his nearly 15-year tenure. Much of that support comes from pragmatic voters who are more interested in their pocketbooks than politics.

"They fear an economic crisis more than anything else," Hakan Altınay, the director of the European School of Politics at Bogazici University in Istanbul,

said of the government. "The deal is: You don't mess with how I govern you, and I deliver you the goods. But if I don't deliver, you send me an overdue bill with compounded interest."

There were signs of discontent at a Ramadan dinner late last month in Baksehkir, a suburb far from Istanbul's ancient center that has long been a bastion of support for Mr. Erdogan and his Justice and Development Party.

Emine Akarsu, 48, an architect, praised the party for helping to transform the district from a trash-strewn field into rows of pastel high-rises and

landscaped parks, complete with artificial streams, a lake and a nearby subway stop. But as the party has become visibly wealthier and corruption allegations have surfaced, Ms. Akarsu said she had stopped voting for it. "They have changed, and so has my view of them," she said, packing up her thermos of tea. "I don't believe they are telling us the truth about things anymore."

Kurtulus Turan, a textiles businessman, said he used to like Mr. Erdogan's party for its pro-business stance. But now the president seems to speak exclusively for Sunni Turks, Mr. Turan

said, adding that as a member of Turkey's Shiite minority, he feels discrimination. "It wasn't like this at the beginning," he said.

Mr. Engin compared these days to a storm that is buffeting Turkish people. He said there would be damage, but how much remained to be seen.

"We have to wait for it to finish, for the air to clear," he said.

He said he did not know whether that would take a month or a decade, but he believed change would come because "things can't go on like this." ●

LE FIGARO

jeudi 7 juillet 2016

Naturaliser les réfugiés syriens: la nouvelle tactique d'Erdogan?



ANALYSE

Delphine Mlnoui

C'est la première fois que Recep Tayyip Erdogan aborde ouvertement le sujet. Ce week-end, et après des mois de rumeurs sur fond de polémique, le président turc a officiellement annoncé son intention d'octroyer des passeports turcs aux réfugiés syriens. « La Turquie aussi est votre nation ! Ne l'oubliez pas ! Vous avez beaucoup souffert, vous avez beaucoup perdu... Parmi nos frères syriens, il y en a beaucoup ici qui souhaitent avoir la nationalité turque. En leur offrant notre aide et notre soutien, nous allons donner à nos frères cette citoyenneté ! », a-t-il déclaré devant un groupe de réfugiés réunis dans la ville de Kilis, à la frontière syrienne.

La décision a aussitôt été applaudie par de nombreux Syriens de Turquie. En plus de cinq ans de conflit, ils sont quelque 2,7 millions à en avoir fait leur terre d'exil. « C'est une très bonne nouvelle », se réjouit de prime abord Muaaz Keftaro, qui tient une pâtisserie syrienne dans le quartier Fatih, le « Petit Damas d'Istanbul » où réside une grosse communauté syrienne. Selon cet ex-avocat de Damas, qui a fui son pays il y a un an et demi, « ce nouveau statut nous garantira les mêmes droits que les Turcs : accès à l'éducation, au travail, aux soins ». À ce jour, seuls 10 % environ vivent dans des camps. Les autres bataillent au quotidien pour s'intégrer à la société et au marché du travail. Leur situation est en effet ambiguë : la Turquie ne les considère pas juridiquement comme des réfugiés mais comme des « invités ». De quoi

entretenir un sentiment d'incertitude, mêlé à la peur d'être « expulsable » du jour au lendemain.

Cette déclaration présidentielle illustre une réelle prise de conscience turque d'un conflit syrien qui est parti pour durer - et du besoin de plancher sur une politique d'intégration. Au début de l'insurrection anti-Assad, en mars 2011, Ankara avait d'abord misé sur un départ rapide du président syrien. Aujourd'hui, la violence du conflit a tué les rêves d'un retour imminent au pays. D'où cette décision, prise en septembre 2014, d'ouvrir les portes des écoles turques aux petits

Cette mesure ne devrait concerner qu'une minorité de réfugiés « hautement qualifiés »

réfugiés. D'où, encore, l'annonce faite début 2016, d'un droit au travail accordé aux réfugiés.

Mais les nationalistes du parti d'opposition MHP ne l'entendent pas de la même façon. Pour eux, la présence des Syriens sur leur territoire doit se limiter au court terme. Le parti républicain CHP dénonce, lui, le manque de clarté des autorités sur leurs réelles intentions. Quant aux opposants pro-kurdes du HDP, ils accusent le pouvoir de vouloir bouleverser l'équilibre démographique du pays.

Pour nombre d'analystes, il pourrait même s'agir d'une manœuvre politique d'Erdogan, obsédé par une augmentation de ses prérogatives. Une fois naturalisés, les réfugiés constituent un potentiel « réservoir d'électeurs » lui

permettant d'acquérir une écrasante majorité pour amender la Constitution et remporter un référendum sur le système présidentiel (en remplacement de l'actuel système parlementaire) qu'il appelle de ses vœux.

D'autres motifs, géopolitiques et économiques, sous-tendent ce choix.

À l'heure de la crise des migrants et des différends politiques qui l'opposent à l'Europe, la délivrance de passeports turcs s'inscrit dans une volonté du pays de redorer son blason, en consacrant la Turquie comme un pays d'émigration. À lire entre les lignes des derniers discours présidentiels,

il est également bon de rappeler que cette mesure, dont on ne connaît pas encore les détails, ne devrait concerner qu'une

minorité de réfugiés « hautement qualifiés » et économiquement déjà bien intégrés.

En fait, cette annonce ultramédiatisée n'apporte finalement rien de nouveau par rapport à l'actuelle loi turque, qui permet déjà à tout étranger résidant en Turquie depuis cinq ans de demander la nationalité turque (à condition de répondre à certains critères, notamment financiers). De quoi faire déchanter les réfugiés syriens. « Tout ceci n'est qu'un coup médiatique. Tout comme les permis de travail, dont seules quelques centaines ont été octroyées à ce jour, et l'accès aux écoles, rendu difficile à cause de la barrière de la langue et de nombreuses restrictions administratives, cette nouvelle mesure ne s'adresse qu'à un petit groupe de Syriens », regrette Muaaz Keftaro.

La laborieuse campagne de Ninive contre Daech

Prélude à la reconquête de Mossoul, l'offensive de l'armée irakienne, épaulée par des milices sunnites, avance, village après village.

SAMUEL FOREY @SamForey
MAKHMOUR, KHARABA

IRAK L'été approche. Aussi régulier, violent, implacable qu'une tempête d'équinoxe, il brûlera, pendant de longues semaines, les mythiques plaines de Ninive, le cœur de l'ancien Empire assyrien, aujourd'hui aux mains de l'État islamique. La reconquête commence. Elle est lente, laborieuse. Elle a pour nom « les opérations de libération de Ninive ». Elle est commandée par le général Najim Abdullah al-Jibouri. Dans sa base de Makhmour, il fume, le regard las, les cernes lourds.

« L'ennemi est en déroute. Son moral s'effondre. Leurs chefs sont tués, un par un. Il y a de moins en moins de combattants étrangers, de plus en plus de locaux inexpérimentés, apeurés. On en finirait plus vite si les règles d'engagement pour les frappes aériennes n'étaient pas aussi contraignantes, notamment chez les Français. » Paris, qui participe à la coalition internationale contre l'État islamique menée par les États-Unis, bombarde régulièrement les djihadistes (voir page 4).

Najim al-Jibouti commande un dispositif complexe, révélateur des fractures béantes d'un Irak fragmenté. Les 5 000 soldats de la 15^e division de l'armée irakienne se sont installés en février à Makhmour, ville au pied d'une barre rocheuse, la frontière occidentale du très autonome Kurdistan irakien. Au-delà, vers l'ouest, s'ouvre la plaine de Ninive, majoritairement arabe sunnite. C'est le timide retour, dans le nord de l'Irak kurdo-sunnite, d'une armée irakienne qui a laissé un mauvais souvenir. Le souvenir d'une force inféodée au pouvoir chiïte, responsable, sous l'ancien premier ministre Maliki, d'implacables répressions dans les territoires sunnites, à coups de bombardements aveugles et d'exactions brutales. Une armée dont les soldats ont fui piteusement, en juin 2014, face aux djihadistes pourtant dix fois inférieurs en nombre, livrant Mossoul et tout l'ouest de l'Irak à Daech.

L'horreur simple de la guerre

L'armée irakienne, pour revenir, a dû composer. À Makhmour, en territoire kurde, elle doit partager une base avec les pechmergas, les combattants kurdes irakiens et les 200 soldats américains du 26^e corps expéditionnaire des marines. Les pechmergas tiennent position, reçoivent les déplacés, assurent les arrières, frustrés de voir l'armée mener la



Le nombre de douilles abandonnées mercredi sur le terrain pour reprendre aux djihadistes de l'EI les abords de la base aérienne de Qayyarah, à 35 kilomètres au sud de Mossoul, témoigne de la violence des combats.

MAHMOUD AL-SAMARRAI/AFP



bataille contre Daech en territoire arabe sans qu'ils n'y puissent prendre part. Les marines observent, conseillent, assistent et parfois, agissent aux côtés des forces irakiennes.

À l'armée irakienne de conquérir, assistée de milices sunnites, les villages de la plaine de Ninive. Tâche difficile. La campagne a commencé fin mars, laborieusement. Conquérir est difficile, contrôler est complexe. Fin avril, les premiers villages tombent. Mahana, à l'ouest de Makhmour, est pris le 27. Deux cents militants sont tués, selon le commandement irakien. Deux jours plus tard, les djihadistes contre-attaquent. Cette fois-ci, les soldats irakiens tiennent bon. L'offensive s'oriente ensuite vers le sud. Khardan, village aux maisons inachevées, balayé par un sable poudreux, tombe quelques jours après Mahana. « Daech a envoyé 36 kamikazes pour reprendre la position. Ils ont tous été tués », affirme le colonel Firas, l'officier de communication de la 15^e. Quelque chose reste de cette furieuse attaque kamikaze : dans la mosquée, une éclaboussure sombre jaillit sur le mur verdâtre. C'était un homme. Le djihadiste s'est fait sauter plutôt que d'être pris par les soldats de l'armée irakienne. Le corps a disparu. L'éclaboussure reste, l'odeur aussi. Elle persistera longtemps,

5 000

soldats irakiens

sont installés depuis février dans la ville de Makhmour. Ils préparent l'offensive pour reconquérir Mossoul, tombée aux mains de l'EI en juin 2014.

comme les traces que Daech a laissées en deux ans d'occupation de la plaine de Ninive. Les « Réquisitionnés » écrits sur les murs des plus belles maisons de ces hameaux solitaires, les « On restera », slogan apparu à l'heure de gloire de l'organisation à l'été 2014, les tunnels piégés, les tranchées profondes.

« Il faut avancer village par village, prendre son temps pour assurer ses positions », explique le colonel Firas. L'offensive a continué vers le sud. Makhmour, le Kurdistan sont loin derrière. L'armée irakienne s'enfonce dans les terres du « Daechstan », assistée de l'aide irrégulière des avions de la coalition.

C'est un paysage étrange, rempli de chaleur et de poussière, où des villages déserts, marqués par la guerre, figés dans la solitude, sont balayés sans répit par un souffle ardent. Le long des pistes d'un sable lourd, qui retombe comme de la pluie, les carcasses d'engins, broyées par l'aviation, gisent comme des squelettes d'animaux desséchés. On y voit des scènes d'une horreur simple.

Une unité de l'armée irakienne a pris position dans la plus belle maison du village de Kharaba. L'un des pick-up arbore un drapeau en hommage à Zeinab, figure chiite. Un soldat se rafraîchit sous un jet d'eau, sur le seuil de la maison. Devant lui, en contrebas, un cadavre de djihadiste, à moitié consommé, les membres dans des positions absurdes comme un pantin désarticulé, des liens aux pieds et aux poings, achève de se dessécher au bord de la piste, dans l'indifférence des visiteurs de passage.

Un ennemi invisible

L'armée progresse maintenant dans Hajj Ali, un gros bourg au bord du Tigre. « Les djihadistes nous bombardent chaque matin et chaque soir », dit Abou Ibrahim. Il fait partie du clan sunnite du « cheikh Fellah », du nom de l'actuel ministre de l'Agriculture, Fellah Hus-

sein Zeidan, originaire de ce village. Le cheikh Fellah a tenu à ce que son village soit libéré par les hommes de son clan. Membre de la garde rapprochée du ministre, Abou Ibrahim, le treillis ajusté, le sourire prompt, a fui Hajj Ali il y a deux ans, avant de revenir pour participer, avec son clan, à la reconquête de son village. L'armée irakienne a couvert leur avancée, avec ses blindés et son artillerie. « La collaboration se passe très bien, Dieu merci. Ensemble, nous aidons les villageois à fuir la zone », poursuit Abou Ibrahim.

Au loin, vers l'ouest, le fleuve Tigre, un chapelet de villages, puis la base aérienne de Qayyarah. La zone a été reprise par une charge de blindés de l'armée irakienne, le plus important déploiement de ces forces depuis l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein en 1990. Avec ses deux

pistes, suffisamment grandes pour accueillir des gros-porteurs, l'endroit sera un centre opérationnel essentiel pour la reprise de Mossoul, « capitale » irakienne de l'État islamique occupée par les djihadistes depuis deux ans.

La campagne des villages va continuer tout l'été, à la recherche d'un ennemi invisible. Soldats et miliciens errent dans les mêmes maisons vides, s'emparent des mêmes villages déserts, que les fantômes des djihadistes semblent encore hanter, par une inscription sur un mur, une tache de sang à terre, le tonnerre, au loin, d'un canon. Au cœur du danger constant de cette guerre diffuse, face à l'ennemi commun, la camaraderie des combattants semble faire exister brièvement le rêve d'un Irak uni, qui s'efface dès que le péril s'éloigne. ■

LE FIGARO

vendredi 15 juillet 2016

Paris accroît son soutien en Irak pour reprendre Mossoul

ALAIN BARLUET @abarluet
ET GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

LA FRANCE va renforcer son soutien aux forces irakiennes et redéployer son porte-avions *Charles-de-Gaulle* pour lutter contre le groupe État islamique (EI) et atteindre un objectif majeur : la reprise de la ville de Mossoul, au nord de l'Irak. L'annonce française intervient quelques jours après celle des États-Unis, qui vont envoyer 560 soldats supplémentaires à Qayyarah, à 60 kilomètres au sud de la « capitale » de Daech en Irak.

« Nous allons encore intensifier le concours de l'armée de terre pour soutenir les Irakiens dans la perspective de la reconquête de Mossoul », a déclaré François Hollande mercredi dans un discours au ministère de la Défense. « Daech recule, perd ses bastions, il faut frapper fort », a déclaré le chef de l'État, après avoir rappelé la contribution apportée à la coalition internationale par la France, notamment avec des frappes aériennes. « Il faut frapper et détruire ceux qui nous ont agressés ici », a-t-il ajouté en rappelant que les principaux attentats perpétrés l'an dernier sur le sol français avaient été conçus à Mossoul et à Raqqa, fief de Daech en Syrie.

Paris déploie quelque 400 militaires en Irak, dont 320 membres des forces spéciales, et des militaires chargés de la formation de la 6^e division de l'armée irakienne à Abou Ghraïb. Cent soixante sont détachés auprès de l'armée irakienne à Bagdad et autant auprès des *pechmergas*, les combattants kurdes qui sont engagés dans la bataille en cours pour la libération de Mossoul. Il s'agit donc de militaires exerçant des missions de formation, de



Des soldats de la 11^e brigade parachutiste apprennent à identifier et neutraliser les explosifs (ici à Bagdad, en avril).

320 membres

des forces spéciales et des militaires français sont chargés de la formation de la 6^e division de l'armée irakienne

conseil et d'accompagnement, pas des forces combattantes.

« Le gouvernement irakien se plaignait d'une chose, déclarait récemment au Figaro à Bagdad un expert militaire occidental. Avec les Kurdes, les forces spéciales françaises font de la désignation de frappes djihadistes, les commandos français sont sur la ligne de front avec les *pechmergas* contre Daech, ce qui n'est pas le cas à Bagdad avec l'armée irakienne. » Avec l'an-

nonce de François Hollande, Paris a-t-il voulu rétablir ce déséquilibre ? Dans son discours au ministère de la Défense, le chef de l'État a parlé de renforcer « les Irakiens » dans la perspective de la reconquête de Mossoul. Il n'a pas été plus précis.

Opération « Chammal »

Ce que l'on sait, c'est que cette bataille de Mossoul sera conduite comme à Faloudja, le mois dernier, par l'unité antiterroriste (Iraqi Counter Terrorism Forces, ICTF), un groupe d'élite étroitement pris en charge par les États-Unis, dont certains éléments sont formés par les forces spéciales françaises.

Dans la guerre pour libérer Faloudja de Daech, l'ICTF était épaulée par des éléments de la police fédérale ainsi que par la « Mobilisation populaire », des miliciens chiites souvent proches de l'Irak. Mais c'était des commandos des forces spécia-

les australiennes qui étaient au sol avec l'ICTF, pour guider les avions qui frappaient les cibles djihadistes. Pour la libération de Mossoul, s'ajouteront au dispositif les combattants kurdes. D'après nos informations, plusieurs milliers de membres de l'ICTF terminent actuellement une formation en Jordanie, sous l'égide des États-Unis, pour être déployés prochainement en Irak, où ils conduiront la bataille de Mossoul.

Par ailleurs, a annoncé François Hollande, le *Charles-de-Gaulle* et son groupe aéronaval (GAN) seront de nouveau déployés au sein de l'opération « Chammal » à l'automne. Cela a déjà été le cas à deux reprises dans le cadre de la lutte contre Daech en Irak et Syrie, une première fois au début 2015 et une deuxième au lendemain des attentats de novembre 2015. Il s'agira du dernier engagement du porte-avions avant un arrêt technique majeur de dix-huit mois, à compter du début 2017, pour moderniser ses équipements et changer ses deux réacteurs nucléaires. ■

En Turquie, M. Erdogan mate une tentative de coup d'Etat

Des affrontements à Ankara et Istanbul entre mutins, soldats loyalistes et partisans du président turc ont fait au moins 90 morts et plus de 1 000 blessés dans la nuit de vendredi à samedi

ISTANBUL - correspondante

Des tirs sporadiques et des bruits d'explosions étaient toujours audibles à Ankara et à Istanbul, samedi 16 juillet à l'aube, mais le gouvernement turc a fait savoir qu'il avait repris le contrôle du pays, ébranlé par une tentative de coup d'Etat fomenté par un groupe d'officiers dans la nuit de vendredi à samedi et qui est resté circonscrit à ces deux villes. Samedi matin, le bilan était d'au moins 90 morts et 1 154 blessés.

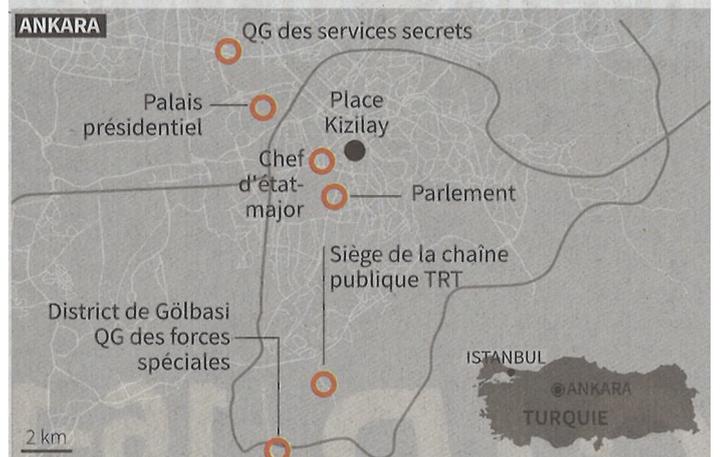
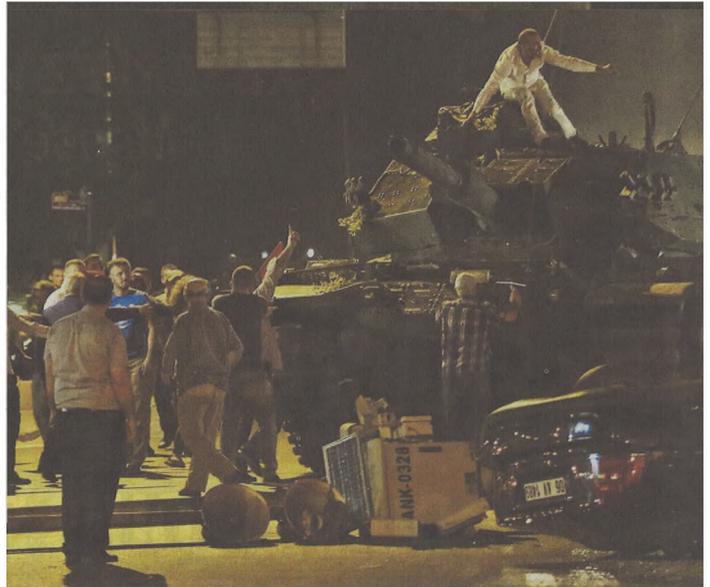
Le président Recep Tayyip Erdogan, qui avait trouvé refuge dans la station balnéaire de Marmaris, sur la côte égéenne, au plus fort des affrontements entre les militaires loyalistes et le groupe de putschistes, est rentré en vainqueur à Istanbul au petit matin.

Attendu par un groupe de fidèles à l'aéroport international Atatürk à Istanbul, où son avion a atterri aux environs de 4h30, heure locale, le numéro un turc a promis que les insurgés – une cinquantaine d'officiers de la gendarmerie et de l'armée de l'air – « paieraient cher leur trahison ». « L'Etat parallèle a sa part dans le soulèvement », a-t-il affirmé, en référence au prédicateur Fethullah Gülen, son ennemi juré, qui vit depuis 1999 en exil en Pennsylvanie aux Etats-Unis. La puissante confrérie Gülen a pourtant été amoindrie par la purge drastique exercée contre elle depuis 2013 par le gouvernement islam-conservateur, persuadé que les adeptes de Gülen veulent le renverser.

Jadis meilleur allié de Recep Tayyip Erdogan, l'imam Gülen, dont le mouvement gère encore des centaines d'écoles à l'étranger (en Afrique notamment), est devenu sa bête

noire. Son exil américain sert à enjoliver le récit officiel d'une Turquie assiégée par des « forces obscures », des « agents » à la solde des puissances étrangères (les Etats-Unis surtout), avides de démanteler le pays.

Prise par les insurgés dans la soirée, la chaîne publique TRT a été reprise par les militaires loyalistes dans la nuit, tandis que le chef d'état-major, le général Hulusi Akar, qui était détenu par les putschistes, a pu être libéré. Mille cinq cent soixante-trois personnes mêlées à la tentative de coup d'Etat ont



été arrêtées samedi à l'aube. La situation restait incertaine en revanche autour des ponts sur le Bosphore, à Istanbul, toujours contrôlés par les insurgés, malgré un ultimatum de l'armée de l'air promettant d'envoyer les chasseurs bombardiers pour les en déloger.

« Le coup d'Etat a été déjoué, la situation est redevenue normale », s'est félicité, samedi à l'aube, Nuh Yilmaz, le porte-parole des services secrets (MIT). Dirigés par Hakan Fidan, un fidèle lieutenant du président turc, les services ont été l'une des premières cibles du putsch manqué. Leur QG à Ankara, situé non

loin du palais présidentiel, a essuyé une attaque aérienne, lorsque des hélicoptères pilotés par les putschistes ont bombardé le bâtiment, dès les premières heures du soulèvement.

Tout a commencé vers 22 heures lorsque des blindés militaires ont pris position à l'aéroport d'Istanbul, autour des ponts sur le Bosphore, dans les environs du palais présidentiel à Ankara. Peu après, des militaires ont fait irruption dans les locaux de la chaîne publique TRT, dont ils se sont emparés. Dans un communiqué publié sur le site de l'état-major, les putschistes ont dit s'être rendus « *totallement maîtres du pays* ». Leur but, expliquaient-ils, était de « *restaurer l'ordre constitutionnel, la démocratie, les droits de l'homme et les libertés* », ils se prononçaient contre l'« *autoritarisme* ». « *Tous nos accords et engagements internationaux restent valides. Nous espérons que nos bonnes relations continueront avec les autres pays* », disait le texte. Fikri Isik, le ministre de la défense, a immédiatement dénoncé « *un piratage* » du site.

« JE SUIS LE COMMANDANT EN CHEF »

Alors que des combats étaient en cours au centre d'Ankara, la capitale, on apprit bientôt que le général Hulusi Akar, le chef d'état-major, était retenu en otage par les putschistes. Pendant quelques heures, la confusion fut totale et le gouvernement sembla dépassé par la situation. Le président fut décrit par le journal *Milliyet* comme ayant pris le chemin de l'aéroport Atatürk, à Istanbul. Des rumeurs allèrent jusqu'à évoquer une demande d'asile en Allemagne.

Quelques minutes plus tard, Recep Tayyip Erdogan apparut, le visage défait, sur la chaîne CNN Türk. Lors de cette courte interview réalisée, par le biais de Facetime, il expliqua que le soulèvement avait lieu « *hors de la chaîne de commandement* ». Et de réaffirmer : « *Je suis le commandant en chef* ». C'est à ce moment-là qu'il appela la population à descendre « *sur les places et dans les aéroports* » en signe de soutien. Il semble qu'il ait été entendu. Une foule s'est rassemblée place Taksim, à Istanbul, pour protester contre le putsch. D'autres manifestants pro-Erdogan, massés sur un des ponts qui enjambe le Bosphore, ont bien essayé de traverser malgré l'interdiction proférée par les putschistes qui bloquaient la circulation dans les deux sens, de l'Europe vers l'Asie et inversement. Mal leur en a pris.

Au moment où les manifestants se mettaient en route, les gendarmes insurgés qui tenaient le pont ont tiré dans la foule. Plusieurs personnes ont été blessées lors de cette fusillade, un homme y aurait perdu la vie. Les autorités avancent un bilan de 90 morts. Selon le parquet de Gölbası, dans la banlieue d'Ankara, 42 personnes – des civils et des policiers – ont été tuées au cours d'affrontements particulièrement violents loin du palais présidentiel, a essuyé une attaque aérienne, lorsque des hélicoptères pilotés par les putschistes ont bombardé le bâtiment, dès les premières heures du soulèvement.

Tout a commencé vers 22 heures lorsque des blindés militaires ont pris position à l'aé-

L'avion d'Erdogan approché par des F-16

Au début de la tentative de coup d'Etat, deux F-16 pilotés par des putschistes se sont approchés de l'avion ramenant le président Recep Erdogan, en vacances à Marmaris. « *Leur radar a accroché l'appareil ainsi que les deux autres F-16 qui l'escortaient* », a dit à Reuters un ancien officier de l'armée, au fait des événements tout en déclarant « *ignorer pourquoi ils n'ont pas tiré* ».

M. Erdogan a affirmé que les putschistes avaient tenté de s'en prendre à lui à Marmaris. Selon la chaîne de télévision CNN Turk, vingt-cinq militaires descendant d'hélicoptères ont investi l'hôtel de Marmaris où il séjournait, mais le président turc venait de quitter les lieux.

roport d'Istanbul, autour des ponts sur le Bosphore, dans les environs du palais présidentiel à Ankara. Peu après, des militaires ont fait irruption dans les locaux de la chaîne publique TRT, dont ils se sont emparés. Dans un communiqué publié sur le site de l'état-major, les putschistes ont dit s'être rendus « *totallement maîtres du pays* ». Leur but, expliquaient-ils, était de « *restaurer l'ordre constitutionnel, la démocratie, les droits de l'homme et les libertés* », ils se prononçaient contre l'« *autoritarisme* ». « *Tous nos accords et engagements internationaux restent valides. Nous espérons que nos bonnes relations continueront avec les autres pays* », disait le texte. Fikri Isik, le ministre de la défense, a immédiatement dénoncé « *un piratage* » du site.

« JE SUIS LE COMMANDANT EN CHEF »

Alors que des combats étaient en cours au centre d'Ankara, la capitale, on apprit bientôt que le général Hulusi Akar, le chef d'état-major, était retenu en otage par les putschistes. Pendant quelques heures, la confusion fut totale et le gouvernement sembla dépassé par la situation. Le président fut décrit par le journal *Milliyet* comme ayant pris le chemin de l'aéroport Atatürk, à Istanbul. Des rumeurs allèrent jusqu'à évoquer une demande d'asile en Allemagne.

Quelques minutes plus tard, Recep Tayyip Erdogan apparut, le visage défait, sur la chaîne CNN Türk. Lors de cette courte interview réalisée, par le biais de Facetime, il expliqua que le soulèvement avait lieu « *hors de la chaîne de commandement* ». Et de réaffirmer : « *Je suis le commandant en chef* ». C'est à ce moment-là qu'il appela la population à descendre « *sur les places et dans les aéroports* » en signe de soutien. Il semble qu'il ait été entendu. Une foule s'est rassemblée place Taksim, à Istanbul, pour protester contre le putsch. D'autres manifestants pro-Erdogan, massés sur un des ponts qui enjambe le Bosphore, ont bien essayé de traverser malgré l'interdiction proférée par les putschistes qui bloquaient la circulation dans les deux sens, de l'Europe vers l'Asie et inversement. Mal leur en a pris.

Au moment où les manifestants se mettaient en route, les gendarmes insurgés qui tenaient le pont ont tiré dans la foule. Plusieurs personnes ont été blessées lors de cette fusillade, un homme y aurait perdu la vie. Les autorités avancent un bilan de 90 morts. Selon le parquet de Gölbası, dans la banlieue d'Ankara, 42 personnes – des civils et des policiers – ont été tuées au cours d'affrontements particulièrement violents

qu'une vague de répression s'abattait sur les militants de son parti. Cet épisode est encore perçu aujourd'hui par les islamo-conservateurs comme un traumatisme duquel ils ne se sont jamais vraiment remis.

A chaque fois, lors des putschs précédents, l'armée était unie dans sa décision de renverser le pouvoir civil. Rien de tel ne s'est produit cette fois. Très vite, les putschistes sont apparus comme représentatifs d'un courant hyperminoritaire, tandis que la majorité des militaires demeurait fidèle au Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur au pouvoir), lequel jouit d'une large assise populaire.

Il est vrai qu'une fois aux manettes Recep Tayyip Erdogan et son fidèle allié Fethullah Gülen ne souhaitaient qu'une chose : faire rentrer au plus vite les militaires dans leurs casernes. De cette façon, ils tenaient leur revanche sur cette élite en épaulettes qui s'était tellement opposée à l'avènement de l'islam politique en Turquie.

Vint ensuite le temps des règlements de comptes et de grands procès retentissants (de 2008 à 2013), quand des centaines d'officiers furent condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir cherché à renverser le gouvernement. Une fois brouillé avec le prédicateur Gülen, en 2013, il n'était plus possible d'affronter les ennemis sur deux fronts. M. Erdogan a donc tout fait pour se rapprocher des militaires. En avril, les condamnations de 275 « putschistes » ont été cassées par la Haute Cour d'appel, la réconciliation semblait totale.

Quel courant au sein de l'armée a pu croire qu'un putsch était possible ? Qui ? Combien ? Pourquoi ? Très peu d'informations ont filtré sur l'identité des auteurs du soulèvement, pas un visage, pas un grade, pas un nom de famille. Les autorités parlent d'une cinquantaine d'officiers, issus de la gendarmerie et d'une partie de l'armée de l'air (d'où l'emploi des hélicoptères).

De cette épreuve, le président turc va ressortir plus populaire que jamais. Si un référendum est convoqué demain pour la mise en place du système présidentiel fort dont il rêve, nul doute qu'il obtiendra une large majorité des voix, tant, dans son ensemble, la population, y compris ses détracteurs, réprouve le recours à la violence. ■

MARIE JÉGO

Turkish president reasserts his power

ISTANBUL

Thousands are detained as Erdogan tightens grip after coup attempt fails

BY TIM ARANGO
AND CEYLAN YEGINSU

Standing atop a bus outside his mansion in Istanbul on Saturday night, President Recep Tayyip Erdogan, victorious after putting down a coup attempt by renegade factions of the military, told his followers, "We only bow to God."

The symbolism was stark. The informal rally harked back to his earlier days as an up-by-the-bootstraps populist and Islamist leader who often spoke from the tops of buses. And his message, cloaked in the language of Islam, had the effect of underscoring how much Turkey has changed in recent decades.

The military men, once the guardians of the country's secular traditions who successfully pulled off three coups last century, were being rounded up and tossed in jail.

The Islamists, meanwhile, were dancing in the streets.

That is where, Mr. Erdogan said on Sunday, they will remain.

"This week is important," he told a crowd gathered at Istanbul's Fatih Mosque for a funeral for a victim of the weekend's violence. "We will not leave the public squares. This is not a 12-hour affair."

The coup attempt seems to have been decisively quashed, with nearly 6,000 military personnel now in custody. At least 265 people were killed in the clashes, and funerals for many of them were taking place on Sunday.

Now the country is left to consider what the lasting consequences of the military uprising will be. The most urgent question is this: Has Mr. Erdogan emerged even more powerful or is he now a weakened leader who must accommodate his opponents?

That much of the country, including opponents who have bitterly opposed his government, stood against a military coup as a violation of democracy raised hopes that Mr. Erdogan would seize the moment to reach across Turkey's many political divides and unite the country.

Yet it was becoming clearer, as the weekend progressed, that the moment was for Mr. Erdogan and his religiously conservative followers a triumph of political Islamism.

While secular and liberal Turks, by and large, opposed the coup, it was Mr. Erdogan's supporters who flooded the streets and gathered at Istanbul airport on Saturday morning to push out the occupying army, yelling religious slogans and chants in support of Mr. Erdogan, not democracy itself.

After Mr. Erdogan's speech on Saturday, thousands of his supporters marched down Istiklal Street in Istanbul to Taksim Square, waving Turkish flags and shouting in support of their president. It felt like a rollicking street carnival. The square was filled with women in head scarves, a truck played a song about Mr. Erdogan, and passing motorists were honking and waving flags.

That they were able to gather at all in public was in and of itself significant, and amply demonstrated that Turkey is, these days, for Mr. Erdogan and his supporters.

When other groups, like gay and lesbian organizations, or labor unions, try to gather in public spaces in central



EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

For Mr. Erdogan, the failed coup appears to be ending in a triumph of political Islamism.

Istanbul, the streets are sealed off. Armored vehicles with water cannons suddenly materialize, as do police officers with tear gas canisters.

"It was nice here today," said Ali Tuysuz, 19, who was selling watermelon slices on Saturday in Taksim. "People are happy and buying watermelon. My tray was emptied three times. President Erdogan will protect the country."

The role that mosques played in mobilizing citizens to gather in the streets as the coup was unfolding was decisive, but it unsettled many secular Turks, nonetheless, who called it a historic sidestep of Turkey's secular principles, in which religion was meant to be separate from politics.

On Sunday, Turkey's nearly 85,000 mosques, in unison, blared from their loudspeakers a prayer traditionally recited for martyrs who have died in war, and called for people to continue to rally against the coup plotters.

"Most of the people who went out in the streets to oppose the coup d'état did not use democratic language," said Ozgur Unluhisarcikli, the director of the Ankara office of the German Marshall Fund of the United States, a research organization.

He added that "there are people for whom Islam plays a big role in their lives in Turkey. And there are people for whom Islam plays no role."

As Turks wait to see in which direction their mercurial and powerful leader will steer the country in the wake of the coup, Mr. Erdogan on Sunday struck some conciliatory notes.

"If they have guns and tanks, we have faith," Mr. Erdogan said. "We are not after revenge. So let us think before taking each step. We will act with reason and experience."

Nigar Goksel, the Turkey analyst for the International Crisis Group, said that going forward, "there are two scenarios."

"Either Erdogan utilizes this incident to redesign institutions in Ankara to his own benefit," Ms. Goksel said. "Or he takes the opportunity with the solidarity that was extended to him by the opposition and different segments of society to reciprocate by investing more genuinely in rule of law and legitimate forms of dissent."

Mr. Erdogan's own history suggests that this is unlikely. Each time he has



A crowd that included relatives of military and police personnel killed in the coup attempt gathered at a mosque in Ankara, Turkey, on Sunday. Nearly 6,000 military personnel are now in custody.

faced a challenge to his power, from street protests three years ago to a corruption investigation that went after his inner circle, he has sidelined his enemies and become more autocratic. Already, even as the government has arrested thousands of soldiers and officers suspected of taking part in the failed coup, there are signs that it using the moment to widen a crackdown on perceived enemies. Alongside the military, the government also dismissed thousands of judges, who would seemingly have had no role to play in a military revolt.

"Now the government has a free hand to design the bureaucracy as they like, and they will," Mr. Unluhisarcikli said. "All in all, Turkey will become a country where power is more consolidated and dissent will be more difficult."

As the purge of the military continued on Sunday, one of those arrested was Gen. Bekir Ercan Van, the chief of the Incirlik air base, from where the United States military flies missions over Iraq and Syria against the Islamic State. Over the weekend, Gen. Van approached American officials seeking asylum, but was refused, according to a person with knowledge of the matter who spoke on the condition of anonymity because of the sensitive nature of the subject.

The Greek prime minister, Alexis Tsipras, told Mr. Erdogan that asylum claims by eight Turkish officers who fled to northern Greece in a helicopter and were detained on charges of illegal entry would be examined swiftly. Turkey has demanded their extradition.

As the drama of the coup attempt played out Friday and into Saturday morning, for a moment it looked as though Mr. Erdogan was on the verge of being toppled from power. He spoke to the nation from the Facetime app on his iPhone, just after he narrowly escaped being captured by the coup plotters at a seaside hotel. Then, around 3:30 a.m., he flew in to Istanbul, the surest sign yet that the coup was failing.

But more so than his dramatic arrival at the Istanbul airport, his confident speech on Saturday on top of the bus seemed to emphatically declare that he was back in charge.

Celebrations by his supporters continued on Sunday, with jubilant crowds marching through the streets of Istanbul.

"Look around you," one of them, Eytan Karatas, 37, a mechanic, said. "Look at these people. We are the real soldiers of this country, and we have a chief."

Karam Shoumali contributed reporting from Istanbul, and Niki Kitsantonis from Athens.

A stunning night that 'felt like doomsday'



Soldiers who were involved in the attempted coup surrendering on the Bosphorus Bridge in Istanbul on Saturday. "All of these guys will go to prison for life," one official said.

ISTANBUL

BY TIM ARANGO
AND CEYLAN YEGINSU

Thousands of soldiers and officers purged from the military. A helicopter shot down over the capital. Hundreds of people lying dead on city streets.

As dawn broke Saturday, the citizens of Turkey emerged sleep-deprived and angst-ridden after a night of violence that felt more like life in war-stricken neighbors like Syria or Iraq.

And trying to assert control was President Recep Tayyip Erdogan, targeting plotters in the previous night's coup and other perceived enemies of the state.

The embattled president, after a confusing absence in the early hours of the coup, appeared early Saturday to speak to the nation. He exhorted his followers with the FaceTime app from his cellphone, resorting to the kind of medium he has long sought to suppress.

That stunning scene, televised nationwide, at first seemed an embarrassment for a leader who presents himself as all-powerful, and suggested his end.

But it was actually the turning point, as Mr. Erdogan called on his followers to take to the streets and gather at the airport in Istanbul, which the military had shut down, to resist the coup.

By Saturday afternoon, after a standoff in Ankara, the capital, the government had wrested back an army head-

quarters building held by coup plotters. Mr. Erdogan, who had frequently talked of conspiracies afoot to undermine his power, was back in control, seemingly as powerful as ever, and perhaps even more paranoid.

The attempted coup, as it unfolded, suggested an alarming unraveling for a country that is seen in the West as a crucial partner in the fight against terrorism and an anchor of stability in a region full of trouble.

The United States has sought close cooperation with Turkey in the fight against the Islamic State, while Europe has relied on Turkey to help stem the flow of refugees from war-torn countries of the Middle East to the Continent.

"The whole night felt like doomsday," said Sibel Samli, an independent film producer in Istanbul. "People flocked to the markets to get bread, eggs and water. People were going to cash machines to draw out cash."

A steamy Friday night was just getting going when the first hint came that something was not right: The military sealed off two bridges across the Bosphorus.

Then fighter jets and helicopters began flying low over Istanbul and Ankara, rattling residents enjoying a night on the town, and sporadic gunshots rang out.

Suddenly, Turks were transfixed by their cellphones, or the televisions in bars and restaurants, trying to figure out what was going on. No one seemed to know where the president was.

As rumors swirled that the military was maneuvering to thwart a terrorist plot, or that a hijacked airliner was in the sky, many Turks, given their nation's history of military meddling in politics, began to wonder if a coup was afoot.

Soon enough, they had their answer: The prime minister, Binali Yıldırım, spoke on television and said a renegade faction within the military was trying to mount a coup.

And a military group, later calling itself the Peace at Home Council — a reference to a mantra of Turkey's secular founder, Mustafa Kemal Atatürk — issued a statement saying it had seized control of the country.

A SURREAL EVENING

And so began a surreal evening that stretched until daybreak, punctuated by violence that killed at least 265 people, most of them members of the security forces, as various factions fought for control.

The night seemed to encapsulate the many dramas and conflicts that have roiled Turkey in recent years: street protests; the bitter fight between Mr. Erdogan, an Islamist, and a onetime ally, the Muslim cleric Fethullah Gulen, whom the president late in the night blamed for the coup attempt; and rising political violence and terrorism.

Ms. Samli had been sitting with friends at a rooftop bar of a chic hotel on the European side of Istanbul when a helicopter passed low over their heads.

"We didn't think anything of it at first because we knew the city was on high terror alerts following recent attacks," she said. "Then we started getting the calls and WhatsApp notifications about the start of a military coup. People were calling one another telling them go home."

The first signs that the coup might not succeed emerged as it became clear that the military failed to secure important government buildings, or to seize elected officials, normally the first actions of a putsch. Later it was learned that the conspirators had sought out Mr. Erdogan at the seaside town of Marmaris, where he was apparently vacationing, but were too late.

And then Mr. Erdogan himself appeared, from an undisclosed location, and spoke to the nation on FaceTime.

Once again — as he did when he sought to face down a widespread street revolt in 2013 and to win elections, for himself as president and in Parliament for his Islamist Justice and Development Party — Mr. Erdogan relied on his power base of Turkey's religious conservatives.



NICOLE TUNG FOR THE NEW YORK TIMES

Thousands gathered near the Parliament building in Ankara on Sunday in support of President Recep Tayyip Erdogan. At least 265 people, mostly in the security forces, were killed.

Mosque preachers joined Mr. Erdogan's call to resist. "We will not let Turkey fall!" men shouted in the conservative Istanbul neighborhood of Istinye on Saturday morning, firing guns in to the air. "God is great!"

The scariest hour was the one just before Mr. Erdogan's jet landed in Istanbul after 3 a.m. Fighter jets flew low over Istanbul, setting off sonic booms that felt like airstrikes.

Gunfire cracked throughout the city and in Ankara, where soldiers had seized civilian cars to use as barricades. Several explosions were reported at Parliament, and a helicopter used by the plotters was blown from the sky, officials said.

A helicopter landed at the offices of CNN Turk, and soldiers, apparently coup plotters, tried to seize the station during a live broadcast.

"Around 3 a.m. we heard loud fighter jets and explosions," said Ms. Samli, the film producer in Istanbul. "That's when I felt scared. And this morning, everyone is in shock. Everyone is trying to work out what happened."

Late in the night, as the sounds of war mixed with muezzins at mosques exhorting people to go into the streets and people chanting "Allahu akbar," or "God is great," Turkey's cities felt like besieged communities in Iraq or Syria.

When Mr. Erdogan landed in Istanbul, chaos was still gripping Istanbul and Ankara, with more explosions and gunshots, but his very appearance seemed to signify that the conspiracy was reaching its end.

In characteristic fashion, as he has when confronted with street protests and a corruption investigation, he vowed to root out the conspirators.

"This attempt, this move, is a great favor from God to us," he said. "Why?

Because this move will allow us to clean up the armed forces, which needs to be completely clean."

PLOTTERS LACKED SUPPORT

It was becoming clear, by the time Mr. Erdogan arrived in Istanbul, that those behind the coup did not have enough support within the military, even as the whole episode exposed deep divisions within the military that had not been so apparent.

While the Turkish military has a history of intervening in politics — it carried out three coups in the past five decades — Mr. Erdogan and his allies had systematically sought to coup-proof the army through a series of sensational trials, and it was thought not able to mount a takeover of the government.

Officials said the main plotters were from the gendarmerie, a military-style police force; the air force; and some elements of the land forces. Several generals and colonels were arrested — none were high-level figures recognizable to the public — and thousands of rank-and-file officers and soldiers were rounded up Saturday in a purge that is likely to go on for some time.

"All of these guys will go to prison for life," said İlnur Cevik, an aide to Mr. Erdogan, in a telephone interview on Saturday.

Safak Timur and Karam Shoumali contributed reporting.

Pourquoi le coup de force militaire a échoué



DÉCRYPTAGE
Delphine Minoui
@DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

« ASSURER et restaurer l'ordre constitutionnel, la démocratie, les droits de l'homme et les libertés. » Lues à la télévision publique le soir du coup d'État raté, les promesses des putschistes faisaient étrangement écho à celles des auteurs des précédents coups de force de 1980, mais aussi de 1960 et 1971, lorsque les militaires s'imposèrent pour « protéger la République » et « l'unité nationale ». Mais dans un pays historiquement familier des renversements de pouvoir, ce putsch avorté contre le président islam-conservateur Recep Tayyip Erdoğan a exposé au grand jour les divisions et les faiblesses d'une armée qu'on disait traditionnellement kémaliste et laïque. Que s'est-il passé dans la nuit du 15 au 16 juillet ? Alors que le puzzle des événements se reconstitue peu à peu, les observateurs s'accordent à dire qu'il s'est agi d'une opération orchestrée par un groupe d'officiers de rang intermédiaire qui ont échoué à convaincre les généraux en chef de les suivre et qui ne sont pas parvenus à entraîner la majorité de l'armée derrière eux.

Souscrivant à la thèse, avancée par Erdoğan en personne, selon laquelle un complot fomenté par les pro-Gülen (du nom de son ex-allié politique, auquel il livre une lutte sans merci depuis 2013) a été déjoué, les analystes estiment que les putschistes auraient voulu agir dans la précipitation avant la réunion du Conseil militaire suprême, prévue début août. Une purge contre les gradés gülenistes était en effet prévue à l'occasion de ce sommet annuel. « Aujourd'hui, il s'agit moins d'un conflit entre une armée laïque et un pouvoir islamiste - comme on l'a vu en Égypte en 2013 - qu'une lutte d'influence entre deux clans politiques », observe une journaliste turque. Les temps ont en effet changé depuis la victoire parlementaire, en 2002, de l'AKP, le parti d'Erdoğan. Nommé premier ministre en 2003, ce dernier s'est rapidement distingué par sa volonté de minimiser le pouvoir de l'armée et de décapiter sa chaîne de commandement. En 2010, de hauts gradés militaires ont été arrêtés et poursuivis en justice. Cer-

tains auraient alors été remplacés par des partisans de l'imam Fethullah Gülen, l'intellectuel musulman alors proche d'Erdoğan. Mais depuis la rupture, en 2013, entre les deux hommes, le gouvernement pro-AKP s'est lancé dans une chasse antigüleniste au sein de l'armée, mais aussi de la police et de la justice. « Ce 15 juillet, les gülenistes ont ainsi tenté leur dernière chance car ils se savaient condamnés », poursuit la journaliste.

« Ni coup d'État ni dictature »

Auteur d'un livre sur la guerre entre des gülenistes et l'AKP, l'écrivain Ahmet Sık livre quelques détails intéressants sur son compte Twitter : selon ses sources au sein des renseignements turcs, une opération anti-Gülen dans les rangs de l'armée avait été planifiée dès le matin du 16 juillet. Un mandat d'arrêt visant plusieurs militaires avait même été approuvé par Erdoğan. Le contrôle renforcé dont ils faisaient l'objet aurait alors permis de « déceler des mouvements inhabituels » dès la veille, mais « sans comprendre immédiatement ce qui se passait ». Cet enchaînement d'événements renforce les soupçons de certains sur un « coup », sinon monté, du moins « sciemment ignoré » par le président, pour justifier une radicalisation du pouvoir et faire arrêter des milliers de militaires et de juges.

L'histoire retiendra également ce paradoxe : Recep Tayyip Erdoğan, si hostile aux réseaux sociaux, a en partie sauvé sa présidence grâce à l'application FaceTime. Intervenant rapidement à la télévision via son smartphone, il a appelé les Turcs à descendre dans les rues pour « résister » au putsch. À travers le pays, les principales artères et places publiques se sont rapidement remplies de monde. Le chef de l'État a aussi bénéficié d'un appui renforcé des mosquées, qui, des heures durant, ont relayé son message, en dehors des créneaux habituels réservés à la prière.

Plus étonnant pour un observateur international, les putschistes ont échoué à mobiliser l'opposition, qui, des républicains du CHP au parti de gauche prokurde HDP, s'est élevée contre le coup d'État, bien qu'étant fermement anti-Erdoğan. Mais la popularité du hashtag « Ni coup d'État ni dictature » sur Twitter et Facebook illustre l'inquiétude des militants démocrates pour les jours et les semaines à venir. ■

Ces cinq heures où le destin du pays a failli basculer

RETOUR sur cette nuit où la reprise en main de la situation a fait bon ménage avec la communication du gouvernement.

► Vers 21 h 30

Des coups de feu retentissent à Ankara. Des hélicoptères et des avions militaires survolent à basse altitude la capitale, ainsi qu'Istanbul où les deux principaux ponts sur le Bosphore sont fermés à la circulation.

► À 22 h 05

Le premier ministre, Binali Yıldırım déclare que des militaires tentent de prendre le pouvoir. « Sans l'aval de la chaîne de commandement, ils n'y parviendront pas. Ils paieront le prix le plus élevé, jure-t-il. Ce gouvernement élu par le peuple ne partira que lorsque le peuple lui dira de le faire. » Quelques minutes après, dans un communiqué envoyé par e-mail aux télévisions, l'armée annonce avoir pris le pouvoir pour « protéger l'ordre démocratique et les droits de l'homme ».

► Vers 22 h 20

Une prise d'otages de militaires est annoncée par CNN Turk à l'état-major de l'armée à Ankara. Le chef d'état-major est lui-même « otage » des putschistes. Des tanks ont pris position à l'entrée de l'aéroport d'Istanbul.

► À 22 h 50

Erdoğan est sain et sauf, dit une source proche de la présidence. Le président est dans un hôtel de Marmaris où il passe ses vacances. Vers 23 heures, peu avant que la chaîne de télévision publique TRT, où des putschistes ont pénétré, ne cesse d'émettre, un présentateur lit un communiqué de l'armée annonçant l'instauration de la loi martiale et un couvre-feu sur l'ensemble du pays. Une nouvelle Constitution va être préparée. La liberté des citoyens sera garantie par un « Conseil de paix ».

► Vers 23 h 10

Une source proche de la présidence de la République confirme que les putschistes n'ont pas reçu l'aval du commandement. « Le président et le gouvernement sont toujours en place », ajoute-t-il. Sur Twitter, le premier ministre Yıldırım appelle les Turcs à « rester calme ». ■

▶ **À 23h25**

Erdogan, depuis son hôtel, apparaît sur CNN Turk via l'application FaceTime et dénonce une tentative de coup d'État par « une minorité au sein de l'armée ». « Je ne pense absolument pas qu'ils réussiront. » Erdogan appelle les Turcs à descendre dans la rue. Dans les mosquées, les imams font de même. C'est probablement le basculement de la crise. Erdogan annonce qu'il rentre à Ankara. Il accuse « une structure parallèle », allusion à l'organisation de son ennemi Gülen, d'être derrière le coup de force.

▶ **Juste avant minuit**

Un haut responsable militaire déclare que les putschistes « n'ont pas un large soutien au sein de l'armée ». Au même moment, un hélicoptère militaire survolant Ankara ouvre le feu. Et des chars tirent également autour du Parlement, à l'intérieur duquel se sont cachés des députés.

▶ **Vers 0h15**

Un responsable gouvernemental affirme que les putschistes se sont emparés de « quelques tanks » et qu'ils ont « ordonné à leurs hommes de prendre le contrôle de la rue, mais qu'ils se montrent

incapables de le faire dans de nombreux secteurs ». « Les forces loyalistes, encore confrontées à des difficultés dans certains secteurs d'Ankara et d'Istanbul, prennent le dessus », dit-il.

▶ **À 0h45**

Le premier ministre affirme qu'« il n'y a pas d'inquiétude à avoir, le gouvernement est toujours aux affaires ». Il invite lui aussi la population à descendre dans la rue. Au même moment, le commandant de la première armée turque (les forces terrestres responsables d'Istanbul et d'une partie de l'ouest du

LE FIGARO | lundi 18 juillet 2016

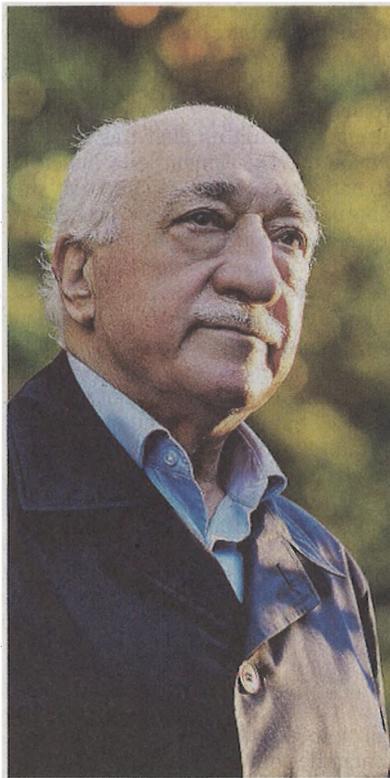
Fethullah Gülen, l'homme à abattre

RÉSEAU? Confrérie? Difficile de qualifier une entité qui, officiellement, n'existe pas en tant que telle. Les Turcs l'appellent cemaat, c'est-à-dire « la communauté ». Ses sympathisants préfèrent le mot hizmet (« service ») pour désigner leur allégeance au prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux États-Unis depuis 1999. C'est ce vieil homme malade, à la fine moustache blanche, que le président turc Recep Tayyip Erdogan accuse d'avoir ourdi la tentative de putsch la plus spectaculaire de l'histoire de cette République, qui en a pourtant vu d'autres. Pour la justice, il est le fondateur et dirigeant de la FETÖ/PDY (la Structure de l'État parallèle/Organisation terroriste Fethullahçi), soupçonné d'avoir consacré ces 40 dernières années à

L'ennemi juré du président est bien plus qu'un imam à la larme facile

infiltrer tous les échelons de la police, armée, justice, bureaucratie, tous les lieux de pouvoir et d'argent, des médias aux entreprises, du caritatif à l'éducation, en s'appuyant pour cette dernière sur un vaste réseau d'écoles en Turquie et dans le monde, des États-Unis à l'Europe et l'Afrique.

Né il y a 75 ans à Erzurum, dans l'est de l'Anatolie, l'ennemi juré du président est bien plus qu'un imam à la larme facile, qui prêche officiellement un islam modéré, le dialogue interreligieux, les sciences, l'alliance avec l'Occident, la démocratie, les droits de l'homme. Ses fidèles sont nombreux, mais impossible à dénombrer. « Nous ne donnons pas de carte de membre », ironisaient à une époque les figures de son mouve-



Fethullah Gülen, en 2013 dans sa résidence de Saylorburg, en Pennsylvanie. SELAHATTIN SEVI/AFP

ment. C'était avant, quand se réclamer de Gülen ne valait pas condamnation, quand le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) semblait s'accommoder, voire même s'appuyer sur ces représentants informels, fortunés et hyperactifs de la Turquie à l'étranger. Mais depuis qu'une enquête anticorruption a visé son pouvoir et ses proches à l'hiver 2013, Recep Tayyip Erdogan accuse Fethullah Gülen d'avoir juré sa perte. Et l'imam insaisissable est devenu, à son tour, l'obsession personnelle du chef de l'État.

« Le mouvement Gülen donne l'apparence d'un groupe socio-religieux mais, en réalité, l'élément métaphysique n'est pas très important. C'est une organisation rationnelle, centralisée, hiérarchisée, extrêmement disciplinée et surtout, tournée vers des buts politiques », explique un juriste qui a découvert Gülen à l'université. Il a « lu tous ses textes, écouté toutes ses cassettes », participé à des rencontres avec d'autres sympathisants avant de rompre tous ses liens et d'adhérer à l'AKP, raison pour laquelle il souhaite rester anonyme. « Il y a bien eu, à partir de 2002, une collaboration entre l'AKP et Gülen, mais c'était une alliance de raison contre un ennemi commun : l'establishment kémaliste (du nom du fondateur de la Turquie laïque, Mustafa Kemal Atatürk) et sa tutelle sur la vie politique, via l'armée. Des procès ont été lancés contre la vieille garde militaire. Cela arrangeait Erdogan qui craignait un coup d'État, et cela arrangeait Gülen qui voulait créer un vide et le remplir avec ses fidèles. »

Cette collaboration a fini par voler en éclats, pour devenir confrontation. Depuis deux ans et demi, des milliers de policiers, juges, procureurs, journalistes et hommes d'affaires ont été poursuivis pour appartenance présumée à la FETÖ/PDY. L'armée était restée relativement épargnée mais un Conseil militaire suprême, programmé début août, devait purger les commandements de leurs « gülenistes » présumés. Fethullah Gülen, s'il a effectivement manigancé ce coup de force - qui s'apparenterait alors un suicide spectaculaire -, a pu vouloir prendre les devants. Ce qu'il nie évidemment, avançant « la probabilité qu'il s'agisse d'un putsch monté de toutes pièces (par Erdogan) pour traduire des gens devant la justice ». ■

A. A. (À ISTANBUL)

pays) assure que ce n'est qu'un « petit groupe au sein de l'état-major de la 1^{re} armée » qui est derrière le coup de force. De son côté, le patron des forces spéciales affirme que ses hommes ne font pas partie des putschistes.

▶ **À 1 heure**

On apprend qu'un avion de chasse turc F-16 a abattu un hélicoptère utilisé par les putschistes à Ankara. 17 policiers ont également été tués. Au même moment, à Istanbul, des soldats tirent sur la foule qui protestait contre le coup de force.

▶ **Peu avant 2 heures**

Les services de renseignements annoncent « le retour à la normale ». Et se-

lon le premier ministre, « la situation est largement sous contrôle » de l'état-major.

▶ **À 2 heures**

Depuis les États-Unis, le mouvement de l'opposant Gülen « condamne toute intervention armée ».

▶ **Peu avant 3 heures**

Erdogan est accueilli par une foule nombreuse à l'aéroport d'Istanbul. Son avion a été approché par deux F-16 pilotés par des putschistes, apprendra-t-on dimanche. À son arrivée à Istanbul, Erdogan promet « le nettoyage » de l'armée. Au même moment, plusieurs dizaines de putschistes remettent leurs armes à la police au centre d'Istanbul.

Une heure après, le premier ministre ordonne à l'armée d'abattre les avions et les hélicoptères des putschistes.

▶ **À 5 heures**

Quelques poches de résistance sont encore signalées à Istanbul et Ankara, mais la télévision publique émet de nouveau. Des soldats putschistes ont été lynchés par la foule.

▶ **À 7 heures**

On apprend que 754 militaires ont déjà été arrêtés en lien avec le coup de force, tandis que le chef d'état-major, le général Hulusi Haker, est libéré par des putschistes à Ankara. 200 d'entre eux retranchés à l'état-major à Ankara se rendent. ■

G.M.

LE FIGARO lundi 18 juillet 2016

Le soutien embarrassé des Occidentaux à leur « allié turc »

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes

LE COUP D'ÉTAT avorté contre Erdogan vient compliquer encore un peu plus les relations entre les Occidentaux et un allié turc déjà problématique. Dès samedi matin, Américains et Européens ont officiellement condamné le putsch et apporté leur soutien à Erdogan. Mais aucun chef d'État occidental n'a appelé personnellement le président turc, et les tensions sont vite apparues.

Le ton est rapidement monté entre les États-Unis et la Turquie après les accusations portées samedi par Erdogan contre Fethullah Gülen, prédicateur islamiste vivant en exil aux États-Unis. « J'en appelle à l'Amérique, j'en appelle au président Obama », a dit le président turc samedi dans un discours. « Monsieur le Président, je vous le dis personnellement, expulsez ou remettez-nous cette personne qui vit sur 400 ares de terres en Pennsylvanie », a-t-il ajouté sans prononcer le nom de Gülen. « Je vous ai dit qu'il préparait des coups d'État, mais on ne m'a pas écouté. Aujourd'hui, après le putsch, je vous le dis une nouvelle fois, remettez cet homme à la Turquie. »

Les médias pro-AKP, le parti d'Erdogan, laissent quant à eux entendre que les États-Unis et la CIA étaient les instigateurs du coup d'État, réflexe assez courant en Turquie, l'un des pays du Moyen-Orient où le sentiment anti-américain est le plus fort. Outre l'accueil fait à Gülen sur le territoire américain, les autorités turques reprochent aussi à Washington son soutien aux Kurdes syriens et irakiens, et accusent les Américains de l'apporter aussi aux séparatistes kurdes de PKK.

Le secrétaire d'État américain John Kerry a répondu au ministre turc des Affaires étrangères que « les insinua-



NATALIA KOLESNIKOVA / AFP

Le secrétaire d'État américain, John Kerry, vendredi, à Moscou.

tions ou accusations publiques attribuant aux États-Unis un rôle dans le coup d'État avorté sont complètement fausses et portent préjudice à nos relations bilatérales ». Kerry a assuré que Washington aiderait Ankara à enquêter sur le putsch, mais a invité le gouvernement turc à fournir des preuves contre Gülen. N'excluant pas le principe d'une éventuelle extradition, Kerry a demandé à la Turquie de déposer une demande en bonne et due forme au département américain de la Justice.

La fermeture de la base aérienne d'Incirlik après le début du coup d'État a aussi ajouté aux tensions turco-américaines. Les autorités turques ont rétabli dimanche les activités sur la base

après l'arrestation de son commandant, accusé de complicité avec les putschistes. Mais ont rappelé la dépendance des Occidentaux envers le bon vouloir turc: Les Américains n'ont reçu l'autorisation d'utiliser cette base pour leurs opérations aériennes contre l'État islamique qu'en juillet 2015, Erdogan ayant auparavant opposé son refus, malgré l'appartenance de la Turquie à l'Otan.

Pas de « chèque en blanc »

Les réactions européennes étaient elles aussi empreintes d'un certain malaise. La crise syrienne d'abord, puis celle des réfugiés ensuite ont levé les ambiguïtés sur le double jeu des autorités turques en politique étrangère. La longue complaisance de la Turquie vis-à-vis des groupes djihadistes combattant en Syrie, État islamique compris, s'est infléchie, mais Erdogan continue de considérer la lutte contre les partis kurdes et contre Bachar el-Assad plus importante que celle menée contre Daech.

La perspective d'une répression de grande ampleur inquiète aussi les capitales européennes. Le ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault a réclamé le respect de l'État de droit en Turquie, et refusé tout « chèque en blanc » au président Erdogan. Il a aussi admis que « des questions se posaient » à propos de la fiabilité de la coopération turque en matière de lutte contre l'État islamique. Mais les autorités turques, qui ont bénéficié en mars dernier d'un accord léonin avec l'UE en échange de la fermeture de la frontière maritime de l'Europe aux migrants clandestins, disposent d'un moyen de rétorsion instantané. Le dilemme est le même pour les Européens et les Américains ; si la Turquie d'Erdogan est loin d'être un allié fiable, personne ne souhaite l'avoir comme antagoniste. ■



La société turque toujours plus divisée

«Un président
accuse d'aider
les terroristes
de l'Etat islamique
est devenu
désormais

un président
qui s'oppose
au coup d'Etat
et qui sauvegarde
la démocratie.»

HÜMET CETINKAY du
quotidien «Cumhuriyet»

Après l'échec du putsch, le fossé demeure entre les partisans du président islamo-conservateur et ses opposants, qui redoutent qu'Erdogan, sorti renforcé des événements, accentue sa mainmise sur les institutions du pays.

Trois jours après un coup d'Etat manqué, l'heure du bilan a sonné en Turquie : 265 personnes tuées, 1440 blessées, 2839 militaires arrêtés, 2745 juges et procureurs suspendus de leurs fonctions et 249 membres de hautes juridictions arrêtés. L'unanimité des premières heures n'a pas effacé une polarisation politique qui reste très marquée. D'un côté, un pouvoir turc qui «fête la démocratie» et, de l'autre, une opposition qui craint un «renforcement de l'autoritarisme».

Quelles sont les causes de ce putsch raté ?

Certes, lorsque Recep Tayyip Erdogan et son parti islamo-conservateur, l'AKP, arrivent au pouvoir en 2003, le pays est en pleine déconfiture sur le plan financier. Erdogan parvient à rétablir une certaine stabilité. Mais depuis trois ans, l'homme du «miracle» économique est la figure la plus critiquée de Turquie, dénoncé pour sa dérive autocratique et islamiste. «Ankara n'arrive plus à gouverner la Turquie», écrivait le 4 juillet Sezin Oney. Cette politologue citait notamment, «la crise syrienne, la détérioration des relations avec Moscou, Bruxelles, Washington, Téhéran et Bagdad». Voilà pour le monde extérieur. A l'intérieur du pays, Kadri Gürsel, journaliste du site indépendant *Diken*, attire l'attention sur «les violations des droits de l'homme en général et celles de la liberté de la presse en particulier. Ou encore les opérations de ratissage dans les régions kurdes». Sociaux-démocrates, militants de gauche, kurdes, alévis, partisans de la laïcité... «C'est toute une moitié de la société turque qui

désapprouve la politique d'Erdogan», rappelle le romancier Ahmet Altan. Ce dernier souligne qu'Erdogan n'a eu de cesse de vouloir établir un système présidentiel à la place du système parlementaire en vigueur depuis la création de la République en 1923. Un régime présidentiel qui lui permettrait d'élargir la palette de ces pouvoirs, avec tous les risques de dérives autocratiques que cette réforme comporterait.

Une tentative de coup d'Etat militaire était-elle prévisible ?

Pour Eser Karakas, professeur d'économie à l'université d'Istanbul, la réponse ne fait aucun doute. «Les milieux kémalistes évoquaient depuis longtemps, affirme-t-il. La revue américaine «Foreign Policy» l'avait également prévu dans son édition du mois de mai 2016.» Les responsables de l'AKP (317 sièges sur 550 au Parlement turc, soit la majorité absolue), exprimaient eux aussi leurs craintes de voir un jour les militaires fomenter un coup d'Etat.

Quel élément a déclenché cet acte militaire ?

Une réunion du Haut Conseil militaire était programmée pour les derniers jours de juillet. Et c'est justement ce Haut Conseil qui devait procéder à de nouvelles nominations au sein de l'armée et à toute une série de licenciements. Les militaires proches de Fethullah Gülen, l'ennemi juré de Recep Tayyip Erdogan, savaient qu'ils ne manqueraient pas d'être écartés de l'armée turque. «Les putschistes ont fait un dernier pas pour tenter de garder leurs positions dans l'armée», selon Ahmet Sik, journaliste spécialiste de la confrérie Gülen. «Les piètres performances diplomatiques, politiques et désormais économiques sont autant de facteurs qui expliquent cette tentative de coup d'Etat militaire», estime Necati Dogru, chroniqueur au quotidien kémaliste, *Sozcu*. Et d'ajouter : «les changements politiques envers Israël, la Russie, ou encore la Syrie, sont des échecs de politique étrangère qui n'ont cessé de contribuer à

la remise en question du pouvoir d'Erdogan.»

Pourquoi une telle unanimité contre l'armée ?

«L'opposition contre le coup d'Etat militaire n'implique pas un soutien inconditionnel au régime d'Erdogan», précise le journaliste Ahmet Sik. Une très grande majorité de l'opinion publique s'est opposée à la tentative de putsch. Mais seuls les partisans du pouvoir ont manifesté leur soutien à Erdogan. «Certes, il appelle à défendre la démocratie. Mais ce n'est pas en frappant les petits soldats putschistes et en criant «Allah akbar» qu'on peut sauver une démocratie, qui d'ailleurs n'existe pas», rétorque Mehmet Tezkan, commentateur politique de la chaîne d'information NTV.

Pourquoi la tentative de coup d'Etat a-t-elle échoué ?

La Turquie a une longue expérience des coups d'Etat militaires. «Celui de vendredi était l'œuvre d'amateurs. Ou bien il y a eu des manœuvres qu'on ne connaît pas encore et qui seraient le résultat d'une mise en scène du gouvernement qui cherche à renforcer son pouvoir», observe Can Atakli, chroniqueur de *Sozcu*. Pour réussir un coup d'Etat, chacun sait d'expérience qu'il faut d'abord neutraliser les responsables politiques. Erdogan et son Premier ministre, Benali Yildirim, ainsi que d'autres ministres, ont pu, tout au long de la tentative de putsch, faire des déclarations publiques. Et revient souvent cette idée du complot («on ne voyait plus Erdogan depuis une semaine»). Les putschistes ont omis deux détails : le poids politique du Président et sa capacité à mobiliser les masses populaires. «Ce n'est pas en bloquant la circulation sur les ponts avec des avions de combats F16 ou des hélicoptères qui survolent la capitale et Istanbul qu'on peut renverser un gouvernement élu», estime le docteur Yusuf Kaplan, proche de l'exécutif.

Democracy in Turkey?

Mustafa Akyol

Contributing Writer

ISTANBUL I have lately been a frequent critic of President Recep Tayyip Erdogan and his increasingly authoritarian government. But a military regime, like the kind a group of coup-plotters tried to bring about on Friday night, would have been not only illegitimate but also far more repressive and bloody. The people of Turkey, including many of Mr. Erdogan's political opponents, rightly rejected that.

So has democracy carried the day in Turkey? It's still too early to tell.

There are many lessons to be taken from this astonishing episode. First of all, this is not the old Turkey anymore, where tanks could take the streets and the military could scare people into bowing down, as it did in 1960, 1971, 1980 and again in 1997, when its leaders decided that elected governments were not in line with the country's founding vision. No, this time people took to the streets and confronted the rebellious soldiers. Perhaps more decisive was the fact that a majority of the military, the police and other state institutions didn't go along with the plot.

There was another striking aspect of the long night: It disproved some of Mr. Erdogan's paranoid narratives. For years the president, an Islamist, has accused secular forces of plotting to undermine or overthrow him. But when the tanks rolled out, the opposition parties, business associations and mainstream news media all took a clear stance against the attempted takeover.

In fact, it was CNNTurk, a television channel that belongs to the media group that Mr. Erdogan's supporters attacked two years ago for "insulting the president," that played a major role in helping him. In the heat of the moment, Mr. Erdogan, speaking from an undisclosed location, appeared on CNNTurk screens via his iPhone's FaceTime app. He called on the people to resist and this, many believe, was a decisive moment in averting the coup.

All of this shows that Turkish society has internalized electoral democracy, and Turkey's secularists, despite their objections to the Erdogan government's Islamism, seek solutions in



DANIEL MIHAILESCU/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

People demonstrating in support of President Erdogan in Turkey on Saturday.

democratic politics. (Egypt's secularists, unfortunately, didn't learn this. They cheered on a military coup three years ago that resulted in a far more violently repressive government.)

At the same time, Friday's coup attempt makes clear that Mr. Erdogan's longstanding worries about a "parallel state" have not been unfounded after all. Yes, most of the conspiracy theories Mr. Erdogan and his supporters have peddled recently — about Western or Zionist plots — are more fiction than fact. But as the famous quote says, "Just because you're paranoid doesn't mean they aren't after you."

Erdogan has a choice between embracing the opposition or becoming even more authoritarian.

The attempted coup will also force Turkey to reckon with the Gulenist movement, a secretive Islamist group that the government immediately pointed to as responsible for the insurrection on Friday night. The Gulenists have long had a clandestine presence within the judiciary and the police. For its part, the movement and its leader, the Pennsylvania-based Fethullah Gulen, denied being behind the plot, but Mr. Gulen also admitted that he could not be sure his followers were not involved.

It is not just the government but also many independent, secular observers who are unconvinced by this denial. The Gulenist movement is widely suspected of infiltrating and plotting to exploit state institutions for its sectarian pur-

poses. Its involvement in the coup attempt seems very likely, and the American government should take note.

What will come next in Turkey? First, there will be a major crackdown on the coup plotters and the Gulenist movement. Already, some 6,000 people have been arrested, including some high-ranking judges who are suspected of Gulenist affiliations. Some figures in the government are suggesting that they want to bring back the death penalty.

Of course, the government has the right to pursue the people involved in this attack on Turkey and bring them to justice. But this must be justice with due process — not a ferocious witch hunt. Moreover, while the state should be purged of pro-coup elements, this shouldn't be used as a pretext to pack state institutions, in particular the judiciary, with Erdogan partisans. (Already more than 2,000 judges have been fired.)

One thing is certain: This experience will make Mr. Erdogan more powerful and more popular. He has emerged as the victorious defender of the nation against a conspiracy — a real one this time — and his bond with voters has deepened. Less certain is how the president will use his power.

If Mr. Erdogan is prudent, he will appreciate the support he received from the secular opposition — including the main pro-Kurdish party — and stop seeing them as his enemies. This could be an opportunity for national unity and reconciliation after years of divisive rule. His government has already begun a pragmatic shift in foreign policy in recent weeks, improving damaged relations with Israel and Russia. If the government follows the same pragmatic course inside Turkey, the country can move towards a better future.

But if Mr. Erdogan uses his newfound power to build a more authoritarian political system and to increase the power of the presidency and undermine checks and balances, Turkish democracy is in jeopardy. If he keeps the country on the divisive course of the past few years, the near future looks grim. Mr. Erdogan will have averted all the coups and won all the wars. But the peace that Turkey needs will still be far away.

MUSTAFA AKYOL is the author of "Islam Without Extremes: A Muslim Case for Liberty."

Optimism masks a familiar melancholy in Istanbul

ISTANBUL

BY TIM ARANGO

When the army cut off traffic in Istanbul on Friday night by shutting two bridges in the opening moments of a coup, the municipality ordered ferries to work overtime. City trucks blocked roads near army barracks. Buses and subways operated free of charge, and local officials and mosque preachers helped mobilize government supporters to the streets.

And when President Recep Tayyip Erdogan finally emerged in public, after uncertain hours in which he narrowly missed being seized at a seaside hotel by soldiers trying to topple his government, he flew, not to the capital Ankara, but to Istanbul, where he remained throughout the weekend and on Monday.

Ankara may be the seat of Turkey's government, but it was Mr. Erdogan's grip on Istanbul, a city he once governed as mayor, that was crucial in putting down the coup.

In the failed coup's aftermath, it was in the streets, mosques and public squares in Istanbul that his Islamist supporters raucously celebrated, and where Mr. Erdogan consolidated his hold on power.

The two cities, in many ways, represent Turkey's deep divisions: Istanbul owns the hearts of the Islamists, and is Turkey's showcase to the world, while Ankara is a special place for secular Turks.

"Istanbul's becoming almost the second capital of the country has been very instrumental in preventing the coup," said Yusuf Muftuoglu, who was an adviser to former President Abdullah Gul, and briefly for Mr. Erdogan.

The drama of the failed coup mostly played out across two urban spaces and the skies overhead — Istanbul, the sprawling megacity that symbolizes the country's past as the seat of Islamic empire, and Ankara, the utilitarian capital, a onetime Anatolian backwater built up by modern Turkey's secular founder, Mustafa Kemal Ataturk.

Much of the violence occurred in Ankara, where different factions of the armed forces battled over government buildings. But the events in Istanbul proved crucial in fending off the coup. It was there that two private news channels broadcast anti-coup coverage and gave a platform to elected leaders, including Mr. Erdogan.

During his time in power Mr. Erdogan has spent far more time in Istanbul than previous presidents and has overseen the construction of Turkey's largest



A pro-government demonstration outside City Hall in Istanbul on Sunday. Events in the city proved crucial in fending off the coup attempt against President Recep Tayyip Erdogan.

mosque in the city.

He has also built up the police force, much of which is based in Istanbul. By stocking the force with loyalists and purging suspected enemies, he created a counterweight to the military, which has a history of carrying out coups against civilian governments.

And it was largely the police special forces that defended the government over the weekend, confronting the renegade military factions.

In the days before the attempted coup, a palpable sense of melancholy could be felt when walking through the city, whose singularity is measured in numbers: seven hills, two continents, the capital of three former empires.

Turks call it "huzun," a rich, Arabic-rooted word that means melancholy and a lot more: loss, sadness, spiritual anguish. Turkey's most famous novelist, Orhan Pamuk, used it to describe Istanbul in the dreary years after the fall of the Ottoman Empire.

The word is back in the city's lexicon now, as years of optimism about Turkey's growing power on the world stage give way to anxiety over terrorism and internal conflicts.

After the coup was decisively put down, and Mr. Erdogan's supporters flooded the streets and city squares over the weekend to celebrate, a sense of buoyancy returned to the streets, but the joy masked a deep unease that has enveloped the city.

Istanbul, where ancient mosques and churches jostle with gleaming sky-

scrapers and faux-Ottoman shopping malls to define an evolving cityscape, was reshaped by Mr. Erdogan's Islamist government, which created a glistening image of the city that is now threatened by instability.

The government embraced Turkey's Ottoman and Islamic past as a mythical time of harmony, and reimagined Istanbul as Turkey's true capital, investing heavily in public works projects, new shopping malls and office buildings. Ankara took a back seat.

"I think the city was presented as this perfect dream without its problems," said Kaya Genc, a novelist and essayist who wrote about "huzun" after the recent terror attack on Istanbul's main airport, which left dozens dead. "Maybe it was a lie, but we miss it."

Now, he said, "is the return of the real Istanbul."

By that he meant a city whose mood is more in sync with its unstable past of military coups, political violence and economic crisis. In recent years the government built an image of Istanbul as an urban wonderland of fascinating history and great architecture and cuisine, and tourism boomed.

Mr. Genc said that, like many other liberals and intellectuals, he bought in to the vision. "A past was reinvented, and repackaged as this great, multicultural history where there are no conflicts," he said.

Even before the failed military coup, all that was clouded by spillover from the Syrian civil war — terrorism and a flood of refugees, hundreds of thou-

sands in Istanbul alone — that set the city on edge.

“Everything is being Arabized,” said Karaca Borar, who owns an antique shop on one of the crooked, cobbled streets in European Istanbul, and supplied many of the items that fill a nearby museum owned by Mr. Pamuk that is based on his novel “Museum of Innocence.”

He said he was tired of hearing the Arabic greeting of “salaam aleikum” on the streets, and tired of so many Syrians in general. (It is a widely shared sentiment: When Mr. Erdogan recently said Turkey should offer citizenship to Syrians, a right-wing secular newspaper called Syrians “vermin” in a front-page headline.)

Asked about the mood of the city, which before the coup attempt had faced several devastating terror attacks blamed on the Islamic State, Mr. Borar said, “terrible, terrible, terrible.”

“We’re not happy,” he said. “I’m not at ease.”

He continued, “We were the only secular, decent country in a bad region. Now, we are like one of those Arab states.”

With so many threats, even the weather can trigger panic, a clap of thunder sending people scampering for cover. People walking the streets are scrutinized for what they are wearing and what they are carrying. A backpack could be a bomb. A sweater or jacket in summer-time could conceal a vest of explosives.

Nowadays, it seems, all of Turkey’s old conflicts — most prominently the divide between religious and secular Turks — and many new ones, are coming to the fore.

The most dramatic was the long night of uncertainty as fighter jets buzzed the sky, gunfire echoed across the city, and protesters mobilized as the military tried to secure the city.

But even before that, Turkey’s traumas were playing out across Istanbul, in bitter conversations about politics, in painful decisions to move away or in to gated communities, in smatterings of protests quickly put down by the police, and in new debates over the use of public spaces.

Three years ago, protesters in Gezi Park, in Taksim Square in European Istanbul where Mr. Erdogan’s supporters rallied over the weekend, rose up to oppose plans to convert the park into a shopping mall. The protests became a widespread challenge to his rule, which is growing increasingly autocratic. It produced no lasting political changes, but it did save the park.

But maybe not for long. In recent comments that seemed designed to provoke his enemies, Mr. Erdogan said he could revive the plan.

On a recent afternoon, Ali Erdogan, a retired military man in his late 60s who is not related to the president, sat on a bench in Gezi Park, where the city has planted new trees, blossoming with pink flowers, and told how his life had improved since Mr. Erdogan came to power more than a decade ago.

He pulled out his card for retirees for free rides on Istanbul’s subway, which has been modernized in recent years, as

“I think the city was presented as this perfect dream without its problems. Maybe it was a lie, but we miss it.”

has Turkey’s health care system. “Everything is new and shiny,” he said.

More important, he said, he can freely express his religion, something he was unable to do when Turkey’s old secular elite ruled the country for decades.

He said when he was in the military, the guardian of secularism, he had to conceal his religiosity. “I had to lie that I prayed five times a day,” he said. “I had to find a secret corner to pray.”

The city’s most conservative district is Fatih, in the old city, across the Golden Horn waterway that divides European Istanbul.

There, Mr. Erdogan spoke at a funeral on Sunday, and rallied his supporters to keep gathering in the city’s public squares. It is also where three suicide attackers who carried out the airport bombings lived in an orange apartment building.

But the area is far from homogeneous. In one gentrifying enclave of Fatih, in a neighborhood called Balat, shabby-chic cafes and quirky antique shops have sprouted on the narrow streets, raising tensions and testing the limits of social diversity.

“Istanbul used to be like a village,” said Hikmet Bardok, 63, a longtime resident. “I don’t recognize it anymore. A lot of people who live here are poor. And these rich people are coming in an looking for places to park their Ferrari.”

Mr. Bardok said he quit drinking in

1994 when he turned to religion, and blamed secular Turks for the country’s polarization because they are “arrogant and disrespectful.”

Now that they are moving in to his neighborhood he is worried that “in five to 10 years this place is going to turn into Amsterdam.”

Mr. Genc, meanwhile, has been thinking of writing a book on what he calls the “New Istanbul,” a chronicle of the “artificial, distant new neighborhoods” that have built up in the city’s outer reaches during Mr. Erdogan’s tenure.

Mr. Erdogan once enjoyed the support of many of Istanbul’s intellectuals and elites, some of whom now call him a dictator, even though they opposed a coup. They once thought him capable of healing the country’s divides, and basked in the optimism that flowed through Istanbul.

Now, in the aftermath of the coup attempt, they are left to wonder if Mr. Erdogan will turn more autocratic or, perhaps, seize the time to patch up relations with segments of the society he has alienated.

That will become clearer in the days and weeks ahead. For now, Turks are simply trying to make sense of their dizzying weekend.

The morning after the coup attempt, Mr. Genc woke early and went for a walk along the Bosphorus. “In the background was the waterway,” he wrote in an essay for The New York Times, “a burning sun and two bridges that span two continents, where just hours before tanks had been firing shots.”

Ceylan Yeginsu and Safak Timur contributed reporting.



Mourners at the funeral of a victim of the coup attempt in Ankara, Turkey, on Monday. Western allies have urged the Turkish government not to abandon the rule of law amid the crackdown.



Armée turque combien de divisions ?

Tournant Pour la première fois, les militaires se sont vu signifier par les citoyens que l'ère des coups d'Etat était terminée. Le putsch aura aussi mis au jour une institution schizophrène, tiraillée par de forts courants souterrains.

Par
CÉLIAN MACÉ
Envoyé spécial à Istanbul

C'est un vieux monsieur en costume qui sirote un thé en souriant dans un kiosque de taxis d'Istanbul. Il est professeur d'université, et des coups d'Etat. «*Il en a vécu d'autres*». Celui qui a fait trembler la Turquie dans la nuit de vendredi à samedi, faisant plus de 300 morts selon un nouveau bilan, lui rappelle le putsch de 1960. «*Il s'est déroulé en dehors de la chaîne de commandement : l'armée était divisée, alors que depuis les années 70, les militaires veillent à leur unité*, remarque le professeur en lissant sa cravate. *Mais cette fois, des soldats ont attaqué d'autres soldats. C'est inquiétant. Ce coup manqué, mal préparé, va jeter le discrédit sur l'institution.*» La puissante armée turque (la deuxième de l'Otan, en termes d'effectifs) n'a jamais été une armée comme les autres. Elle s'est toujours mêlée de politique, et a longtemps été considérée comme la gardienne des valeurs fondamentales de la république. Le communiqué laconique des putschistes, dans la nuit de vendredi, martelait d'ailleurs les mêmes références kémalistes (inspirées par Mustafa Kemal, le fondateur de la Turquie moderne et laïque) que lors des coups d'Etat de 1960, 1971, 1980 et 1997. Pourtant, le président Recep Tayyip Erdogan a aussitôt pointé la responsabilité de la confrérie güleniste – du nom de Fethullah Gülen, puissant imam turc exilé aux Etats-Unis depuis 1999 – dans la tentative de putsch (*lire Libération de lundi*). Or, idéologiquement, gülenistes et kémalistes sont difficilement compatibles : l'origine du coup de force reste donc, pour le moment, énigmatique. Il a en tout cas révélé une armée schizophrène, tiraillée par de violents courants souterrains. «*Contrairement à ce que beaucoup de commentateurs disent, le coup n'était pas mal organisé*, commente Ali Bayramoglu, chroniqueur du quotidien *Yeni Safak* et spécialiste des questions de défense. *C'était du sérieux. Ils ont failli tuer Erdogan, ils ont bombardé le Parlement et les services de renseignement, ils ont presque réussi à couper les réseaux sociaux, ils ont kidnappé le chef d'état-major ! Pendant quelques heures, la Turquie aurait pu basculer.*» Selon le journaliste, le putsch est bien l'œuvre des militaires gülenistes, qui auraient pu rallier à leur action des officiers ultranationalistes ulcérés par la dérive religieuse du chef de l'Etat : une alliance de circonstance dirigée contre un ennemi commun.

«PIRES ENNEMIS»

«*Le vernis du putsch était kémaliste, l'influence güleniste, mais du coup, il n'y avait pas de projet politique*, analyse Benjamin Gourisse, maître de conférences à Paris-Dauphine, qui a travaillé sur l'armée turque. *C'est aussi la raison de son échec. Il y avait un grand vide social : aucun parti politique, aucune force civile ne l'ont soutenu par exemple, ce qui est une première.*» Le putsch aurait donc eu pour unique objectif de détrôner le maître du pays depuis treize ans. «*Il s'inscrit surtout dans un*



Scène de vengeance, samedi à Istanbul, à l'encontre de soldats soupçonnés d'avoir participé au coup d'Etat militaire.
S. SAMILOGLU/AFP

duel entre Erdogan et Gülen, anciens alliés devenus les pires ennemis, rappelle Ali Bayramoglu. *L'acte I, en 2010, a été la tentative de Gülen d'infiltrer les services de renseignement, ce que Erdogan n'a pas permis, lançant une première vague d'épuration.*

RÉCIT *L'acte II a été les dossiers de corruption visant Erdogan et sa famille, révélés en 2014 par des écoutes orchestrées par les magistrats gülenistes. On vient de vivre l'acte III, avec la tentative désespérée de la confrérie de survivre à l'acharnement du Président.*»

Les représailles judiciaires, fulgurantes, donnent une indication de l'ampleur de cette lutte. Selon les médias progouvernementaux, 6 000 militaires sont en garde à vue. Quelque 103 généraux et amiraux ont été arrêtés, alors que le pays en compte 372. «*C'est énorme : presque 30% des hauts gradés sont touchés ! Et ce n'est pas que quantitatif, le réseau güleniste avait noyauté des postes clés. Les chefs des forces de sécurité intérieure, des commandos, du recrutement militaire, de plusieurs grandes bases du pays, ont été mis aux arrêts*», détaille l'éditorialiste. En quarante-huit heures, «*2 545 juges et procureurs*» ont aussi été destitués, ajouta-t-il. La rapidité de la réaction du gouvernement ne laisse aucun doute, selon Benjamin Gourisse : «*Les listes étaient prêtes.*» Ce sont d'ailleurs peut-être ces listes, et l'imminence des arrestations, qui ont conduit les putschistes à passer à l'acte. Contiennent-elles uniquement des noms de gülenistes ? Ou bien Erdogan en profite-t-il déjà pour frapper plus largement toute opposition ?

La gestion de cette répression va constituer un nouveau test pour le Président. Par qui va-t-il remplacer ces milliers de militaires, de magistrats et de policiers écartés ? «*J'aimerais vous dire par des personnes compétentes, mais les tendances paranoïaques du chef de l'Etat plaident plutôt pour des fidèles de l'AKP [le parti islamo-conservateur au pouvoir]*», répond Ali Bayramoglu.

«PARTIR EN EUROPE»

L'armée pourrait bien se cabrer, mais Erdogan est désormais en position de force. Le Président a les mains libres pour imposer, si ce n'est des fidèles, au moins des soldats loyalistes au gouvernement civil en place. «*Il se construit sa propre armée, ça me fait peur*, critique Semet, 26 ans, qui travaille dans une ONG et devrait bientôt effectuer son service militaire de quinze mois (obligatoire pour tous les hommes turcs). *Et puisque les gens votent pour lui, il n'y a rien à faire. Je pense à partir en Europe.*» Au gré des réformes et des purges, une nouvelle configuration de l'armée turque se dessine. Les blocs gülenistes, kémalistes, ultranationalistes, sont peu à peu rabotés. Au profit d'une institution plus neutre. C'est l'autre tournant historique de ce coup d'Etat raté : le peuple turc a clairement signifié aux militaires, vendredi, que c'en était fini des renversements du pouvoir par la force. Paradoxe de l'histoire, l'autocrate Recep Tayyip Erdogan, qui façonne une Turquie à sa main, restera peut-être comme celui qui a mis fin à la tutelle de l'armée sur la République. ◀

Turkey's PKK Conflict: The Death Toll



By Berkay Mandiracı | @BerkayMANDIRACI
20 July 2016
<http://blog.crisisgroup.org/>

Exactly one year ago, on the afternoon of 20 July 2015, an Islamic State (IS) suicide bombing tore through the majority Kurdish town of Suruç in south-eastern Turkey, killing 33 and injuring over 100 people, mostly young activists en route to support reconstruction efforts in the Syrian Kurdish town of Kobani.

Just three hours later in the nearby province of Adıyaman, militants of the Kurdistan Workers' Party (PKK) accusing Turkey of abetting the IS attack, killed 23-year old Müsellim Ünal, a corporal in the Turkish military. PKK militants killed five more security officials in the following week.

The two-and-a-half-year ceasefire between Turkey and the PKK – internationally listed as a terrorist organisation – had broken down. Since then, the PKK conflict has entered one of the deadliest chapters in its three-decade history. Over the past year, more than 1,700 people have been killed, according to Crisis Group's interactive, open-source database of the casualties, published online in English and Turkish today.

A fragile ceasefire, which had already been faltering, collapsed as the region was engulfed in the unpredictable mayhem of clashes and security operations, resulting in the displacement of more than 350,000 civilians and massive urban destruction in some south-eastern districts. A year later, whole swathes of Turkey's majority Kurdish south east have been devastated, bombings have struck at the heart of the country's largest metropolitan centres, and the PKK conflict is inextricably linked with conflicts in the Middle East, especially the war in Syria.

Though dynamics have changed considerably, the past year contains echoes of what had been the worst period of the PKK conflict in the early 1990s. Then, information was hard to obtain and there were many obstacles to travel in the region. Now the problem is that information is tightly controlled, travel is limited for some, and it can take months to work out what exactly happened even in high-profile incidents.

TRACKING THE DATA

International Crisis Group has long worked to track the rising cost of violence using open-source data, including reports from Turkish-language media, local Kurdish rights groups and the Turkish military. In the last bout of violence, from June 2011 to March 2013, Crisis Group was able to confirm the deaths of 920 people.

Crisis Group is now making public in real time the death toll since 20 July 2015, based on its open-source methodology. The goal of this project is to draw attention to the rising human cost of the conflict, trace the trends of the conflict and demonstrate how the tactics of the parties are evolving. We aim to present a clear, impartial, factual account of what is happening in the conflict, and where violence is taking place to guide policymakers, researchers and public opinion in Turkey and beyond. This is an important task, as casualty figures are generally politicised by all parties as they present competing narratives. This resource should be viewed within the framework of Crisis Group's calls for de-escalation of the PKK conflict.

Crisis Group first started formally tracking the casualty toll of the 32-year conflict during the July 2011-March 2013 cycle of violence. We used the casualty information released by the PKK and the Turkish mili-



Destroyed roads and buildings in Turkey's south-eastern province of Diyarbakir on 21 January 2016. AFP

tary for their own losses, relying on the fact that a relatively clear distinction between militants and civilians was possible in a conflict that mainly took place in rural settings. We were generally cautious about the use of figures presented by either side for the opposing party's losses, since these were often inflated to mobilise support and legitimise further action.

As the fighting moved to urban areas during the current conflict cycle, the line between PKK militants and civilians became increasingly blurred. The difficulty of distinguishing between civilians and militants led Crisis Group to create an additional category for "youth of unknown affiliation", covering male and female casualties, aged 16-35, who were killed in curfew zones or areas of clashes, but who were not claimed by the PKK's military wing (People's Defence Forces, or HPG) or its urban youth wing (Civil Protection Units, or YPS).

The visualised dataset for casualties since July 2015 utilises a more complex methodology, systematically tracking casualty data together with other indicators such as urban versus rural casualties; types of attacks targeting security forces; age of civilian casualties; breakdown of security force casualties into police, soldiers, village guards; breakdown of PKK militant deaths into HPG, YPS, and TAK (Kurdistan Freedom Falcons, the PKK's affiliate responsible for attacks in the west of Turkey). The data also accounts for curfews enforced by security officials in majority Kurdish-speaking south-eastern districts, specifying the duration of the curfew and the minimum number of individuals confirmed dead during these operations.

ONE OF THE MOST VIOLENT FLARE-UPS IN THREE DECADES

The July 2015 flare-up of the PKK conflict is one of the most violent episodes in its 32-year history. The most significant indicator for this is the number of state security force members killed, usually accurately reported by military sources and subsequently covered in Turkish media.

Based on its open-source casualty database, between 20 July 2015 and 19 July 2016, Crisis Group confirmed the deaths of at least:

307 civilians

582 security force members

653 PKK militants

219 "youth of unknown affiliation"

Since August 2015, security forces have imposed a total of 85 curfews of different durations in 33 majority Kurdish south-eastern districts to ensure government control over areas where members of the Kurdish political movement have declared self rule, and where PKK militant presence grew significantly.

The Turkish military and PKK both maintain their own count of the overall casualties during the last escalation cycle. The Turkish military on 24 May 2016 claimed that since July 2015, 4,949 PKK militants have been killed. The HPG, the military wing of the PKK, claimed on 2 May to have killed a total of 1,557 police and soldiers since July 2015, ➤

while for the same period Crisis Group confirmed a total of 465 security force members dead.

WHAT THE NEW INFOGRAPHIC SHOWS

The new infographic illustrates changing conflict dynamics in the course of the year, including more large-scale attacks in the west of Turkey, a rise in single PKK attacks creating more casualties, a return to rural clashes in the last two months, and a rise in HPG militant deaths – as opposed to YPS militants in June 2016. Notable also is that one-third of all recorded casualties are concentrated in the districts of Sur, Nusaybin and Cizre, of which the latter two are directly neighbouring Kurdish-inhabited areas of Syria.

While the bulk of the PKK conflict has remained highly localised in the country's majority Kurdish south east, since January 2016 violence has increasingly spread to the west of Turkey. Two bombings by TAK struck Ankara on 17 February and 13 March 2016, killing a total of 38 civilians and 28 security officials. A TAK suicide bomber also detonated herself outside of the Great Mosque in Bursa, a city in north west Turkey, injuring thirteen on 27 April. This was followed by a May 2016 attack in Istanbul's Sancaktepe district that narrowly missed a bus full of police. TAK also claimed responsibility for a car bomb attack on a police bus on 7 June in central Vezneciler district of Istanbul killing seven police officers and four civilians.

Between 1 February and 19 July 2016, of the 312 security force members killed, 150 were victims of improvised explosive device (IED) attacks (48 per cent), while in the four months prior (October 2015-January 2016) of the total of 115 security force deaths, 33 were from IED attacks (29 per cent). This suggests the PKK is engaging in more high-profile attacks, killing more security forces with single IED attacks, which has resulted in an increase in monthly security force casualties since March 2016 (a daily average of 1.8 between March 2016 and June 2016; compared to a daily average of 1.3 between November 2015 and February 2016).

Evaluated together with the urban vs. rural casualty information and the location of casualties, the data also indicates that the PKK is withdrawing its militants from urban centres and focusing its strikes in rural areas. May 2016 was the first month since November 2015 in which the number of total rural deaths was higher than total urban deaths (57 per cent of security force casualties occurred in rural areas in May 2016, as opposed to 33 per cent in April and 13 per cent in February). In June 2016, the ratio of rural security force casualties increased to 62.5 per cent. This clearly shows that the PKK is withdrawing from urban areas and shifting back to its traditional rural tactics. Besides intensified military operations of state security force members against militants in urban centres, growing public resentment among Kurds against PKK actions in restive districts around the country's south east could be one of the reasons for this change in tactics.

30 per cent of confirmed casualties have been in Cizre, Sur and Nusaybin. Over the last year, fighting has been focused in mainly four provinces: Şırnak, Diyarbakır, Mardin and Hakkari. The highest number of casualties were recorded in Şırnak's Cizre district, followed by Diyarbakır's Sur district, and Mardin's Nusaybin district. Casualties in these three districts comprised 30 per cent of the total casualties since July 2015.

In March, April and May 2016, a sharp drop in the number of deaths among "youth of unknown affiliation" has paralleled a rise in casualties claimed by militias of the PKK's youth wing, the YPS. Deaths among "youth of unknown affiliation" peaked in early February, when military operations in Cizre saw over 100 deaths in a single week. YPS deaths rose sharply in the following weeks, peaking in March and April. This could be an indication of two dynamics: either the PKK's young militants are increasingly joining the YPS, or the PKK has begun reporting these deaths to give the appearance that its "resistance" is embraced by a broader group of youth in conflict areas.

Since February 2016, casualties suffered by YPS and HPG militants have been relatively close in numbers, an indication that the two PKK wings have been engaged in fighting (HPG/YPS killed: February at least 13/23; March at least 28/37; April at least 50/59; May at least 21/21). Casualty figures for June 2016 indicate that HPG casualties are rising, with the balance tipping considerably toward HPG militant casualties (HPG/YPS killed: June at least 45/3).

OVERALL CASUALTIES IN THE CONFLICT SINCE 1984

The PKK conflict in Turkey is commonly estimated to have killed around 30,000-40,000 people since 1984. The overall toll of the conflict is difficult to determine given the limitations on accurately verifying death claims. To reflect this ambiguity and minimise the risk of inflation or underestimation, caution in citing the overall death toll is in order.

Over the years, Turkish media and academia have all too often simply cited overall death toll figures voiced by politicians and military representatives. As described in a forthcoming report by Noah Arjomand, an academic at Columbia University, even these figures varied: in December 1997, Süleyman Demirel, then Prime Minister, said 37,000 people had been killed in the insurgency; in January 2005, then Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan said the PKK had killed 40,000; in September 2008, the chief of general staff said it was 44,042; in February 2013, a parliamentary commission report estimated the total death toll at 35,576.

The same study shows that the breakdown of annual death toll figures announced by the parliament and gendarmerie (rural police) between 1984 and 2009 are divergent, too. The difference was highest after Turkey launched two large-scale operations into northern Iraq in 1997, accompanied by huge claims of PKK casualties in pro-government media: the overall toll reported by parliament was 3,419 killed, the gendarmerie said 8,234. Confirming casualties during this incursion was particularly difficult since, in contrast to reporting from Turkey's south east, local human rights organisations did not have the means to verify deaths occurring during these military operations due to limited access to northern Iraq.

According to Turkish military figures compiled by Arjomand, the ratio of PKK militants reported killed by the military has tended to increase considerably compared to security force casualties in years of cross-border military operations against the PKK. For most years, the rate of PKK militants killed is, according to military-issued figures, two to four times higher than state security forces killed during low-intensity years of the conflict. However, a significant hike in the ratio can be observed during high-intensity conflict periods involving incursions of the military into northern Iraq, with the peak being the year 1997, when Turkish military claimed that 14.6 times more PKK militants than members of state security forces were killed.

In the current round of escalation that began in July 2015, the Turkish state claims to have killed around ten times more PKK militants than it has lost security forces. Similarly, the PKK also claims to have killed around ten times more state security forces than it has lost militants. Crisis Group's casualty count of the last year reflects the security force-to-militant ratio at 1.16, while the same ratio was 1.75 for Crisis Group's casualty count for the 2011-2013 escalation cycle. However, Crisis Group's open-source methodology does not always allow for an accurate account of PKK militant deaths, which PKK-linked sources often only announce weeks, months, or even years later. Moreover, means of verifying PKK militant deaths in cross border incursions into northern Iraq are particularly limited. Despite these methodological limitations, it is safe to say that PKK claims for the number of state security forces killed, as well as state figures for PKK members killed are inflated. As a human rights activist in Diyarbakır told Crisis Group in January 2016: "Our cities in the region would be flooded with corpses and we would constantly hold funerals if the number the state announces for PKK members killed was correct".

Given these limitations and ambiguities, the precise figure for the overall casualty toll of the conflict is impossible to confirm, whether by referring to Turkish state sources, or by using reports of human rights NGOs close to the Kurdish movement – who have collected data with differing methodologies for different years. Furthermore, the number of unresolved murders, extrajudicial killings and forced disappearances occurring especially in the 1990s – the conflict's most deadly period – is unknown. In order to avoid the risk of using inflated figures or excluding unrecorded casualties, the safest option is to refer to the conflict's overall toll as "tens of thousands of deaths". Such caution should guide the use of any data on conflict casualties, where even seemingly accurate estimates may be flawed. ●◆◆

Turkey wants cleric living in U.S. extradited

ISTANBUL

Erdogan is putting blame for coup attempt squarely on Gulen, a former ally

BY TIM ARANGO
AND BEN HUBBARD

Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, says that a mild-mannered Muslim cleric living in self-imposed exile in rural Pennsylvania was pulling the strings of a coup attempt last week that almost succeeded in taking over the state, and killing Mr. Erdogan himself.

Now, Mr. Erdogan says that many thousands of Turkish citizens — soldiers, police officers, bureaucrats, teachers, judges, lawyers and many more professions — are all part of the cleric's movement and must be punished. Tens of thousands of people have already been arrested or suspended from their jobs in the four days since the coup failed, after a night of violence that plunged the country into chaos.

Mr. Erdogan and the cleric, Fethullah Gulen, have been adversaries in recent years, and Turkey has said before that Mr. Gulen must be extradited by the United States. Now, though, Mr. Erdogan appears determined to get him back, a matter that threatens to aggravate relations between the two NATO allies.

But who is Mr. Gulen? And is it possible he is behind such a vast conspiracy?

James F. Jeffrey, a former American ambassador to Turkey now at the Washington Institute for Near East Policy, called the organization a "cultlike" movement and said no one really had solid information about its size and aims. But many experts on Turkey, Mr. Jeffrey included, say the followers of Mr. Gulen have sought to gain power within Turkey by infiltrating state institutions, most

successfully the judiciary and the police.

"They are a state within a state," he said. "They have infiltrated many places."

In the past, Mr. Gulen has been embraced by American officials as a moderate Islamic leader: someone who promotes interfaith dialogue, leads a worldwide network of charities and secular schools, favors good relations with Israel and opposes harder-line Islamist movements like the Muslim Brotherhood and Hamas.

In Turkey, his supporters have long filled the ranks of the police, judiciary and, to a lesser extent, the military, something Mr. Gulen has encouraged in speeches. Having fled the country in 1999 as Turkey's old secular elite charged him with trying to overthrow the state, he landed in the United States, where a former C.I.A. official helped him get permanent residency.

The darker suspicions of his movement have emerged as a central plotline in the aftermath of the failed military coup in Turkey, with Mr. Erdogan accusing him of being the mastermind of the conspiracy.

Turkish officials on Tuesday, including Prime Minister Binali Yildirim, raised the pressure on the United States to hand over Mr. Gulen, promising to send evidence of his role in the plot.

The White House said on Tuesday that it received an electronic file from Turkey on the matter, though it was unclear that it was a formal extradition request.

"The Department of Justice and the Department of State will review those materials consistent with the requirements of the extradition treaty between the United States and Turkey that's been on the books for more than 30 years now," said Josh Earnest, the White House press secretary.

On Tuesday, Mr. Erdogan and Mr. Obama spoke by telephone, with Mr. Obama offering help to investigate the coup, but giving no indication in a statement by the White House of a willingness to promptly send Mr. Gulen back.

Mr. Yildirim said Turkey was intent on destroying the Gulen movement "by its roots."

The government has moved quickly, raising concerns that it is more interested in silencing all opposition than rooting out those behind the coup.

On Wednesday, Mr. Erdogan chaired an extraordinary national security meeting in the capital, Ankara, and is expected to announce a set of measures that will prevent a repetition of the coup

attempt.

Turkish officials declined to comment on the content of the meeting, but before returning to Ankara on Tuesday night, Mr. Erdogan said that the government was poised to announce "an important decision."

The Turkish authorities have moved rapidly to purge state institutions of suspected followers of Mr. Gulen. Nearly 60,000 soldiers, police officers, judges and civil servants have been suspended and detained across the country, and 6,300 members of the military are in detention, with nearly 1,000 accused of having connections to the coup plot.

The Defense Ministry also sacked more than 200 military court judges and prosecutors on Wednesday.

Meanwhile, Turkey's internet watchdog blocked access to the WikiLeaks website after it published thousands of emails linked to the accounts of the ruling Justice and Development Party.

A government official said the decision was due to the violation of privacy and the publication of illegally obtained data.

The actions followed by a day the government's suspension of more than 15,000 members of the Education Ministry, its forcing more than 1,500 university deans to resign and its revoking the licenses of 21,000 private-school teachers.

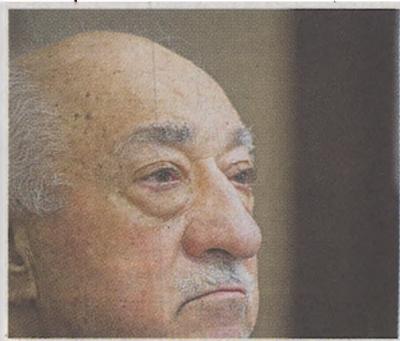
The Turkish military, in a statement, blamed the "Fethullah Terrorist Organization" for the coup plot and said the plotters had held at gunpoint the military's chief of staff, demanding that he sign a document supporting the coup, which he refused to do.

Mr. Gulen, a mystic preacher of the Sufi branch of Islam who lives in a secluded compound in the Poconos, in Pennsylvania, has become a central point of tension between the United

Nearly 60,000 soldiers, police officers, judges and civil servants have been suspended or detained in Turkey.

States and Turkey. One Turkish official said he believed the United States played a role in the coup, an accusation Secretary of State John Kerry dismissed on Sunday as "irresponsible." Still, in a front-page column on Tuesday, the editor in chief of a pro-government newspaper wrote, "The U.S. Tried to Assassinate Erdogan!"

At the very least, the prospect of a contentious extradition process is likely to complicate relations between the allies at a time when the United States is relying on Turkey as a crucial partner in



CHARLES MOSTOLLER FOR THE NEW YORK TIMES

Fethullah Gulen says he had nothing to do with the failed coup attempt in Turkey.

the fight against the Islamic State.

Referring to the United States, Mr. Yildirim said, “we would be disappointed if our friends told us to present proof even though members of the assassin organization are trying to destroy an elected government under the directions of that person.” He added, “At this stage there could even be a questioning of our friendship.”

Mr. Kerry has said Turkey, as part of the extradition process, must provide evidence that withstands scrutiny in an American court — something analysts say Turkey does not have.

On Tuesday, Mr. Gulen again denied any involvement.

“Turkish President Recep Tayyip Erdogan today once again demonstrated he will go to any length necessary to solidify his power and persecute his critics,” Mr. Gulen said in a statement. “It is ridiculous, irresponsible and false to suggest I had anything to do with the horrific failed coup. I urge the U.S. government to reject any effort to abuse the extradition process to carry out political vendettas.”

Turkish officials may be certain about Mr. Gulen’s actions and motives, but the nature of his movement has long confounded analysts and diplomats in Turkey, partly because the organization is opaque and individuals do not openly declare allegiance to it.

Mr. Jeffrey, the former ambassador, said it would have been hard for Gulen followers, as Islamists, to infiltrate the armed forces, which have been a stronghold of secularism in Turkey.

In diplomatic cable written in 2009 and made public by WikiLeaks, Mr. Jeffrey detailed how Mr. Gulen came to exile in the United States. He left Turkey in 1999 after being charged with plotting to overthrow the state. The charges, Mr. Jeffrey wrote, were based on a sermon Mr. Gulen had given in which he said that “our friends, who have positions in legislative and administrative bodies, should learn its details and be vigilant all the time so they can transform it and be more fruitful on behalf of Islam in order to create a nationwide restoration.”

Mr. Gulen was later acquitted, in ab-



Fethullah Gulen, who lives in self-imposed exile in Pennsylvania, has denied involvement in the coup attempt. He has been embraced by American officials as a moderate Islamic leader.

sentia, on all charges.

Jenny White, a professor at the Stockholm University Institute for Turkish Studies who has studied the Gulen movement, said it was centered on a global network of secular schools. The goal, she said, is to create a “golden generation of young people who are educated in science but have Muslim ethics.”

The group is socially conservative, but religious texts do not play a large role for the movement. While women are active in the movement, they are not included in decision making.

Mr. Erdogan and Mr. Gulen were once Islamist allies, at war with Turkey’s old secular elite. After Mr. Erdogan’s Islamist party, Justice and Development, came to power more than a decade ago, they teamed up to tame the military,

which overthrew four elected governments last century. A series of sensational trials, which were overseen by Gulen-affiliated judges and prosecutors and were later determined to have relied, in part, on fabricated evidence, sent hundreds of officers to prison and seemed to have secured civilian control over the military.

But three years ago, the two men had a bitter falling out as Mr. Gulen opposed the leader’s increasingly autocratic tendencies. Mr. Erdogan accused Mr. Gulen of orchestrating a corruption inquiry of top officials close to Mr. Erdogan, using the same prosecutors who had targeted the military.

Ever since, they have been enemies, and this week the government accelerated its efforts to purge the state of anyone it believes is affiliated with Mr. Gulen, or directly involved in the coup.

Ibrahim Kalin, Mr. Erdogan’s spokesman, said on Tuesday that the United States should turn him over to Turkey.

Some Turks have long suspected that Mr. Gulen was an American agent, and inflaming the conspiracy theories is the fact that Graham E. Fuller, a former C.I.A. official who was once stationed in Istanbul, wrote a letter to support Mr. Gulen’s application for residency.

Mr. Fuller, in an interview with The New York Times in 2014, said he did so on his own, not on behalf of the American government.

In the letter, he said he wrote, to the effect, “of all the movements I’ve studied, this one is probably least likely to be a security threat.”

Ceylan Yeginsu contributed reporting.



One of the Turkish officers who fled to Greece by helicopter last week was escorted from a courthouse in Alexandroupolis on Thursday, after being found guilty of illegally entering the country.

Le rouleau compresseur Erdogan

Aucun contre-pouvoir n'a assez de poids pour résister aux représailles du président turc, dans un pays ciblé par l'Etat islamique.

Après les purges, les mesures d'urgence. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, devait en annoncer plusieurs à l'issue d'un conseil de sécurité nationale qui se tenait mercredi. Cinq jours après l'échec du putsch, près de 60 000 personnes ont déjà été ciblées par le pouvoir. La violence de la reprise en main a été condamnée par plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, qui a dénoncé des mesures «*contraires*» à l'Etat de droit.

Jusqu'où ira Erdogan ?

Il n'a de toute évidence aucune intention de renoncer à une purge massive, à tous les niveaux de l'Etat. Dans la foulée des arrestations et suspensions massives de policiers, soldats, magistrats et journalistes, il s'est attaqué mercredi à l'université. Chercheurs et professeurs ont interdiction d'effectuer des missions à l'étranger jusqu'à nouvel ordre. Les cibles sont toujours les mêmes : les sympathisants présumés du prédicateur Fethullah Gülen (lire page ci-contre), accusé par Erdogan d'avoir fomenté la tentative de coup d'Etat. «*Traditionnellement, les gülenistes sont influents dans les universités. Il faudra voir si les mesures qui viennent d'être annoncées se limiteront à des vérifications et des remises à plat des nominations, ou si elles iront plus loin*», explique Jean Marcou, professeur à Sciences-Po Grenoble.

La Turquie est coutumière des purges. Début 2014, après la brouille entre Erdogan et Gülen, un quart des effectifs de la police avait été soit réaffecté, soit mis à pied. «*Dans la mesure où Erdogan et Gülen ont long-*



temps été alliés, le Parti de la justice et du développement [AKP, le parti islam-conservateur d'Erdogan, ndlr] sait très bien où sont les sympathisants de Gülen», poursuit Jean Marcou.

Ces purges représentent-elles un risque pour la Turquie ?

Oui. Le premier est de fragiliser les forces de sécurité et de s'exposer encore plus aux attaques de l'Etat islamique (EI), dont le califat est aux portes de la Turquie. Les jihadistes ont commis trois attentats à Istanbul depuis le début de l'année. Le dernier, le 28 juin, a tué 41 personnes et blessé plus de 239 autres dans l'aéroport

Atatürk d'Istanbul. Ces derniers mois, la police turque a démantelé plusieurs cellules de l'EI dans le pays. Les forces de sécurité sont aussi ciblées par les combattants du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. La trêve entre le mouvement kurde et le pouvoir, qui tenait depuis trois ans, a été rompue en août 2015, après un attentat massif à Suruç, une ville proche de la frontière syrienne, attribué à l'EI mais jamais revendiqué.

De quelle marge de manœuvre l'opposition dispose-t-elle ?

Elle est ténue. Tous les partis qui dénoncent l'autoritarisme d'Erdogan, en premier lieu le Parti républicain du peuple (CHP, fondé par Atatürk), ont condamné la tentative de putsch. «*Ils n'ont pas eu le choix, ils ne pouvaient pas faire autre chose que de respecter l'ordre institutionnel, sans pour autant manifester un soutien express à Erdogan. C'est toute la perversité de la situation. Ils sont aujourd'hui tétanisés*», explique Jean Marcou.

Cette unanimité s'est propagée aux syndicats, aux associations d'entrepreneurs et jusqu'aux médias d'opposition. Les Kurdes du Parti démocratique des peuples ont été plus mesurés. Tout en condamnant le putsch, la coprésidente du parti, Figen Yüksekdag, a dénoncé le climat de «*coup d'Etat civil*» instauré par Erdogan ces derniers mois.

Quelles conséquences sur la région ?

Pour l'instant, quasiment aucune, hormis la fermeture, samedi, de la base d'Incirlik (sud), d'où partent des chasseurs de la coalition qui vont bombarder l'EI en Syrie. La base a été rouverte le lendemain. Sans surprise, la Syrie de Bachar al-Assad aurait été ravie d'un renversement d'Erdogan, opposant déterminé du président syrien. A l'inverse, le Qatar, qui soutient plusieurs groupes rebelles en Syrie, s'est félicité de l'échec du putsch. Mais la principale évolution de la diplomatie turque depuis 2011 et le début du soulèvement contre Al-Assad est intervenue avant le putsch. Début juillet, Ankara s'est excusé auprès de Moscou, principal allié du régime syrien, pour avoir abattu un avion militaire russe en 2015. La manœuvre vise aussi bien à permettre un retour des touristes russes en Turquie qu'à tenter d'infléchir la position de Moscou, qui soutient en Syrie les Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), le pendant syrien du PKK, tout en bombardant des rebelles opposés à Bachar al-Assad et soutenus par Ankara.

LUC MATHIEU

L'ordre règne à Ankara

Assaut. A Ankara, dans la nuit du 15 au 16 juillet, des civils s'emparent des blindés et chassent les putschistes. Au total, le coup d'Etat militaire avorté aura fait 265 morts, dont 104 militaires.



Turquie.
En déjouant une tentative de putsch, Erdogan a montré qu'il tenait les rênes du pays. Au passage, les freins à son autoritarisme sont tombés...

DE NOTRE CORRESPONDANT À ISTANBUL
QUENTIN RAVERDY

La scène est devenue iconique en Turquie. Sur le plateau de la chaîne CNN Türk, la présentatrice montre à la caméra son smartphone. A l'écran, via l'application FaceTime, le pays découvre à l'image—de piètre qualité—le visage de son président, Recep Tayyip Erdogan, seul, dos au mur. Sorti brusquement de ses vacances sur la côte méditerranéenne, le leader turc, resté silencieux jusque-là, s'adresse au pays: « Il y a en Turquie un gouvernement et un président élus par le peuple. Et si Dieu le veut, nous allons surmonter cette épreuve. »

A Ankara, plus tôt dans la soirée, sur l'antenne de la TRT, la chaîne publique turque, la présen-



Retour. Au lendemain du putsch, le président Recep Tayyip Erdogan rassure les Turcs et annonce la défaite des militaires félon.

tatrice Tijen Karas, le visage impassible, lit sous la contrainte d'une arme le communiqué d'un groupe militaire putschiste. Le Conseil de la paix dans le pays annonce avoir pris le contrôle de la Turquie pour « restaurer l'ordre démocratique ». Au même moment, les insurgés retiennent en otage le chef d'état-major au siège de l'armée.

Les yeux vissés à leur écran de télé, les Turcs découvrent ■■■

■■■ avec effroi ce qui se trame: des chars bloquent les ponts de la ville d'Istanbul, l'aéroport international Atatürk est encerclé par les putschistes et, à Ankara, le Parle-

« J'appelle les habitants de notre pays à se diriger vers les places, les aéroports » pour défier les putschistes. Recep Tayyip Erdogan

ment est pris pour cible. Dans la nuit sans étoiles, hélicoptères et avions de combat balaient inlassablement le ciel des deux métropoles. Au bord de la panique, des habitants se ruent sur les épiceries les plus proches en quête d'eau et de nourriture, avant de retirer quelques économies aux distributeurs de billets, assiégés.

Mais Recep Tayyip Erdogan n'entend pas céder aussi facilement un pouvoir qu'il monopolise depuis plus d'une décennie. Déterminé, il sonne la mobilisation: « J'appelle les habitants de notre pays à se diriger vers les places, les aéroports » pour défier les putschistes. L'appel est général. Sur leurs portables, des expatriés reçoivent par erreur un message, signé d'un certain « RTErdogan », les exhortant à sortir dans la rue pour défendre leur « liberté » et leur « démocratie ».

Chauffés à blanc par les minarets qui enjoignent les fidèles de battre le pavé, les partisans du président turc fondent par milliers sur les centres-villes, faisant fi de la loi martiale et du couvre-feu décrétés quelques heures plus tôt. En foule compacte, soudés, ils se dirigent vers les casernes militaires. Des détonations fendent l'air. L'armée ouvre le feu sur les manifestants.

Alors que dans le ciel noir le vol des avions de chasse fait trembler les murs des habitations, toute la nuit, les manifestants traquent inlassablement les partisans du coup d'Etat, prenant d'assaut un à un les chars de l'armée déployés dans les rues, se hissant sur les blindages pour y agiter frénétiquement les drapeaux de la République turque. Aux côtés des policiers, ils libèrent d'une même main les chaînes de télévision occupées par les putschistes.

Cette nuit-là, des dizaines de manifestants vont mourir dans des heurts avec les soldats. Mais, à l'aube, les putschistes sont vaincus. Les scènes de lynchage font le tour des télévisions. Sur l'un des ponts surplombant le Bosphore, à Istanbul, la foule déchaînée aurait égorgé l'un des soldats.

Au matin, la ville se réveille hébétée. Dans les rues restent çà et là quelques véhicules militaires aban-

➤ donnés, derniers vestiges des combats de la veille. Les artères sont quasi désertes. Cafetiers et petits commerçants balaient leurs devantures et soulèvent leurs épais rideaux de fer, comme si, hier soir, le pays n'avait pas tremblé. Sur l'İstiklal, la principale artère piétonne de la ville, des touristes marchent d'un pas pressé vers les navettes de l'aéroport, avec l'intention de quitter le pays au plus vite.

Précipitation. Après sept heures d'affrontement, le bilan est lourd : 265 personnes ont péri et plus d'un millier sont blessées. La situation est « *entièrement sous contrôle* », assure pourtant le Premier ministre, Binali Yıldırım, alors qu'à travers le pays plusieurs casernes ne se sont pas encore rendues. Qu'importe : le coup d'Etat a échoué. « *Leur action a été montée dans la précipitation, ils étaient minoritaires, ils n'ont pas su gagner le soutien du reste de l'armée. Sans forces opérationnelles, ils ne pouvaient réussir* », analyse à chaud Ahmet Insel, politologue à l'université de Galatasaray. Surtout, « *ils ont sous-estimé la résistance du gouvernement et la capacité d'Erdogan à mobiliser ses soutiens, une chose qu'on n'avait pas vue auparavant, lors des autres coups d'Etat* ».

Dans la matinée, l'agence de presse progouvernementale Anadolu épingle déjà sur son site les portraits des « traîtres » : le noyau des officiers à l'origine du mouvement. Selon la presse turque, la plupart des noms figuraient dans une « fournée » à évincer lors d'une réunion du haut conseil militaire, en août prochain. A l'instar d'Akin Oztürk, ancien général des forces aériennes, au visage sévère, mis au ban depuis quelque temps et annoncé sur le départ. Une date butoir qui aurait précipité le déclenchement de l'opération. Le pouvoir turc les accuse d'être des sympathisants ou des membres de la confrérie de Fethullah Gülen, un mouvement islamique influent, notamment dans les milieux de la police, de la justice ou de l'éducation. Ancien allié de l'AKP et de Recep Tayyip Erdogan, Gülen a perdu les bonnes grâces d'Ankara en dévoilant une vaste affaire de corruption éblouissant les plus hauts sommets de l'Etat entre le 17 et le 25 dé-



Confusion. Les civils et la police interpellent les militaires qui ont participé au putsch, à Istanbul, le 16 juillet.

Qui est le putschiste en chef ?

Le pouvoir le présente comme le chef des « traîtres ». Akin Öztürk (photo), 64 ans, ancien commandant des forces aériennes du pays, aurait fomenté le coup d'Etat manqué. Un homme clé au sein de l'armée. Membre du Conseil militaire suprême depuis août 2015, il avait connaissance de toutes les décisions stratégiques et de toutes les nominations prises au sein de l'institution. Dans le collimateur des autorités depuis un an en raison de ses liens présumés avec le prédicateur en exil Fethullah Gülen, il avait été invité à présenter sa démission le 30 août. Face à la purge annoncée, lui et ses hommes auraient décidé de passer à l'acte. Avant ses déboires, l'officier aux cheveux grisonnants, jadis attaché militaire en Israël, était régulièrement cité en exemple. Présent dans l'armée depuis quarante ans, ancien pilote de chasse avec 5 800 heures de vol à son actif, il exhibait de nombreuses décorations décernées par l'Otan et son corps d'origine. Il est désormais sous les verrous avec 34 autres généraux. Erdogan a prévenu : « *Ils paieront un prix élevé pour leur trahison.* » ■ M. N.



cembre 2013. Depuis, ses fidèles sont traqués sans relâche au sein des institutions du pays.

Pour le président Erdogan, la mutinerie porte une nouvelle fois la signature des « gulénistes » et prend sa source à 5 000 kilomètres de là, dans l'Etat américain ■■■

■■■ de Pennsylvanie, où réside en exil Fethullah Gülen, qui a pourtant vivement condamné cette tentative de putsch. Qu'importe, Erdogan veut sa tête et ordonne à Washington de l'extrader. Mais les putschistes ne seront pas les seuls à « payer le prix » de la trahison. Le pouvoir déclenche une vague d'ar-

restations. En une matinée, près de 3 000 soldats et officiers sont appréhendés aux quatre coins du pays. Les images de militaires défaits, les mains en l'air, font le tour des télévisions. Et la traque continue. Fait notable, 2 745 juges sont également suspendus de leurs fonctions. Le pouvoir a-t-il profité du coup raté pour éliminer des gêneurs ? Sa vengeance ratisse en tout cas très large...

Au sein de l'armée, la nouvelle purge illustre la volonté du président Erdogan de mettre au pas une institution qui a longtemps dicté le cours de la vie politique. A quatre reprises (1960, 1971, 1980 et ➤

1997), celle-ci s'est arrogé le pouvoir en fomentant un coup d'Etat. Erdogan ne l'a pas oublié. En 1997, alors maire d'Istanbul, il voit son mentor, le chef du gouvernement, Necmettin Erbakan, poussé vers la sortie par la hiérarchie militaire, peu encline à voir la République laïque d'Atatürk dirigée par une formation islamiste, pourtant victorieuse dans les urnes.

Arrivé au pouvoir en 2003, Erdogan s'emploie ainsi pendant une décennie à dompter l'armée. Pour amadouer les officiers, le nouveau président et sa formation islamo-conservatrice, l'AKP, lancent de vastes réformes démocratiques qui enchantent les pays occidentaux.

Sonne ensuite l'heure de la neutralisation. A travers une série de lois, l'AKP démilitarise les institutions politiques et publiques. Le coup de grâce intervient en 2013, lorsque le gouvernement modifie le règlement intérieur de l'armée et le sacro-saint article 35 qui confie aux soldats le devoir de « *préservier et protéger la République* ». La justification légale du coup d'Etat tombe. Enfin, le pouvoir lance une vague de procès et décapite une partie de la hiérarchie militaire kémaliste, remplacée progressivement par des officiers plus dociles. Erdogan promet désormais de poursuivre le « *nettoyage* » de l'armée.

« Sultan ». Au lendemain du putsch manqué, tout semble sourire au locataire du fastueux palais Aksaray d'Ankara. Dans la capitale comme à Istanbul, ses partisans envahissent les places et clament haut et fort leur victoire. Les muezzins chantent sans discontinuer. Erdogan triomphe devant la foule. Même les trois partis d'opposition turque – y compris les prokurdes du HDP –, si virulents face aux dérives autoritaires du régime, confortent sa légitimité en dénonçant la tentative de coup d'Etat. Cerise sur le gâteau, le « Sultan », régulièrement décrié par les chancelleries occidentales, savoure les déclarations de soutien de ses partenaires américains et européens, qui voient en lui, face à la menace putschiste, un rempart démocratique. Erdogan sort renforcé de l'épreuve. « *On a vu l'em-*



Victoire. A Istanbul, le 16 juillet, des manifestants, tous bords politiques confondus, célèbrent l'échec du coup d'Etat.

Les partisans d'Erdogan envahissent les places et clament haut et fort leur victoire. Les muezzins chantent sans discontinuer.



Chaos. Scène de guerre aux abords du palais présidentiel, à Ankara, le lendemain du putsch.

prise qu'il a sur les gens et combien ceux-ci croient en lui. Il est venu à leurs côtés, malgré le danger. Cela pèsera pour l'avenir», affirme, un peu inquiet, un membre influent de l'AKP sous couvert d'anonymat. « *Le coup d'Etat aurait été une catastrophe majeure pour le pays, mais son échec accroît aussi les risques d'autoritarisme et de concentration des pouvoirs* », renchérit le politologue Ahmet Insel.

En ligne de mire: le projet de changement de Constitution, destiné à doter le pays d'un régime présidentiel fort. « *Jusque-là, il avait du mal à faire accepter cette idée à l'opposition, mais aussi à la base de son parti; mais, avec cette victoire, il a un boulevard devant lui pour se tailler un pouvoir sur mesure.* » Et de conclure: « *Tout le monde est perdant, sauf Erdogan.* » ■

Les juges dans le collimateur

L'échec des putschistes permet à Erdogan de réaliser une vaste purge contre les juges, en première ligne depuis des années dans des affaires de corruption concernant ses proches. Des juges qui ont souvent bloqué ses dérives autocratiques. Le lendemain de la tentative de putsch, Alparslan Altan, l'un des 17 juges de la Cour constitutionnelle, a ainsi été placé en détention pour des raisons qui n'ont pas été précisées et sans que le moindre lien avec les militaires ait été démontré. Ce juge de la Cour constitutionnelle – la juridiction suprême en Turquie – n'est pas le seul à se retrouver dans le collimateur du pouvoir. Dans la foulée, 2 745 juges dans tout le pays (sur un total de 15 000) ont été démis de leurs fonctions. Même si certains juges ont pu être liés aux putschistes, il s'agit d'abord, pour Erdogan, de reprendre la main sur l'ensemble du système judiciaire turc, ce qu'il cherche à faire depuis des mois. Il y a quelques semaines, le Parlement turc a en effet adopté un projet de loi visant à réformer les plus hautes juridictions du pays et à rogner sur une partie de leurs prérogatives. Selon le texte, la plupart des 711 magistrats qui siègent dans deux des principales juridictions du pays, le Conseil d'Etat et la Cour de cassation, devaient être révoqués. Le nombre des magistrats devrait être réduit, et les nouvelles nominations seront décidées par le Conseil supérieur des juges et des procureurs, qui doit passer prochainement sous le contrôle du ministère de la Justice, qui, ces dernières semaines, a muté 3 700 juges et procureurs. Enfin, la loi votée au Parlement accorde à Erdogan le pouvoir de nommer lui-même un quart des juges au Conseil d'Etat ■ R. G.

La confrérie Gülen, galaxie aux contours flous

Entièrement dévoué à son chef, le tentaculaire mouvement islamiste est un coupable idéal aux yeux d'Erdogan.

Conspirateurs désignés par Erdogan pour justifier ses purges massives depuis le putsch avorté de vendredi, les partisans de Fethullah Gülen sont la cible depuis plus de trois ans de la répression en Turquie. Accusé par le président turc de former un «*Etat parallèle*», et considéré même comme une organisation terroriste, le mouvement du prédicateur exilé aux Etats-Unis apparaît comme un coupable idéal, par sa nature et ses activités difficiles à cerner.

Communauté ou confrérie religieuse, organisation sociale, multinationale économique, réseau d'influence, le «*mouvement*», comme préfèrent l'appeler ses adeptes, tient de tout cela à la fois. Il emprunte aux jésuites son élitisme et son opacité, au calvinisme son encouragement à l'entreprise socio-économique et son accent sur l'éducation et le travail, et aux francs-maçons la solidarité entre adeptes.

Hizmet («le service»), comme le nomment les membres et sympathisants de la galaxie Gülen, compte des millions d'adeptes à travers le monde, même si aucun n'a une carte d'adhérent. Le mouvement gère près de 2000 établissements d'enseignement dans plus de 140 pays sur les cinq continents: des centres de réflexion et de recherche, des médias, des associations humanitaires et sociales ainsi que des maisons d'édition et des librairies. Des industries et des établissements financiers sont liés au réseau par les cadres et entrepreneurs qui y travaillent. Il dispose surtout des fondations solides de toute entreprise d'influence: un chef inspiré, une philosophie, des structures diverses, un système de financement et un plan de développement.

Exil. Fondateur, animateur et inspirateur du mouvement, Fethullah

Gülen est appelé «*Hocafendi*», ou «*maître respecté*». Le culte de sa personne est très développé chez ses partisans. «*Ils le perçoivent comme une quasi-divinité, un dirigeant de l'islam contemporain qui va émanciper la société turque, puis celles d'autres pays musulmans*», écrit l'universitaire américain Christopher Holton dans une étude à charge contre Gülen, considérant qu'il contribue à «*civiliser le jihad*».

Le site internet qui porte son nom affiche la vie, les œuvres et les pensées du saint homme, à toutes les étapes de son parcours, dans tous ses rôles et en diverses circonstances. Depuis son exil aux Etats-Unis, où il a fui en 1999 les militaires laïcs turcs, l'ancien prédicateur continue d'inspirer et de veiller sur son immense créature.

La première ambition du mouvement qu'il a lancé dans les années 70 était l'émergence d'un nouvel homme musulman. C'est pourquoi l'éducation est à la base du réseau Gülen. Un système pédagogique, semblable à d'autres écoles d'élite, est utilisé dans ses établissements. «*Une quinzaine d'élèves par classe, un enseignement tutorial personnalisé, une implication des parents, un apprentissage des langues dès le primaire, mais pas d'enseignement religieux*», résume Nihat Sarric. Actif dans le réseau Hizmet, ce Turc né en France, où il existe deux

«*Ses partisans le voient comme une quasi-divinité, un dirigeant de l'islam contemporain qui va émanciper la société turque, puis celles d'autres pays musulmans.*»

CHRISTOPHER HOLTON
universitaire américain

groupes scolaires du mouvement, affirme que l'objectif est de faire sortir de ces écoles «*de bons citoyens plutôt que de bons musulmans*». Elles ne sont pas réservées à la communauté turque: 40% des élèves Gülen en France ne sont pas turcs, comme plus de la moitié des enseignants. «*L'intégration des enfants turcs, ici comme ailleurs, est une dimension absolument essentielle dans le système Gülen*, souligne Sarric. *Les élèves n'ont d'ailleurs pas le droit de parler le turc à l'école, hors des cours de langue.*»

A la fin de leur scolarité, les enfants des établissements Hizmet peuvent plus facilement obtenir des bourses d'études dans les meilleures universités. Puis les millions d'anciens élèves, sortis depuis trois décennies de milliers d'écoles, contribuent à leur tour à l'éducation et la formation de nouvelles générations. Tous se doivent de verser par la suite une partie de leurs revenus au mouvement, pour contribuer aux œuvres sociales et de charité. La stratégie d'intégration des partisans Gülen en Europe et aux Etats-Unis attire des exilés turcs, qui à leur tour font carrière et réussissent dans les affaires, apportant plus d'influence et de revenus au mouvement. Celui-ci veille d'ailleurs à mettre en relation les entrepreneurs avec ses réseaux éducatifs et sociaux. Il organise des rencontres et des débats consacrés au dialogue entre les religions et les cultures ou à des questions sociales (emploi, discriminations, pauvreté), et développe des activités de charité.

Ses ressources sont estimées à 50 milliards de dollars (45 milliards d'euros). Mais en réalité, elles restent très difficiles à évaluer. Les réseaux gülenistes transnationaux représentent un atout pour la diplomatie et les exportations turques. L'immobilier et les établissements financiers aux mains des gülenistes ont été identifiés ces dernières années par le camp Erdogan, depuis la brouille entre les deux hommes, autrefois alliés. Bank Asya, l'un des principaux établissements financiers turcs, fait partie de



Fethullah Gülen.

PHOTO AP

la vingtaine d'entreprises liées à Gülen, ciblées par Ankara depuis la tentative de putsch militaire avortée de vendredi soir.

Communisme. La dimension de développement humain et économique est très présente dans la philosophie et les écrits de Fethullah Gülen, qui «*considère que le bon musulman doit être un homme d'affaires accompli et encourage ses adeptes à faire des affaires et du commerce*», écrit Bayram Balci, du CNRS-Sciences-Po, dans un article sur le mouvement Gülen, présenté lors d'une conférence en mars à Bichkek (Kirghizistan). Le chercheur a longtemps travaillé sur les écoles Gülen en Asie centrale, zone de prédilection du mouvement au lendemain de l'éclatement de l'Union soviétique. C'est dans cette région que se sont implantées les premières écoles Gülen hors de Turquie au début années 90, avec pour projet de remplacer le communisme par l'islam.

Organisation tentaculaire, le réseau compte de nombreux détracteurs dans la société turque, qui redoutent l'influence de cette confrérie islamiste opposée à la laïcité. Ennemis d'hier, laïcs et gülenistes se retrouvent aujourd'hui mis dans le même sac par Erdogan. ◀

A Critical Turning Point in Washington's Partnership With Iraqi Kurds

The Kurdish peshmerga are our "boots on the ground."

By David L. Phillips, Stan Salett
www.alternet.org / July 16, 2016

Largely unnoticed by U.S. media, security cooperation between the United States and the Kurdistan Regional Government (KRG) is dramatically expanding. More than military assistance, however, Iraqi Kurds need budgetary assistance to stabilize their administration and political support to realize their national aspirations.

Events are moving quickly. Last week, a memorandum of understanding on military cooperation between the KRG and the United States was signed in Erbil, the capital of the Kurdistan region. The signing was followed today with an announcement of a visit to Kurdistan by General Joseph Votel, the head of the United States Central Command and the highest ranking officer to visit the KRG. President Masoud Barzani recently met a Defense Department delegation headed by Elissa Slotkin, Acting Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs.

These visits, agreements reached, and recent U.S. commitments to provide direct military aid and financing of \$415 million is further evidence of the importance of the Kurds and their Peshmerga fighting forces in the fight against ISIS, and potentially the coming battle for Mosul.

The KRG has been requesting heavy and offensive weapons since ISIS attacked the Kurdistan region in 2014. A little more than a year ago—on June 16, 2015—a majority of the U.S. Senate voted to support directly arming the Kurds as an amendment to the Defense Authorization Act co-sponsored by Senators Barbara Boxer and Joni Ernst. Sixty votes were needed to overcome White House opposition and the measure failed.

A year later the Obama administration has

adjusted its approach. It finally realized the critical importance of expanding its train and equip activities in support of Kurdish peshmerga. Both the Republican and Democrat Party platforms need to endorse this position.

Peshmerga have sacrificed in service of U.S. interests. According to a recent article in Newsweek, nearly 1,400 peshmerga have been killed and 7,500 wounded fighting ISIS since August 2014. They are our "boots on the ground." It is well past time that the Kurds get the respect and support they need and deserve.

The U.S. must urgently clarify the nature and extent of military aid. Moreover, the broader US-KRG relationship needs clarification.

The KRG is providing for more than 1 million refugees and IDPs on its territory. It is also bearing the cost of fighting ISIS. Beyond the \$415 million already pledged, the KRG needs additional and consistent budgetary support.

The KRG also deserves political support. The Kurds are the largest population in the world without a country of their own. There are at least 40 million Kurds today living in Iraq, Iran, Turkey and Syria. Kurdish national rights have been promised many times by the international community, and often denied, cruelly and with great loss of life. The 1920 Treaty of Sevres pledged a referendum, but commitments were never fulfilled.

Iraqi Kurds want Baghdad to implement the 2005 Iraqi constitution, which commits to decentralization and autonomy for Kurdistan. Baghdad has failed to act on its constitutional commitments, pushing the Kurds toward independence.

Baghdad is deeply dysfunctional. It can barely manage to contain the spiral of sectarian violence, no less clear, hold and build on territories occupied by ISIS. A suicide attack the other week tragically killed more than 300 people.



Barzani has promised a referendum on independence. If Baghdad is unable or unwilling to fulfil its constitutional commitments to the Kurds, the U.S. should not stand in the way as Kurds take steps to assert their national aspirations.

Partnership must go beyond military measures. The KRG needs money and political support, as conditions in Iraq deteriorate. Supporting the Kurds is in America's national interest. It also provides an opportunity to rights the wrongs of history. □

.....
David Phillips is director of the program on peace-building and rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He served as a senior adviser to the State Department during the Clinton, Bush and Obama administrations.

Stan Salett is president of the Philanthropic Network and was recently head of research for a humanitarian aid project in Iraq.

Ed. note: The authors of this piece served on Columbia University's Task Force, State-Building in Iraqi Kurdistan.



Turkish Jets Strike Kurdish Rebels in Iraq Following Failed Coup

July 20, 2016 / (ANKARA, Turkey) — / Associated Press

TURKEY'S STATE-run news agency says Turkish jets have carried out

cross-border strikes against Kurdish rebel positions in northern Iraq, killing 20 alleged militants.

Wednesday's strikes come as Turkey's military is reeling from a failed coup by a faction within the armed forces and appear to be an attempt to show that the forces are on top of security matters.

Authorities have rounded up close to 9,000 people — including 115 generals, 350 officers and some 4,800 other military personnel for alleged involvement in the takeover.

Officials on Wednesday raised the death toll from the attempted coup to 240 government supporters. At least 24 coup plotters were also killed.

The government says a U.S.-based Muslim cleric was the mastermind behind the failed take-over and has demanded his extradition. ○

The puzzle of the US-Kurdistan deal

The US military pact with autonomous Kurdistan violates Iraq's integrity and moves the Iraqi Kurds closer to permanent separation from the rest of the country, writes Salah Nasrawi

Issue No.1304, 21 July, 2016
<http://weekly.ahram.org.eg>

In a surprise move, the United States last week signed a military agreement with the Kurdistan Region Government (KRG) in northern Iraq which would allow Washington to establish close military and security ties with the region which is seeking independence from Iraq.

The pact, signed by Elissa Slotkin, US acting assistant secretary of defence for international security affairs and the KRG's interior minister, is unprecedented and breaks new ground in US relations with the Iraqi Kurds.

By and large, the little-publicised but critical partnership deal will have far-reaching implications for Iraq's fragile ties with its self-ruled Kurdish community.

It is the first time the government of Iraq's northern autonomous enclave has signed a political, military and financial cooperation pact with a foreign country bypassing the central government in Baghdad.

The pact is a clear violation of Iraq's 2005 Constitution, ironically drafted under the supervision of the US Occupying Authority. The constitution gives the central government the exclusive power to sign agreements with foreign countries.

The deal is also in breach of the 2008 US-Iraq Agreement which paved the way for the United States to pull its troops out from Iraq and set the terms for future bilateral relations.

Announcing the deal on 12 July, a spokesman for the KRG said the agreement would allow the United States to provide the Iraqi Kurds with further military and financial support in the fight against the Islamic State (IS) group.

Omid Sabah said the main purpose of the agreement was to shore up Kurdish Peshmerga capabilities in preparation for the long-awaited offensive to retake Iraq's second-largest city of Mosul from IS militants.

Iraqi security forces have launched an operation against IS in Mosul and succeeded in retaking some villages south of the city. The US expects Kurdish Peshmergas to take part in the assault by opening another front east and north of Mosul.

Neither the KRG nor the Pentagon released details about the military agreement, but Kurdish officials hailed it as a historic breakthrough for the Iraqi Kurds.

It is "a recognition and appreciation

of the value of the Peshmergas' sacrifices and a contribution to stability and the defense of liberty, democracy and humanity," KRG spokesman Safene Dizayee was quoted as saying by ARA News.

Fishar News, an outlet close to Masoud Barzani, the de facto leader of the KRG, reported that under the agreement the US army would establish five military bases in Iraqi Kurdistan.

Fishar News reported that one US air base would be built in Harir some 70 km north of Erbil, the KRG provincial capital. The base would be used to host American jet fighters and helicopters as well as military advisers.

Another military base will be established in Alton Kopri south of Erbil and will be used to store light weapons, while two other bases will be built in KRG-controlled areas in Mosul, the media outlet said.

A stunning surprise is that the US will be allowed to build the fifth military base in Halabja on the border with neighbouring Iran, according to the Fishar News report.

The outlet said the deal had a term of 20 years and could be renewed upon agreement by the two parties.

Kurdistan24.net, a Kurdish-language television network owned by the KRG, said Kurdistan would receive some \$450 million in financial assistance in addition to unspecified military assistance from the US.

The Iraqi government has remained tight-lipped on the controversial deal which came on the heels of a previously unannounced visit by US Defense Secretary Ashton Carter to Baghdad.

Baghdad's silence has prompted speculation about pressure being put on it by Washington, which is helping the Iraqi security forces and the Kurdish Peshmergas to retake Mosul from IS.

But the deal drew criticism from Iraqi Shia lawmakers who said it violated Iraq's sovereignty and constitution. "Our government is [functioning like] a scarecrow that is not respected by either Kurdistan or America," said Shia MP Hanan Al-Fatlawi in a statement.

Another Shia lawmaker, Iskandar Witwit, said an agreement that was not endorsed by the government and the parliament was "in clear breach of the constitution".

Washington has recently stepped up its efforts to help the Iraqis to take back Mosul from IS. In April, US President Barack Obama approved plans to allow US troops to assist Iraqi forces on the ground. They had previously been limited to advising at the headquarters which are further from the battle.



Following Carter's visit to Iraq last week, Washington said an additional 560 troops would be deployed to Iraq to help secure an air base 60 km south of Mosul that had recently been captured by Iraqi forces.

The United States says its assistance to Iraq and the Peshmergas is essential in gaining ground in the war against IS terrorists and retaking Mosul before Obama's presidential term expires in November.

Obama clearly hopes the recapture of Mosul will allow him to hand on a more stable Iraq to his successor, even though the US is expected to maintain substantial military forces in Iraq.

While this could provide a summary of the thinking behind the US mission in Iraq, the question remains of how the US-KRG deal could affect the larger picture, including Kurdish aspirations to leave Iraq.

Ultimately, the move will put Washington's mark on the struggle between the KRG and the Baghdad government, and it highlights how Washington is siding with the Kurds in a long-simmering dispute.

Thus, a primary reason for concern about Washington's motives behind the deal is its detrimental effect on the central Iraqi government's authority and the balance of power between Baghdad and Erbil enshrined in the constitution.

Iraq's Constitution makes it clear that "the federal government shall have exclusive authority" in "formulating foreign policy and diplomatic representation; negotiating, signing and ratifying international treaties and agreements; negotiating, signing and ratifying debt policies; and formulating foreign sovereign economic and trade policy."

The greatest irony is that Washington has infringed on the same document it signed to ensure its respect of Iraq's integrity and unity following its exit from the country.

Under the 2008 "Strategic

Framework Agreement for a Relationship of Friendship and Cooperation between the United States of America and the Republic of Iraq," Washington pledged "full respect for the sovereignty of Iraq".

The United States also undertook that it "shall not use Iraqi land, sea and air as a launching or transit point for attacks against other countries; nor seek or request permanent bases or a permanent military presence in Iraq."

Washington may argue that the military deal does not translate into backing for Kurdish independence from Iraq, yet it could certainly spell trouble for efforts to keep the country together.

Barzani has been seeking to secede from Iraq, and he has declared his intention to hold a referendum on separation "before the US elections" in November.

The vote on self-determination could be an attempt to put more pressure on his opponents and sceptics and build up a de facto situation making a case for Iraqi Kurdistan's independence.

While the United States has supported Kurdish autonomy within a unified Iraq, it has refrained from expressing public support for Kurdistan's statehood.

Last month, the US reiterated its support for "a whole [and] unified Iraq". "We believe that a strong, pluralistic, unified Iraq is good for the region," State Department Spokesman John Kirby said in response to Barzani's independence plans.

But Washington's military agreement with the KRG has cast doubt, if not eliminated, that commitment altogether. With this deal, the political influence of Baghdad in Kurdistan is now expected to wane in favour of increasing Kurdish separatist tendencies. ●

After approving constitution, what's next for Syria's Kurds?

The Kurds have declared a federation in northern Syria despite continuing objections by the Syrian opposition, while the Syrian Democratic Forces are about to finish the battle to liberate the city of Manbij.



Sardar Milla Drwish
July 22, 2016
www.al-monitor.com

GAZIANTEP, Turkey — The regulatory committee of the Rojava-Northern Syria Democratic Federal System Constituent Assembly has approved the final draft of an 85-article "social contract" that would serve as a constitution for Syria's Kurdish regions.

The Constituent Assembly met June 27-28 in al-Malikiyah ("Derik" in Kurdish) in the countryside of Hasakah province, northeast Syria, to examine the draft document. During the meeting, final amendments were introduced and the constitution was approved.

At a March 2016 conference in Rmeilan, in the countryside of Hasakah province, the Syrian Kurds declared a federal system in the areas under their control. The Constituent Assembly of Rojava elected the 31-member regulatory committee tasked with the implementation of the Rojava-Northern Syria Democratic Federal System constitution.

The name Rojava-Northern Syria Democratic Federal System was chosen from among three proposed names, including Rojava-Kurdistan Democratic Federal System Marbo Beth Nahrin and Northern Syria Democratic Federal System. The regulatory committee members have indicated in previous statements that the Constituent Assembly is based upon the Swiss model.

According to some media analyses, the Kurds prepared and approved the draft constitution too soon. Article 5 specifies that the federation shall have an independent flag, and Article 66 paved the way for the establishment of diplomatic relations with foreign countries, despite the Syrians having yet to agree on the form of the future Syrian state. The majority of them fear that the declaration of the federation would be the beginning of a project to divide Syria, since it would be made by the Kurds and the Kurdish self-administration, which the Syrians view as enemies.

Article 76 requires young Kurdish men to join the Syrian Democratic Forces. Mansour Salloum, the co-chair of the Rojava-Northern Syria Democratic Federal System Constituent Assembly, told Al-Monitor, "Military service is the duty of every man who wants to live in a safe country. We have many enemies and we are facing the Islamic State [IS]. We must defend our land if we want to safeguard it. We are not imposing military service to invade other countries. We do not seek wars. All we want is to build a state based on education and culture."

Salih Muslim, the co-chair of the Kurdish Democratic Union Party, told Al-Hayat July 3 that his party will not abandon the idea of forming the Rojava federation and sooner or later will connect the northern Syrian regions (al-Jazeera's Kurdish areas) to Afrin in the countryside of Aleppo. The co-chair of the Syrian Democratic Council, Ilham Ahmed, also told Al-Hayat, "Superpowers cannot stand against a leading power like us, which played a major role in defeating IS."

Anas al-Abda, the head of the Syrian National Coalition, issued a statement in March rejecting the declaration of the federation and the approval of its constitution, describing these actions as unilateral and pre-emptive procedures and calling them null and void.

The approved constitution includes 11 chapters, divided into four sections. The preamble stated, "We, the people of Rojava: Northern Syria, Kurds, Arabs, Assyrians, Turkmen, Armenians, Chechens, Circassians, Muslims, Christians, Yazidis and various others, are aware that the nation-state has brought our people problems, acute crises and tragedies."

Salloum pointed out that the federation chose to distance itself from the concept of a nation-state since such states have been shown to fail. According to him, the leaders of these states have entrenched notions of exclusion, marginalization and authoritarianism, and also prevent citizens from building a democratic and pluralistic participatory society. "Federalism does not represent the Kurds only, but all of the components of the region," he said.

Akram Hasso, the former head of the Executive Council of al-Jazeera Canton, posted on Facebook July 3, "If the constitution stated that the federation should distance itself from the nation-state, why did it mention national identities?"

The preamble also stated that the contract is based on what it called the "culture of Mother Goddess" — a reference to religious diversity — and on the humanitarian and moral legacy of the apostles and prophets. Salloum said, "We are striving to build a democratic society that gives the individuals and society the freedom to choose their religion without coercion. We believe in building a secular society."



Attendees of a preparatory conference to announce a federal system discuss a "Democratic Federal System for Rojava - Northern Syria" in the Kurdish-controlled town of Rmeilan, Hasakah province, Syria, March 16, 2016. (photo by REUTERS/Rodi Said)

Speaking to the All4Syria news website July 4, Syrian opposition member Mohammad Habash criticized the constitution's reference to the "Mother Goddess." He said the idea of a Mother Goddess is mere mythology and unimportant to the Kurdish people, arguing that the inclusion of such a symbol in a human rights and legal charter will further religious polarization in a region already plagued by ethnic and sectarian conflicts.

Qamishli was chosen as the capital of the federation following a referendum that Salloum described as "transparent." He said the historical city was chosen because of its diversity. He added that the declared federation will have a non-nationalist geographic social foundation.

Salloum said the Constituent Assembly of the Rojava-Northern Syria Federal System is open to dialogue, even with those who refuse and oppose this project — on condition that their refusal be justified.

The constitution directly addressed several issues, including ensuring women's rights in Article 15, social freedoms and rights in Article 16, the right to life and ending capital punishment in Article 17, protecting human dignity and preventing physical and psychological torture in Article 21, and guaranteeing free education in Article 40.

Syrian opposition member and lawyer Ghazwan Kronfol told Al-Monitor, "The constitution includes several texts on respecting the rights of all national components in the region that was called Rojava. The problem is not the text and the wording, but the fact that these texts are not abided by. This is related to the circumstances under which the text was drafted, the legitimacy of the authority that produced it and the extent of the legitimacy of said authority's representation of the national components."

He asked, "Are these texts an expression of the people's free will, free from dictates or armed coercion, or are they a result of choices made by some categories that managed to seize the opportunity and grab a surplus of power that they exploited to draft texts most convenient for them and their interests?"

Kronfol explained that federalism is not necessarily a bad choice and may be in many cases an ideal and viable solution for numerous national problems. However, he said, "This requires objective circumstance, from my point of view, that must be accepted and approved at the national level."

He added, "Federalism must not be a solution put together by a majority or a group that has a surplus power, but rather a national choice that may be built on and that must be subject to a national agreement. [Decisions] that are subject to national consensus will last, since they offer the best option for all of society's components, and respect the rights, choices and wills of everyone."

"The federation's options are not set in accordance with religious, ethnic or sectarian foundations, but according to the national and development-related necessities and needs. Therefore, the federation solution is a project of unification and not of division."

Other Syrians have yet to warm up to the Kurds' declaration of a federal system in Syria, and the Kurdish Federation is still seen as an attempt to divide the country. Although the regime and the opposition both reject this system, the Kurds are adamant about moving forward with the establishment of their federation at the political and military levels. ♦

Sardar Milla Drwish is a Syrian journalist working in written, audio and electronic media. He holds a degree in media from Damascus University.



Rassemblement des partisans d'Erdoğan à Ankara, le 17 juillet, après l'échec des militaires rebelles.

Turquie

Les secrets d'un putsch raté

Le visage tuméfié, l'oreille recouverte d'un gros pansement, les mains liées dans le dos, le général à la retraite Akin Oztürk, flanqué de vingt-six de ses acolytes, n'en mène pas large au moment d'être déféré devant un juge à Ankara. Au lendemain du putsch avorté contre le gouvernement turc, il a échappé de peu au lynchage. Dehors, une foule de partisans du président Recep Tayyip Erdoğan

réclame vengeance. A quelques dizaines de mètres de là, l'avenue est encore barrée par des tanks abandonnés par les putschistes en déroute, après une nuit d'incertitude. En boucle sur les chaînes de télévision, cette image du général Oztürk, ancien chef de l'armée de l'air et présenté comme le principal instigateur du coup d'Etat manqué, est le coup de grâce pour une armée turque qui, en quelques heures, a perdu tout le prestige dont elle jouissait auprès de la population. Les soldats, jadis intouchables, sont tombés de leur piédestal. La deuxième armée de l'Otan, en nombre d'hommes, vacille sur ses fondements. « *Le système de valeurs militaire, le sens de l'honneur propre aux soldats, tout cela a été jeté à terre. L'armée est touchée au cœur, au plus profond de son identité*, estime Levent Unsaldi, sociologue à l'université d'Ankara et spécialiste des questions militaires. *Cette intervention était ridicule, pathétique. Elle avait très peu de chances de* » ➤

Après le coup d'Etat avorté, le président Erdoğan a lancé une purge parmi les officiers, notamment ceux soupçonnés d'être proches de la confrérie de l'imam Fethullah Gülen. Magistrats, fonctionnaires, policiers sont aussi visés. Une reprise en main qui présage du pire de la part d'un régime déjà autoritaire

➤ DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
GUILLAUME PERRIER

➤ ➤ *réussir. Pourtant, l'armée turque a une solide expérience des coups d'Etat, elle sait comment il faut faire!* »

De fait, l'armée a rarement raté son coup avant ce 15 juillet. En soixante ans, elle a pris le pouvoir aux civils à trois reprises, en 1960, 1971 et 1980, la plupart du temps avec le soutien d'une majorité de la population et de la classe politique. En 1997, encore, elle a envoyé les chars dans les rues d'Ankara et a poussé le gouvernement islamiste de l'époque à démissionner. Mais, cette fois, tout indique que l'opération, mal préparée, a été lancée dans la précipitation. « *Toutes les conditions n'étaient pas réunies, loin de là. Il n'y avait pas de consensus au sein de l'armée, pas de soutien des partis politiques, aucune légitimité institutionnelle...* », note Levent Unsaldi. Si les officiers putschistes ont déclenché cette opération en urgence, c'est parce qu'ils se savaient menacés. Le Conseil militaire suprême annuel, qui s'ouvre le 1^{er} août, devait acter un certain nombre de promotions et de mutations. En amont de cette réunion, le gouvernement avait l'intention de procéder à « *des arrestations massives de militaires le week-end du 16 juillet* », croit savoir Metin Gürcan, expert indépendant des questions militaires et ancien conseiller stratégique de l'armée. « *Les comploteurs ont eu vent de ce projet. Du coup, ils ont mis leur plan à exécution dans l'impréparation et la précipitation. La tentative de coup d'Etat était prévue pour une date ultérieure et elle a été avancée* », complète-t-il.

Autant que le coup de force lui-même, c'est l' amateurisme des putschistes qui a surpris les observateurs. Pour espérer réussir, les militaires rebelles devaient neutraliser le chef de l'Etat et prendre le contrôle très rapidement, afin de semer le doute dans l'esprit de ses partisans. En vacances dans un hôtel de la station balnéaire de Marmaris, Recep Tayyip Erdoğan a été informé du danger vingt minutes avant qu'une escouade de gendarmes ne lance l'assaut. « *Ils étaient venus pour me tuer* », a affirmé le président dimanche, dans une allocution télévisée. Mais il a pu se dérober et dans sa fuite appeler « son » peuple à descendre dans les rues du pays pour mettre en échec les putschistes. ➤ ➤

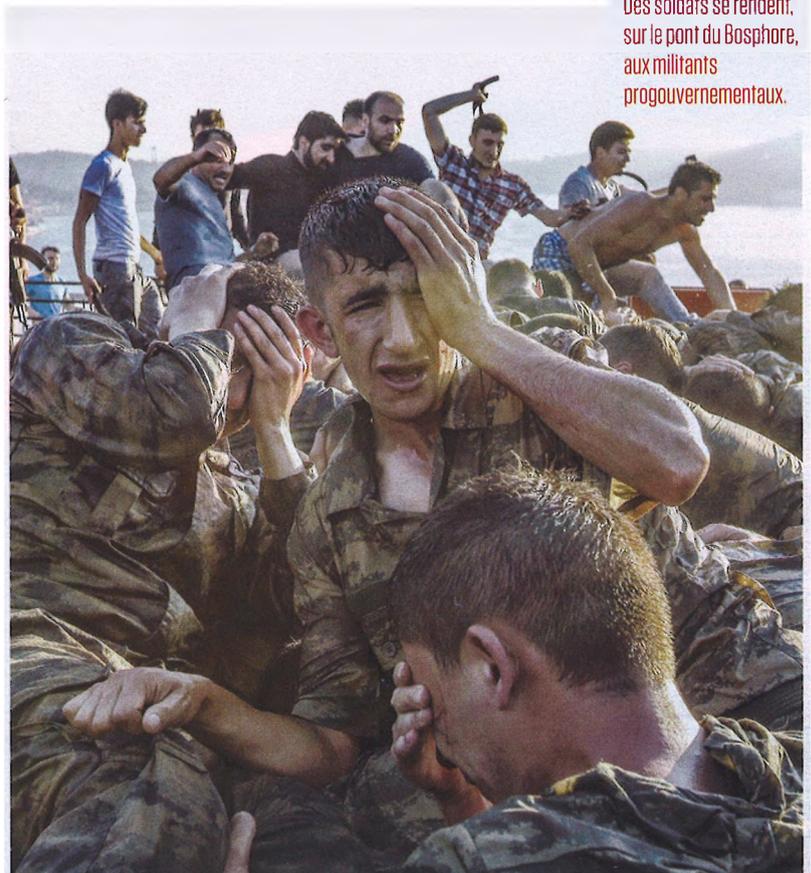
➔ Autre faiblesse qui s'est révélée décisive, les insurgés représentaient un groupe minoritaire au sein des forces armées.

C'est principalement au sein de l'armée de l'air et de la gendarmerie qu'ils se sont organisés, ce qui leur a permis de mobiliser des hélicoptères de combat ainsi que des avions de chasse F16 dans le ciel d'Ankara. C'est l'un de ces appareils qui aurait bombardé le bâtiment de l'Assemblée nationale, provoquant d'importants dégâts et un choc symbolique sans précédent. Plusieurs bases aériennes ont ainsi été utilisées par les mutins : Eskisehir, Konya, mais aussi Incirlik, une base utilisée par l'Otan. La marine, elle, s'est sagement tenue à l'écart. Traditionnellement très nationalistes et farouchement opposées au gouvernement islamo-conservateur, les forces navales ont déjà été sévèrement purgées de toute dissidence après deux tentatives de putsch dans les années 2000. Quant à l'armée de terre, la plus puissante, qui constitue près de deux tiers des effectifs, elle s'est très tôt placée du côté du gouvernement. Sans relais au sol, les avions et les hélicoptères ne pouvaient pas atteindre, seuls, leur but. « C'est le général Umit DüNDAR, commandant de la première armée d'Istanbul, qui a prévenu Erdogan de l'imminence du danger », affirme Metin Gürkan. Pendant ce temps, à Ankara, le chef de l'état-major, Hulusi Akar, et son adjoint se trouvaient déjà pris en otage par les putschistes, contraints de signer leur reddition, une arme sur la tempe. Mais eux aussi ont finalement refusé de céder aux menaces.

L'identité du cerveau de ce complot ne fait aucun doute pour les autorités turques. Les putschistes seraient liés à la confrérie de l'imam Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis. Cet ex-allié proche de Recep Tayyip Erdogan est devenu son pire ennemi depuis 2012. Le pouvoir le tient pour responsable de la révélation des affaires de corruption en décembre 2013 et l'accuse d'avoir fondé un « Etat parallèle » pour le renverser. Le noyautage de l'armée par les partisans de Gülen est-il crédible ? Plusieurs anciens officiers l'affirment. Ainsi, le général à la retraite Erhan Pamuk, ancien commandant de l'armée de l'air, estime que depuis dix ans ils seraient majoritaires parmi les officiers et les sous-officiers. « Les pro-Gülen se sont organisés pour occuper les postes clés : les départements du personnel, le renseignement et la formation dans les écoles militaires. Cela fait plus de trente ans qu'ils ont entamé leur infiltration. Avec le temps, en écartant les officiers laïques kémalistes grâce à de fausses accusations, ils ont pu s'installer aux postes stratégiques, juge l'ancien général. Les auteurs de ce putsch sont les mêmes que ceux qui ont essayé de nous faire accuser il y a quelques années en fabriquant de fausses preuves. » Cet ancien haut gradé a lui-même été pris dans le vaste coup de filet lancé en 2008 au sein des forces armées.

Après plusieurs putschs manqués, le gouvernement islamo-conservateur s'était lancé dans une purge sans précédent de l'institution militaire, grâce aux affaires Ergenekon et Balyoz. A l'époque, Gülen et Erdogan étaient du même côté. « Après trois ans passés en prison, j'ai finalement été libéré en 2014 et innocenté en 2015 », précise le général Pamuk.

Dursun Çiçek est du même avis. « Tous les putschistes sont proches de Gülen, en collaboration avec la CIA et Israël », affirme cet ancien colonel de la marine, devenu



Des soldats se rendent, sur le pont du Bosphore, aux militants progouvernementaux.

député de l'opposition. Çiçek a passé cinq ans derrière les barreaux, accusé d'avoir rédigé un document détaillant la marche à suivre pour déstabiliser le gouvernement. La signature au bas de ce manifeste putschiste n'était pourtant pas la sienne. De fausses preuves, selon lui, destinées à écarter les officiers kémalistes. « Nous avons averti à de nombreuses reprises que ce groupe s'organisait au sein de l'armée, mais le pouvoir ne nous a pas écoutés, déplore Dursun Çiçek. En dix ans, ils sont devenus beaucoup plus forts et organisés. Maintenant, Erdogan joue les victimes, mais la plus grande part de la responsabilité lui revient. » Selon ce fervent adorateur de Mustafa Kemal « Atatürk », fondateur de la République turque laïque, ce sont les mêmes officiers qui ont « imaginé ces complots, organisé les grands procès et supervisé les tribunaux spéciaux chargés de juger les anciens militaires », ces dernières années.

D'autres observateurs se montrent plus sceptiques sur l'explication donnée par le pouvoir. « Il n'y a sans doute pas que des gülenistes, mais aussi pas mal de kémalistes ou d'officiers ralliés par opportunisme, estime Levent Unsaldi. Je me méfie de ce mythe, alimenté par le gouvernement, d'une main invisible au service d'une puissance étrangère. » D'ailleurs, la liste des arrestations, qui s'allonge d'heure en heure, ressemble de moins en moins à celle d'un groupuscule minoritaire. Plusieurs milliers de militaires, dont 112 généraux et amiraux – soit le tiers des effectifs –, ont été arrêtés et accusés d'appartenir à l'« organisation terroriste » de Fethullah Gülen. Pour l'économiste Mehmet Altan, une voix critique du régime d'Erdogan, les gülenistes et les kémalistes ont possiblement formé une coalition pour tenter de mettre en minorité les proches du gouvernement au sein de l'état-major. Mais surtout, insiste-t-il, « le putsch est devenu possible parce que la Turquie était sortie



➔ depuis plusieurs mois de l'ordre constitutionnel et n'était plus un Etat de droit. Quand le système civil ne respecte plus le droit, il est plus facile de faire naître un autre mouvement anticonstitutionnel ».

La victoire sur les putschistes a vite pris des allures de revanche. Environ 20 000 personnes ont été arrêtées. La purge a été lancée en un temps record, des listes de suspects étaient prêtes pour mettre aux arrêts les fonctionnaires accusés de sympathie pour l'organisation de Fethullah Gülen. Outre les milliers de militaires, ce ne sont pas moins de 3 000 magistrats, 8 500 employés des forces de police, la moitié des préfets ou encore 1 500 fonctionnaires du ministère des Finances qui ont été arrêtés ou placés en garde à vue depuis le 15 juillet. Une épuration qui vient s'ajouter à celle qui avait déjà été lancée en 2014, avec des milliers de limogeages. Les titulaires d'un passeport vert, réservé aux fonctionnaires, ont été interdits de sortie du territoire et se sont vus enjoindre de regagner leur poste dès lundi matin. Tous les programmes de recherche universitaire, les bourses à l'étranger pour les chercheurs ont été suspendus, et une liste de journalistes réputés proches de Gülen circule déjà. Mehmet Altan, qui figure sur cette liste, craint qu'« un nouveau coup d'Etat [se produise] car ce nouveau processus n'est pas du tout démocratique. On le voit avec l'arrestation des juges de la Cour constitutionnelle ». Deux hauts magistrats, qui avaient été nommés par l'ancien président Abdullah Gül, font partie des gardés à vue, ce



Un membre des forces spéciales patrouille lors des funérailles de victimes du putsch, le 17 juillet à Istanbul – une cérémonie tenue en présence du chef de l'Etat.

qui alimente les craintes de voir le chef de l'Etat turc exploiter la situation à son profit. La Cour constitutionnelle s'était opposée à lui à plusieurs reprises ces derniers mois, notamment en faisant libérer des journalistes de prison contre son avis. Débarrassé de tous ses adversaires et soutenu inconditionnellement par ses électeurs, Erdogan aura plus que jamais les mains libres. De quoi imposer un régime présidentiel à sa main. Une sorte de coup d'Etat légal. □

Turkey Kurdish leader 'against both coup and Erdogan'

By Stuart Williams (AFP) Jul 22, 2016
www.dailystar.com.lb/

ANKARA : Turkey's main pro-Kurdish party strongly opposes the failed coup against President Recep Tayyip Erdogan but will keep up its opposition to the "oppression" of the Turkish strongman, its leader says.

Selahattin Demirtas, the co-chairman of the Peoples' Democratic Party (HDP), told AFP in an interview there was no contradiction between strongly opposing last week's putsch as well as Erdogan's rule.

The HDP is highly suspicious that a state of emergency declared by the authorities could be used for a wider crackdown beyond the coup plotters, he said.

Demirtas added that the chances of resuming the peace process to end the over three-decade insurgency of the Kurdistan Workers' Party (PKK) are weak so long as its jailed leader Abdullah Ocalan is sidelined.

"In Turkey, we never have seen a coup bring stability and democracy. All coups are bad and damaging for the country," Demirtas said, speaking at HDP headquarters in Ankara.



Selahattin Demirtas, the co-chairman of the Peoples' Democratic Party (HDP), speaks during an interview with AFP on July 22, 2016 in Ankara

"Turkey was already afflicted by Erdogan's oppression and the putsch would only have made things worse."

Demirtas and the HDP turned into a major headache for Erdogan and the ruling Justice and Development Party (AKP), with his natural charisma helping scoop over 13 percent of the vote for the HDP in June 2015 legislative polls.

In a snap re-run of the elections in November the same year, the HDP's share of the

vote fell to under 11 percent, with Erdogan targeting the party and accusing it of being the political wing of the PKK.

"In the face of the coup, we supported democracy," said Demirtas.

"But we have not supported Erdogan nor their (the AKP's) policies. In reality, we think that it is the errors made by Erdogan that led to the realisation of this coup."

- 'NO CONFIDENCE IN AKP' -

The coup came almost a year to the day after the breakdown of a truce declared by the PKK that had held for two and a half years. There has been no let-up in the fighting since.

The violence -- which has seen almost 500 members of the Turkish security forces killed in a year -- brought to an end a peace process that had raised hopes for a final deal to end the conflict.

The PKK wants greater autonomy and rights for Turkey's estimated 20 million Kurds. Erdogan has described the peace process as now being in the "freezer".

The PKK is outlawed as a terror group by Ankara, the EU and United States. But Turkish officials have made no link between the PKK and the coup, which Erdogan blames on the US-based preacher Fethullah Gülen.

Demirtas said time would tell if the state of emergency declared by Erdogan would be used for an even wider crackdown against all opponents, with tens of thousands of people already sacked or detained.

The HDP -- which draws its support from many, but not all, of Turkey's estimated 20 million Kurds as well as liberal Turks -- voted against the state of emergency when it was

⇒ put to parliament.

"The government said that the state of emergency will only be aimed at the coup plotters. But we are only going to be able to check that in a few days," said Demirtas.

"If the authorities start to ban speeches, demonstrations or opposition media under cover of any operation against the putschists... we will understand that the use of the state of emergency is being abused."

He added: "We voted against the state of

emergency because we have no confidence in the AKP on this subject."

- 'INCLUDE OCALAN' -

Demirtas, who has faced an uphill struggle in the last months to distance the HDP from the PKK in voters' perceptions, was downbeat about the prospect of the peace process resuming after the coup.

He said the key lay on the island of Imrali off Istanbul, where the PKK's leader is serving a life sentence and cut off from communication

from the outside world since the peace process ruptured.

"The lawyers of Abdullah Ocalan and his family have the right to know the state of health and security of Abdullah Ocalan," he said.

"But I don't think we should think that a government will return to the peace process when it does not authorise even that.

"The peace process has to be resumed. And so the fighting ends, Abdullah Ocalan has to be put back into the circuit." ●

Pourquoi les Kurdes n'ont pas soutenu le putsch ?

Bayram Balci, spécialiste de la Turquie, et Dlawer Ala'Aldeen, président du Middle East Research Institute (Meri), décryptent pour « L'Orient-Le Jour » l'attitude des Kurdes lors du putsch en Turquie.

Caroline HAYEK | OLJ 19/07/2016

<http://www.lorientlejour.com/>

Nombreux sont ceux qui haïssent profondément Recep Tayyip Erdogan. Mais plus nombreux encore sont ceux qui craignent bien davantage l'arrivée au pouvoir de l'armée turque. Le soir où la Turquie a vécu des scènes dignes des plus grands polars, tous les ennemis du chef de l'AKP, dont les Kurdes, à travers le HDP (parti prokurde) et, plus étonnant encore, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), ont unanimement condamné le coup d'État. Le 15 juillet en fin de soirée, une partie de l'armée turque a tenté de perpétrer un putsch, mais après de longues heures d'incertitude, marquées par une froideur de la sphère diplomatique d'abord, suivie d'un soutien unanime, le gouvernement au pouvoir a finalement repris la situation en main.

Un premier temps silencieux, le HDP a publié un communiqué, juste après la déclaration d'un autre parti d'opposition, le MHP (Parti du mouvement national, ultranationaliste), condamnant les putschistes et affirmant son opposition totale « à toutes sortes de coups d'État, quelles que soient les circonstances ».

Pourquoi les Kurdes ont-ils décidé de soutenir le président turc alors même que celui-ci leur mène une véritable guerre devenue plus intense en 2015, pendant et après les élections législatives de juin ? Si le HDP a dénoncé le coup d'État, c'est qu'il « a souhaité soutenir la démocratie, aussi imparfaite soit-elle », confie Dlawer Ala'Aldeen, président du Middle East Research Institute (Meri) et ancien ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique du Kurdistan irakien (2009-2012). « En aucun cas, les Kurdes n'auraient souhaité revivre les périodes passées (où l'armée était au pouvoir) »,

poursuit-il.

L'armée turque n'a en effet jamais été encline à négocier en faveur de la cause kurde, menant une politique ultrarépressive dans les années 70 et après le coup d'État militaire de 1980. « La bête noire du mouvement national kurde a toujours été l'armée », confirme Bayram Balci, chercheur à Sciences Po (Paris) et spécialiste de la Turquie. Selon lui, il était inacceptable pour les Kurdes de soutenir le coup d'État, car cela aurait été leur pire cauchemar que de voir l'armée arriver au pouvoir, leur préférant même M. Erdogan.

LOCAUX ATTAQUÉS

Le HDP n'a cependant pas appelé ses partisans à descendre dans la rue, la nuit du putsch, après que le président turc a exhorté ses partisans à le soutenir physiquement, place Taksim, à Istanbul, ou sur la place Kizilay, à Ankara, via la chaîne CNN Türk. Cette décision lui a valu d'être sous le feu de nombreuses critiques et de voir ses locaux attaqués durant la nuit et au lendemain du coup d'État échoué. « Il y a une réaction exagérée de certains partisans de l'AKP, qui s'en sont pris non pas aux militaires putschistes mais aux quartiers généraux du HDP. Le parti a une raison évidente de ne pas soutenir le coup d'État mais également de condamner ce genre d'agissements », estime M. Ala'Aldeen. Les autres partis d'opposition n'ont pas non plus appelé leurs supporters à manifester. « Si le HDP l'avait fait, il y aurait eu des affrontements entre les deux partis, ce qui les aurait détournés de leur but, c'est-à-dire empêcher les putschistes. »

Des Kurdes, de tous partis confondus, ont toutefois répondu à l'appel du président. « Le PKK a également dénoncé le coup d'État qu'il considère comme mauvais, mais a estimé que la politique du parti au pouvoir était tout aussi mauvaise et non démocratique », rappelle M. Ala'Aldeen. Selon le Haaretz, les militaires maintenus en détention « n'ont – entre autres – pas digéré la politique de répression systématique contre les Kurdes ». Or pour l'expert kurde, cette affirmation est discutable. L'armée aurait effectivement dit cela au moment du coup d'État car elle « voulait neutraliser les Kurdes en général et apporter un terrain politique éthique. Cependant, ils ont également mis en avant le retour au kéralisme, aux valeurs turques et à la supré-



Un drapeau turc sur un château à Sur dans la région de Diyarbakir (à majorité kurde). Sertac Kayal/Reuters

matie de la Turquie », précise-t-il. Les Kurdes n'ont pas cru en la sincérité des généraux car « tout l'intérêt des militaires était de neutraliser des ennemis potentiels et augmenter leurs soutiens », ajoute-t-il.

SATISFAITS

Pour Bayram Balci, le HDP et le PKK doivent être assez satisfaits de l'échec du coup d'État car cela « aurait été plus compliqué pour eux » en cas d'arrivée au pouvoir des militaires. « Cependant, pour le PKK, on peut imaginer qu'une situation de chaos aurait été profitable à leur stratégie, car plus il y a de chaos au Moyen-Orient, plus il en sort renforcé », précise toutefois M. Balci.

« Une démocratie défectueuse peut évoluer en une démocratie entière avec le temps, alors qu'une loi militaire peut uniquement évoluer vers ce qu'on a déjà vu dans le passé, c'est à dire une dictature et un ethno-nationalisme. C'est pourquoi une mauvaise démocratie est préférable à la loi militaire », estime M. Ala'Aldeen.

Même s'ils ont condamné le putsch militaire, le HDP et le PKK ne vont pas pour autant enterrer la hache de guerre avec le président Erdogan. « Le fait qu'il ait échoué n'est pas une bonne chose non plus, car le contrecoup va être une forme de passage en force d'Erdogan. Il est désormais lancé dans une telle politique de vengeance que, malheureusement, cela ne va pas aller en s'arrangeant », conclut M. Balci.

◆◆◆

Ankara accentue la pression sur Washington

La Turquie, déjà en froid avec son allié américain, l'accuse d'avoir une responsabilité dans le putsch manqué

ISTANBUL - correspondante

Le sort du prédicateur musulman Fethullah Gülen, accusé par la Turquie d'avoir fomenté le putsch manqué dans la nuit du 15 au 16 juillet, était au centre de l'appel téléphonique entre le président des Etats-Unis, Barack Obama, et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, mardi 19 juillet.

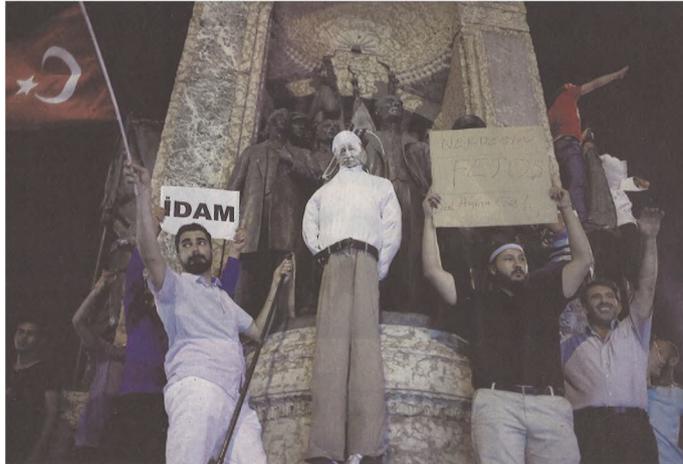
Installé en Pennsylvanie depuis 1999, titulaire d'une carte verte de résident permanent, le religieux est devenu la bête noire du numéro un turc, qui réclame son extradition. Barack Obama a promis l'aide américaine dans l'enquête sur le coup d'Etat raté, tout en insistant sur le respect du droit. Mardi, la Maison Blanche et le département d'Etat ont reconnu avoir reçu d'Ankara des documents concernant le prédicateur. «*Je ne peux pas dire actuellement qu'une demande formelle d'extradition nous ait été présentée*», a toutefois expliqué Josh Earnest, le porte-parole de la Maison Blanche.

Extradition peu probable

«*Nous avons envoyé quatre dossiers aux Etats-Unis en vue de l'extradition du terroriste en chef*», a, pour sa part, déclaré le premier ministre turc, Binali Yildirim, lors d'une session du Parlement turc. «*Nous avons plus de preuves qu'ils n'en veulent*», a-t-il ajouté, enjoignant aux Etats-Unis de ne pas protéger «*ce traître*».

L'imam Gülen, 75 ans, qui dirige la puissante confrérie des Fethullahci (adeptes de Fethullah), est une source de friction récurrente entre Washington et Ankara. Le président Erdogan l'accuse dorénavant d'être le cerveau du soulèvement d'une partie de l'armée, ce que l'intéressé nie. Pour plaider sa cause aux Etats-Unis, le gouvernement turc a loué les services de l'avocat lobbyiste Robert Amsterdam, qui accuse le prédicateur d'être mêlé à des opérations de blanchiment.

L'extradition semble peu probable. Avec les purges massives déclenchées récemment par le président Erdogan dans toutes les



Manifestation contre l'imam Gülen, accusé par le pouvoir d'avoir fomenté le putsch, à Istanbul, le 18 juillet. ALKIS KONSTANTINIDIS/REUTERS

sphères de la société – armée, justice, police, éducation, médias –, au mépris de l'Etat de droit car les arrestations se font sur «*listes*» et les prévenus n'ont pas accès à un avocat, Washington répugnera certainement à répondre positivement à la demande de son allié turc. De plus, M. Gülen, dont le statut a été particulièrement scruté par les autorités américaines en 2008, lorsqu'il a reçu sa carte verte, a reçu le droit de séjourner aux Etats-Unis jusqu'en 2018.

Lundi, M. Yildirim a assuré que, sans extradition, la relation turco-américaine aurait du plomb dans l'aile. C'est déjà le cas. Envenimée par la coopération du Pentagone avec les Kurdes de Syrie, qui combattent l'organisation Etat islamique (EI) aux côtés des Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomiste, interdit en Turquie), la relation entre les deux partenaires s'est sérieusement dégradée ces dernières années. La tentative de coup d'Etat

lui porte un coup fatal.

Car, aux yeux de nombreux officiels comme pour les Turcs de la rue, «*l'Amérique*» est l'ennemi : Washington, c'est sûr à leurs yeux, a joué un rôle central dans le putsch manqué. «*Les Américains ont tenté d'assassiner Erdogan, c'est eux qui ont planifié le putsch*», écrivait mardi Ibrahim Karagül, l'éditorialiste vedette du quotidien progouvernemental *Yeni Safak*. «*A travers l'organisation de Gülen, les Américains ont tout organisé, ils voulaient déclencher une guerre civile*», assure le journaliste.

Répété à l'envi, le thème du complot américain prépare le terrain au marchandage que le président Erdogan a en tête : puisque l'administration américaine porterait une responsabilité dans le putsch, elle doit livrer le prédicateur.

La thèse d'une implication des Etats-Unis est nourrie en Turquie par le fait que les avions des

putschistes auraient été ravi-taillés en vol grâce au soutien du général Bekir Ercan Van, commandant de la base d'Incirlik (sud), depuis laquelle décollent les avions de la coalition, dirigée par les Etats-Unis, chargés de bombarder les positions de l'EI en Irak et en Syrie.

La coalition clouée au sol

Arrêté le 16 juillet, le général Van, apparu entre-temps sur des photos le visage tuméfié, aurait reconnu sa participation au coup d'Etat. Au moment de son arrestation, la base a été privée d'électricité et l'espace aérien de la Turquie fermé à tous les vols militaires, ce qui a paralysé l'action de la coalition dont les avions n'ont pas pu prendre les airs pendant quarante-huit heures. L'espace aérien a bien été rouvert dimanche mais l'électricité n'a toujours pas été rétablie, contraignant les Américains à utiliser des générateurs.

Ce qui se passe à Incirlik est suivi à la loupe depuis Washington. «*Le statut de la base d'Incirlik est un élément particulièrement troublant dans la mesure où l'Alliance atlantique [OTAN] y a entreposé des armes nucléaires tactiques, ce que les Etats-Unis ne confirment ni ne démentent. Si c'est vrai, nous faisons face à un grave problème. Washington va devoir s'assurer de la pleine coopération des autorités turques et faire en sorte que les équipements militaires américains soient bien protégés, ce qui semble désormais être le cas après les mesures d'isolement intervenues samedi*», écrit James Stavridis dans la revue *Foreign Policy* datée du 19 juillet.

Cet amiral à la retraite, qui fut de 2009 à 2013 le commandant suprême des forces alliées en Europe, s'inquiète de «*l'impact du coup d'Etat manqué sur le rôle de la Turquie au sein de l'OTAN*». Selon lui, les Etats-Unis doivent «*se montrer ouverts aux demandes [d'extradition], dans le respect des lois internationales, comme dans n'importe quel autre cas*». ■

MARIE JÉGO

50 000

personnes suspendues ou en détention provisoire

Les autorités turques ont suspendu ou placé en détention provisoire environ 50 000 soldats, policiers, juges, fonctionnaires et enseignants depuis l'échec du putsch. Mardi 21 juillet, les autorités ont annoncé le renvoi de 15 000 agents dépendant du ministère de l'éducation. Ont aussi été mis à pied 492 employés de la Direction des affaires religieuses, la plus haute autorité musulmane du pays.

Exclusive: Kurdish PM Says Mosul Operation Still in 'Planning Stage'

VOA News July 24, 2016
<http://www.voanews.com/>

IRBIL, IRAQ — In a lengthy and wide-ranging interview, Kurdistan Regional Government Prime Minister Nechirvan Barzani spoke to VOA's Ali Javanmardi at his office in Irbil about plans with the U.S. to regain control of the Iraqi city of Mosul from Islamic State fighters, as well as about Kurdish independence and the attempted coup in Turkey.

This conversation was translated from Kurdish and edited for clarity and length.

ON MOSUL

VOA: What role will the Kurds play in reclaiming Mosul from Islamic State militants?

Nechirvan Barzani: Mosul is close to Irbil and Dohuk, and can greatly impact Kirkuk. Therefore, the liberation of Mosul is very important for Kurdish Regional Government [KRG]. Our Peshmerga forces will have the central role, and we coordinate with Baghdad, the international coalition, and particularly the United States. We are at the planning stage.

VOA: There is a great deal of anxiety about more refugees coming to Kurdistan once the Mosul operation starts. What preparations are underway?

Barzani: As you know, the KRG is experiencing a serious economic crisis. In spite of that, we have created a center within the KRG Ministry of Interior that is in contact with the United Nations to plan for the flood of refugees. We have selected certain regions to create camps for refugees. Recent estimates indicate about 500,000 new refugees will come to the KRG. We are working with Baghdad and looking forward for assistance from the international community. At this time, we anticipate receiving refugees from Makhmur and Shargat.

VOA: How long do you anticipate the operation in Mosul to last?

Barzani: In the operation to liberate Fallujah, Diyala ... we anticipated much more resistance. If the trends are what we have seen, I do not think the operation will take long. At this time though, liberation plans are not ready yet.

VOA: Why is the operation still in the planning phase?

Barzani: There are two reasons ... From the military and security point of view, who will control the city in the future? The control of the city must be carefully evaluated. In my view, who controls the city after the liberation is of utmost importance. Aside from this, the Iraqi Army is not adequately ready and could take months to get ready.

VOA: What is the content of the KRG's agreement with the United States regarding Mosul?

Barzani: The agreement contains two parts: The first is devoted to the financial contribution of the United States to the Peshmerga; and the second part is a military protocol between the United States and the KRG. According to this, the military contribution should be given directly to the KRG



Prime Minister of the Kurdistan Regional Government in Iraq, Nechirvan Barzani (L) speaks to VOA's Ali Javanmardi (R) about various regional issues.

and no one else. ... The protocol has been signed by both sides. Additionally, the agreement covers the cooperation and coordination between both sides for liberation of Mosul and other regions captured by Daesh [Islamic State].

VOA: There was a report that Qasem Soleimani, the commander of Iran's Revolutionary Guards Quds Force, asked Nouri al-Maliki, president of Iraq's ruling Islamic Dawa Party, to block the U.S.-KRG agreement, and that he does not want U.S. military bases in Iraqi Kurdistan. How much coordination did you have with Baghdad on this agreement?

Barzani: I am unaware of this information. I do not believe it is correct.

VOA: Is Baghdad aware of the content of this agreement?

Barzani: We informed Baghdad in advance. I think the U.S. had also informed Baghdad of this agreement. The agreement is not new. It is the result of many meetings and months of exchange of views between us and the Americans.

VOA: You previously indicated that Islamic State resistance has weakened. What is your plan if IS is defeated?

Barzani: It is possible following the liberation of Mosul that Daesh will not have any territory to continue its "caliphate." But in my view, Daesh will remain a terrorist organization, only their tactics may change. Now, we have territorial confrontation with Daesh, but [after their defeat] it will create secret cells and will start a guerrilla war in Iraq. Iraq has no military solution for the dilemma of Daesh. It is necessary that this phenomenon be studied thoroughly from a political aspect in the hope of finding a solution to eliminate it.

ON KURDISH INDEPENDENCE

VOA: Assuming that the political problem of Islamic State is eliminated, what is the future of Kurdistan's independence efforts?

Barzani: The independence of Kurdistan is the right of our people. Choosing our destiny is a legitimate right and will remain a goal for us and all the Kurdish people. What is important for us after Daesh is Kurdistan's borders. We will decide the extent of our borders by what has been liberated with the blood of our Peshmerga. ... Whether we remain with Iraq or be independent or be a part of a federation or confederation, our priority will remain the delineation of our borders.

VOA: Once your borders are set, do you think your two principal neighbors, Iran and Turkey, will oppose your independence?

Barzani: Whatever decision we arrive at — independence or confederation — Baghdad will remain our strategic partner. We will discuss these problems with Iraq. At this stage, neither Ankara nor Iran will be the deciding factor. We will solve the problems through negotiations with Baghdad.

ON THE ATTEMPTED COUP IN TURKEY

VOA: The failed military coup in Turkey that led to vast arrests. What is your position?

Barzani: I am happy for the victory of the people. If you look at the history of military coups in Turkey, you will find ... all military coups have had dreadful consequences for the Kurds. The KRG is happy that the Turkish people kept in power a government that received its legitimacy from its nation.

ON IRAN

VOA: One of the important problems for KRG are the activities of Iran's Kurdish Peshmerga and their confrontation with the Revolutionary Guards in Iranian Kurdistan. Many of the Revolutionary Guard commanders — among them Mohsen Rezaee — as well as some Islamic Republic authorities have claimed that these activities are supported by Saudi Arabia through Kurdistan. They claim that Saudi Arabia has created a training center for Kurdish Democratic forces of Iran in KRG and that you ignore it. How true are these accusations?

Barzani: These claims have no foundation. Saudi Arabia, like other countries, has a consulate here and acts within the set protocol with Iraq, and is engaged in diplomatic practice. The accusation that the Saudis sponsor a training center here is far from the truth. Our friendly relations with Iran are very important for us. In the past, we have proven that we have been a factor of stability, both for Iran and Turkey, and in the past for Syria. This is the framework of our foreign policy.

ON THE KURDISH ECONOMIC CRISIS

VOA: A final question: On the streets of Irbil, people talk about the economic crisis facing the KRG. What steps have you taken to address this?

Barzani: Certain events caused this crisis for the KRG. First, in 2014, without any previous →

⇒ consultation, Baghdad cut our budget. Second, the war with Daesh. We have a 1,100-km border with Daesh. Up to now, we have lost 1,500 Peshmerga and more than 8,000 have been injured. Third, there is the arrival of 1.5 million refugees and internally displaced persons from Syria and inside Iraq. These followed one after the

other. In addition, the price of oil dropped considerably, increasing the seriousness of the crisis. We have tried to stop this crisis. ... We have reduced our government expenses. However, we need foreign assistance to ride out this crisis. We are discussing remedies with the World Bank, the IMF and Baghdad. All these efforts must go

through Baghdad. Unfortunately Kurdistan has no priority in Baghdad. ♦

VOA's Persian News Network contributed to this report.

EASY VOYAGE

18 juillet 2016

La ville d'Alep avant et après la guerre

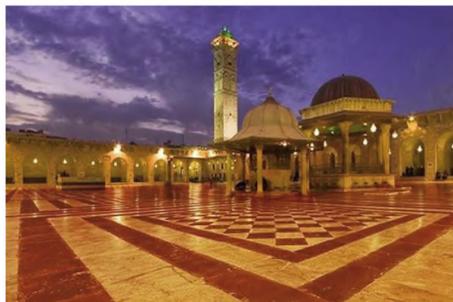
Clémence Maillochon 18/07/2016
<http://www.easyvoyage.com>

Raconter les horreurs d'un conflit, l'isolement, la peur et l'exil est nécessaire pour prendre conscience des enjeux de notre monde. Les mémoires des guerres modernes sont des éléments de notre histoire, de notre identité, et aujourd'hui notre regard doit se porter vers la Syrie. Grâce à un photographe syrien, Hannah Karim, découvrez le visage d'une ville dévastée par la guerre.

Plus de 60 civils ont été tués vendredi 8 juillet par des bombardements dans la ville d'Alep, dans le nord de la Syrie, et dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Cette escalade des violences est intervenue quelques heures avant l'expiration à minuit locale, d'une trêve de 72 heures décrétée par le régime à l'occasion de la fête de l'Aïd el-Fitr marquant la fin du ramadan. Les groupes djihadistes étaient exclus de cette mesure.

De par sa durée, déjà plus de cinq ans, comme par son intensité (au moins 300 000 morts et plus de 7 millions de réfugiés et de déplacés), le conflit syrien pose ainsi un défi sans précédent. Des zones entières, sous contrôle de l'organisation Etat islamique, sont aussi inaccessibles et empêchent les chercheurs de venir étudier le conflit. En août 2013, des chercheurs du CNRS ont été les derniers à se rendre à Alep, la capitale de la rébellion, dans le nord du pays, mais ils ont dû quitter la ville en catastrophe.

Alep est l'une des plus vieilles villes du monde à avoir été constamment habitée depuis le VI^e millénaire av. J.-C. Le centre de la ville a été classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en 1986. Alep a successivement subi la domination des Hittites, des Assyriens, des Akkadiens, des Grecs, des Romains, des Omeyyades, des Ayyoubides,



des Mamelouks et des Ottomans qui ont laissé leur empreinte sur la ville : la Citadelle, la Grande Mosquée du XII^e siècle et plusieurs madrasas, palais, khans et bains publics des XVI^e et XVII^e siècles.

Une grande partie de la ville est contrôlée par des rebelles islamistes, Alep est désertée et gravement endommagée. Hannah Karim, cinéaste et photographe amateur, a grandi à

Alep, qu'il a quitté en mai pour se rendre au festival de Cannes. Il a depuis choisi de reprendre ses études en France. Depuis 4 ans les bombardements ne cessent d'augmenter, dans le chaos de la guerre et la frénésie du terrorisme, la paix n'est plus qu'un vague souvenir à Alep. ♦

Autopsie d'un coup d'Etat avorté en Turquie

ANKARA, ISTANBUL - envoyés spéciaux

Mené par un petit groupe de militaires, le récent coup d'Etat en Turquie a échoué rapidement, avec un lourd bilan de 290 morts. Ces quelques heures, entre la soirée du vendredi 15 juillet et l'aube du lendemain, n'en représentent pas moins un tournant pour le pays. Le président, Recep Tayyip Erdogan, qui continue à mobiliser ses partisans dans les rues parce que, selon lui, « *le danger n'est pas fini* », en sort renforcé. Mais les institutions du pays sont ébranlées, à commencer par l'armée.

Un tiers des 358 généraux turcs ont été arrêtés ou font l'objet d'une enquête. Les forces engagées dans le putsch étaient pourtant très limitées. « *En tout et pour tout une demi-douzaine de F-16, une dizaine d'hélicoptères, une quarantaine de blindés et moins de cinq cents hommes* », souligne un expert militaire occidental installé à Ankara. Comme nombre de ses pairs, il est stupéfait de l'« *amateurisme* » des putschistes.

Retour sur les moments-clés de ce coup d'Etat et sur ses nombreuses zones d'ombre. Et notamment sur le rôle des « *gülenistes* », les membres de la confrérie de Fethullah Gülen. Ce dernier, réfugié aux Etats-Unis depuis 1999, longtemps un allié d'Erdogan, est devenu l'un de ses plus farouches adversaires. Ankara l'accuse d'avoir ourdi le putsch.

Un coup d'Etat sans troupes

Il est 16 heures, le 15 juillet, quand Hakan Fidan, le directeur du MIT, les services secrets turcs, avertit le chef d'état-major, le général Hulusi Akar, « *du risque imminent d'un coup d'Etat* ». Il y avait eu quelques alertes ces derniers mois, mais cette fois cela semble sérieux. Etrangement, pourtant, cet homme lige de Recep Tayyip Erdogan n'aurait pas appelé le président... pour ne pas le déranger pendant ses vacances. Ni le premier ministre, Binali Yildirim. « *C'est mon beau-frère qui m'a donné la nouvelle, vers 20 heures, et je n'arrivais pas à y croire* », a raconté plus tard le président, qui refuse de demander la démission de son maître espion.

Le chef d'état-major et les responsables des différentes armes interdisent les vols militaires comme tout mouvement de blindés. Mais les ordres ne sont pas partout respectés. Bien des officiers supérieurs, y compris son propre aide de camp, Levent Turkkan, sont en effet impliqués dans le complot et décident de précipiter les choses.

« *Je suis le fils d'un pauvre fermier et, comme j'étais un bon élève à l'école, la confrérie m'a poussé dans les études jusqu'à l'académie militaire* », a reconnu après son arrestation Levent Turkkan, admettant ses liens avec les

Le président Recep Tayyip Erdogan sort renforcé d'une tentative de putsch qui a ébranlé les institutions du pays, à commencer par l'armée



Des célébrations sur le pont du Bosphore, à Istanbul, le 16 juillet.

BULENT KILIC/AFP

gülenistes. Les photos montrent qu'il a été sérieusement tabassé avant ses « *aveux* ». « *La pénétration des gülenistes au sein de l'institution militaire avait commencé depuis longtemps, mais elle s'est amplifiée avec l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, qui les a utilisés pour reprendre en main l'armée* », explique le général retraité Ahmet Yavuz.

Levent Turkkan a convoqué le patron de l'armée de terre, Salih Zeki Colak, et son adjoint pour une réunion dans le bureau du général Akar. Il est 21 heures. Un groupe d'hommes des forces spéciales avec à sa tête un des comploteurs, le général Mehmet Disli, fait irruption dans la pièce, demandant aux trois généraux de rejoindre le mouvement. Le chef d'état-major refuse, ainsi que le chef de l'armée de terre, dont l'appui serait crucial, car elle représente 65 % des effectifs. Menacés, frappés, ils sont emmenés à la base aérienne d'Akinclar, le quartier général des putschistes en lointaine périphérie d'Ankara. Ces derniers n'ont donc pas réussi à faire basculer la direction de l'armée. Nombre de soutiens leur ont fait faux bond même s'ils ont encore des appuis dans la gendarmerie et les forces spéciales engagées contre les rebelles kurdes dans le Sud-Est. Les mutins n'en persistent pas moins dans « *une opération qui ressemble à un attentat-suicide* », selon l'expression du journaliste Ahmet Sik, auteur de plusieurs enquêtes sur les réseaux gülenistes.

Les ponts d'Istanbul

En ce vendredi soir estival, la plupart des

Stambouliotes sont dans la rue. Les terrasses des cafés et des restaurants sont bondées. Au Club maritime de Moda, un quartier branché de la rive asiatique, le général de l'aviation Mehmet Sanver marie sa fille. Tout le gratin des forces aériennes a été convié. Pas moins de huit généraux sont présents, dont Abidin Unal, le commandant en chef de l'armée de l'air. Au beau milieu de la fête, des hélicoptères atterrissent dans le jardin du Club maritime. Des commandos armés font irruption au milieu des convives et s'emparent des généraux, lesquels sont conduits jusqu'aux hélicoptères. Le général Unal est emmené sur la base d'Akinclar. C'est de là que partiront les F-16 envoyés par les conjurés bombarder le Parlement, les abords du palais présidentiel, le quartier général du MIT.

A 22 heures, les Stambouliotes assistent, interloqués, au déploiement de plusieurs véhicules militaires, dont des chars, sur les deux ponts qui enjambent le Bosphore. Armes automatiques en main, de jeunes appelés empêchent la circulation. Ils expliqueront plus tard avoir cru participer à une opération antiterroriste. La rumeur commence à courir qu'un putsch est en cours. Pour ceux qui ne sont ni sur les ponts ni à l'aéroport, où des véhicules militaires ont aussi été déployés, la nouvelle a l'air d'une mauvaise blague.

Echec à Marmaris

Le premier objectif des putschistes aurait dû être de s'emparer de Recep Tayyip Erdo-

gan en vacances à Marmaris, dans le sud-ouest du pays. « Dans les coups d'Etat précédents, en 1960, en 1971 et en 1980, l'armée entrainait en opération à 3 heures du matin, arrêtaient en pyjama le premier ministre comme les principaux responsables des partis et, quand le pays se réveillait, la loi martiale avait été proclamée, interdisant de sortir dans les rues », raconte Mehmet Dulger, ancien conseiller de Suleyman Demirel, premier ministre conservateur déposé en 1980, puis de M. Erdogan.

Dès que se précisent les informations sur le « coup », le président fait évacuer sa famille et se prépare à résister. « Il m'a dit de s'organiser pour que le peuple soit dans la rue », a expliqué Nihat Ozturk, le maire du district, un membre du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation politique du président. Les militants affluent, entourant l'hôtel. Des proches suggèrent à Erdogan de se réfugier à Rhodes, une île grecque à un quart d'heure d'hélicoptère. Il s'y refuse, même si la situation semble de plus en plus grave.

Un appel du général Umit Dundar, commandant de la 1^{re} armée, celle d'Istanbul, change la donne. « Vous êtes le président légitime et je vous suis loyal », affirme-t-il, lui demandant de le rejoindre à Istanbul, où il est en mesure « d'assurer sa sécurité ». Un hélicoptère emmène aussitôt M. Erdogan et sa garde rapprochée vers l'aéroport de Dalaman tout proche, où attend l'avion présidentiel. « C'était à un quart d'heure près », a raconté le chef de l'Etat. Trois hélicoptères partis de la base de Cigli, près d'Izmir, avec des militaires putschistes, arrivaient sur zone.

« Le commandant nous a dit que l'on allait arrêter un chef terroriste et il nous a demandé de nous préparer s'il le fallait à mourir en martyr », a expliqué Serkan Elçi, un jeune soldat, mutin à son insu. Une fois qu'il est arrivé sur place, ses supérieurs lui annoncent : « C'est un coup d'Etat pour la patrie. » Mais l'avion présidentiel a déjà décollé. Resté à Istanbul, Ali Yazici, l'aide de camp du président, accusé de liens avec les putschistes, aurait essayé plusieurs fois d'obtenir le numéro d'identification du vol, mais les hommes de la sécurité présidentielle se sont méfiés. Escorté par deux F-16 loyalistes, l'avion est un moment approché par un F-16 des putschistes qui s'éloigne.

La bataille des télévisions

« Les forces armées ont pris le pouvoir pour faire face aux menaces pesant sur la République » : il est 23 heures, la présentatrice vedette de TRT, la télévision publique, Tijen Karas, lit la proclamation du fantomatique « Conseil pour la paix dans la nation ». Une cinquantaine de putschistes se sont emparés des studios à Istanbul. « Ils m'ont menacé de leurs armes, je n'avais pas le choix », a-t-elle expliqué. Le texte reprend des extraits des discours de Mustafa Kemal, le fondateur de la République, et les grands thèmes des putschistes de 1960. « C'est un simple vernis. Ils n'avaient ni des objectifs clairs ni un programme, et pas de vrais leaders », ironise Haluk Ozdalga, dissident de l'AKP et ancien président de la commission Union européenne-Turquie au Parlement.

Dans les coups d'Etat militaires précé-



Recep Tayyip Erdogan (à droite) et son prédécesseur, Abdullah Gül, portent, le 17 juillet, le cercueil d'une victime de la tentative de coup d'Etat. BULENT KILIC/AFP

dents, c'était une brochette de généraux qui se présentait sur les ondes de la télévision publique. Les putschistes n'ont rien compris aux changements du pays en se contentant d'occuper TRT sans vouloir ni pouvoir bloquer les chaînes satellitaires et imposer le black-out aux réseaux sociaux. Le coup d'Etat a été suivi et commenté en direct. C'est aussi, voire d'abord, pour cela qu'il a échoué.

Nul ne sait où est Erdogan. Des Tweet assurent qu'il aurait demandé l'asile à l'Allemagne. « J'essayais sans succès tous les numéros de ses proches », raconte Hande Firat, une des journalistes vedettes de CNN Turk, la grande chaîne d'information en continu du groupe Dogan, plusieurs fois ciblée par le pouvoir. Finalement l'un d'eux répond : ils sont à Dalaman, à l'aéroport, et nous décidons de faire l'interview aussitôt via Facetime. »

La caméra montre sur l'écran du portable de la journaliste le visage décomposé du président, encore sous le choc. Mais son verbe est toujours aussi enflammé pour dénoncer « la tentative d'un groupe minoritaire de l'armée qui paiera un lourd prix pour avoir utilisé contre le peuple les chars et les armes du peuple ». Il appelle les Turcs à descendre dans la rue face aux militaires. Il est 0h20. C'est le moment où tout bascule. Deux heures plus tard, pour se venger, un petit groupe de mutins attaque le bâtiment de CNN Turk.

Bombardements à Ankara

Ils sont une centaine de députés de tous les partis retranchés dans les bâtiments de la Grande Assemblée nationale, fermée pour le week-end. Ils sont arrivés par petits groupes, rasant les murs, alors que des combats sporadiques continuent au quartier général des forces armées tout proche.

« J'ai hésité un moment car je craignais que tous les députés présents soient arrêtés mais il fallait être là pour montrer que nous défendions la démocratie avec nos corps », explique Murat Emir, député d'Ankara du CHP (Parti républicain du peuple, gauche, la principale force de l'opposition). Quand il a en-

tendu, vers 22 heures, les F-16 voler en rase-mottes au-dessus de la ville, il n'y croyait pas. Comme bon nombre d'Ankariotes, y compris les diplomates. « J'ai pensé que c'était un exercice pour la parade du 30 août [Fête de la victoire] », raconte l'un d'eux. Puis il a fallu se rendre à l'évidence. « J'ai enlevé mon survêtement et mis de bons habits au cas où je serais arrêtée, comme me l'avaient conseillé mes parents qui l'avaient été en septembre 1980 », raconte une jeune universitaire de gauche, kurde et alévi (secte progressiste issue du chiisme).

Des combats éclatent autour de la direction générale de la sécurité et du centre d'entraînement des forces spéciales de la police. Le premier ministre, Binal Yildirim, lance un premier message sur la chaîne NTV, dénonçant « l'action d'un petit groupe de factieux ». Il avait tenté de rejoindre la capitale depuis Istanbul mais son convoi, qui a pris une route détournée, aurait été pris sous le feu, à une centaine de kilomètres au nord.

Les putschistes sont dans une situation toujours plus difficile et ils décident de jouer le tout pour le tout. Première bombe dans le jardin du Parlement. Les députés cherchent l'abri mais il n'a jamais servi, même lors des coups d'Etat précédents. Nul ne sait où est la clé. On la trouve finalement, mais il n'y a pas d'électricité.

Vers 3 heures, les F-16 – arrivés de Diyarbakir (Sud-Est) –, engagés contre la guérilla kurde et équipés pour les bombardements nocturnes, frappent à nouveau. Au moins sept bombes touchent le bâtiment. Un autre avion lance une roquette sur le palais présidentiel. Mais les jeux sont faits. Venus d'Eskisehir, des F-4 bombardent la base d'Ankincilar, le quartier général rebelle, et rendent la piste inutilisable.

A l'assaut des chars

Après l'appel lancé par le chef de l'Etat, dans tout le pays, les imams se mettent à psalmodier la salat, un chant funéraire qui est aussi un appel à la mobilisation des croyants. L'ordre émane de la Direction aux

affaires religieuses qui gère le réseau des imams, lesquels sont en Turquie des fonctionnaires d'Etat.

Répondant à l'appel lancé du haut des minarets, les partisans du président prennent la rue. Deux heures après l'intervention de M. Erdogan, une foule tente de franchir à pied le pont Fatih-Sultan-Mehmet, bravant l'interdiction des militaires. Les appelés tirent et dix-huit personnes sont blessées. Un homme et son fils de 16 ans sont tués. Il s'agit du publicitaire Erol Olçak, un ami de longue date du président Erdogan, connu pour avoir mené la plupart des campagnes électorales de l'AKP.

Aux premières lueurs de l'aube, le coup d'Etat a échoué. Les jeunes appelés, mains en l'air, se rendent à la police. Sur le pont Fatih-Sultan-Mehmet, la foule réclame vengeance. Les militaires sont frappés à coups de pied, de ceinture, de couteau, sous les yeux des policiers impuissants. Plusieurs soldats – on parle de cinq – sont lynchés. Bulent Kilic, le photographe de l'AFP, présent sur le pont à ce moment-là, témoigne : « J'ai vu un simple soldat être attaqué à coups de pied et de couteau. Il était déjà mort. Autour de lui, des gens criaient : "Jetez-le par-dessus le pont." Alors un type m'a arraché mon casque et m'a frappé avec. D'autres ont commencé à me frapper aussi. "Jetez-le par-dessus le pont", ai-je entendu dire. J'ai pensé

**« DANS LES
PRÉCÉDENTS
COUPS D'ÉTAT,
L'ARMÉE AGISSAIT
LA NUIT ET,
QUAND LE PAYS SE
RÉVEILLAIT, LA LOI
MARTIALE ÉTAIT
PROCLAMÉE »**

MEHMET DULGER
ancien conseiller de
Recep Tayyip Erdogan



Un soldat turc soupçonné d'avoir pris part au coup d'Etat manqué, à sa sortie d'un tribunal d'Istanbul, le 16 juillet. OZAN KOSE/AFP

qu'ils allaient me tuer.»

Sur la place Taksim, dans la partie européenne de la ville, où des soldats et des chars ont aussi été déployés, des centaines de personnes tentent de résister. C'est en ce lieu, hautement symbolique, que s'étaient rassemblés les opposants à Recep Tayyip Erdogan (alors premier ministre) au printemps 2013 pour dénoncer un projet immobilier voulu par la municipalité.

Sur Taksim, la foule, en rage, vitupère contre les soldats : « Regagnez vos bases ! Nous ne voulons pas de vous ici ! » Paniqués, les appelés tirent en l'air puis dans le tas. Les manifestants se mettent à courir. De violents accrochages entre loyalistes et putschistes ont lieu un peu plus loin, à Harbiye, autour de l'immeuble de la radio, il y a trois morts. Des chasseurs survolent les immeubles au plus près, dans un bruit assourdissant.

Le triomphe d'Erdogan

Samedi, des centaines de soldats se rendent aux forces de sécurité. L'acte final s'est joué sur les coups de 4 heures du matin à l'aéroport Atatürk d'Istanbul, où l'avion du président Erdogan a atterri. A ses partisans, nombreux à être venus l'accueillir, il déclare : « Ce soulèvement est un don de Dieu. Il nous aidera à nettoyer l'armée de ses

éléments factieux. » Le cerveau de la conspiration est alors désigné, il s'agit du prédicateur Fethullah Gülen et des membres de sa confrérie.

La population est félicitée pour être « descendue par millions » dans la rue. Une consigne : « Rester maître des rues », car « un nouvel accès de fièvre est toujours possible », écrit le numéro un turc sur son compte Twitter un peu plus tard. Le hashtag « Nous sommes les vigies » (#nöbetteyiz) est un succès sur Twitter. Ironiquement, il a été emprunté à l'opposition. Au printemps 2013, il avait servi de cri de ralliement aux opposants de M. Erdogan, rassemblés autour du parc Gezi, sur la place Taksim.

Depuis la nuit tragique, les appels des imams n'ont jamais cessé. Chaque soir, la salat retentit du haut des minarets, tandis que les militants de l'AKP occupent durablement les places des grandes villes. « Cette marche doit continuer, avec la bénédiction de Dieu, jusqu'à la dernière annonce que je vous ferai », a dit M. Erdogan, le 22 juillet, en sortant de la mosquée de son gigantesque palais présidentiel, à Ankara. Le triomphe du chef de l'Etat n'a pas de limites. Pour la première fois, l'opposition kémaliste du CHP, les ultranationalistes du MHP, le parti prokurde HDP se sont ralliés à sa cause.

Une vague de purges sans précédent est déclenchée, avec arrestations, tabassages, dénonciations, confessions. Ce sont 10 000 militaires, membres des services, magistrats qui sont ainsi arrêtés ; par ailleurs, 58 000 fonctionnaires sont mis à pied, les universitaires ont interdiction de quitter le territoire, plus de 10 000 passeports de service sont annulés. Les arrestations se font d'après des listes préétablies. Des mandats d'arrêt ont été délivrés contre 42 journalistes.

Samedi, le premier décret de l'état d'urgence a été publié au Journal officiel. Il prolonge le délai de garde à vue à trente jours (au lieu de quarante-huit heures), ordonne la fermeture de 1125 associations, de 35 hôpitaux, de 15 universités, de 19 syndicats, de 934 écoles dont les biens sont confisqués. Sorti de l'épreuve en héros, le président turc se fait désormais appeler « généralissime ». ■

MARIE JÉGO ET MARC SEMO

Erdogan « prête » la place Taksim à la gauche

AGITANT ELLE AUSSI LES COULEURS NATIONALES au milieu de l'immense foule hérissée de drapeaux massée sur la place Taksim, au cœur d'Istanbul, la jeune femme ne cache pas son émotion. « C'est la première fois depuis Gezi que nous pouvons à nouveau manifester ici », explique Melis, jeune informaticienne. Elle est là, comme les quelque 100 000 personnes réunies, à l'appel du CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate et principale force d'opposition) pour dénoncer les militaires putschistes. « Ni diktat, ni dictature : la démocratie. »

Mais cette place est un symbole. Depuis l'écrasement du grand mouvement de protestation du printemps 2013 lancé pour la protection du parc Gezi, Taksim, qui en avait été le cœur, est interdite aux manifestations, alors même que depuis des décennies elle est le lieu des grands cortèges de la gauche. Depuis une semaine, elle avait été occupée par les partisans du pouvoir islamo-conservateur y célébrant l'échec

des putschistes. Mais le président, Recep Tayyip Erdogan, se pose désormais en rassembleur de la nation et a accepté de la rendre pour un soir au CHP, héritier proclamé de Mustafa Kemal, le fondateur de la République.

« Ce jour est un jour d'unité, un jour où nous nous levons contre les coups d'Etat et les régimes dictatoriaux », martèle Kemal Kilicdaroglu, le dirigeant de ce parti. Les chaînes progouvernementales ont même diffusé en direct son discours. Il a publié une « déclaration de Taksim » condamnant la tentative de coup d'Etat et appelant à la réconciliation nationale.

La main tendue vers l'AKP (Parti de la justice et du développement, islamo-conservateur) inquiète les militants. Helin, jeune universitaire, soupire : « Eux et nous sommes contre les militaires putschistes. Mais nous et les islamistes avons des rêves diamétralement opposés pour l'avenir de ce pays. » ■

M. SE.

Erdogan's revenge

Turkey's president is destroying the democracy that Turks risked their lives to defend



MUCH is unknown about the attempted military coup in Turkey on the night of July 15th. Why was it botched so badly? How far up the ranks did the conspiracy reach? Were the putschists old-style secularists, as their initial communiqué sug-

gested; or were they followers of an exiled Islamist cleric, Fethullah Gulen, as the government claims?

But two things are clear. First, the people of Turkey showed great bravery in coming out onto the streets to confront the soldiers; hundreds died (see pages 14-15). Opposition parties, no matter how much they may despise President Recep Tayyip Erdogan, united to denounce the assault on democracy. Better the flawed, Islamist-tinged strongman than the return of the generals for the fifth time since the 1960s.

The second, more alarming conclusion is that Mr Erdogan is fast destroying the very democracy that the people defended with their lives. He has declared a state of emergency that will last at least three months. About 6,000 soldiers have been arrested; thousands more policemen, prosecutors and judges have been sacked or suspended. So have academics, teachers and civil servants, though there is little sign they had anything to do with the coup. Secularists, Kurds and other minorities feel intimidated by Mr Erdogan's loyalists on the streets.

The purge is so deep and so wide—affecting at least 60,000 people—that some compare it to America's disastrous de-Baathification of Iraq. It goes far beyond the need to preserve the security of the state. Mr Erdogan conflates dissent with treachery; he is staging his own coup against Turkish pluralism. Unrestrained, he will lead his country to more conflict and chaos. And that, in turn, poses a serious danger to Turkey's neighbours, to Europe and to the West.

One more earthquake

The failed putsch may well become the third shock to Europe's post-1989 order. Russia's annexation of Crimea and invasion of eastern Ukraine in 2014 destroyed the idea that Europe's borders were fixed and that the cold war was over. The Brexit referendum last month shattered the notion of ineluctable integration in the European Union. Now the coup attempt in Turkey, and the reaction to it, raise troubling questions about the reversibility of democracy within the Western world—which Turkey, though on its fringe, once seemed destined to join.

The turmoil is unsettling NATO, the military alliance that underpins Europe's democracies. Without evidence, Mr Erdogan's ministers blame America for the coup; they have demanded that it extradite Mr Gulen, who lives in Pennsylvania, or risk Turkey turning its back on the West. Electricity to the military base at Incirlik, a hub of American-led air operations against Islamic State (IS), was cut off for a time. Were Turkey an applicant today, it would struggle to qualify for NATO; yet the alliance has no means to expel a member that goes bad.

With the second-largest armed forces in NATO, Turkey has been the forward bastion of the West, first against Soviet totali-

tarianism and then against the chaos of the Middle East. In the early years of government under Mr Erdogan's Justice and Development (AK) party, the country became the model of a prospering, stable Muslim democracy. It sought peace with the Kurdish minority, and the economy grew healthily thanks to sensible reforms. The EU opened membership negotiations with Turkey in 2005.

But since major protests in 2013 against plans to build over Gezi Park in Istanbul, and then a corruption scandal, Mr Erdogan has become ever more autocratic. His regime has jailed journalists, eviscerated the army and cowed the judiciary, all in the name of rooting out the "parallel state" Mr Erdogan claims the Gulenists have built. As a cheerleader for the overthrow of Syria's president, Bashar al-Assad, he turned a blind eye to the passage of jihadists through Turkey. Mr Erdogan wants a new constitution to allow himself to become an executive president, though he hardly lacks power. He has abandoned all caution to achieve it, not least by letting peace talks with the Kurds break down. Turkey now faces a double insurgency: by the Kurds and the jihadists.

Autocrats R Us

Handled more wisely, the failure of the coup might have been the dying kick of Turkey's militarists. Mr Erdogan could have become the magnanimous unifier of a divided nation, unmuzzling the press, restarting peace talks with Kurds and building lasting, independent institutions. Instead he is falling into paranoid intolerance: more like the Arab despots he claims to despise than the democratic statesman he might have become.

Granted, the AK party has won every election since 2002. But Mr Erdogan's view of democracy is distinctly majoritarian: though only about half of Turks vote for him, he thinks he can do what he wants. It will be principally for Turks themselves to check their president, by peacefully resisting his power grabs and backing his opponents at the ballot box.

Turkey's Western friends must urge Mr Erdogan to exercise restraint and respect the law. But what if he will not listen? Turkey is a vital ally in the war against IS. It controls the south-eastern approaches to Europe, and therefore the flow of everything from natural gas to Syrian refugees. Europe cannot change geography, but it can make itself less vulnerable, starting with a proper system to control the EU's external frontiers and handle asylum-seekers. And although Mr Erdogan holds many cards, he is not immune from pressure. Just before the coup he patched up relations with Israel and Russia.

Mr Erdogan's greatest success—the economy—has become his weak point. Many tourists are now too frightened to visit, so the current-account deficit will only gape wider. To stay afloat the country needs foreign investment and loans, so it must reassure foreigners that it is stable. With Mr Erdogan acting like a vengeful sultan, that will be hard.

The repercussions of the putsch will be felt for a long time. The coup-makers killed many fellow Turks, discredited the army, weakened its ability to protect the frontier and fight terrorists, rattled NATO and removed the restraints on an autocratic president. A terrible toll for a night of power-lust. ■

Briefing Turmoil in Turkey

The Economist July 23rd 2016



After the coup, the counter-coup

ANKARA, GAZIANTEP AND ISTANBUL

The failed putsch was the bloodiest Turkey has seen; the backlash is as worrying

THE brutality of the soldiers' power-grab still horrifies many Turks. Each day brings fresh footage and stories of what took place during the long, bloody night between July 15th and 16th: one mobile-phone video shows a group of bystanders near the presidential palace in Ankara overwhelmed by the blast of an air strike; another captures a man diving to the ground between the tracks of a tank to avoid being crushed, rising to his feet, then falling again to save himself from another one; a third records soldiers shooting down unarmed protesters.

Stories are told of how the rebels kidnapped their commanders. The chief of general staff, General Hulusi Akar, was told by his aides to sign a declaration of martial law. When he refused, they tightened a belt around his neck, but he would not yield. He survived the ordeal.

This was hardly the first time that Turkish soldiers had tried to seize power. Forged in military revolt, modern Turkey has seen the generals topple four governments since the 1960s, sometimes ruling directly, sometimes indirectly (see chart on next page). Even when civilians have been in charge, the army has lurked in the background as the self-appointed guardian of secularism against Islamists and other radicals. The latest putsch was the bloodiest

yet: more than 230 people died, among them 145 civilians who had taken to the streets to confront the rebellious soldiers.

The government's backlash has been harsh, too. "This uprising is a gift from God to us because this will be a reason to cleanse our army," declared Recep Tayyip Erdogan, Turkey's Islamist-tinted president, a few hours after he triumphantly returned to Istanbul to reclaim the country.

He proved as good as his word. On July 20th the government declared a state of emergency for at least three months. Roughly 6,000 servicemen have been arrested, among them about 100 generals and admirals. Nearly 8,000 policemen have been sacked; almost 3,000 judges and prosecutors have been suspended or detained. University academics, teachers and civil servants—including some 250 from the prime minister's office—have been pushed out.

Altogether more than 60,000 people have been purged for suspected links to Fethullah Gulen, a Muslim cleric exiled in America. His movement emphasises education; but his devotees are accused of infiltrating the government and fomenting the coup. Mr Gulen was for years an ally of Mr Erdogan, never more so than when Gulenist prosecutors were busy purging the military "deep state" on charges of foment-

ing a putsch. But when they started digging into corruption in Mr Erdogan's entourage, the Gulenists were treated as a "parallel state" to be extirpated. The defeat of the latest coup seems to have opened the way for Mr Erdogan's counter-coup.

Mehmet Simsek, the deputy prime minister, declares reassuringly: "Some of these measures might seem like a wholesale purge, but they are aimed at minimising the aftershocks after the earthquake." Turkey's Western allies are pleading for restraint (see next story).

The identity of the plotters, and their motives, remain murky. They had impressive resources at their disposal: F-16 fighter-jets, aerial refuelling tankers, helicopter gunships and transporters, and tanks. Units took over parts of Istanbul and Ankara, but commandos missed capturing Mr Erdogan at an Aegean resort by less than an hour. The rebels bombed the police and intelligence-service headquarters in Ankara, but did not knock them out.

Face time with Erdogan

Crucially, an air strike on the Turksat satellite broadcast station in Ankara failed to put it out of service. This meant that, even though the coup-makers took over the state broadcaster, private television networks continued to operate freely. The ►►

▶ turning-point came when Mr Erdogan, hitherto a critic of internet activism, called a television station with his phone's video app to urge followers to take to the streets.

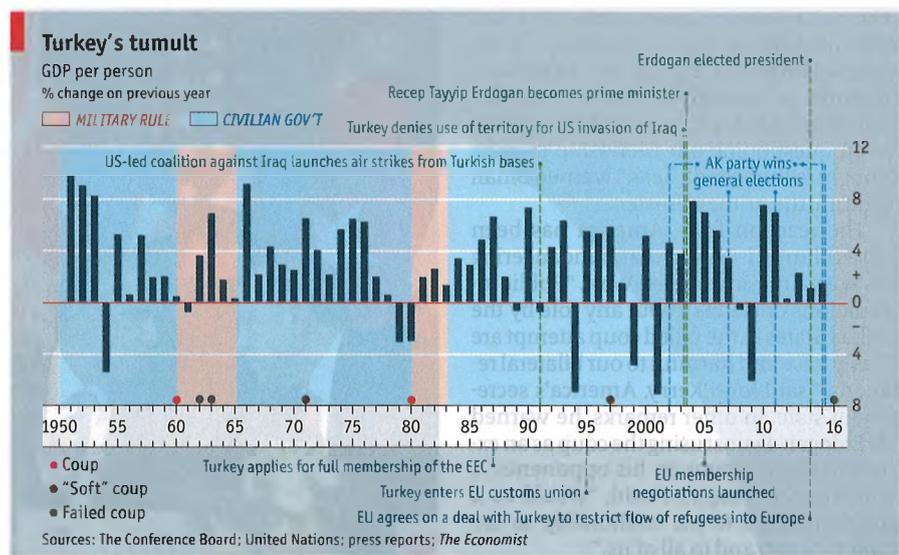
As crowds surrounded pockets of rebel soldiers, the coup began to collapse. One Turkish ex-officer said it was madness to stage a coup at ten in the evening when the streets were still crowded. "Coups have to be carried out when everyone is asleep, so they wake up and it's all over."

So badly was the coup botched, and so well has it played into Mr Erdogan's hands, that many of his opponents now think it was choreographed by the government all along. A more likely explanation is that it was a desperate, almost suicidal attempt to preclude an expected wave of arrests and demotions in the army this summer. Officials in Ankara acknowledge they had a list of officers suspected of plotting the coup but failed to nip it in the bud. "The network had been mapped as part of an investigation that, to be frank, did not consider an actual coup very likely," says one.

Turks' sacrifice in defence of their institutions—not just supporters of the ruling Justice and Development (AK) party but also of the opposition—offered Mr Erdogan a perfect opportunity to heal a country beset by growing terrorist violence and political divisions over his autocratic manner. The entire parliamentary opposition and what was left of the free media, which Mr Erdogan despises, denounced the plotters. "There was some level of dialogue, a level of solidarity we have not seen in years, something that could have been built on," says Nigar Goksel of the International Crisis Group, a think-tank. Instead Mr Erdogan has squandered the opportunity, preferring to expunge his enemies, real or imagined, and extend his power.

Every night, crowds of distinctly Islamic flavour gather in town squares to hold vigils and deter any other would-be putschists. In the southern city of Gaziantep, where during the coup the governor blockaded the local army base with lorries and other vehicles, loudspeakers broadcast music reflecting the lurches of Turkey's modern history: the drumbeat of Ottoman-era Janissaries, the national anthem of the ardently secular Kemalists and Islamic mantras set to techno beats. "Yallah. Bismillah. Allahu akbar," intones the crowd. Many give the four-finger salute first used by Islamists in Egypt after the army overthrew their elected president.

Crowds hold up effigies of Mr Gulen. One banner in Taksim Square in Istanbul called him "Satan's dog", proclaiming: "We will hang you and your dogs with your own leashes." Mr Erdogan says he may indeed reinstate the death penalty. He has resurrected a project to build a mosque in Istanbul's Taksim Square and convert a nearby park into a replica of an Ottoman barracks—a plan that sparked mass protest



ests, violently suppressed, in 2013.

The longer Mr Erdogan whips up his alliance of Islamists and nationalists the greater the danger of ethnic and sectarian violence—including against secularists, liberals, Alevis and Kurds. In the south-eastern city of Diyarbakir, a Kurdish stronghold, activists are bracing for a round-up. "I'm waiting for the knock on the door," says one Kurdish journalist after AK activists blacklisted her on social media.

Another concern is that Turkey's security forces are being dangerously hollowed out by the purges at a time when they are confronted by the twin menaces of Kurdish and jihadist attacks. "We would not have such losses to the officer corps if we had fought a conventional war for eight years," says Haldun Solmazturk, a former brigadier-general.

As with previous challenges to his rule, the coup attempt has left Mr Erdogan stronger, or at least more autocratic. For years, he suspected an unholy alliance of foreign and domestic foes of conspiring to topple him. Now that he has survived a real coup, Mr Erdogan may give free rein to his authoritarian instincts and seek new executive powers.

How far will he go? Some are not sticking around to find out. The day after the coup attempt, a newly wed couple swept incongruously into a restaurant near Taksim Square, alarmed and elated in equal measure. They had decided to go ahead with their wedding despite the previous night's gunfire, explosions and roar of fighter jets. But they were fed up: in a few days they would be leaving for Germany. They were not expecting to come back. ■

Turkey and the world

Running out of friends

BRUSSELS, CAIRO AND ISTANBUL

Recep Tayyip Erdogan drifts away from America, NATO and the EU

OVER the decades Turkey's relations with America, its principal military ally, have withstood coups, skirmishes with Greece (a fellow NATO ally) and the invasion of Cyprus in 1974. Of late, however, the friendship has grown testier, particularly over the civil war in Syria and the American-led campaign against Islamic State (IS). With the failed coup, ties are close to openly hostile.

One Turkish minister, Suleyman Soylu, claimed (with no evidence) that America was behind the putsch. Pro-government media teemed with conspiracy theories. In *Yeni Safak*, a daily newspaper, Aydin Unal,

an MP from President Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development (AK) party, even suggested that American army officers disguised as Turkish ones had taken part in the fighting. For a time the government cut off electricity to Incirlik air base, from which America conducts air raids against IS. Some of the planes that took part in the failed coup were said to have been stationed there; the Turkish commander of the base was arrested.

A more contentious issue is the presence in America of Fethullah Gulen, the head of an Islamist movement that was once allied with Mr Erdogan but has be- ▶▶

come his nemesis. Turkey wants Mr Gulen extradited (he denies involvement in the coup, and denounces it). If America insists on evidence to satisfy its courts—beyond a four-volume dossier provided by Turkey—“even questioning our friendship may be brought to the agenda here,” warned Binali Yildirim, the prime minister.

The reaction from America has been just as blunt: it is Turkey that is endangering ties with America and the West. “Public insinuations or claims about any role by the United States in the failed coup attempt are utterly false and harmful to our bilateral relations,” said John Kerry, America’s secretary of state. In other remarks, he warned Mr Erdogan against using the coup as an excuse to clamp down on his opponents. A wide-ranging purge, he said, “would be a great challenge to his relationship to Europe, to NATO and to all of us.”

Were Turkey applying for NATO membership today, it would have little chance of success. Under the terms of NATO’s “membership action plan”, applicants are required “to have stable democratic systems, pursue the peaceful settlement of territorial and ethnic disputes, have good relations with their neighbours, show commitment to the rule of law and human rights, establish democratic and civilian control of their armed forces, and have a market economy.” As things stand, Turkey only ticks the last box. The Washington treaty, which established NATO in 1949, allows for a member to leave after giving 12 months’ notice, but there is no provision for expelling one.

America’s defence secretary, Ash Carter, makes no secret of his distaste for Mr Erdogan. He was infuriated by Turkey’s refusal to allow American aircraft to strike IS from Incirlik until this time last year. If the base again becomes a bargaining chip, calls from Congress to abandon it for another one elsewhere will grow louder.

In recent months tensions have run high over America’s de facto alliance with the Syrian Kurdish militia known as the People’s Protection Units (YPG). It is regarded by America as the most effective ground force against IS in Syria; but it is seen by Turkey as closely related, if not identical, to the Kurdistan Workers’ Party (PKK), which has resumed its decades-long insurgency for autonomy inside Turkey.

Several American pundits ask whether Turkey is still a reliable ally. Among their reasons for doubting it are Mr Erdogan’s disregard for democratic liberties, his self-harming Syria policy and his penchant for stirring up the AK party’s religious base with crude anti-American rhetoric.

Turkey’s relations with the EU, by far its largest trading partner, have been no less fraught. In March, in exchange for Turkish efforts to reduce the flow of refugees and other migrants to Greece, the EU made several promises. It agreed to revive Turkey’s



Lost in interpretation

stalled accession bid, accelerate the abolition of short-term visas for Turkish tourists and businessmen, and fund Turkish efforts to support refugees. The deal was heavily criticised, in part because it relied on the EU designating Turkey a “safe country” for refugees. Now its first two elements, at least, may be in jeopardy.

Mr Erdogan would be wise not to create more enemies than he already has. For this reason, some EU officials believe he will honour the migrant deal. Moreover, Mr Erdogan no longer enjoys the leverage he did last autumn, when thousands of refugees were crossing from Turkey to Greece every day. The western Balkan route that most migrants followed on their way to Europe’s heart is now closed, and word has spread quickly. Even with the full co-operation of the Turkish gendarmerie and coastguard, migrants would have little reason to try their luck in Greece, for they could not easi-

ly go farther.

Under the terms of the deal most arrivals in Greece were supposed to be returned to Turkey to have their asylum claims processed. But asylum adjudicators in Greece often refuse to send migrants back. The unfolding chaos in Turkey presents them with a fresh argument not to deport anyone. The groaning camps on Greek islands hold around 9,000 asylum-seekers, and are swelling daily.

Moreover, Turkey may be less willing to accept returns if it does not win visa-free access to the EU’s Schengen passport-free zone. European officials had hoped for a breakthrough in the autumn, but European governments (and the European Parliament) that must sign off on the visa deal will be less minded to overlook Mr Erdogan’s excesses.

The accession process, which has never been easy, is also on the rocks. At a summit this week EU foreign ministers declared firmly that Mr Erdogan’s threatened re-introduction of the death penalty would kill Turkey’s candidacy. Germany, the most important advocate of the migrant pact, was particularly tough. A spokesman for Angela Merkel, the chancellor, condemned the “revolting scenes of caprice and revenge” against Turkish soldiers; Mr Erdogan’s subsequent purges of judges raised “profound and worrisome questions”.

The challenge for Europe is to find a way to argue that Mr Erdogan remains a credible partner in managing migration without tempering its criticism of his growing authoritarianism. Some worry that the next wave of asylum-seekers to Europe will be Turkish citizens.

The upheaval in Turkey matters to the Arab world, where Mr Erdogan has played an influential role. Mainstream Syrian rebel groups, squeezed around Aleppo, fear abandonment by Turkey. Newspapers in Egypt—a country run by Abdel-Fattah al-Sisi, a general who seized power in a coup and has been bitterly at odds with Mr Erdogan over his support for the Muslim Brotherhood—ran hopeful headlines announcing that the Turkish president had been overthrown. With no hint of irony, they now denounce his crackdown.

Can allies persuade Mr Erdogan to change course? Intriguingly, just before the coup attempt he acted to end two diplomatic rows. In June he struck a deal with Israel to normalise relations, which had broken down in 2010 after Israeli forces killed nine Turkish citizens trying to breach a naval blockade of Gaza. Mr Erdogan also apologised to Russia for shooting down a Russian fighter jet in November when it briefly entered Turkish airspace (hence the nervousness of Syrian rebels). But neither Israel nor Russia can substitute for Turkey’s military ties with America, or its economic ones with Europe. Whether Mr Erdogan realises that is another matter. ■



Politics in Kurdistan

It is true that the president of the Kurdistan region, Masoud Barzani, is in office beyond the mandate originally agreed to by all parties, but this is primarily because of a constitutional disagreement ("Dream on hold", July 9th). Mr Barzani heads the Kurdistan Democratic Party and it wants popular elections to determine who should be president.

There is some background to this. In June 2005 Mr Barzani was elected president by the Kurdish parliament for the first time. A faction within the

Patriotic Union of Kurdistan, which later formed a new party, Goran, demanded that the president should be directly elected by the people, which is what happened in 2009. Mr Barzani received 70% of the vote in a direct election. Four years later, his mandate was extended for another two years by a majority vote in Kurdistan's parliament.

Subsequently, political deadlock has developed, but your readers were not told why. The Kurdistan region had drafted and agreed on, but not

issued or ratified, its constitution. Therefore its draft constitution is not in force. The draft envisaged a presidential, French-style system, under which the position of president would constitutionally be limited to two terms.

But in 2013, the very same faction that had previously demanded popular elections to elect the president came up with a new demand: the president should be elected by the parliament. Goran blocked the ratification of the constitution and has prevented the draft, previously the subject of an all-party agreement, from being sent to the public for ratification.

As such, Mr Barzani has remained president until the constitutional deadlock can be resolved. Given that the Kurdistan region is at war with Islamic State, providing the boots on the ground for the coalition effort, it is the view of many if not most in Kurdistan that the president, as commander-in-chief of the Peshmerga, is providing much needed stability.

SAFEEN DIZAYEE
Spokesperson of the Kurdistan
Regional Government
Erbil

LA CROIX 27 juillet 2016

Syrie: un attentat fait 44 morts et 170 blessés dans une attaque suicide anti-kurde

La Croix (avec AFP), le 27/07/2016
www.la-croix.com

Un attentat, qui visait visiblement ces positions kurdes, a causé la mort de 44 personnes et en a blessé 170 mercredi 27 juillet à Qamichli, selon un bilan de la télévision officielle syrienne. Confirmant les événements, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme avait auparavant fait état de 14 morts.

« Le plus gros attentat jamais perpétré dans la ville »

Les images de la zone touchée révèlent un quartier dévasté, une chaussée recouverte de débris et des immeubles gravement endommagés. Un correspondant de l'AFP, citant une source des forces de sécurité kurdes (Assayech), fait état « du plus gros attentat jamais perpétré dans la ville » de Qamichli. Les dégâts seraient très importants et il y aurait des corps ensevelis sous les décombres.

Cette même source a indiqué que l'attentat avait été perpétré par un kamikaze qui s'était fait exploser à bord d'un gros camion, près d'un point de contrôle proche de la « zone autonome » kurde et de son organisme chargé des questions de défense. Si les premières informations évoquaient un double attentat, c'est parce que l'explosion du camion aurait provoqué celle d'un réservoir de gaz, entraînant deux déflagrations distinctes.

L'agence de propagande Amaq, liée à Daech, a rapporté mercredi qu'un « kamikaze à bord d'un camion piégé a pris pour cible les QG des (forces)



Des Syriens non loin du lieu de l'attentat de Qamishli, le 27 juillet 2016. / DELIL SOULEIMAN/AFP

kurdes à Qamichli », avant de revendiquer officiellement l'attentat.

DES HÔPITAUX DÉBORDÉS

Le bilan devrait continuer à s'alourdir dans les heures qui viennent. Les hôpitaux sont déjà débordés par le grand nombre de victimes. Des appels aux dons de sang ont d'ailleurs été lancés par le gouverneur de la province concernée.

Qamichli est située au nord-est de la Syrie. Sa proximité avec la frontière turque en fait un endroit clé du conflit syrien. Les Kurdes ont établi dans la province de Hassaké environnante une « administration autonome ». La ville est

devenue l'un des camps de base des Kurdes, plusieurs organismes, comme celui chargé des affaires de défense y ayant élu domicile.

Des affrontements opposent dans cette région Kurdes et troupes de Daech, mais les forces gouvernementales syriennes y sont aussi présentes, rajoutant des difficultés pour les forces kurdes, pilonnées sur deux fronts. Par ailleurs, la Turquie bombarde également leurs positions. Cela n'empêche pas les Kurdes, en première ligne dans le combat contre Daech, d'avoir obtenu de probants succès face à l'organisation terroriste dans le nord et l'est du pays. Le groupe djihadiste avait répliqué par plusieurs attentats-suicides. ●

Islamic State suicide attack in mostly Kurdish Syria town kills 44



In this photo released by the Syrian official news agency SANA, Syrians carry the body of a victim from a building damaged in twin bombings in the Kurdish town of Qamishli, Syria, on July 27, 2016. (Handout)

July 27, 2016 Associated Press
<http://www.chicagotribune.com>

A suicide bomber riding an empty livestock truck laden with explosives blew himself up Wednesday in a crowded district in the predominantly Kurdish town of Qamishli in northern Syria, causing massive destruction and killing 44 people in a new attack claimed by the Islamic State group.

Residents and activists describe a huge explosion in the western district of the town Kurds call the capital of their self-declared autonomous enclave in northern Syria.

Hours after the early-morning explosion, rescue workers continued to search for survivors under the rubble of buildings, some of them totally leveled by the powerful blast. Most of the victims were civilians, who were lingering in the district that also houses a station for the Kurdish security forces. It was not immediately clear if any Kurdish fighters were among those killed.

"Terror is all I saw among the residents when I first arrived. I was shocked at the extent of destruction in the homes and shops," said Decile Husen, a 23-year old media activist who works with the Kurdish ANHA Hawar news agency, who got to the scene shortly after the 9.30 a.m. explosion.

"One home was reduced to rubble. Nothing was left of it," she said.

Qamishli, near the Turkish border, is mainly controlled by Kurds but Syrian government forces are present and control the town's airport.

The Kurds, Syria's largest ethnic minority, have carved out a semi-autonomous enclave in Syria's north since the start of the civil war in 2011, where they run their own affairs.

Separately, Syria's state news agency SANA reported a total blackout in nearby Aleppo province, blaming rebel groups for hitting the main power station in the provincial

and deeply divided capital. Government forces and allied troops have tightened the noose on the main rebel enclave in the city of Aleppo, urging fighters there to surrender. Humanitarian groups have warned of a major catastrophe if the siege on the rebel-held parts of Aleppo continued.

Kurdish officials said the IS militants targeted Qamishli in retaliation for the ongoing offensive they lead against Manbij, an IS stronghold east of Qamishli.

The predominantly Kurdish Syria Democratic Forces, backed by airstrikes and training from the U.S.-led coalition, have been the main force fighting IS on the ground in northern Syria. Kurdish forces have also been the most successful ground force in terms of reclaiming territory and towns from IS over the past two years.

In recent weeks, the Islamic State group has come under increasing military pressure in Iraq and Syria, losing Fallujah in Iraq and Palmyra in Syria. Its fighters are currently being besieged in Manbij.

In retaliation, the militant group has claimed a series of attacks it said were against members of the international coalition that have been fighting against it. The recent attacks in Germany and France were claimed by the group, which had urged its supporters around the world to take the war outside of Iraq and Syria.

In a statement published by the IS-linked Amaq news agency, the group said it carried out the attack in Qamishli, describing it as a truck bombing that struck a complex of Kurdish offices. In a later statement, it said the suicide bombing was in retaliation for the U.S.-led airstrikes in Manbij, threatening the Kurds specifically with more attacks.

The extremist group has carried out several bombings in Kurdish areas in Syria in the past.

Syrian state TV broadcast footage showing

people running away from a mushroom of gray smoke rising over the town and others running amid wrecked or burnt cars. Other footage showed the damage reaching side streets. Residents were carrying bloodied bodies on stretchers away from the scene while some climbed over the rubble, clearly searching for survivors.

Qamishli resident Suleiman Youssef, a writer, told The Associated Press by telephone that he heard the first explosion from a few miles away. He said the blasts leveled several buildings to the ground and many people were trapped under the rubble.

"Most of the buildings at the scene of the explosion have been heavily damaged because of the strength of the blast," he said.

Initial media reports said the first explosion was followed by an explosives-packed motorcycle a few minutes later in the same area. But later reports and footage showed a massive flame erupting, apparently from a gas canister, after the initial explosion.

Husen, the media activist and photojournalist, said fires erupted in some buildings and overturned cars. She said the explosives-laden vehicle was believed to be an empty livestock truck that went off in the main street, named after the nearby town of Amuda.

The commander of the Kurdish security forces, Joan Ibrahim, vowed to avenge the "dirty" attack, which he said came in retaliation for the siege imposed by the SDF on Manbij.

"We promise (our people) that we will take revenge from Daesh and its allies for martyrs, and wounded and for Qamishli," Ibrahim said in a recorded video message posted on the security forces' Facebook Page, using the Arabic acronym for IS. ■



Les pro-Erdogan occupent la nuit

Meetings, rondes à moto... la ferveur des supporters de l'AKP ne faiblit pas et inquiète.

Par
CÉLIAN MACÉ

Envoyé spécial à Istanbul



Des partisans du parti au pouvoir, jeudi, sur le pont du Bosphore. PHOTO PETROS GIANNAKOURIS. AP

Cela fait une semaine que leur chef est apparu, au milieu de la nuit, sur l'écran d'un téléphone pour leur ordonner de sortir dans les rues. Immédiatement, les supporters de l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir, se sont élancés. Par milliers, ils ont fait face aux soldats qui tentaient de renverser leur président. A leurs côtés, barant la route aux chars, des citoyens turcs de tous horizons politiques, révoltés par cette tentative de coup d'Etat. Mais alors que ces derniers sont rentrés chez eux le lendemain de cette nuit sanglante, les partisans de Recep Tayyip Erdogan, eux, reviennent chaque soir sur les lieux du «crime contre la démocratie». A Istanbul, leur ferveur ne diminue pas. Au contraire, sciemment entretenue par l'AKP, elle ne fait qu'augmenter. Chaque soir, les scènes de liesse sont les mêmes. En direction de la mairie, du centre de police, des ponts de la ville ou de la place Taksim – des lieux où les putschistes ont été repoussés le 15 juillet –, des kilomètres de bouchons se forment. Les klaxons sonnent quasiment en continu, des jeunes dansent sur le toit des camionnettes, les drapeaux sont omniprésents. Tous les transports publics sont gratuits, et des cars amènent les familles des quartiers éloignés. Ces rassemblements, à l'origine spontanés, sont devenus des meetings de plus en plus organisés. Désormais, chaque place dispose de son écran géant, de son éclairage, de sa sono, de son animateur. Trois chansons y sont diffusées en boucle : *Olürüm Türkiyem* («ma Turquie, je mourrai pour toi»), chère aux ultranationalistes; *Ceddin deden*, une marche militaire ottomane; et *Dombra*, un air traditionnel d'Asie centrale remixé pour la campagne électorale d'Erdogan. Même entonnés pour la dixième fois de la nuit, les tons graves de *Dombra* scandant le nom du maître du

pays syllabe par syllabe ont le pouvoir de mettre la foule en transe.

Entre 20 heures et 5 heures du matin, le peuple de l'AKP règne sur la ville. Dans le quartier très conservateur de Fatih, des centaines de manifestantes portent le tchador. Beaucoup de religieux qui, depuis les mosquées, incitent les croyants à tenir les rues, sont aussi présents. La circulation est entièrement bloquée. Des familles pique-niquent sur le bas-côté des routes, tandis que des jeunes survoltés agitent frénétiquement un drapeau géant en criant : «Allah bismillah, Allah akbar!»

Le point d'orgue de la soirée est bien sûr l'apparition du Président sur l'écran géant, vers minuit. Avec son allocution retransmise en multiplexe dans toutes les villes du pays, Erdogan galvanise ses troupes en état d'adoration. Le chef de l'Etat sait qu'il est en train d'écrire le chapitre le plus important de son propre mythe. Alimentant la légende, des speakers font l'éloge de la résistance démocratique incarnée par le président élu, cet homme qui, «par la grâce de Dieu», est toujours debout pour les guider.

Dans Istiklal, la grande rue qui mène à la place Taksim, le contraste est net entre la masse des manifestants de l'AKP et les promeneurs de ce riche quartier «européen» à la fois commerçant, touristique et festif. Tous les soirs, les familles pauvres d'Istanbul, bandeau rouge ou vert sur le front, remontent fièrement l'avenue en chantant des slogans religieux. Depuis que les bars et les clubs ont rouvert, elles croisent des étudiants, des artistes et des créatures nocturnes qui appartiennent à un autre monde. Désormais, c'est le

peuple d'Erdogan qui domine Taksim. Une revanche sur les manifestations de 2013 contre son autoritarisme, qui se déroulaient sur cette même place.

Toute la nuit, des jeunes à moto, à scooter ou sur des mobylettes de livraison effectuent des rondes dans la ville pour clamer leur victoire et leur amour d'Erdogan. Ivres d'un sentiment de puissance nouveau, ces bruyants convois s'aventurent parfois dans des quartiers d'opposition. Gazi, bastion de la gauche populaire peuplé de Kurdes et d'Alévis, en est un. Ici, les petites rues n'ont pas de nom, mais

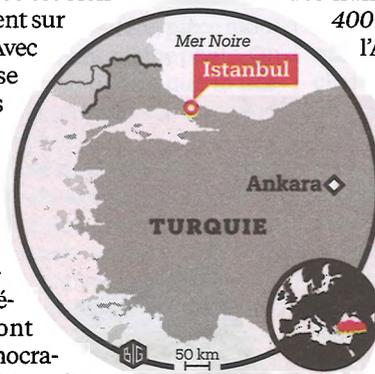
des numéros. Dimanche, «environ

400 fanatiques [supporteurs de l'AKP, ndlr] sont entrés dans le

quartier, protégés par la police, soi-disant pour sécuriser Gazi», témoigne Harun, 58 ans. «Certains avaient des couteaux, d'autres des pistolets, j'ai vu les armes. Ils criaient "Nous allons couper la tête des Alévis". On aurait dit des hommes de Daech.»

Harun et son fils sont sortis pour les chasser de la rue.

Au même moment, sa sœur Bedriye a été touchée à la cuisse par une balle, sur son perron. Depuis, les habitants de Gazi, en particulier les jeunes, surveillent les entrées du quartier. «La tension est permanente. Depuis quelques années, on nous fait la vie dure, mais maintenant, on craint le pire, raconte Nesli, étudiante de 19 ans. Les heurts avec la police sont quotidiens, les blessés aussi.» A Gazi, Taksim ou Fatih, chaque nuit depuis une semaine, les fractures du pays se réveillent. En excitant ses fidèles, Erdogan joue avec le feu : peu à peu, ses opposants sont en train de devenir ses ennemis. ◆



Erdogan tend la main à l'opposition et poursuit les purges

Le président turc a reçu les chefs de deux partis qu'il essaie de convaincre d'adopter sa réforme constitutionnelle

ISTANBUL - correspondante

Le gouvernement turc invite les trois partis d'opposition représentés au Parlement à « travailler à une nouvelle Constitution », a déclaré le premier ministre Binali Yıldırım, lundi 25 juillet. Promettant, dans un premier temps, « un petit changement » constitutionnel, le premier ministre n'a donné aucun détail sur la nature de celui-ci.

Favorable à l'idée d'une nouvelle Constitution pour remplacer l'actuelle, issue du coup d'Etat militaire de 1980, l'opposition en a longtemps débattu avec le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir depuis 2002, majoritaire au Parlement), sans résultat. Jusqu'ici, les kémalistes du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate, qui suivent l'idéologie fondée par Mustafa Kemal, dit Atatürk), les nationalistes du Parti d'action nationaliste (MHP) et les députés prokurdes du Parti démocratique des peuples (HDP) s'opposaient au projet de régime présidentiel fort voulu par le président du pays, Recep Tayyip Erdogan, dont ils dénoncent l'autoritarisme. Aussi le premier ministre s'est-il bien gardé, lundi, de la moindre allusion au renforcement des pouvoirs du « grand homme » (l'un des surnoms de M. Erdogan). Pour le président et son équipe, il s'agit de tirer parti de l'esprit de consensus né de la tentative de putsch raté. Aux premières heures du soulèvement, dans la soirée du vendredi 15 juillet, alors que les chasseurs des putschistes bombardaient Ankara, la capitale, les partis d'opposition et leurs militants ont pris fait et cause pour le président légitimement élu contre les militaires factieux.

« Entre un président légitime et un général putschiste, la question ne se posait pas », explique Süleyman Öztürk, 50 ans, militant de toujours du CHP, d'ordinaire plutôt critique de la politique dirigiste et autoritaire du numéro un turc. Comme des centaines de milliers de Turcs, Süleyman a pris

« L'exclusion du HDP de la scène politique turque, surtout après la tentative de coup d'Etat, est une réaction stupide »

SELAHATTIN DEMIRTAS
président du HDP (prokurde)

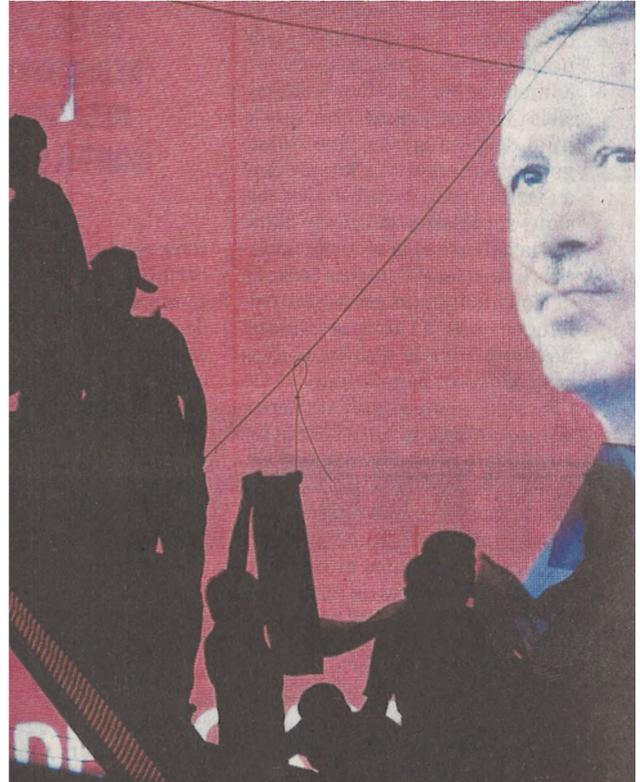
part, dimanche 24 juillet, au grand rassemblement organisé place Taksim, à Istanbul, par le CHP et auquel des élus de l'AKP ont participé sans aller jusqu'à reprendre les slogans scandés par la foule sur la laïcité. Mais, au-delà de cette unité de façade, bien des Turcs sont inquiets depuis l'instauration de l'état d'urgence, alors que les purges se poursuivent à un rythme soutenu.

13 165 fonctionnaires arrêtés

L'union affichée place Taksim s'est poursuivie lundi par une rencontre de M. Erdogan et de son premier ministre avec Kemal Kılıçdaroglu, le président du CHP, et avec Devlet Bahçeli, le chef du MHP. Fait inédit, les deux chefs de l'opposition ont fait le déplacement jusqu'au palais présidentiel, où ils avaient juré de ne jamais mettre un pied. Mais c'était avant la tentative de putsch.

Selahattin Demirtas, le président du parti prokurde HDP, n'avait, en revanche, pas été invité, alors qu'il avait condamné avec virulence le coup de force. « L'exclusion du HDP de la scène politique turque, surtout après la tentative de coup d'Etat, est une réaction stupide », a dénoncé M. Demirtas. Le HDP pourra, lui aussi, prendre part aux discussions sur la Constitution, a fait savoir le premier ministre Yıldırım.

Pendant trois heures, les hôtes du président ont discuté de l'après-coup d'Etat. M. Kılıçdaroglu a évoqué le manifeste en dix points élaboré par son parti pour inciter le gouvernement à se conformer à l'Etat de droit. A-t-il



Lors d'une manifestation de soutien au gouvernement, à Ankara, le 17 juillet.

été entendu? Rien n'est moins sûr, à en juger par les mandats d'arrêt émis lundi contre 42 journalistes, dont 11 auraient déjà trouvé refuge à l'étranger. Tous sont accusés d'avoir entretenu, de près ou de loin, des liens avec la confrérie du prédicateur Fethullah Gülen, désigné par le président Erdogan comme le cerveau de la tentative de putsch.

Survenu dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 juillet, jugulé assez rapidement, le soulèvement d'une partie de l'armée contre le pouvoir civil est la plus grave menace que le président Erdogan ait eue à surmonter en treize ans passés au pouvoir (trois mandats de premier ministre et un en tant que président).

Depuis lors, 13 165 fonctionnaires (militaires, policiers, magistrats, juges) ont été arrêtés ou placés en garde à vue, 58 000 personnes ont été mises à pied, près de

1 000 écoles et 15 universités ont été fermées et 1 125 associations ont été dissoutes. Dans le cadre de l'état d'urgence, le délai de garde à vue a été prolongé à trente jours.

L'ONG Amnesty International a dénoncé les privations de nourriture et d'eau, les injures, les menaces et, « dans les cas les plus graves », des coups, des viols et l'usage de la torture envers les prévenus. Ankara a beau démentir, les images de militaires aux visages contusionnés, apparues dans les médias ces derniers jours, en disent long sur la façon dont les aveux sont obtenus des putschistes. ■

MARIE JÉGO

Les curieux liens d'Erdogan avec l'armée

Près de quinze jours après une tentative de putsch, le Conseil militaire suprême se réunit ce jeudi pour réformer une armée que le président turc ne parvient pas à contrôler, malgré de précédentes purges.

ANNE ANDLAUER
ISTANBUL

TURQUIE La question va hanter, ce jeudi, le Conseil militaire suprême (YAS), grand rendez-vous annuel au cours duquel l'armée renouvelle ses commandements : pourquoi Recep Tayyip Erdogan qui, depuis fin 2013, présente l'imam en exil Fethullah Gülen comme une « menace pour la sécurité nationale » - au point de limoger ou de faire arrêter des milliers de policiers, juges, procureurs, journalistes et hommes d'affaires soupçonnés de lui obéir - avait-il jusqu'alors épargné les forces armées ? Comment des officiers aujourd'hui accusés de tentative de putsch ont-ils pu progresser dans la hiérarchie militaire, y compris après 2013, alors que le président turc désignait Gülen comme le leader d'une « organisation terroriste armée » ? « Pourquoi ne pas avoir commencé par nettoyer l'armée, là où c'était le plus dangereux ? », résume Mustafa Uzun, commerçant d'Istanbul et fidèle partisan de Tayyip Erdogan.

Nihat Ali Özcan, ancien major de l'armée de terre et analyste au centre de recherches Tepav, avance une raison pratique : « Dans le civil, il est très simple de limoger ou de promouvoir quelqu'un. Mais dans une structure pyramidale comme l'armée, c'est une autre paire de manches. Il faut des preuves pour écarter un haut gradé, en particulier un général. » L'explication pourrait suffire si l'armée turque n'avait déjà subi une purge massive. À partir de 2007, sous les noms de procès Ergenekon puis Balyoz, des centaines de militaires ont ainsi été arrêtés, jugés et condamnés pour « tentative de putsch ». Ceux-là n'étaient pas accusés d'agir au nom d'un prédicateur musulman, comme c'est le cas aujourd'hui avec Fethullah Gülen. Au contraire, il leur était reproché d'avoir comploté contre un gouvernement islamiste en brandissant l'idéologie kémaliste, celle du fondateur de la Turquie laïque, Mustafa Kemal Atatürk.

À l'époque, le gouvernement Erdogan et l'imam Gülen, doté de puissants réseaux dans la magistrature, avaient noué une alliance contre la vieille garde militaire. L'incarcération de centaines de gradés a généré un appel d'air, dont ont profité les soldats affiliés à Gülen. C'est en tout cas la thèse que défend aujourd'hui Recep Tayyip Erdogan, qui accuse les magistrats des procès Ergenekon et Balyoz d'avoir agi sur ordre du prédicateur. Car entre-temps, fin 2013, l'alliance avec l'imam a tourné au vinaigre après l'éclatement d'un scandale de corruption qui a fait vaciller le pouvoir d'Erdogan. Depuis, le président assure que Fethullah Gülen a juré de le renverser et promet de nettoyer l'Etat des « gülenistes ». Ces deux dernières années, la justice et la police ont effectivement fait les frais d'un nettoyage



Recep Tayyip Erdogan et le général Hulusi Akar, chef d'état-major des armées, qui avait été fait prisonnier par les putschistes durant la tentative de coup d'État (ici, à Ankara en février 2016). UMIT BEKTAS/REUTERS

massif. L'armée, elle, restait étrangement préservée. Un « oubli » qui surprend, au vu du nombre de militaires arrêtés après la tentative de putsch (près de 9 000, dont plus du tiers des généraux turcs).

Boulevard aux putschistes

« Si l'on tient compte des politiques de nomination, des durées de service, de l'agence-ment hiérarchique... Il a fallu au moins trois-quatre ans pour mettre ce plan de putsch en action », commente le chercheur Nihat Ali Özcan. Autant d'années pendant lesquelles le Conseil militaire suprême (YAS) n'a en rien « nettoyé » les commandements. Au contraire : selon Ahmet Zeki Üçok, ancien procureur militaire qui a conduit en 2009 la première enquête sur les réseaux de l'imam Gülen au sein de l'armée turque, les dernières réunions du YAS ont ouvert un boulevard aux putschistes du 15 juillet. Le magistrat à la retraite en veut pour preuve la liste des généraux arrêtés depuis le coup manqué, dont on ignore toutefois s'ils ont tous joué un rôle et, même lorsque tel est le cas, lesquels ont agi au nom de Gülen ou pour d'autres motivations idéologiques ou intérêts particuliers.

Reste que les chiffres avancés par l'ancien procureur donnent à réfléchir. Selon lui, 70 % des généraux 1 étoile promus lors du YAS de 2015 sont aujourd'hui incarcérés. Même sort pour 23 % des généraux 2 étoiles et 34 % des généraux 3 étoiles promus l'année dernière. Ahmet Zeki Üçok livre des ratios similaires pour les YAS de 2014 et 2013. Il estime que l'état-major n'a pas vu ou pas voulu voir les velléités putschistes de certains de ses généraux, amiraux et officiers, et ce malgré plusieurs enquêtes dont celle d'un procureur d'Izmir, Okan Bato, qui devait mener le 16 juillet à plusieurs arrestations (certains y voient d'ailleurs l'une des raisons du déclenchement du putsch dans la nuit du 15 au 16). « Un membre de l'état-major auquel j'avais donné ces listes

m'a répondu : « Nous faisons le nécessaire. Nous avons mis en retraite 15 personnes lors du dernier YAS [de 2015] et nous en mettrons 14 de plus en retraite lors du prochain YAS ». Ils pensaient qu'ils n'étaient que 29 ! », a raconté Zeki Üçok, reprochant à l'état-major d'avoir bloqué certaines enquêtes.

Pourquoi un tel aveuglement ? Dursun Çiçek, élu du Parti républicain du peuple (CHP, opposition), ancien colonel de marine, avance deux explications : « D'abord, il faut savoir que ces gens étaient doués de capacités hors du commun pour se dissimuler. Nous avons des soupçons mais rien de très concret, indique ce militaire incarcéré pendant quatre ans dans le cadre du procès Ergenekon. Surtout, ni le gouvernement ni l'état-major ne les croyaient capables d'une tentative de coup. Ils les voyaient comme un groupe religieux qui cherchait à tirer les ficelles en s'infiltrant dans l'appareil d'État. » Selon d'autres observateurs, les envies de purges du président Erdogan ont pu se heurter à la réticence de l'état-major, soucieux de l'efficacité de ses forces engagées dans une guerre intense contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le Sud-Est anatolien. Les chefs de l'armée turque ont aussi pu avoir à cœur de ne pas répéter les épisodes traumatisants des procès Ergenekon et Balyoz, qui avaient porté un coup sévère à l'institution militaire.

Recep Tayyip Erdogan n'a-t-il pu contrecarrer le complot qui se préparait dans les forces armées, l'a-t-il sous-estimé, ou a-t-il attendu que ses ennemis sortent de leur tanière pour purger cette armée en laquelle il n'a jamais eu totalement confiance ? Les réponses manquent encore. Elles seront pourtant cruciales pour comprendre les erreurs, négligences ou complicités qui ont mené au coup d'État avorté du 15 juillet. ■

Turkey plot sped up a long-expected purge

ANKARA, TURKEY

Intelligence service spent years compiling dossiers on thousands of citizens

BY BEN HUBBARD, TIM ARANGO
AND CEYLAN YEGINSU

Night had fallen and the weekend had begun, but the head of Turkey's spy agency remained at work in the main security compound in Ankara, struggling to track reports of strange military activities across the country.

Suddenly, a roar of gunfire erupted as a fleet of choppers blasted the gates of the compound. As guards fired into the air, a helicopter tried to land beside the agency while others dropped ropes to send down commandos, according to an official who was inside at the time.

More than a sudden attack on the government, the attempted coup this month has emerged as a turning point in a yearslong struggle for control of the Turkish state. The battle lines were clear: allies of President Recep Tayyip Erdogan against a collection of adversaries, including members of the military and followers of Fethullah Gulen, a Muslim cleric who leads a secretive religious movement from his self-exile in Pennsylvania.

The attempted coup was sudden, but agents inside the intelligence service had long feared that a fifth column was taking shape in Turkey and had spent years compiling dossiers on tens of thousands of citizens, scrutinizing their pasts for any hints of rebellion or links to Mr. Gulen.

As dramatic and violent as the night was, the aftermath has been equally stunning. Mr. Erdogan has imposed a sweeping purge, labeling tens of thousands of civil servants and others as potential enemies of the state.

While most Turkish officials say that followers of Mr. Gulen spearheaded the plot, it remains unclear whether the attempt was ordered up by Mr. Gulen himself and how much support the plotters received from other parts of Turkish society. Mr. Gulen has denied any involvement.

In the short term, the purge has threatened to cripple a state already deeply divided and infected with widespread distrust and uncertainty.

But in the long term, it could mean a complete — almost revolutionary — reordering of the state. There is already talk of devising a committee system to

judge the guilt or innocence of those charged, the kind of extrajudicial process that might further stoke divisions, turning citizens against each other.

Mehmet Simsek, Turkey's deputy prime minister, said on Thursday that he expected senior figures would be empowered to form committees to make rulings on the people in their sectors.

Trying to grasp for historic parallels to the upheaval, historians and analysts have compared this purge to Mao Zedong's cultural revolution in China in the 1960s and '70s, and to the Islamic revolution in Iran in 1979.

"Mao and the Iranian revolution are the ones that come to mind," said Henri J. Barkey, a longtime expert on Turkey who is the director of the Middle East Program at the Woodrow Wilson International Center for Scholars. "But these were revolutions. You expect this."

He added, "So the interesting question is, Is Erdogan having his own revolution? He is going to completely restructure the Turkish state."

That has raised fears of a prolonged witch hunt reminiscent of the McCarthy era in the United States in the 1950s.

Already, the country's education system is stretched, with tens of thousands of teachers fired and every single university dean, more than 1,500 in total, forced to resign.

"We were given no information as to what will happen next," said Ugur Tanyeli, dean of the faculty of architecture at Bilgi University in Istanbul. "We were just asked to resign, and we resigned."

Many have wondered how the gov-

ernment could so quickly identify so many alleged traitors. The answer, Turkish officials say, is that they had been preparing for this for years.

Mr. Erdogan's supporters are fairly candid on that point, saying that before the attempted coup, the government had been compiling lists of military officers and other officials who were suspected of loyalty to Mr. Gulen. But since they did not have sufficient evidence to convict them in court, they planned to sideline them over time, Mr. Simsek, the deputy prime minister, told reporters on Thursday.

"We knew a lot, but either we didn't have enough legal basis or the time" to remove the Gulenists from government, he said.

Those efforts got a boost earlier this year, when Turkey's intelligence service captured a secret communications channel used by Mr. Gulen's followers, revealing tens of thousands of names and identification numbers, according to a Turkish security official who spoke on condition of anonymity to discuss intelligence matters.

Those included 600 military officers whose names were shared with the armed forces so that they could be sidelined when the military announced new promotions in August. But Mr. Gulen's followers learned that they had been uncovered and planned the coup to preempt their sidelining, officials said.

The coup was scheduled to begin at 3 a.m. on July 16, a date chosen partly because the head of the Air Force, Gen. Abidin Unal, and other commanders were attending a wedding in Istanbul the night before, according to officials.

But on the afternoon of July 15, the spy agency received reports of strange activity at a military facility in Guvercinlik, in southwest Turkey. That evening, the intelligence chief, Hakan Fidan, shared what he knew with the chief of the General Staff, Gen. Hulusi Akar, with his deputy, and with the head of the army in a meeting at their headquarters, the security official said. >



BULENT KILIC/AGENCE FRANCE-PRESSE

Turkish soldiers detained after the failed coup arrived at a court in Istanbul on Wednesday.

➤ He apparently did not notify Mr. Erdogan, who said in a television interview this week that he learned about it hours later from his brother-in-law. Whenever he found out, it was just in

time: He managed to elude a team of commandos dispatched to capture him while he was vacationing in the resort town of Marmaris.

The putschists apparently realized that their plot had been uncovered, so they hastily began the coup on Friday night, coordinating moves across the country through the messaging platform WhatsApp, according to security officials.

As the army closed off bridges in Istanbul and fighter jets set off sonic booms over the city, renegade soldiers attacked government sites across the capital, Ankara, including the military headquarters, where they captured the three top military officers who had been briefed that afternoon. Guards repelled the attack on the intelligence headquarters.

“The sense at the Prime Ministry was that if this was in the chain of command, nothing could be done,” said Cemalettin Hasimi, a senior adviser to Prime Minister Binali Yildirim.

Once it became clear that the army leadership had not endorsed the military action, Mr. Hasimi tried to head to Parliament, only to learn that it had been bombed, leaving a hole in the roof and rubble in the corridors, he said.

Mr. Erdogan called his supporters to the streets in an address over FaceTime that was aired on CNN Turk, and civilians, the police and loyal army units mobilized and put down the coup.

Mr. Erdogan returned. And the purges began not just of those in the Gulen movement, but of government critics of all stripes. Some academics who this year signed a petition protesting the government’s war against Kurdish militants were suspended from their jobs this past week.

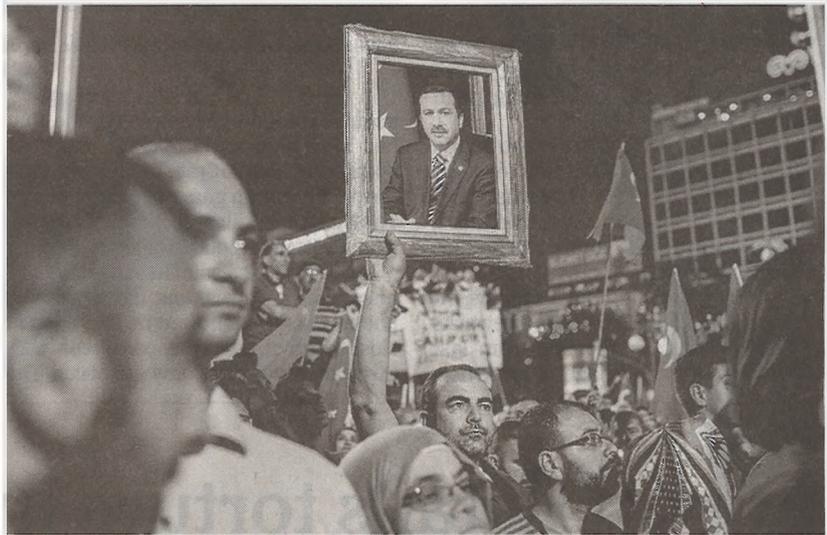
Steven A. Cook, a Turkey expert at the Council on Foreign Relations, asked a simple question: “Who is going to run the universities? They will open in six or seven weeks.”

No one seems to know.

“The purge of the education system — that’s the most remote from grabbing a tank or a plane and doing a coup,” said Emma Sinclair-Webb, the Turkey director for Human Rights Watch. “I don’t know how the country will be governable at this point.”

Government officials say that the purge is a necessary security measure to prevent future violence. But its speed and scale have worried many.

Turkey’s political opposition — secularists, nationalists and Kurds — publicly sided with the government against the coup, and it is now watching warily. Many opponents of Mr. Erdogan have little sympathy for the Gulen movement, which for years made common cause with the president’s Islamist political movement.



NICOLE TUNG FOR THE NEW YORK TIMES

A portrait of President Recep Tayyip Erdogan at a demonstration on Monday in Ankara.



A moment of silence in Taksim Square in Istanbul as the national anthem was played in honor of people killed resisting the coup attempt. Since the plot failed, tens of thousands of people have been arrested or suspended from their jobs.

“We know these people, this religious sect,” said Metin Feyzioglu, the head of Turkey’s bar association and member of

Turkey’s main secular party, who said that he had long believed the Gulenists had stocked the country’s judiciary.

The worry, he said, is that the purge will broaden to include secular Turks and others. “We are afraid it is becoming a real madness, a witch hunt,” he said.

Mr. Hasimi, the presidential adviser, said he had long distrusted the Gulenists but had never suspected they would mount a violent coup.

“We are not making up these stories,” he said. “This is not some Jason Bourne trilogy,” he said. “We have these massive cells, networks, and they have a bank, they have massive financial resources.”

Since the coup was put down, Mr. Erdogan’s followers have held large rallies

in a number of Turkish cities, calling the failure of the coup a victory for Turkish democracy.

Out of Turkey’s chaos has come more power and more popularity for Mr. Erdogan, who has used the moment to galvanize his constituency of the country’s religious masses. Seemingly speaking for all who gathered at one rally, Faruk Akkaya, who works in the tourism industry, said: “We’ll stay here until Recep Tayyip Erdogan tells us to go home.”

Ben Hubbard reported from Ankara, and Tim Arango and Ceylan Yeginsu from Istanbul.

Who was behind the coup attempt?

Mustafa Akyol

Contributing Writer

SARAJEVO, BOSNIA AND HERZEGOVINA

The bloody coup attempt in Turkey last week, which cost more than 200 lives, brought the world's attention to the group that President Recep Tayyip Erdogan declared responsible: the Islamic community led by Fethullah Gulen, a Turkish cleric who has lived in self-imposed exile in Pennsylvania since the late 1990s.

Mr. Gulen strongly denies the charges. Some in the West seem to think that this is yet another of the many bizarre conspiracy theories peddled by Mr. Erdogan. But this is not merely propaganda. There are good reasons to believe the accusation is correct.

The Gulen community is built around one man: Fethullah Gulen. His followers see him not merely as a learned cleric, as they publicly claim, but the "awaited one," as I have been told in private. He is the Mahdi, the Islamic version of the Messiah, who will save the Muslim world, and ultimately the world itself. Many of his followers also believe that Mr. Gulen sees the Prophet Muhammad in his dreams and receives orders from him.

Besides Mr. Gulen's unquestionable authority, another key feature of the movement is its cultish hierarchy. The Gulen movement is structured like a pyramid: Top-level imams give orders to second-level imams, who give orders to third-level imams, and it goes on like that to the grass roots.

What does the group do? Its most visible activities include opening schools, running charities that provide social services to the poor and maintaining "dialogue centers" that preach love, tolerance and peace. There is nothing wrong with that, of course. I personally have spoken many times at Gulen institutions as a guest, and met modest, kind, lovable people.

But, as one disillusioned Gulenist told me last year, "there is a darker side of the movement, and few of its members know it as it is." For decades, the movement has been infiltrating Turkey's state institutions, like the police, judiciary and military. Many believe that some Gulenists, taking orders from their imams, hide their identities and try to rise through these institutions in order to capture state power.

When Mr. Erdogan and his Islamist Justice and Development Party, or A.K.P., came to power in 2002, they felt threatened by the hard-core secularists who have dominated Turkey's military since the days of Ataturk, the father of the Turkish republic. Mr. Erdogan viewed the Gulenist cadres in the state as an asset, and an alliance was born. The Erdogan government supported Gulenist police officers, prosecutors and judges as they went after secularists. Starting in 2007, hundreds of secularist officers and their civilian allies were jailed. This witch hunt was driven by Mr. Erdogan's political agenda, but the Gulenists were even more aggressive than the A.K.P. More worrying: Some of the evidence turned out to be overblown. Two secular journalists and a police chief who exposed the fake evidence, and blamed the "The Imam's

Army," were soon themselves imprisoned on bogus charges.

"How can they justify using fake evidence to blame innocent people?" I once asked my disillusioned Gulenist friend. "Since their end goal is so great," he said, referring to the movement's global, apocalyptic ambition, "they think all means are justified."

It eventually became clear why the Gulenists had been so fervent in their persecution of the secularists: They wanted to replace them. Many of the officers who reportedly took part in last week's coup attempt had been promoted thanks to a major purge of the military in 2009 that supposedly saved Mr. Erdogan from a coup.

By 2012, the old secularist guard had been quelled and the Gulenists and the A.K.P. were left more or less alone to run Turkey. It took less than two years before the two Islamist groups developed distrust and, ultimately, enmity. This tension came to a head in December 2013, when Gulenist police officers and prosecutors arrested dozens of government officials in a corruption investigation, most likely in the hope of toppling Mr. Erdogan, who condemned the inquiry as a "coup attempt." At the time, this sounded like a self-serving exaggeration.

But the bloody plot of July 15 is far more destructive than anything Turkey has seen in recent years. Notably, the plot came as Mr. Erdogan was supposed to be planning a major purge of suspected Gulenists from the military. The military's chief of staff, who opposed the coup, identified the rebellious



Pro-government supporters protesting on the road leading to the Bosphorus Bridge in Istanbul on Thursday.

officers as Gulenists. One plotter even reportedly confessed to acting under orders from the Gulen movement.

Given the Gulen community's hierarchical structure, all of this makes Mr. Gulen a prime suspect. Of course, the truth can come out only in a fair trial. Unfortunately, Turkey is not good at those — especially given Mr. Erdogan's control over the judiciary and the ferocious polarization in the country today. But the United States government can try to negotiate with its Turkish counterparts to extradite Mr. Gulen, as Turkey's government is now requesting, on the condition of a fair trial.

That would ensure justice, improve Turkish-American relations and help calm the dangerous zeal in Turkey. It may even be necessary to help many of the innocent people in the Gulen community to know what they are really involved in — and to begin new lives as free individuals.

MUSTAFA AKYOL, based in Istanbul, is the author of "Islam Without Extremes: A Muslim Case for Liberty."

L'évolution de la Turquie inquiète l'Europe

— Depuis la tentative de coup d'État, le gouvernement turc a licencié ou suspendu près de 50 000 employés du secteur public et arrêté 10 000 autres.

— La répression contre des pans entiers de la société provoque l'inquiétude des dirigeants européens.

Pour son premier retour à Ankara depuis la tentative de putsch de vendredi, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait promis une « *décision importante* ». Dans un pays secoué par une purge massive, les rumeurs allaient bon train sur la teneur de cette annonce, qui devait être effectuée après un conseil de sécurité nationale qui n'était pas terminé à l'heure où nous bouclions cette édition – réunissant des hauts responsables militaires et des ministres liés à la défense et à la sécurité intérieure. Les hypothèses les plus probables, à savoir le rétablissement de la peine de mort, un changement constitutionnel vers un régime présidentiel ou un État d'urgence généralisé à l'ensemble du pays, ne devraient pas rassurer une Europe inquiète de la voie autocratique suivie par la Turquie.

Peu après l'annonce du coup d'État vendredi dernier, les partenaires européens ont fait part de leur rejet d'un renversement du pouvoir turc et appelé au respect des institutions démocratiques. Mais une fois le coup étouffé et le spectre d'une guerre civile entre l'armée et les partisans du Parti de la justice et du développement (AKP) – au pouvoir – éloigné, la démocratie turque n'en semble pas moins menacée. La vaste batterie de mesures de répression engagée par le pouvoir contre des pans entiers de la société a provoqué



Près de 60 000 personnes ont été arrêtées, limogées ou suspendues depuis la tentative de putsch contre le président Erdogan dans la nuit de vendredi à samedi, soit 4 % de la fonction publique.

Les purges opérées par le pouvoir turc touchent de larges secteurs de la société, de l'armée aux médias en passant par les universités.

La reprise en main autoritaire du président Erdogan menace de plus en plus l'avenir de la relation de la Turquie avec l'Europe.

L'inquiétude des dirigeants européens.

Lundi, la haute représentante de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a appelé à protéger

l'État de droit en Turquie. Hier, le porte-parole de la chancelière allemande Angela Merkel a dénoncé les mesures du gouvernement comme « *contraires* » à l'État de

droit. « *Presque quotidiennement de nouvelles mesures sont prises, qui sont contraires à un mode d'action respectant l'État de droit et qui ne respectent pas la nécessité de la proportionnalité* » de la réaction en pareille situation, a déclaré à la presse Steffen Seibert.

Malgré les affirmations du premier ministre turc Binali Yildirim, selon lesquelles la purge serait effectuée dans « *le cadre du droit* » et sans aucun « *esprit de vengeance* », l'ampleur de la répression est inquiétante. Après avoir accusé le réseau du prédicateur Fethullah Gülen, ancien allié du parti au pouvoir AKP, d'être à l'origine du coup d'État, le gouvernement a licencié ou suspendu près de 50 000 employés du secteur public et arrêté 10 000 autres, selon un comptage du quotidien *Hürriyet*, soit 4 % de l'ensemble de la fonction publique.

L'inquiétude de l'Europe vis-à-vis de la dérive autoritaire de la Turquie ne date pas d'hier.

Environ 9 000 militaires, magistrats et policiers font l'objet d'une procédure judiciaire, parmi lesquels 26 généraux et amiraux. L'épuration a aussi touché le ministère de l'éducation, un secteur où le réseau Gülen est particulièrement influent, avec la suspension de 15 200 employés. Le Conseil de l'enseignement supérieur a annoncé hier que toutes les missions à l'étranger des universitaires turcs étaient interdites jusqu'à nouvel ordre.

La répression s'étend même au-delà des frontières du pays, la Turquie ayant demandé au Cambodge la fermeture d'écoles supposément liées à Fethullah Gülen, tandis que l'Azerbaïdjan a déjà fait fermer une université et une chaîne de télévision pour le même motif. La promesse d'Erdogan d'éliminer le « *virus* » factieux du pays frappe les suspects jusqu'après leur mort: mardi, l'Agence des affaires religieuses (Diyanet), la plus haute autorité islamique turque, a annoncé qu'elle refuserait les obsèques religieuses aux putschistes tués.

Pour l'Europe, la ligne rouge à ne pas franchir est celle du rétablissement de la peine de mort, évoqué par le président Erdogan pour punir les putschistes. En 2004, Ankara avait décidé d'abolir la peine capitale en vue d'entamer les négociations d'adhésion avec l'Union européenne. L'abolition de la peine capitale en toutes circonstances est effectivement une obligation inscrite dans la Convention européenne des droits de

repères

Des relations turco-américaines agitées

Alliés historiques au sein de l'Otan, Washington et Ankara sont en désaccord à propos du combat international contre le djihadisme. Washington s'inquiète aussi de la dérive autoritaire du président, Recep Tayyip Erdogan.

Après des mois de répression contre des médias et opposants turcs, le président américain, Barack Obama, avait dénoncé en avril « *le chemin très inquiétant* » emprunté par son homologue turc.

Lundi, le secrétaire d'État, John Kerry, a réagi aux purges impressionnantes dans l'armée, la police et la magistrature et il a clairement menacé Ankara sur son avenir au sein

de l'Alliance atlantique, martelant qu'être membre de « *l'Otan* comporte des exigences en matière de démocratie ».

Le nœud des tensions turco-américaines se fixe désormais sur le sort du prédicateur musulman en exil aux États-Unis, Fethullah Gülen, accusé par Ankara d'avoir fomenté le putsch avorté. Le gouvernement turc réclame à Washington son extradition.

l'homme. Non seulement aucun État membre de l'Union ne peut exercer la peine de mort, mais « aucun pays ne peut adhérer à l'Union européenne s'il introduit la peine de mort », a menacé le chef de la diplomatie de l'UE Federica Mogherini, rejointe notamment par les voix allemandes et françaises. « Un pays qui à un moment veut avoir une relation avec l'UE, y compris pour des négociations d'adhésion, ne peut pas introduire la peine de mort dans son droit », a martelé à son tour François Hollande mardi.

L'inquiétude de l'Europe vis-à-vis de la dérive autoritaire de la Turquie ne date pas d'hier. Officiellement candidate à l'entrée dans l'UE depuis 1999, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan a, dans un premier temps, réalisé des réformes démocratiques, notamment en revoyant le rôle d'une armée historiquement très autonome vis-à-vis du pouvoir ou en refondant le code pénal. Mais les purges successives, contre l'armée à partir de 2007 avec le procès Ergenekon ou plus récem-

ment contre la confrérie Gülen, ont abouti à de nombreux procès expéditifs.

La Turquie a également fait peu de progrès sur la liberté d'information. Jusqu'à 2014, le pays détenait le record mondial du plus grand nombre de journalistes emprisonnés, selon les comptes tenus par Reporters sans frontières. La libération conditionnelle de la majorité d'entre eux n'était guère qu'une mesure cosmétique : la Turquie est restée dans les bas-fonds du classement sur la liberté de la presse. La scène médiatique turque a perdu son pluralisme et son indépendance historiques, de nombreux médias étant rachetés par des hommes d'affaires proches du pouvoir qui n'hésitent pas à licencier leurs plumes les plus critiques vis-à-vis d'Erdogan.

D'autres, comme le quotidien güleniste *Zaman* et l'agence de presse Cihan en mars 2016, ont été placés directement sous tutelle d'administrateurs de l'État. Plusieurs journalistes étrangers ont été arrêtés ou expulsés, comme le correspondant de l'hebdomadaire al-

lemand *Der Spiegel*.

Le pouvoir a multiplié les recours judiciaires dès que les journalistes abordaient des sujets considérés comme tabous, comme la question kurde ou les liens troubles avec les groupes rebelles en Syrie. En mai dernier, deux

Jusqu'à 2014, le pays détenait le record mondial du plus grand nombre de journalistes emprisonnés, selon Reporters sans frontières.

journalistes du quotidien d'opposition *Cumhuriyet*, Can Dündar et Erdem Gül, ont été condamnés respectivement à cinq ans et dix mois et à cinq ans de prison par un tribunal. En 2014, ils avaient levé le voile sur des livraisons d'armes de la part des services de rensei-

gnements turcs à des rebelles islamistes syriens. Très médiatisé, ce procès s'est déroulé à huis clos, sur la demande des parties civiles, dont ont fait partie le président Recep Tayyip Erdogan et les services de renseignements turcs (MIT). À la sortie du tribunal, Can Dündar a échappé de peu à une tentative d'assassinat, un homme armé tentant de faire feu sur lui.

Depuis le coup d'État, une vingtaine de médias se sont vu retirer leur licence, accusés de liens avec les gülenistes, et 25 sites d'informations ont été bloqués, rejoignant une liste déjà longue des sites censurés. Selon Amnesty International, 34 journalistes ont vu leur carte de presse annulée.

Si le pouvoir turc cherche légitimement à punir les coupables de la tentative de coup d'État, la répression en cours risque d'éloigner de plus en plus la Turquie d'un État de droit, compromettant gravement ses chances d'adhésion à l'UE.

Olivier Borles

Quelques mots d'Aynur (en kurde)

La musicienne nomade, installée à Amsterdam, chante dans sa langue aux Suds, à Arles

MUSIQUES DU MONDE

En 2009, lors de l'Année de la Turquie en France, paraissait chez Actes Sud un superbe ouvrage du photographe turc Attila Durak, *Ebru, reflets de la diversité culturelle en Turquie*. Dans le CD qui l'accompagnait, écho de la richesse musicale des peuples formant la mosaïque turque, un chant, une voix émergeaient tout particulièrement : *Ahmedo*, interprété et composé par la chanteuse kurde Aynur, qui se produira en concert le mardi 12 juillet au festival Les Suds, à Arles.

Ahmedo est une chanson d'amour désespéré, reprise (orthographiée *Ehmedo*) sur l'envoûtant album *Hawniyaz*. Paru récemment chez Harmonia Mundi, le disque a été enregistré par un quartet de haut vol réunissant Aynur, Kayhan Kalhor, le maestro iranien de la vièle à pique kamancheh, le pianiste azéri Salman Gambarov et le joueur de luth *tenbur* Cemil Qoçgiri, d'origine kurde alévie – à l'instar d'Aynur. La jeune fille est née Aynur Dogan, en 1975, à Çemisgezsek, dans la région montagneuse du

Dersim (Tunceli), située dans l'est de la Turquie. « C'est là, sur les hauts plateaux, quand je chantais en gardant les troupeaux, que ma voix s'est formée », raconte-t-elle.

« Je la considère comme l'une des meilleures chanteuses kurdes »,

nous déclare depuis Montréal le musicien et vidéaste Mercan Dede. Il avait invité Aynur dans sa création *La Tentation d'Istanbul*, présentée au Festival de Saint-Denis en 2006.

C'était un an après la sortie de *Crossing the Bridge*, le film documentaire du cinéaste allemand d'origine turque Fatih Akin, où Aynur chantait dans une séquence sidérante d'intensité, filmée à l'intérieur d'un hammam du XVIII^e siècle. « Chacun devrait respecter la langue, la culture ou la religion de l'autre », disait-elle dans le film, évoquant notamment ce concert, au début de sa carrière, où quelqu'un lui avait arraché son *saz* (luth) des mains « trois fois de suite », parce qu'elle chantait en kurde.

Après une période où les autorités turques se montrèrent un peu plus ouvertes et souples – quand la Turquie commençait à faire les yeux doux à l'Union européenne

En 2005, elle chantait dans une scène sidérante d'intensité de « Crossing the Bridge », le film de Fatih Akin

qu'elle espérait intégrer –, les choses ont empiré, nous déclare aujourd'hui Aynur. « Je suis née kurde et alévie [un courant chiite de l'islam]. Mais en Turquie une seule langue et une seule religion sont reconnues, alors qu'il y en a une multitude. La situation se dégrade au lieu de s'améliorer. Je ne peux pas faire de concerts dans ma propre langue. »

La goutte d'eau de trop

En 2011, lors de son passage au Festival de jazz d'Istanbul, une partie du public l'a sifflée et contrainte de quitter la scène. C'était la goutte d'eau de trop. Elle a décidé de quitter la Turquie et s'est installée à Amsterdam. Elle navigue depuis entre sa ville d'accueil, l'Allemagne, d'où elle poursuit sa carrière, et Istanbul.

Ce nomadisme s'avère beau-

coup moins douloureux que ne le fut l'exil, vécu à l'âge de 15 ans, précise la chanteuse, lorsqu'elle a dû quitter la province de Dersim avec ses parents et s'est retrouvée à Istanbul, quand la situation s'est aggravée entre les Kurdes et le gouvernement turc. « Je ne pouvais plus parler ma langue, je devais cacher ma religion, mes croyances. J'étais dans un autre monde. » En Hollande, conclut la chanteuse, « je vois les choses différemment, j'ai mûri. A l'intérieur de moi-même, je ne me sens pas vraiment en exil, mais plutôt comme une nomade ». ■

PATRICK LABESSE

Les Suds à Arles (Bouches-du-Rhône) le 12 juillet à 19 h 30, Cour de l'Archevêché, accompagnée par Salman Gambarov (piano), Cemil Qoçgiri (luth *tenbur*). *Hawniyaz*, avec Kayhan Kalhor (kamancheh), Salman Gambarov, Cemil Qoçgiri. 1 CD Latitudes/Harmonia Mundi.

HAMIT BOZARSLAN: LA TURQUIE, OTAGE D'ERDOGAN

Après le coup d'Etat militaire raté, le président turc mène une purge sans précédent dans l'appareil d'Etat. Tandis que la société se fragmente, le pays tourne de plus en plus le dos à l'Europe, explique ce directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, spécialiste du Moyen-orient et de la Turquie.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAIN ROSSO
PHOTOS : SAMUEL KIRSZENBAUM POUR L'EXPRESS
27 JUILLET 2016
<http://www.lexpress.fr>

Depuis le coup d'Etat militaire raté, plus de 60 000 personnes dans l'armée, la justice, l'enseignement et les médias ont été arrêtées ou limogées. Le président Recep Tayyip Erdogan est-il en train d'instaurer une dictature personnelle?

Cette tentative existe. Manifestement, avant le putsch avorté, des dizaines de milliers de personnes étaient fichées en tant qu'opposants. La légalité de ce fichage de masse pose question. Mais qui va contrôler sa conformité avec la loi? Les juges sont les premiers à avoir été purgés. Ces limogeages ont aussi pour objet de frapper l'imagination des quelque 3 millions de fonctionnaires, désormais interdits de quitter le pays sans raison professionnelle et qui vivent dans l'angoisse. Des signaux de cette dérive étaient déjà là. Lors des élections législatives de juin 2015, le Parti de la justice et du développement (AKP), avec lequel Erdogan dirige le pays depuis 2003, a perdu la majorité absolue.

Les négociations entre l'AKP et les partis d'opposition pour former un gouvernement de coalition ont été délibérément conduites vers une impasse, afin de provoquer de nouvelles élections anticipées. Cinq mois plus tard, alors que la Turquie se trouvait dans un état de violence et de tension extrêmes, l'AKP triomphe à nouveau dans les urnes. Depuis la tentative du coup d'Etat du 15 juillet, la tendance s'accélère: le président vient d'instaurer l'état d'urgence pour une durée de trois mois. A la différence de la loi française, cela signifie que la Cour constitutionnelle ne peut plus intervenir durant cette période. Autrement dit, Erdogan possède désormais quasiment les pleins pouvoirs.

Après l'avoir mise au pas, le président semblait avoir fait la paix avec l'armée. Que s'est-il passé?



Beaucoup de questions restent encore sans réponse. Pour Erdogan, la politique est synonyme de revanche et de vengeance. Ses opposants les plus radicaux ont désormais la même logique, y compris chez certains militaires: l'adversaire est un traître, un ennemi de l'intérieur qu'il faut combattre. Quitte, désormais, à faire couler le sang. Contrairement aux coups de force précédents [1960, 1971, 1980], cette tentative de putsch se caractérise par une brutalité extrême. La société turque est en train de se diviser profondément. Chaque sujet donne lieu à une importante polarisation, que ce soit la crise avec la Russie, la question des réfugiés syriens ou le conflit kurde.

Le régime est devenu une sorte de bateau ivre. Les mécanismes de contrôle et d'équilibre, qui caractérisent les démocraties, mais aussi certains régimes autoritaires, ont disparu. On assiste à une désinstitutionnalisation de l'Etat. La légitimité a été transférée des institutions en tant que telles à Erdogan, lequel se présente comme le sauveur. Une absolue allégeance à sa personne transforme l'Etat dans sa totalité. Ce dernier est pris en otage. Certains font le rapprochement avec la Chine des années 1966-1967, au début de la Révolution culturelle imposée par Mao Zedong, qui a laminé la bureaucratie.

"ERDOGAN EST LE SEUL REPÈRE"

Pourquoi a-t-il parlé de rétablir la peine de mort?

La peine de mort a été abolie en 2004, dans le cadre des négociations d'entrée dans l'Union européenne. Mais Erdogan, lui, y a toujours été favorable. Après le coup d'Etat, il a expliqué à la télévision qu'il ne voyait pas pourquoi on devrait nourrir les criminels en prison. A ses yeux, une tentative de coup d'Etat le visant personnellement est la pire des crimes.



Pourquoi les gens le suivent-ils?

Il existe un bloc hégémonique autour de l'AKP, constitué par une bourgeoisie puritaine d'origine provinciale qui a émergé il y a une vingtaine d'années en profitant des sommes faramineuses se rapportant aux marchés publics. Une partie de la population défavorisée le soutient aussi parce que ce parti l'a convaincue que la pauvreté n'était pas une question politique ni même sociale, mais de charité. Les réseaux municipaux ou proches du parti fonctionnent à plein. L'AKP bénéficie, enfin, des faveurs des Turcs sunnites, ultra-conservateurs. Pour eux, Erdogan est le seul repère dans un monde qui perd les siens, et qui est menacé par les conséquences de la guerre en Syrie, avec les attentats meurtriers de Daech ou de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

L'allégeance des partisans est fondée sur la peur de l'instabilité économique et politique, que la Turquie a connue naguère. Résultat: la société est de plus en plus fragmentée. Les Kurdes votent désormais majoritairement pour le parti kurde, les Alévites [proches des chiites, quelque 20 % de la population] pour le Parti républicain du peuple (opposition) et les Turcs sunnites soit pour l'AKP, le seul parti qui leur permet de s'assumer comme couche dominante, soit pour l'ultraradical Parti d'action nationaliste. Ceci ne peut qu'aggraver la polarisation.

Comment expliquez-vous l'obsession d'Erdogan à l'égard de l'imam Fethullah Gülen, âgé de 75 ans, exilé aux États-Unis depuis 1999?

Quand Erdogan a été nommé Premier ministre en 2002, il n'avait pas de cadres, ni intellectuels ni bureaucratiques. Gülen, qui avait fondé une communauté religieuse, laquelle allait prendre le nom de Hizmet ("service", "volontariat"), était alors son allié, notamment contre le pouvoir de l'armée [NDLR : rétive aux islamistes, celle-ci s'est toujours présentée comme défendant les valeurs laïques héritées du fondateur de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk].

Présentes depuis la fin des années 1980, les écoles gülenistes ont formé des générations de fonctionnaires. Elles ont permis à Erdogan de s'emparer de l'Etat et de le faire fonctionner, il faut l'admettre, avec une certaine efficacité jusqu'en 2011, notamment dans la phase de rapprochement avec l'Europe. Sans le gülenisme, l'"erdoganisme" n'aurait pas eu de cerveau. Or ses partisans ont investi en masse les ministères de l'Intérieur, de la Justice et de l'Education. Ils avaient leur propre agenda, qui limitait la marge de manœuvre du chef du gouvernement. Gülen, par exemple, était très prudent en matière de politique étrangère, s'opposant à tout aventurisme. Erdogan, lui, se voyait déjà leader du monde musulman. La rupture est consommée en décembre 2013, lorsque les procureurs liés à Gülen commencent à s'intéresser aux proches d'Erdogan dans des affaires de corruption. Ce conflit est d'autant plus violent qu'il est fratricide.

"LE CHEF DOIT FUSIONNER AVEC LA NATION"

Cette communauté est-elle si puissante?

S'il est vrai que les gülenistes sont très présents en 2013, ils ne le sont plus guère aujourd'hui. Le pouvoir a fermé leurs institutions parascolaires et saisi les organes de presse qui leur étaient favorables. Près de 15 000 fonctionnaires, soupçonnés d'appartenir au mouvement, ont été mutés ces dernières années. Certains procureurs ont dû quitter le pays. Il est possible que quelques-uns des généraux ayant participé au coup d'Etat soient proches de Gülen, bien que les relations de ce dernier avec les militaires n'aient jamais été bonnes. Mais je ne crois pas que ce soit la bonne clef de lecture pour comprendre ce qui s'est passé au sein des cadres de l'armée, encore très kémalistes.

Pourquoi les imams ont-ils appelé les fidèles à descendre dans la rue soutenir le président?

En Turquie, près de 130 000 fonctionnaires religieux dépendent de



Hamit Bozarslan: "la légitimité a été transférée des institutions à Erdogan, lequel se présente comme le sauveur".

l'Etat. Ils constituent un réseau de légitimation de son discours, insistant sur l'obligation de lui obéir. Leur rôle était le même à l'époque ottomane. Cependant, l'appel à la mobilisation est nouveau. Erdogan, qui se voit comme l'homme providentiel, ne se contente pas de vouloir contrôler l'appareil d'Etat. Dans son esprit, le chef doit fusionner avec la nation. D'où ces bains de foule, qui sont des démonstrations de force.

Les religieux accompagnent cette démarche. Tandis que les écoles d'imams et de prédicateurs forment la nouvelle génération religieuse qu'Erdogan appelle de ses vœux.

Comment définiriez-vous aujourd'hui la nature du pouvoir personnel d'Erdogan?

Erdogan, comme Gülen au demeurant, est le partisan de la synthèse dite turco-islamiste. Il définit la nation turque par l'islam. Dans le même temps, il imagine l'islam à partir de l'hégémonie turque. Cette dimension nationaliste s'accroît ces derniers temps. Les déconvenues en matière de politique étrangère sont interprétées comme la volonté de l'Occident d'empêcher les Turcs de remplir leur mission historique, qui consiste à unifier et protéger, voire à incarner l'islam... Les cercles très proches d'Erdogan vont jusqu'à dire que la Première Guerre mondiale, qui n'aurait pas été une guerre intra-européenne mais une guerre de l'Europe contre l'Empire ottoman, n'est pas terminée... Dans la paranoïa actuelle, les ennemis de l'intérieur rejoignent ceux de l'extérieur. Le ministre du Travail, Süleyman Soylu, a déclaré que les Etats-Unis étaient impliqués dans l'organisation du coup d'Etat raté.

La Turquie est-elle en train de tourner le dos définitivement à l'Europe?

Oui. Les déclarations contre l'Union européenne sont innombrables. Dans la crise des réfugiés, Erdogan pense avoir les moyens de mener une politique de chantage: la Turquie accepte de les maintenir sur son territoire à condition que l'Union ne se mêle pas de ses affaires intérieures et des droits de l'homme. En 2015, la presse pro-AKP parlait d'inonder l'Europe de réfugiés. Je ne vois pas comment, dans les circonstances actuelles, surtout si le gouvernement rétablit la peine capitale, le Parlement européen pourrait ratifier l'accord permettant aux ressortissants turcs de voyager sans visa en Europe. A terme, la rupture, quels que soient les accords ponctuels qui peuvent être signés, me paraît irréversible. ■

Turquie : du putsch militaire amateur au coup d'Etat civil d'Erdogan

Par Kendal Nezan, Président de l'Institut kurde de Paris

28 juillet 2016
www.liberation.fr

Dans un pays qui a une riche expérience de coups d'Etat, le putsch du 15 juillet semblait très improvisé, rappelant bizarrement la piteuse tentative d'août 1991 à Moscou contre le président Gorbatchev.

Ménée par une coterie de généraux, de brigade et de division, sans soutien populaire, sans programme ni leadership identifiables, la tentative du putsch du 15 juillet a avorté. Son échec semble en grande partie dû au refus, au péril de leur vie, du chef des états-majors des armées, le général Akar, de son adjoint et du chef de l'armée de terre de donner aux putschistes la caution du haut commandement et à l'engagement décisif de général Dundar commandant la 1ère armée basée à Istanbul aux côtés du gouvernement. La division dans les rangs de l'armée a permis aux forces spéciales aguerries de la police, acquises à un régime qui les a toujours chouchoutées, de mater la rébellion en coopération avec les unités militaires loyales. Le soutien des milliers de manifestants civils descendus dans les rues, souvent aux cris d'Allah Akbar, à l'appel lancé sur CNN Turk par le président Erdogan, repris et répercuté par les haut-parleurs de toutes les mosquées du pays, a eu une portée plutôt morale et symbolique.

Dans un pays qui a une riche expérience de coups d'Etat, débutant d'habitude au petit matin avec le contrôle total des médias et l'arrestation concomitante des principaux responsables politiques et syndicaux, cette tentative de putsch lancée en pleine soirée que l'on pouvait suivre quasiment en direct sur ses écrans tout comme les appels à la



16 juillet, au lendemain du coup d'Etat raté en Turquie, des scènes de lynchages ont été rapportées par des médias et agences de presse, et relayées notamment sur les réseaux sociaux.

désobéissance et à la résistance des autorités civiles et militaires légitimes diffusés et magnifiés par les nombreuses chaînes de télévision privées a paru sinon étrange, du moins très amateur, rappelant bizarrement la piteuse tentative de putsch d'août 1991 à Moscou contre le président Gorbatchev.

On ignore encore qui étaient les véritables chefs de cette rébellion et quels étaient leurs objectifs, leurs projets. On sait d'ores et déjà qu'elle n'était pas circonscrite aux grandes métropoles turques, comme Ankara, Istanbul et Izmir, et qu'elle a bénéficié du soutien actif des principales garnisons basées au Kurdistan, engagées dans la guerre contre les Kurdes et surveillant la frontière syrienne où la politique du président Erdogan suscite une sourde hostilité. Ainsi, ce sont six avions F16 partis de la base aérienne de Diyarbakir sous le prétexte d'aller frapper les camps du PKK qui sont venus bombarder à Ankara de nombreux édifices gouvernementaux dont le palais présidentiel. Ils ont bénéficié du soutien d'avions ravitailleurs de la fameuse base d'Incirlik commandée par un général turc rebelle. Or, cette base où sont entreposées des armes nucléaires tactiques de l'Otan abrite aussi le dispositif aérien allié contre

Daech en Syrie. De quoi alimenter toute sorte de spéculations sur les commanditaires supposés du putsch.

L'explication la plus souvent évoquée, et bien plausible, est qu'à quelques jours de la réunion du Conseil suprême militaire, qui allait entériner leur vaste épuration annoncée, les officiers qui grâce à des fuites (calculées?) se savaient visés et listés se seraient coalisés pour tenter leur chance et se débarrasser de ce président Erdogan détesté à la fois par des laïcs et par les zéloteurs du prédicateur Gülen.

Bulletin quotidien du «grand nettoyage en cours»

La série d'événements qui a suivi l'échec du putsch montre qu'ils avaient raison au moins sur un point: les listes de purge étaient fin prêtes. Une purge qui ne concerne pas que les militaires rebelles, mais des dizaines de milliers de personnes dans l'appareil de l'Etat.

Le bilan d'étape de la première semaine de répression est éloquent: 13 165 gardés à vue, 8 500 incarcérations, plus de 80 000 fonctionnaires, dont près de la moitié des ➔

➔ enseignants, mis à pied. Parmi eux, le quart des magistrats du pays dont deux membres de la Cour constitutionnelle, de dizaines de membres du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation. Un millier d'écoles, 16 universités privées, 39 chaînes de radio et de télévision, 45 quotidiens et 3 agences de presse ont été fermés, leurs biens confisqués. 1 550 doyens de facultés démis de leurs fonctions, 1 200 associations et fondations, une vingtaine de syndicats interdits, une centaine de résidences universitaires fermées et confisquées.

Par son ampleur, sa célérité et son arbitraire, cette répression massive rappelle celle consécutive au terrible coup d'Etat militaire de 1980. A ceci près qu'il s'agit cette fois d'un coup d'Etat civil mené de main de maître par le président élu du pays qui chaque jour, directement ou par le biais de chaînes de télévision qui désormais lui sont toutes soumises, harangue longuement ses partisans et le bon peuple qu'il félicite pour leur mobilisation et à qui il présente le bulletin quotidien du «grand nettoyage en cours».

La purge vise d'abord tous ceux qui sont soupçonnés d'appartenance ou de sympathie envers la confrérie Gülen, accusée par le pouvoir turc d'avoir ourdi la tentative de putsch

Cette confrérie, créée dans les années 70, à un moment où les Américains avaient encouragé, dans l'ensemble du monde musulman, l'islam politique comme antidote idéologique contre les mouvements de gauche nationalistes et anti-impérialistes. Elle a prospéré dans les années 80-90 et a mis en place un vaste réseau d'écoles et d'œuvres sociales en Turquie, dans le Caucase, en Asie centrale et même en Afrique. Considérée comme vecteur de diffusion de l'influence culturelle turque, soutenue par les pouvoirs publics, elle a été la meilleure alliée de l'AKP dans sa conquête du pouvoir et tout au long du processus de la mise au pas de l'armée, de la police et de la haute magistrature turque dominées depuis les années 20 par une élite kémaliste, laïque et anticléricale. Ce n'est qu'en décembre 2013, lorsque, estimant que leur allié Erdogan devenait trop arrogant et peu reconnaissant, que la confrérie a décidé de croiser le fer avec lui en lançant une vaste campagne contre la corruption de son clan et de son gouvernement. Du meilleur allié à qui nombre de ministres ne manquaient pas de rendre visite lors de leurs déplacements aux Etats-Unis, le puissant prédicateur Gülen est ainsi devenu la bête noire d'Erdogan qui le stigmatise depuis comme le chef d'une organisation terroriste.

Carte blanche aux tortionnaires

Pour mener à bien cette gigantesque chasse aux sorcières, le gouvernement procède par décrets ayant force de loi autorisés par l'état d'urgence promulgué pour une période de trois mois reconductible. Le premier de ce décret institue au sein de chaque administration des commissions d'épuration dont les décisions validées par le ministre de tutelle seront irrévocables et sans recours juridiques possibles. Le décret étend à trente jours le délai de la garde à vue comme lors du coup d'Etat de 1980. Ceux qui ont vu le piteux état du général Oztürk, ancien chef de l'armée de l'air, au visage tuméfié et à l'oreille couverte de bandage après une nuit de garde à vue, sont horrifiés par cette carte blanche donnée aux tortionnaires turcs de triste réputation. Pour empêcher tout recours devant la cour de Strasbourg, la Turquie a suspendu son engagement de respecter la Convention européenne des droits de l'homme.

Après l'élimination des «gülenistes traîtres à la patrie» viendra sans doute le tour des «traîtres kurdes complices du PKK», y compris des députés, des maires et d'autres élus du Parti démocratique des peuples (HDP), bête noire du régime. Le Parti d'action nationaliste (MHP) d'extrême droite, qui a voté l'état d'urgence, est en voie de vassalisation. Il ne restera plus pour la vitrine de la démocratie turque que le vieux Parti républicain du peuple (CHP), fossilisé et peu dangereux pour le pouvoir car son audience se limite au littoral égéen, à la minorité alévie et à ce qui reste de la vieille élite kémaliste.

Débarassé de ses ennemis intérieurs, investi de super-pouvoirs présidentiels, le sultan Erdogan pourra enfin régner sans partage et se consacrer à sa «mission divine» de réislamisation de la Turquie et fermer ainsi la longue parenthèse laïque imposée par Atatürk. Il pourra faire construire à loisir de nouvelles mosquées, dans un pays qui en compte déjà 85 000, dans la moindre école, la moindre caserne, la moindre administration. Les écoles de formation d'imams et prédicateurs (Imam-Hatip), qui sous son pieux régime sont passées de 60 000 élèves à 950 000, pourront prospérer davantage et truffer les rangs d'une armée traumatisée et leur insuffler leur ferme foi islamique.

Le succès du putsch aurait sans doute plongé le pays dans une guerre civile, car, contrairement aux précédents gouvernements turcs renversés par des coups qui avaient une assise électorale hétérodoxe et clientéliste peu militante, le gouvernement d'Erdogan dispose d'une base idéologisée

solidement structurée et combative. L'échec du putsch renforce, pour un temps, le président turc. Mais son pouvoir reste fragile et il n'est pas à l'abri de soubresauts et d'actes de vengeance.

«Une intelligence supérieure» derrière Gülen

La Turquie, elle, est plus affaiblie que jamais. L'économie bat de l'aile, le tourisme est sinistré. La société fatiguée, fracturée, polarisée. L'armée, qui dans cette mésaventure a perdu sa superbe, 42% de ses généraux et amiraux, est humiliée et traumatisée. Sur le plan diplomatique, la situation n'est guère meilleure. Faute d'autres options, les alliés ont, souvent tardivement et du bout des lèvres, apporté leur soutien au régime truc. Mais les relations turco-américaines restent très tendues. Le président turc ne cesse d'affirmer dans ses diatribes qu'il y a «une intelligence supérieure» derrière la puissante confrérie Gülen dont le chef est depuis 1999 exilé aux Etats-Unis, autrement dit et compris par les Turcs, c'est bien Washington qui manipule le prédicateur pour empêcher les ambitions régionales de la Turquie «tout comme il soutient les milices kurdes du PYD en Syrie pour nuire à nos intérêts».

Quant à l'Union européenne qui, obnubilée par la crainte d'un nouvel afflux massif de réfugiés, s'est jusqu'ici montrée fort accommodante envers un régime de plus en plus autoritaire et répressif, elle devrait dans le contexte actuel suspendre toutes les négociations d'adhésion en cours jusqu'au rétablissement à Ankara d'un régime décent, respectueux des droits de l'homme et des libertés publiques.

Enfin, il serait temps de commencer à réfléchir sérieusement à la question de la pertinence de l'appartenance de la Turquie à l'Otan. Alliance militaire de défense des démocraties occidentales, celle-ci, dans ses principes fondateurs, exige notamment de ses membres de favoriser, outre le pluralisme politique, le règlement pacifique des conflits à l'intérieur de leurs frontières et avec leurs voisins afin de limiter les risques de confrontations armées déstabilisatrices. La relance en juillet 2015 du conflit kurde, qui aurait pu être réglé par l'octroi d'un statut d'autonomie respectant les frontières, montre que telle n'est pas l'approche du pouvoir turc qui a par ailleurs entretenu pendant des années une coupable connivence avec les mouvements djihadistes syriens et refusé, jusqu'à il y a un an, à ses alliés l'utilisation de ses bases aériennes dans leur guerre contre Daech. ♦

Can Syria's Kurds realise territorial ambitions?

By Lina Sinjab BBC News 26 July 2016
<http://www.bbc.com>



When the Syrian protest movement started in 2011, it was young Kurds in Amouda, in the north of the country, who took to the streets, calling for freedom and democracy.

President Bashar al-Assad soon announced he would recognise some of the rights demanded by the Kurds and allowed them to register as citizens and hold an identify card, a right they have been deprived of since 1962.

But the Kurds rejected the concessions, saying they would wait to get their rights once all Syrians achieved freedom and democracy.

Five years on the scene is different. As the war has dragged on in Syria, Kurdish groups have taken the opportunity to gain more power.

The PYD (the Democratic Union Party) declared self-administration in the Kurdish region of Syria in November 2013.

Other Kurdish parties formed the Kurdish National Council, which is part of the main anti-Assad opposition group, the Syrian National Coalition.

The PYD is close to the Kurdistan Workers' Party - the PKK - which is banned in Turkey and regarded by many Western governments as a terrorist organisation.

"The PYD had popularity on the ground as they were addressing the Kurdish population's concerns. They are pragmatic and organised, unlike other Kurdish parties who failed to deliver," says Farooq Haji Mustafa, a Syrian Kurd journalist and founder of the Barchav Centre for Media and Freedom, in Gaziantep, southern Turkey.

"The Kurds were attacked by some Islamist groups like Jabhat al-Nusra, therefore they felt they were not part of the Syrian revolution. They thought they should seize the opportunity and protect Kurdish interests.

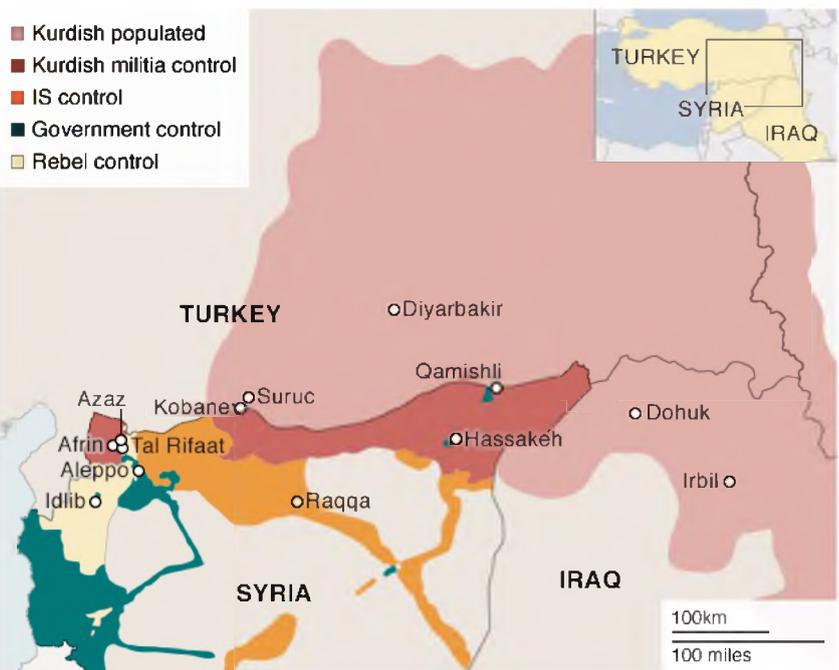
"The PYD delivered and were supported by regional and international agreements since they were the only force that is reliable in the fight against Islamic State," he added.

'DRIVEN OUT'

But Mr Haji Mustafa says the PYD is a totalitarian party, doesn't like opposition to its rule and has acted violently against some in their community.

The PYD later came to form the Syrian Democratic Forces, along with some Arab tribes, and it's the SDF which has become one of the main powers inside Syria fighting so-called Islamic State (IS) - with support from Western coalition forces.

But there is criticism of the SDF over how they have allegedly acted towards Kurdish opponents and civilians in areas in which they have been



Source: ISW



fighting.

Some have gone so far as to accuse them of being another face of the Syrian regime.

Shero Alo is an opposition activist from Ifrin in Aleppo province in the north of Syria. He was part of the Kurdish opposition but had to leave his town due to, he said, threats from the PYD.

"They threatened, arrested and beat us up during our protests. Anyone who opposes them is sent to prison. Some have been jailed for two or three years," Mr Alo said.

This view is shared by some Arab activists who say they witnessed abuses in Tal Abyad, a predominantly Arab town on the outskirts of Raqqa, captured from IS last year by the YPG, the military wing of the PYD.

"When the PYD entered Tal Abyad in 2015, they pushed all the Arabs out of their homes," said Ahmad Haj Saleh, who has been documenting the activities of the PYD since 2015.

"They looted and tortured and imprisoned people. They used a hole to bury people alive in the same place that Islamic State fighters used to have mass graves.

"Most of the Arabs who were pushed out were

not allowed into certain parts of Tal Abyad and families of the Kurdish fighters now inhabit their houses. The ones who were allowed back needed a Kurdish guarantor before they could get to their own towns," he said.

However, a PYD spokesman, Dr Juan Mustafa, told the BBC that Kurdish forces had not carried out any abuses.

"There are no violations at all in Tal Abyad. All the families who left came back," he said.

"When Syrian Democratic Forces enter a town or an area it is due to calls from the families to come and liberate them from the atrocities of IS."

The PYD/YPG have previously acknowledged what they called some "isolated incidents" of forced displacements.

A picture of alleged abuses has not emerged in the current battle for Manbij - a predominantly Arab city held by Islamic State fighters near their stronghold of Raqqa.

This offensive is being carried out by forces including the US-backed SDF and SDF-allied Manbij Military Council (MMC).

MMC spokesman Shervan Darwish says they are doing everything they can to protect

► civilians while they push IS out of the city.

"We have nothing to do with who will rule Manbij - or how it will be ruled. The civil council will decide there," he said.

"We are here to protect the civilians and to free their city. It is up to them how to rule it after."

'COMMON THREAT'

The PYD has made calculations in its own long-term interest. It seized control over most territories with a Kurdish population in Syria and now considers them as a federal region.

It has presented itself as a partner for the international community in fighting terrorism and just recently announced a constitution that would govern what it calls Rojava - the Kurdish areas of Syria - as well as other parts of northern Syria in partnership with some Arab tribes there.

This territorial expansion and new power for the PYD has been supported by the US - who

are partners in the fight against IS - and Russia

But it alarms Damascus and the Turkish government, a foe of President Assad.

Recent reports say that Algeria is brokering talks between Damascus and Ankara over a common Kurdish threat.

Although some believe that the Syrian government helped facilitate the PYD's role in the north at the start of the conflict, the fact that the group has become more powerful now makes Damascus wary.

Turkey does not want a Kurdish state on its own border and the PYD is linked to the PKK - which Ankara blames for many attacks in Turkey.

NEED FOR CONSENSUS

While the Kurds have proven to be reliable in the fight against IS in the north of the country, there is some unease about their ambition to separate entirely from the rest of Syria.

Ismail Sharif is a Kurdish journalist from Amouda. He wants a democratic and united Syria and left his town due to fears of reprisal attacks from the PYD.

He still believes it is hard for them to create a Kurdish state and to split the country.

"Unfortunately now there is a proxy war and there are many dictators in Syria. I don't think there will be a division of Syria," he said.

"The PYD cannot rule one area from Kobani to Lfrin with many Arab towns and villages in the middle.

"They cannot continue ruling across this area without an agreement between all Syrians in a free and democratic country that ensures equal and full rights for all its citizens." ■



Syrie: l'EI ignore l'ultimatum des forces arabo-kurdes à Minbej

Beyrouth, 23 juillet 2016 (AFP)

LE GROUPE Etat islamique (EI) a ignoré samedi la fin de l'ultimatum que lui avaient lancé deux jours plus tôt des forces arabo-kurdes pour que ses combattants évacuent la ville syrienne de Minbej (nord) où il sont assiégés.

"La période de 48 heures est terminée" et les jihadistes "n'ont pas répondu" à cette offre de repli, a indiqué à l'AFP un commandant du Conseil militaire de Minbej sous le couvert de l'anonymat.

Les combattants de l'EI ont au contraire attaqué les positions des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance militaire arabo-kurde syrienne soutenue par Washington, a affirmé ce responsable.

Il a précisé que l'EI "n'aura plus d'occasions comme celle-là" de fuir cette cité, point de passage important sur l'axe qui permet au groupe jihadiste d'acheminer de l'approvisionnement depuis la Turquie vers les régions qu'il contrôle en Syrie.

Un commandant des FDS à l'intérieur de Minbej a confirmé à l'AFP que des combats étaient en cours samedi, principalement "près des bâtiments de la Sécurité dans le centre".

Des bombardements aériens de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis ont également visé des positions de l'EI, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

La coalition a elle affirmé avoir procédé vendredi à neuf frappes près de Minbej.

"L'EI résiste farouchement aux tentatives des FDS de progresser à l'intérieur de la ville et pousse des enfants vers la ligne de front malgré la fin de l'ultimatum", a précisé le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane.

Le commandant du Conseil militaire de Minbej, composante des FDS, a assuré que ses forces allaient "intensifier" leurs attaques contre l'EI et cherchaient à établir "des passages sécurisés" pour que des civils sortent de Minbej.

- 'BOUCLERS HUMAINS' -

Les forces arabo-kurdes avaient affirmé jeudi avoir lancé leur ultimatum de 48H dans le but de préserver la vie des civils encore présents.

Cette annonce était intervenue deux jours après des raids de la coalition internationale ayant tué une cinquantaine de civils près de Minbej selon un bilan de l'OSDH.

Indignée, l'opposition syrienne avait appelé la coalition à suspendre ses frappes en Syrie le temps de mener une enquête alors que des militants syriens et des ONG avaient fait part de leur colère.

Le porte-parole de la coalition internationale, le colonel Chris Garver, a affirmé vendredi que l'EI "utilisait des civils comme boucliers humains et comme appâts" à Minbej pour "attirer sur eux le feu" des forces arabo-kurdes.

Par vidéo-conférence depuis Bagdad, il a expliqué que la coalition avait reçu, après les frappes de mardi, "des informations (...) selon lesquelles il y aurait pu y avoir des civils mêlés avec les combattants de l'EI".

La première phase de l'enquête de la coalition s'achèvera "d'ici une semaine et demi", a-t-il dit.

M. Garver a aussi indiqué que la résistance des jihadistes était plus intense à Minbej que lors des récentes campagnes dans les villes irakiennes de Ramadi et Fallouja, reprises par les forces progouvernementales avec l'appui de la coalition.

La résistance jihadiste va croissante à mesure que les FDS se rapprochent du coeur de la ville, "ce qui est assez différent de ce que nous avons vu à Ramadi et Fallouja", a dit le colonel Garver. "C'est une lutte comme nous n'avons pas vue auparavant", selon lui.

Ailleurs en Syrie, où le conflit a tué plus de 280.000 personnes depuis cinq ans, au moins huit civils sont morts samedi dans des frappes aériennes sur la ville de Jisr al-Choughour (nord-ouest), selon l'OSDH.

L'Observatoire a également fait part de la mort de six autres civils de la même famille, dont quatre enfants, dans un raid sur un petit village de la province centrale de Hama. ●

REUTERS

Two Turkish soldiers killed in bomb attack in Kurdish southeast

July 27, 2016 by Seyhmus Cakan in Diyarbakir REUTERS

Two soldiers were killed and one wounded when a roadside bomb detonated by Kurdish militants hit a passing military vehicle in Turkey's

largely Kurdish southeast on Wednesday, security sources said.

The bomb was detonated by remote control as the vehicle passed through a highway near Siirt, in southeast Turkey, the sources said.

Members of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), which has waged a three-decade insurgency against the Turkish state, frequently target military and security force cars and trucks with roadside bombs.

Air-backed operations had been called in to target militants in the region, the sources said. Troop reinforcements and helicopters had been dispatched, they said.

The mainly Kurdish southeast has been scorched by some of the worst fighting since the height of the insurgency in the 1990s, after a ceasefire between the state and the PKK fell apart in July last year. ●

SPECIAL REPORT

Turkey's long night of the soul

By Jared Malsin/Istanbul

WHEN TURKISH MILITARY OFFICERS SET IN MOTION AN attempted coup d'état on the night of July 15, lawmakers in the capital, Ankara, were quick to rush to the parliament building. As explosions rocked the capital and President Recep Tayyip Erdogan was nowhere to be seen, it appeared the lawmakers might be making their last stand in defense of Turkey's democracy. Before heading to government headquarters, opposition lawmaker Mahmut Tanal brought a copy of the Turkish constitution. Another, Orhan Atalay from Erdogan's ruling Justice and Development Party (AKP), grabbed his gun.

That might have been the better choice. Turkish and U.S. officials now believe the attempted coup was a serious and well-armed bid for power that came within a hairbreadth of succeeding. The coup plotters commanded tanks, helicopters and F-16s. They opened fire on crowds, invaded television studios and shelled the main parliament building. By his own account, Erdogan narrowly avoided capture and possibly execution, fleeing minutes before troops raided his hotel in the seaside town of Marmaris, where he had been on vacation. It

wasn't until the next morning, after Erdogan had rallied his supporters to the streets, that it became clear the attempt had failed. Some 280 people were killed, according to the President, including 100 he called coup participants.

The attempted coup came after a year in which Turkey's reputation as an oasis of stability in the chaotic Middle East has crumbled. Conflict reignited between the government and Kurdish separatists in July 2015. The country has been rocked by a devastating series of attacks against civilians blamed on both ISIS and Kurdish militants, culminating in the ISIS assault on Istanbul's main airport in June. The traumas deepened political divisions in Turkey, where rival camps already viewed each other with increasing distrust as Erdogan gathered more and more power. Now, as he clamps down further in an effort to reassert control, the coup attempt has deepened anxieties about the suddenly uncertain future of this NATO member and longtime U.S. ally.

ON THE NIGHT of the coup attempt, Tanal was at a bar-association office in Ankara when he heard fighter jets flying low over the capital. He checked social media and saw that soldiers had blocked bridges in Istanbul. He soon heard of an attack on the intelligence headquarters in Ankara and thought he stood a better chance of avoiding arrest at the fortified parliament complex with other MPs. Still, he brought a bag of items he might need in prison—including that copy of the constitution. "I'm a lawyer and a member of the human-rights committee in parliament," he says. "I know what's needed in jail."

In a different part of the city, Atalay of the ruling AKP was at home when he heard an explosion. After making calls, he learned that a coup attempt was under way. He took his gun and, as he got into his car, heard yet another explosion, this time at a nearby police headquarters. "I saw the flames with my own eyes," he says.

Lawmakers from three parties soon gathered in the main parliament hall while leaders of the fourth, the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, sent messages expressing solidarity. Speaker Ismail Kahraman delivered a defiant address, declaring the parliament still in session. But even as he spoke,



LightBox

Soldiers involved in the attempted coup surrender on the Bosphorus Bridge in Istanbul early on July 16; thousands of suspected plotters were later rounded up

Photograph by Gokhan Tan—
Getty Images

lawmakers heard an explosion, an apparent bombing nearby. Ten minutes later there was a second blast, this time a direct attack on the parliament building, prompting shouting and chaos inside the chamber.

At about the time the MPs were evacuating the main parliament chamber, Erdogan made his first public statement since the coup attempt had gotten under way. He appeared not in a TV studio or a government office but via video chat on a newscaster's phone, in a moment that suggested a tenuous grasp on power. He nevertheless struck a defiant tone, urging the Turkish public to take to the streets to oppose the coup. "I am also on my way," he said.

Crowds of protesters soon responded. In Ankara, they assembled on the street outside the parliament, facing tanks. In Istanbul, Turkey's largest city, 270 miles northwest of the capital, the coup plotters deployed tanks blocking two key bridges spanning the Bosphorus Strait that separates the European and Asian sides of the city. Hundreds of protesters gathered in the vast plaza of Istanbul's Taksim Square. In the center of the square, soldiers ringed a statue, facing out toward protesters who jeered in their faces. With sporadic gunfire in the background, the crowd chanted a universal Muslim call and response: "Takbir—Allahu akbar!" or "God is great! The greatest!"

After evading the coup plotters, Erdogan flew not to the capital but to Istanbul, where he served as mayor from 1994 to 1998 and where he enjoys a broad base of popular support. Landing at Istanbul's Ataturk International Airport between 4:00 and 4:30 in the morning, Erdogan delivered another fiery address, confirming that he remained in power and denouncing the coup as an act of treason—one he would not forgive. "They will pay a heavy price for this," he said. "This uprising is a gift from God to us because this will be a reason to cleanse our army."

THOUGH U.S. SECRETARY OF STATE John Kerry initially responded cautiously to the early reports of the coup attempt, President Obama later issued a statement saying Washington "agreed that all parties in Turkey should support the democratically elected government of Turkey, show restraint and avoid any violence or bloodshed." A senior State Department official said later that the decision on the U.S. response had been made quickly. "It was not a hard call for us to stand up for Turkish democracy and rule of law and against the notion of use of force to take power."

'This uprising is a gift from God to us because this will be a reason to cleanse our army.'

PRESIDENT RECEP TAYYIP ERDOGAN, addressing the people of Turkey in the early hours of July 16



But the aftermath of the insurrection threatens to worsen long-standing disagreements between Ankara and Washington over democratic reform in Turkey and tactics in the fight against ISIS across the border in Iraq and Syria. Following the coup attempt, Turkish authorities hastily restricted airspace around Incirlik air base, where a tanker took off that refueled planes commandeered by the coup plotters, apparently without the knowledge of the U.S. forces also stationed there. Some pro-government media and officials have advanced conspiracy theories that the U.S. had covertly or overtly backed the coup—charges Washington denies.

The airspace restrictions briefly halted operations in the U.S.-led bombing campaign against ISIS. Though U.S. operations have since resumed, American officials privately worry about future access to the base in southern Turkey, which is also where NATO's largest nuclear arsenal is stored. And Wash-

'WE WILL CONTINUE TO CLEANSE THE VIRUS FROM ALL STATE INSTITUTIONS.'

RECEP TAYYIP ERDOGAN, President of Turkey, speaking to mourners at a funeral for victims of an unsuccessful military coup



People in Istanbul clamber onto tanks and challenge soldiers taking part in the attempted coup on the night of July 15

ington is concerned that Erdogan may grow increasingly illiberal in the aftermath of the coup. "We have an interest in Turkish democracy writ large," says the State Department official.

Those fears are already coming true. Erdogan has begun purging the state of thousands of soldiers, police, judges and other civil servants accused of links to the coup plot. But he went beyond those involved with the insurrection—the government also sacked some 20,000 employees of the Ministry of Education and demanded the resignation of 1,577 university deans. Academics have been barred from traveling abroad, according to state media. And on July 20, Erdogan declared a three-month state of emergency.

The government blames the coup on Fethullah Gulen, an influential Turkish religious leader who has lived in self-imposed exile in Pennsylvania since 1999 and fell out with Erdogan in 2013. The government says Gulen's followers established a vast network within state institutions, which it is now trying to eliminate. Erdogan has demanded that the U.S. extradite Gulen, who denies any role in the coup plot. White House officials say they are skeptical of the accusations but are not ruling them out.

Erdogan's harsh reaction is perhaps to be expected given how close he came to losing his office—and potentially his life. But the latest measures have fueled fears that he is using the coup attempt to suppress critics who had no connection to the insurrection. "I hope and I wish that the party in power learns a lesson," says Tanal, the opposition law-

maker. "The regime they are running has made a lot of mistakes."

AS THE SUN ROSE on July 16, silence fell over Ankara and the sheltering MPs began to peer out of the parliament headquarters. Everywhere in the compound there were security men, including some the lawmakers recognized and others they didn't. "Everybody was scared of each other," says Tanal. Some police he had previously known walked him to his car. To his surprise, the vehicle was intact, unscathed by the shelling. He drove home in the morning sun.

The coup attempt has yielded a political paradox. It prompted a moment of unprecedented unity as the vast majority of Turks—including some opposed to the government—came together over the course of a long night to resist an attack on democracy. But unless Erdogan joins them in that unity, Turkey's divisions will only deepen. "The people did what they needed to. They stood by the government. They showed political maturity," says Nigar Goksel, a senior analyst on Turkey at the International Crisis Group in Istanbul. "Now the ball is in the court of the government to reciprocate." —*With reporting by MASSIMO CALABRESI/WASHINGTON* □

THE RISK REPORT

Europe's Turkey problem

By Ian Bremmer

EARLIER THIS YEAR, THE E.U. reached a deal with Turkey to slow the flow of refugees. As a condition, the E.U. promised to allow Turks visa-free travel to Europe in exchange for President Recep Tayyip Erdogan's promise to observe principles of democracy and human rights. So far the deal remains in place, but Erdogan says it can't continue unless Europe keeps its promises on travel. The E.U. says the offer is valid only when Erdogan enacts changes.

Then came Turkey's failed coup. Those outside Turkey who saw brave citizens face down tanks on live TV might think it represented a clear-cut win for democracy. There's no denying that Erdogan's party has a real mandate. But thousands have been arrested since the coup, and 2,745 judges have been removed. Erdo-

gan looks to be settling scores with enemies both real and imagined. How will Europe respond?

Events in Turkey have exposed ugly truths about Europe. It's harder to defend liberal democracy when multiple E.U. members refuse to accept small numbers of migrants according to a quota system set by majority vote of E.U. states. Or when xenophobic voices rise in liberal countries like France, Italy and Denmark.

Even in defense of liberal democracy, there is sometimes a case for compromise. But the next chapter of Turkey's history—and Europe's response—will tell us just how deep Europe's leaders will bury their principles to avoid the next crisis.



Quel avenir pour la Turquie après le coup d'État avorté ?

Par Recueilli par Gilles Kerdreux.
18 juillet 2016 <http://jactiv.ouest-france.fr>



Cengiz Aktar est professeur de sciences politiques à Istanbul. Il est pessimiste sur l'avenir de la Turquie après le coup d'État avorté.

Avec l'échec de ce coup d'État, peut-on dire que la démocratie a été sauvée ?

Quelle démocratie ? La démocratie turque se réduit comme une peau de chagrin depuis des années. Un coup d'État n'est jamais souhaitable mais c'est une bévue de dire que la démocratie a été sauvée ! D'autant qu'il y a beaucoup à dire. On commence déjà à parler de pseudo-coup d'État. Le régime va l'utiliser, et a déjà commencé avant même la fin des événements, pour purger l'armée et la justice. Il y a déjà eu plus de 2 000 juges mis à la porte depuis samedi matin.

Le président Erdogan ne va-t-il pas être de nouveau tenté de changer la constitution pour aller vers un régime plus présidentiel ?

Bien sûr. Il va tout faire pour rester au pouvoir à vie. Il va se présenter comme un recours unique pour sauver la démocratie. Et va installer un régime présidentiel à la Poutine. Il suffit d'un

référendum au bon moment en fonction des sondages !

Des conséquences sur la question kurde ?

Le régime arrivera à contrôler le pays, sauf les Kurdes. Ils n'ont aucune stratégie vis-à-vis de cette question. Tant que les Kurdes représentent la seule chance crédible pour combattre Daech, la Turquie continuera à gueuler mais elle n'aura aucune prise sur le terrain. La question kurde reste le talon d'Achille de l'État. Il n'y pas d'autres solutions qu'une volonté de partager le pouvoir, de sortir de la centralité, de discuter d'égal à égal avec les Kurdes.

Un risque de division croissante entre les laïcs et les religieux ?

Il n'y a aucune alternative politique capable de galvaniser toutes les voix des mécontents. Beaucoup de gens qui ne voient plus du tout leur avenir en Turquie partent quand ils en ont les moyens. On assiste à une fuite des cerveaux. Les laïcs cherchent à survivre ailleurs.

Et les réfugiés syriens ?

Ça complète le tableau. Le régime fait de l'ingénierie démographique. Ils les installent dans des contrées habitées par les Kurdes et les Alévites pour changer la composition ethnique et religieuse. C'est très dangereux.

Quelles conséquences sur les relations entre la Turquie et l'Union européenne ?



Pendant le coup d'État, le président en visioconférence sur smartphone. © Reuters

Ces relations ne correspondent plus à rien. On fait semblant des deux côtés. La période de préadhésion est morte et enterrée depuis belle lurette.

Et avec les États-Unis ?

Erdogan cherche par tous les moyens à obtenir l'extradition du chef religieux et opposant Fethullah Gülen. Ils font du forcing en fermant la base militaire d'Inçirlik utilisée par tous les alliés pour lutter contre Daech.

Pourtant Fethullah Gülen a condamné le coup d'État ?

Oui, mais le régime a décidé qu'il avait été fomenté par les militaires proches de lui.

Je vous sens pessimiste...

Derrière une apparente stabilité, la Turquie va rester une source d'instabilité pour les décennies à venir d'abord pour elle-même, pour la région immédiate et pour l'Europe. ■

ÉDITORIAUX

Le vrai coup d'Etat de Recep Erdogan

L'homme fort de la Turquie vise à construire un Etat AKP et à supprimer tout contre-pouvoir.

Par Nicolas Baverez

La Turquie vient de connaître un double coup d'Etat. Le premier, militaire, a fait long feu. Le second, politique, a été conduit de main de maître par Recep Erdogan. Il est en passe de lui assurer un contrôle total sur la Turquie, qui n'aura échappé à la dictature militaire que pour basculer dans une démocratie islamique.

La tentative de coup d'Etat militaire semble largement improvisée. Le lourd bilan – 240 morts parmi les civils et les forces fidèles au président Erdogan, 104 décès du côté des putschistes et plus de 1 400 blessés – témoigne de sa violence. Pour autant, le soulèvement militaire était voué à l'échec dès lors que l'armée était divisée, que la haute hiérarchie – notamment le général Hulusi Akar, chef d'état-major – était hostile à l'opération, que sa planification montrait une impréparation totale, que la prise de contrôle des ponts, des aéroports ou de la télévision d'Etat laissait fonctionner les réseaux sociaux et les mosquées, qui jouèrent un rôle clé dans la mobilisation de la population. Ce coup d'Etat du XX^e siècle a été désarmé par les technologies du XXI^e siècle – l'ironie de l'Histoire voulant que Recep Erdogan, grand pourfendeur des réseaux sociaux, fût sauvé par son smartphone et l'application FaceTime – et par l'émancipation de la société civile turque, que le régime AKP cherche à asservir. Comble du paradoxe, tous les opposants au président Erdogan, y compris les Kurdes, ont dénoncé le coup d'Etat comme une atteinte inacceptable à la démocratie, tandis que Recep Erdogan l'utilisait pour liquider les libertés.

Le putsch est indéfendable. Mais le véritable coup d'Etat est le fait de Recep Erdogan. Il vise à construire un Etat AKP et à supprimer tout contre-pouvoir. Il se traduit par la proclamation de l'état d'urgence – qui peut se justifier –, mais surtout par une épuration sans précédent et sans lien avec le soulèvement d'une minorité de l'armée. En une semaine, 13 000 militaires, policiers et magistrats ont été emprisonnés et plus de 60 000 fonctionnaires démis de leurs fonctions. Plus de 2 000 enseignants ont été mis à pied, les 1 577 recteurs et doyens d'universités publiques et privées contraints à la démission, les universitaires ont reçu l'interdiction de se rendre à l'étranger et ceux qui s'y trouvaient l'injonction de rentrer sans délai. Les radios et télévisions n'ayant pas fait allégeance à l'AKP se sont vu retirer leurs licences.

Au lendemain d'un coup d'Etat mort-né, qu'Erdogan a qualifié de « *don de Dieu* », la Turquie n'a plus rien d'une démocratie. La révision de la Constitution va légaliser l'autocratie et la

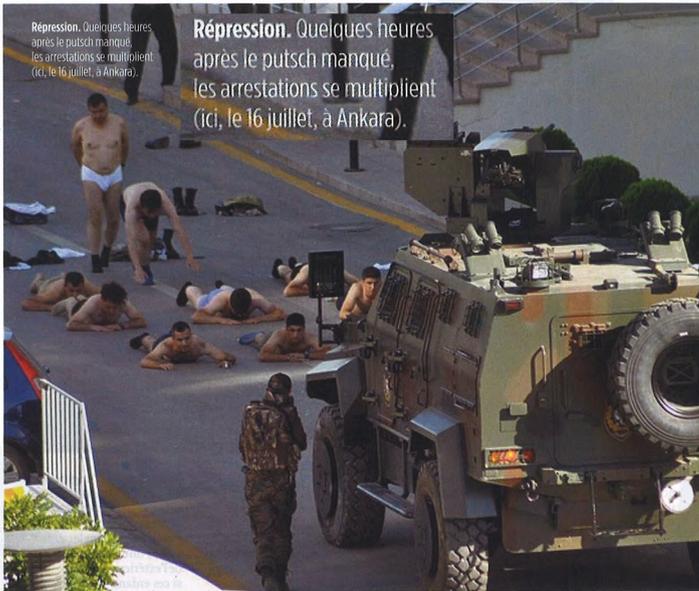
disparition de tout contre-pouvoir parlementaire ou judiciaire comme de toute opposition. L'Etat de droit se trouve démantelé et la société quadrillée par la mise en place d'une terreur larvée, sur fond de menace du rétablissement de la peine de mort, abolie en 2004. Le suffrage universel subsiste, mais à l'état de fiction. Toutes les structures d'une démocratie islamique se mettent en place : idéologie de l'Etat-AKP érigée en vérité absolue ; culte de la personnalité d'Erdogan ; contrôle de la société et des médias ; mise sous tutelle de l'économie par des oligarques liés par un pacte de corruption à l'AKP. Avec des conséquences majeures pour la Turquie et le reste du monde.

Au plan économique, le pays va droit au krach. Son développement, marqué par une croissance de 3,8 %, est tiré par la consommation et par les dépenses publiques. Le financement est assuré par la dette extérieure, avec des taux à 10 ans qui atteignent près de 10 %. D'où un double déficit budgétaire (4,5 % du PIB) et courant (4 % du PIB). Ce modèle de développement, qui repose sur une bulle spéculative dans la construction et l'immobilier, ne peut qu'imploser avec la chute de la livre et les sorties massives de capitaux. Après le Brexit, ce nouveau choc politique renforce les incertitudes sur l'économie mondiale.

Les implications internationales sont encore plus importantes. La Turquie joue un rôle clé dans la situation du Moyen-Orient, la guerre contre l'Etat islamique et l'accueil des réfugiés syriens, dont 3 millions ont trouvé asile sur son sol. Elle appartient à l'Otan et abrite la base aérienne d'Incirlik, vitale pour les opérations de la coalition. La constitution d'un axe des autocrates avec Vladimir Poutine conforte le chaos au Moyen-Orient et affaiblit la lutte contre l'EI, d'autant que les adversaires prioritaires de Recep Erdogan sont plus que jamais les Kurdes. Un nouveau front à haut risque s'ouvre aux frontières de l'Union européenne, tout en fragilisant l'Otan du fait de l'exacerbation des tensions avec les Etats-Unis autour de la demande d'extradition de Fethullah Gülen.

La Turquie peut prétendre être un partenaire au sein de coalitions ad hoc, mais certainement pas un allié de l'Occident. Pour sa part, l'Union européenne doit clarifier rapidement sa stratégie vis-à-vis d'Ankara. La Turquie doit être aidée financièrement pour l'accueil des réfugiés syriens, mais il doit être mis fin sans délai à la candidature d'entrée dans l'Union ou à la libéralisation des visas. La construction européenne peut moins que jamais s'élargir à une démocratie islamique au moment où elle organise sa séparation d'avec la plus vieille démocratie du monde. A terme, l'autocratie et la radicalisation religieuse couperont la Turquie de la modernité et en referont l'homme malade de l'Europe. Les putschistes ont permis à Erdogan de prendre en otage la société turque ; l'Union et l'Otan n'ont aucune raison de le laisser en faire de même avec l'Europe et la démocratie ■

Toutes les structures d'une démocratie islamique se mettent en place.



Répression. Quelques heures après le putsch manqué, les arrestations se multiplient (ici, le 16 juillet, à Ankara).

Répression. Quelques heures après le putsch manqué, les arrestations se multiplient (ici, le 16 juillet, à Ankara).



Hommage. Le président turc Erdogan (au centre) et son prédécesseur, Abdullah Gül (à dr.), aux obsèques des victimes du putsch avorté à Istanbul, le 17 juillet.

« S'il avait des noms, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas arrêté ces personnes avant le putsch ? » Lami Ozgen, leader syndical

Turquie, le deuxième coup d'Etat

Vengeance. Arrestations, purges, limogeages, Recep Tayyip Erdogan a juré la perte de ceux qui ont osé le défier... et muselle le pays. Vers la dictature ?

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX ARMIN AREFI (À ANKARA) ET QUENTIN RAVERDY (À ISTANBUL)

Le vieil homme attend depuis plusieurs heures derrière les grilles de fer dressées par la police devant le palais de justice d'Ankara. En compagnie de sa femme voilée, il fait les cent pas. « Mon fils ne savait rien du coup qui se préparait. Il a juste suivi les ordres de sa hiérarchie ! » A quelques mètres du couple, indifférents, des dizaines d'habitants d'Ankara s'impatientent en n'apercevant toujours pas le bus qui les ramènera chez eux. Le patriarche ne désespère pas et jure à qui veut l'entendre : « On souffre terriblement. On dit qu'il est torturé et n'a rien à boire ni à manger ! » Rien n'y fait. Le nom de son fils figure sur la liste des 60 000 personnes soupçonnées d'appartenir à l'« Etat parallèle » güleniste, du nom de cette confrérie religieuse autrefois alliée à Recep Tayyip Er-

dogan que le maître d'Ankara juge responsable du putsch qui a voulu sa peau. « Un virus qui, tel un cancer, s'est propagé à l'ensemble de l'Etat. » C'est comme cela, quelques heures à peine après le coup d'Etat surréaliste qui a tenté de le mettre à terre, que le sultan islamo-conservateur a décrit ses anciens alliés devant la foule de ses partisans réunis à la mosquée Fatih d'Istanbul, en mémoire des victimes.

« Comment le gouvernement a-t-il pu rassembler 60 000 noms en à peine deux jours ? » demande Lami Ozgen, le patron de la Confédération des syndicats de travailleurs du service public (KESK), s'indignant de la répression qui a suivi l'échec de l'étrange tentative militaire de prise du pouvoir dans la nuit du 15 juillet. « S'il avait des noms, pourquoi n'a-t-il pas arrêté toutes ces personnes avant le putsch ? » Derrière un modeste petit bureau appartenant à la centrale, au cœur d'Ankara, le leader syndical décoche calmement ses

flèches contre l'exécutif turc : « Le gouvernement prétexte le coup d'Etat pour faire taire toute voix discordante. » Mais le « Sultan » fait la sourde oreille. Fort du soutien contraint de l'ensemble de l'opposition face aux putschistes, il a déjà sonné la revanche. Un tiers des généraux et amiraux de l'armée ont été arrêtés. Plus de 10 000 per-

sonnes, majoritairement des soldats, placées en garde à vue. Un à un, les ministères publics ont été expurgés. En l'espace de quelques heures, sans motif réel avancé, plus de 50 000 fonctionnaires ont été licenciés, dont plus de 20 000 rien que dans l'Éducation nationale. La presse n'est pas épargnée. A travers le pays, plusieurs dizaines de journalistes, accusés de « rouler » pour le mouvement güleniste, sont traqués par la police. Et, pour mieux débusquer les « traîtres » sans s'embarasser des entraves de la justice, « infiltrée » selon lui, Recep Tayyip Erdogan a instauré pour trois mois l'état d'urgence, une première en seize ans.

Niché dans les combles de l'université Marmara d'Istanbul, le bureau d'Ibrahim Kaboglu croule sous la paperasse. Le professeur de droit constitutionnel s'inquiète des chiffres des purges qui montent en flèche. « Qui sont tous ces gens ? demande-t-il. On ne nous donne que des gros chiffres mais on ne sait rien. C'est sûr qu'il y a parmi eux des arrestations d'enseignants sympathisants de la confrérie. Mais il doit aussi y avoir des professeurs laïques qui ont simplement osé critiquer la politique du gouvernement. » En revanche, cet universitaire respecté à l'allure soignée est inflexible sur un point : « Renvoyer autant de gens de cette façon est illégal. » Et l'homme de redouter l'avenir : « Qui remplacera

tous ces gens ? Sur quels critères seront sélectionnés les nouveaux enseignants ? Leur qualification ou leur appartenance politique ? » Cadre du parti islamo-conservateur de l'AKP, Uzeyir Isik se montre toutefois intransigent : « *Un ou 20 000, ça n'a pas d'importance, les institutions du pays doivent être nettoyées.* »

Faisant fi du déluge de critiques occidentales, Recep Tayyip Erdogan contre-attaque : « *Aucun de ces pays n'a vécu ce que nous avons vécu, ils n'ont pas été confrontés à une tentative de putsch visant à détruire l'Etat.* » Raillé en Occident pour sa « *folie des grandeurs* » – il s'est fait construire à Ankara un immense palais de 500 pièces –, le natif du quartier populaire de Kasimpasa, sur la rive européenne d'Istanbul, tient enfin sa revanche. Ultime provocation, il évoque un rétablissement de la peine de mort en Turquie, suspendue en 2004, provoquant l'émoi dans les chancelleries. Le Sultan peut se réjouir. Il y a un an tout juste, il était au plus bas.

Riposte. Le 7 juin 2015, Recep



Symbole. A Istanbul, le 17 juillet, Recep Tayyip Erdogan et l'ex-président turc, Abdullah Gül (à g.), portent le cercueil d'une victime de la tentative de coup d'Etat. Erdogan a qualifié de « cancer » le putsch qui l'a visé.



Angoisse. Des familles de personnes arrêtées patientent devant le palais de justice d'Istanbul, le 20 juillet. La publication d'une liste de 60 000 « gülenistes », considérés comme traîtres à Erdogan, fait craindre des représailles.

Tayyip Erdogan perd pour la première fois sa majorité absolue au Parlement. La faute au parti prokurde HDP, qui fait une entrée retentissante à l'Assemblée en tant que groupe politique, chipant par là même les sièges nécessaires aux islamo-conservateurs de l'AKP pour asseoir leur pouvoir. A sa tête, le fringant Selahattin Demirtas, jeune avocat kurde de 43 ans, endosse le costume d'opposant numéro un au vieillissant Sultan de 62 ans. Recevant dans le QG ultrasécurisé du parti à Ankara, protégé par un camion antiémeute, Ertugrul Kürkçü, l'un de ses cadres fondateurs, explique comment la « *magie* » du HDP a opéré. « *Erdogan ne nous prenait pas au sérieux, se félicite, tout sourire, cet ancien révolutionnaire à la barbe grise. Or, en se posant en leader des opprimés – les Kurdes, les jeunes, les femmes et tous les démocrates –, Demirtas est devenu la meilleure alternative à Erdogan. D'autant qu'il est le seul membre de l'opposition à oser s'opposer publiquement à lui.* »

Blessé dans son orgueil, le maître d'Ankara disparaît – médiatiquement – pendant trois jours, du 7 au 10 juin. Ses opposants jubilent. Pourtant, dans l'ombre, il prépare sa riposte. Le terrible attentat contre un rassemblement de jeunes militants prokurdes à Suruç, le 20 juillet 2015, demeure le prétexte parfait. L'attaque a beau avoir été perpétrée par un djihadiste de l'Etat islamique, Erdogan décrète sans attendre une guerre totale contre le terrorisme... sous toutes ses formes. « *Il n'a jamais frappé l'Etat islamique !* » s'écrie, écoeuré, Ertugrul Kürkçü, bien que

l'artillerie turque ait bien ponctuellement frappé des positions djihadistes en Syrie. « *Cela n'était qu'une gesticulation visant à convaincre l'opinion internationale de sa guerre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan [le PKK, bête noire d'Ankara, NDLR].* » En effet, la majorité des frappes de l'armée turque se concentrent dans le sud-est du pays, bastion du PKK. A l'abri des regards, des villes entières sont assiégées. De longs et sanglants couvre-feux sont imposés. Les civils ne sont pas épargnés. En représailles, les rebelles kurdes multiplient les attentats contre les forces de sécurité. L'engrenage infernal de la violence est lancé. Ce climat de tension, Erdogan entend le traduire dans les urnes, acculant les électeurs à un choix tranché d'avance : lui ou le chaos. Son adversaire, Selahattin Demirtas, est pris au piège. « *Entant que Kurde, Demirtas s'est retrouvé dans une situation impossible, pris en étau entre le pouvoir et le PKK, dont il ne pouvait se démarquer vis-à-vis de son électorat* », souligne un diplomate occidental.

Après avoir affaibli le camp prokurde, le président turc convoque de nouvelles élections le 1^{er} novembre. En l'espace de cinq mois, le HDP a perdu près de 1 million de voix. « *Ceci n'est pas de la politique mais le règne de la force, enrage Ertugrul Kürkçü. C'est un véritable coup d'Etat civil de la part d'un gouvernement illégitime !* » Rien n'y fait : l'AKP a bel et bien récupéré sa majorité. L'affront est lavé. Cadre du parti islamo-conservateur, Uzeyir Isik s'en amuse : « *Les gens ont voulu changer de chaîne de télévision. Qu'est-ce qu'ils y ont vu ? Du terrorisme, de la guerre. Mais les Turcs sont intelligents, ils ont observé nos résultats, ils sont très vite revenus sur notre chaîne.* »

Si la victoire politique d'Erdogan est incontestable, son pays a définitivement sombré dans le chaos. La Turquie vit désormais au rythme des attentats. Près de 15 attaques – attribuées à Daech ou à des groupes liés au PKK – en l'espace d'un an, qui coûtent la vie à plus de 280 personnes et plongent la société tout entière dans la terreur. Et c'est à l'opposition d'en payer le plus lourd tribut. « *Les attentats de Daech ont principalement visé les Kurdes, les militants de* ■■■

En l'espace de quelques heures, sans motif réel avancé, plus de 50 000 fonctionnaires ont été licenciés.



Alternative. Selahattin Demirtas (au centre) lors d'un meeting, le 5 juin. Principal opposant à Erdogan et prokurde, il doit se démarquer du PKK, à qui sont attribués quelques-uns des récents attentats en Turquie.

gauche et les démocrates, rappelle Lami Ozgen derrière son épaisse moustache noire, en pointant, sur le mur, les photos des 28 membres de son syndicat tués dans l'attentat d'Ankara. La police en avait été informée au préalable par les services de renseignement turcs, mais elle a laissé faire. Au contraire, le gouvernement en a profité pour faire pression sur l'opposition et interdire tous nos rassemblements.»

Une nouvelle fois, Erdogan brandit haut et fort le prétexte de la lutte contre le terrorisme pour museler ses derniers opposants. Deux journalistes du quotidien kémaliste *Cumhuriyet*, Can Dündar et Erdem Gül, vont pourtant le mettre en difficulté. En mai 2014, ils publient une enquête accusant le gouvernement d'avoir livré, via ses services secrets, des armes à des djihadistes syriens. Le président enrage : « Celui qui a publié cette information va payer le prix fort, je ne vais pas le lâcher comme ça ! » Promesse tenue, Erdogan se porte

partie civile. Et en mai de cette année, Can Dündar et Erdem Gül sont condamnés à cinq ans de prison pour divulgation de secrets d'Etat. « La cargaison d'armes dans le camion était recouverte de médicaments, raconte aujourd'hui Erdem Gül. Il était de notre devoir de révéler que la Turquie interférait dans les affaires syriennes. » Quelques heures avant l'énoncé du verdict, Can Dündar est la cible d'une tentative d'assassinat par un inconnu, devant le tribunal qui doit le juger. « Je ne connais pas cette personne, mais je connais très bien ceux qui nous prennent pour cible », déclarera-t-il, dans une allusion à peine voilée au chef de l'Etat.

Mais le Sultan voit beaucoup plus grand. Son coup de maître, il le réserve à son meilleur ennemi : le Vieux Continent. « Cela fait cinquante-trois ans que l'Europe nous fait attendre à la porte », souligne sur la chaîne France24 celui qui a engagé le processus d'adhésion à l'UE il y a treize ans. Sauf que la donne a changé. L'Europe demeure

aujourd'hui totalement désarçonnée par l'arrivée massive de réfugiés fuyant le conflit syrien. Là-dessus, le maître d'Ankara s'est tout d'abord montré étonnement humain, lui qui a accueilli sur son territoire pas moins de 2,7 millions de Syriens. « Nous avons servi de bouclier à l'Europe », aime à rappeler le chef de l'Etat turc. Cette épée de Damoclès qui pend au-dessus de l'Union, Erdogan sait en jouer et la marchander. Si Bruxelles n'accède pas à ses demandes, la Turquie n'aura d'autre choix que d'ouvrir ses frontières et de dire « au revoir aux réfugiés syriens », selon les propres mots du président, qui renchérit : « Il n'y a pas écrit "idiot" sur notre front. » Le chantage paie. Le leader turc réussit à conclure un étonnant deal avec Bruxelles : 6 milliards d'euros et une relance du processus d'adhésion contre le renvoi en Turquie de tous les migrants arrivés illégalement en Europe après l'accord. « Cette diplomatie de bazar nous a beaucoup choqués, avoue un diplomate occidental. Les Turcs aiment les rapports de forces et se sont dit qu'ils pouvaient demander à l'Europe un prix très élevé parce que nous avons besoin d'eux. Mais il faut dire que cet accord a fonctionné. »

« Démocrature ». Incontournable pour l'Occident, débarrassé de ses principaux opposants, le reis (« chef », en turc) a devant lui une voie royale pour s'atteler à son dernier chantier : son régime présidentiel, qui lui permettra de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains. Et réaliser son rêve : demeurer à la tête du pays jusqu'en 2023, année du centenaire de la République turque. A en croire les sondages, une majorité de Turcs, hostiles à l'idée d'une « démocrature » à la Erdogan, y seraient opposés. Mais, en revêtant le costume de « sauveur de la démocratie turque », le rescapé du coup d'Etat a marqué de précieux points. Le cadre islamo-conservateur Uzeyir Isik en est convaincu : « Une fois le ménage terminé dans les institutions, l'heure sera venue de changer le système. Parce qu'en Turquie il y a trop de décisionnaires. Nous n'en avons besoin que d'un seul. » ■

OSMAN ORSAL/REUTERS

Son régime présidentiel permettra à Erdogan de réaliser son rêve : demeurer à la tête du pays jusqu'en 2023, année du centenaire de la République turque.

Turkish Army, a pillar of society, fractures

ISTANBUL

After failed coup, chaos within military mirrors splits seen across nation

BY TIM ARANGO
AND CEYLAN YEGINSU

As a rebel faction of Turkey's military began a violent attempt to topple the elected government, the country's top officer, Gen. Hulusi Akar, was held at gunpoint in his office in the capital and told for the first time about what was happening.

"Sir, the operation is starting," a coup-planning officer said, according to General Akar in testimony that was leaked to the Turkish news media and verified by a senior Turkish official as authentic. "We will round up people, battalions. Brigades are on their way. You will see a bit later."

General Akar replied: "What the hell are you saying? What operation? Are you a maniac? Never!"

The plotters hoped to secure General Akar's participation in the conspiracy, but his refusal was decisive in ensuring that this coup attempt would fail — unlike those in Turkey in 1960, 1971 and 1980, which were supported up and down the chain of command.

Now, as President Recep Tayyip Erdogan wages an extensive purge and crackdown — jailing and suspending tens of thousands of state employees, and on Wednesday ordering the closing of more than 100 media outlets — the military that has long served as a unifying force for the country is deeply divided, diminished and discredited.

Nearly half of the top generals and admirals are jailed or dismissed, and thou-



Weapons and clothing on the Bosphorus Bridge that were abandoned by troops involved in the coup attempt this month. Officials said this week that 1.5 percent of the army had joined the revolt, or about 8,600 soldiers.

sands of foot soldiers charged. More than 1,500 officers were dishonorably discharged this week in advance of a meeting of the Supreme Military Council in Ankara on Thursday where leaders were expected to decide on promotions and a broader restructuring of the military.

Meanwhile, images on social media of conscripts being slapped and taunted have shocked a country that venerates the common foot soldier, as have allegations by Amnesty International that military detainees have been tortured.

"With its main pillar, the military, broken, the Turkish state will no longer be able to check a divided society or effectively counter security threats," said Halil Karaveli, a senior fellow at the Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Program.

That is a blow, not just to the country, but also to NATO, of which Turkey is a member. The Turkish military is a key ally in fighting terrorism, reining in the Islamic State, and in controlling the migrant tide that has overwhelmed Europe. Chaos within the military symbolizes not only its waning power within the country — and the rise of the police, which Mr. Erdogan built up as a bulwark to the military — but its diminished reliability as a partner to the West.

But it is perhaps the psychological blow that is greatest for a nation that is so badly splintered. Religious and secular, rich and poor, everyone served in

the Turkish military and to each, the urban elite and pious poor, it was a symbol of Turkish identity.

Alp Konak, who works at a hotel in Istanbul, explained how even within his family, the military was able to bridge differences between brothers. He said he is liberal, but his brother is very religious, and his wife wears a head scarf.

"But the time we all got really close and came together was after we completed our military service, because we were all doing it for the future of our country," he said. "We all believed in it."

Now, those who support and oppose Turkey's divisive president, Mr. Erdogan, feel as though they had been deceived. They thought the military had been depoliticized, stripped of those who would undermine democracy to wield the power of force.

But they were wrong.

"That is what is so devastating about the coup attempt, the treachery involved," said Soner Sencan, 31, a hairdresser in Istanbul, who said his closest friends were ones he met in the military. "Now no one will trust each other and the most powerful, unified force of this country is broken."

Within the diminished military ranks, the officer corps is badly split, mirroring perhaps, society at large. Among the rank-and-file, there is a sense of betrayal — both from soldiers and their families — and many seem to have been



ALI UNAL/ASSOCIATED PRESS

Gen. Hulusi Akar, Turkey's top officer, refused to cooperate, dooming the coup.

dragged in to the plot by being told they were conducting an exercise.

"These kids did not know anything," said Nazli Tanburaci Altac, a lawyer in Ankara who is representing detained conscripts. Speaking of her clients, she said, "The only thing they say is, 'Those we considered as brothers, fathers, threw us in to the fire and went away. They told us there was an exercise.'"

The Turkish military, the second largest in NATO, has a budget of roughly \$20 billion a year and counts an army of more than 500,000 soldiers. The authorities said this week that 1.5 percent of the army had joined the coup attempt, or about 8,600 soldiers, although it was not clear how many willingly took part.

The failed coup upended a key assumption about Turkey, one hailed as one of Mr. Erdogan's prime accomplishments: that the days of coups were over. Through a series of sensational trials, based partly on fabricated evidence, many secular military officers were jailed on charges of plotting a coup.

But it was this effort to secure civilian control from the military that backfired, dragged in to the plot by being told they were conducting an exercise.

"These kids did not know anything," said Nazli Tanburaci Altac, a lawyer in Ankara who is representing detained conscripts. Speaking of her clients, she said, "The only thing they say is, 'Those we considered as brothers, fathers, threw us in to the fire and went away. They told us there was an exercise.'"

The Turkish military, the second largest in NATO, has a budget of roughly \$20 billion a year and counts an army of more than 500,000 soldiers. The authorities said this week that 1.5 percent of the army had joined the coup attempt, or about 8,600 soldiers, although it was not clear how many willingly took part.

The failed coup upended a key assumption about Turkey, one hailed as one of Mr. Erdogan's prime accomplishments: that the days of coups were over. Through a series of sensational trials, based partly on fabricated evidence, many secular military officers were jailed on charges of plotting a coup.

But it was this effort to secure civilian control from the military that backfired, analysts say. As secular officers were pushed from the armed forces, they were replaced by Islamists connected to Fethullah Gulen, a Muslim cleric in self-imposed exile in Pennsylvania who the government has said was the mastermind of the coup attempt. At the time, Mr. Gulen was seen as an ally of Mr. Erdogan's.

As the Turkish authorities have started to name commanders suspected of leading the coup, many of them were officers who rose in the ranks to replace those secular officers sent to jail in recent years, according to an analysis by Kadri Gursel, a Turkish journalist.

Ismail Hakki Pekin, who served as the head of military intelligence until 2011, said that the secular, nationalist officers had long tried to keep Gulenists out of the military but that their ability to do so



CHARLES MOSTOLLER FOR THE NEW YORK TIMES

In the wake of the coup, the Erdogan government has sought to remove officers and government officials connected to Fethullah Gulen, a Muslim cleric living in exile in Pennsylvania.

waned after Mr. Erdogan came to power.

"We knew that the Fethullah Gulen organization was trying to access the military," he said. "Although we tried to convince people that the Gulenists were causing trouble in state institutions, we weren't able to convince anyone."

He did not oppose the purging now of suspected Gulenists from the armed forces, but he worried about who would replace them. Many leaders in Turkey's staunchly secular military worry that Mr. Erdogan will fill the vacancies with religious allies.

"This was a big trauma," he said, referring to the failed coup. "And I hope we won't sow the seeds of bigger traumas in the future."

For now, the question is how Turkey's military moves forward, with so many threats to the nation's security.

One of the generals arrested, Gen. Adem Huduti, the commander of Turkey's Second Army, was leading the fight against Kurdish militants in the southeast, for example, and also responsible for security at the border with Syria.

"What in fact amounts to the collapse of the state is above all an invitation to Kurdish separatism," said Mr. Karaveli, the senior fellow at the Central Asia-Caucasus Institute. "The Kurds are go-

ing to have less reason to fear a state whose military is killing each other."

Yet Mr. Erdogan is likely to once again move aggressively to permanently depoliticize the military. Many believe that Mr. Erdogan's ultimate goal is to stock the military with religious allies — Islamists he can rely on, as opposed to the Gulenists.

Already, the government has moved in the wake of the coup to bring the *gendarmerie*, a military-style police force that participated in the coup plot, and the Coast Guard under control of the Interior Ministry, not the military. Some secular former officers, who had been banished in recent years after the trials, have already been brought back.

But whatever happens, the overall institution will be deeply damaged for some time.

"Now the army is a tarnished force," said Hulya Kocaoglu, 55, an administrative assistant in Istanbul whose sons have served. "How do you know who is good and bad? Now you fear that when your child goes they could get involved with the wrong crowd and be brainwashed or sacrificed."

Safak Timur contributed reporting from Istanbul, and Ben Hubbard from Ankara, Turkey.



BRAM JANSSEN/ASSOCIATED PRESS

At a site in eastern Turkey on Wednesday was a sign that read "Traitors' Cemetery" in front of unmarked graves that had been designated for plotters of the failed coup.

U.S. secures trove of data on Islamic State fighters

WASHINGTON

Information could help coalition on battlefield and stem militants' flow

BY ERIC SCHMITT

The United States is poring over a vast trove of new intelligence about Islamic State fighters who have flowed into Syria and Iraq and some who then returned to their home countries, information that American officials say could help fight militants on the battlefield and prevent potential plotters from slipping into Europe.

American-backed Syrian Kurdish and Arab militias have seized more than 10,000 documents and 4.5 terabytes of digital data in recent weeks while fighting insurgents in Manbij in northern Syria, near the Turkish border, a major hub for Islamic State fighters entering and leaving Syria, American officials said.

An initial American review of the material offers new clues about "foreign fighters, the networks, where they're from," according to Brett McGurk, President Obama's special envoy for combating the Islamic State. Other officials said the information included the fighters' identities, countries of origin, routes into Syria and the illicit networks that recruited and ferried them to the region. Those details are being shared with allies to help stanch the flow of militants.

"We want to make sure that all that information is disseminated in a coherent way among our coalition partners," Mr. McGurk said last week, during a meeting of foreign and defense ministers in Washington, "so that we can track the networks from the core and all the way to wherever the dots might connect, whether that is in Europe or in North Africa or Southeast Asia."

It is the largest single trove seized in the fight against the Islamic State since Delta Force commandos raided the home of a top Islamic State financier in eastern Syria in May 2015. That operation carried off laptops, cellphones and other materials that led to airstrikes against top terrorist leaders and opened a valuable window into how the group manages its finances, brokers hostages for ransom and delegates duties within its self-proclaimed caliphate.

The latest seizure comes as a failed coup in Turkey has cast new doubts on

that country's ability and willingness to deploy military and other security forces to seal its long border with Syria.

Many senior Turkish officers have been detained in a post-coup crackdown, leading American officials to worry that Turkish counterterrorism efforts will be weakened.

Defense Secretary Ashton B. Carter, among others, has repeatedly criticized Turkey for not doing enough to stem the flow of fighters across its frontier. That complaint had only recently started to fade as the Turkish authorities responded to attacks in their country linked to the Islamic State.

American intelligence agencies estimate that nearly 43,000 fighters from more than 120 countries — including 250 Americans among 7,400 Westerners — have gone or tried to go to Syria and Iraq since 2011.

While Turkey's border tightening and other intelligence and law enforcement measures have by some estimates cut in half the monthly flow into Syria and Iraq, American analysts say as many as 500 to 1,000 fighters a month are still pouring in, with hundreds of others heeding the Islamic State's call to go to affiliates in Libya or Afghanistan instead, or remain at home and carry out attacks from there.

Earlier this month, a top United Nations official said that nearly 30,000 of those foreign fighters remained in Syria and Iraq — far more than Western intelligence agencies had estimated. The official, Jean-Paul Laborde, a United Nations assistant secretary general and head of its counterterrorism committee, told reporters in Geneva that as the Islamic State loses territory in Iraq and Syria, "we are seeing them return, not only to Europe but to all of their countries of origin, like Tunisia, Morocco."

American military and intelligence analysts are combing through the documents and electronic data recovered in Manbij, hoping to add to their growing knowledge of the rosters of Islamic State fighters and to help identify, locate and attack fighters in Syria and Iraq.

In a speech Wednesday at Fort Bragg, N.C., Mr. Carter described Manbij as "a key transit point for external plotters threatening our homelands. And there we're already beginning to gain and exploit intelligence that's helping us map their networks of foreign fighters."

Another use of the documents is, as Mr. McGurk said, to alert foreign intelligence and counterterrorism services across Europe, the Mideast and North Africa, even as a spate of terrorist attacks in France and Germany — some apparently inspired by the Islamic State — have roiled Europe.

Any information from the Manbij trove would augment the activities of a sensitive intelligence-coordination center at a military base in Jordan called Operation Gallant Phoenix.

At the base, military, counterterrorism and law enforcement agencies from several countries use publicly available

software to sift through open-source information. The Pentagon-led effort has caused turf war tensions with the C.I.A. in Jordan, but supporters of the program have prevailed, sending names and other leads back to foreign capitals for investigation.

The latest trove of documents was collected in various locations in the region around Manbij, where Syrian Kurdish and Arab fighters, backed by American Special Operations commandos, have battled Islamic State fighters at a crucial junction between the Turkish border and Raqqa, the Islamic State's de facto capital in Syria.

"The operation in Manbij is about shutting down the main corridor from Raqqa and then out, in which some of the attackers that launched the Paris attacks we know traveled through that route," Mr. McGurk said, referring to the Islamic State's assault on Paris in November.

"We want to make sure that all that information is disseminated in a coherent way among our coalition partners."

"By shutting that down, you make it harder for them to kind of plan the larger-scale, kind of more coordinated attacks."

The Syrian Observatory for Human Rights, based in Britain, has reported that more than 100 civilians have died in airstrikes in and around Manbij since late May, when the American-backed militias started their offensive against Islamic State fighters there.

The documents recovered in Manbij recall an American commando raid in the summer of 2007 on a suspected Qaeda safe house in the Iraqi town of Sinjar, near the Syrian border. That assault yielded documents containing information about Syrian smuggling networks used to move foreign fighters into Iraq to fight for Al Qaeda. The most significant discovery was a collection of biographical sketches that listed hometowns, dates of birth, aliases and other details for more than 700 fighters brought into Iraq since August 2006. American officials later used the information to pressure the fighters' home countries to crack down on the flow.

American officials express confidence that the latest cache will yield similar insights.

"We are learning more about Daesh at all levels from this," said Col. Christopher Garver, a spokesman for the United States military in Iraq, using an Arabic acronym for the Islamic State.

"We've learned about how they organize their governance structures to ensure they can completely control all aspects of daily life, from religious practice, to education to tax collection and management of central services."

"We have a better understanding of how Daesh facilitates foreign fighter movements into and out of Syria and Iraq, which gives us valuable insight into stopping the flow of foreign fighters into the region," Colonel Garver said. ●

Turquie

GRANDEUR ET DÉCADENCE DE L'EMPIRE GÜLEN

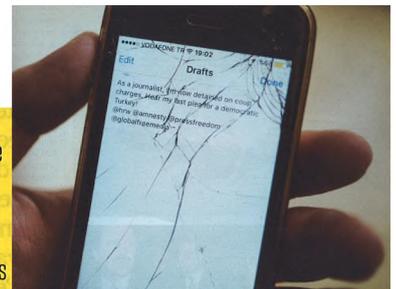
Derrière la tentative de coup d'Etat se joue une lutte à mort entre le président turc et son ennemi juré, Fethullah Gülen. Cet imam a tissé depuis plus de trente ans un puissant et mystérieux réseau aux ramifications mondiales, qui menace le pouvoir d'Erdogan

➔ DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À ISTANBUL, GUILLAUME PERRIER
E MIN OZMEN/LE JOURNAL



Fethullah Gülen le 16 juillet.

Ziya (ci-dessous), journaliste proche de la confrérie, a déjà rédigé le message qu'il publiera sur Twitter si les policiers viennent l'arrêter.



En tant que journaliste, me voici détenu et accusé de coup d'Etat. Que mon dernier appel pour une Turquie démocratique soit entendu ! » Le brouillon de message Twitter est prêt à être envoyé à Amnesty International, à Human Rights Watch et à des défenseurs de la liberté de la presse. S'il est arrêté, Ziya (1) n'aura plus qu'à

poser le doigt sur l'écran de son smartphone pour l'envoyer. Depuis l'échec de la tentative de coup d'Etat, dans la nuit du 15 au 16 juillet, et les accusations lancées par le pouvoir contre la confrérie de Fethullah Gülen, ce journaliste turc vit dans l'angoisse d'une arrestation imminente. La police antiterroriste peut enfoncer sa porte à tout moment. Cloîtré avec sa famille dans son appartement, dans un quartier modeste de la périphérie d'Istanbul, Ziya n'ose plus mettre un pied dehors et ne communique plus que par une messagerie cryptée. « Je suis terrifié. Il y a une vague de haine dans les rues contre la communauté Gülen. Les partisans du gouvernement pourraient nous lyncher. Le putsch était un crime, mais la réponse ne doit pas être de même nature. Je ne vois

aucune lumière au bout du tunnel », soupire ce journaliste âgé d'une trentaine d'années.

Ziya travaillait depuis plusieurs années au service du puissant groupe de presse Zaman, la vitrine moderne de la confrérie Gülen. Jusqu'en 2013, « Zaman » était le premier quotidien turc, avec un tirage de près d'un million d'exemplaires, et Ziya accompagnait fréquemment les voyages présidentiels ou ministériels. Mais, le 4 mars 2016, c'est sous les coups des policiers qu'il a été chassé de son propre bureau. « Le journal a été saisi par la force, et le gouvernement a placé un administrateur à sa tête. La police était sans merci, se souvient Ziya. Dès le lendemain, la ligne éditoriale avait changé, pour devenir totalement progouvernementale. Tous les journalistes ont été virés. Je pensais alors que c'était le pire qui pouvait nous arriver. »

“L'ÉTAT PARALLÈLE”

Accusés de conspiration, traqués, écartés de la fonction publique du jour au lendemain, arrêtés, cloués au pilori par les médias favorables à Erdogan, les sympathisants de la confrérie de Fethullah Gülen se disent victimes d'une gigantesque « chasse aux sorcières ». Celle-ci n'a pas commencé au soir du coup d'Etat manqué, le 15 juillet, mais en décembre 2013. A l'époque, les révélations d'affaires de corruption dans l'entourage direct du président Recep Tayyip Erdogan et les enquêtes lancées par des procureurs et ➔



Ci-dessus. Un policier maîtrise un homme à Ankara, le 18 juillet. 60 000 fonctionnaires ont été visés par la purge qui a suivi le coup d'Etat.



Ci-contre. Gülen et Erdogan en 1998.

➤ des policiers, prétendument acquis au *Hizmet* – « Service », le nom utilisé par ses sympathisants pour désigner la confrérie de Gülen – ont sonné comme une déclaration de guerre. Depuis 2011, le journal « Zaman » était déjà devenu très critique envers l'action gouvernementale, dénonçant la corruption et l'autoritarisme. Des milliers de magistrats et de membres des forces de sécurité, deux institutions largement infiltrées par les gülenistes, ont été limogés dans la foulée. Mais le conflit n'a fait que se durcir. En mai dernier, les services de renseignement turcs ont placé le mouvement Gülen en tête de leur liste des menaces pour la sécurité nationale. Les principaux cadres de la confrérie se sont exilés, en Europe et aux Etats-Unis. Et le gouvernement d'Ankara s'est lancé dans une « dégüénérisation » de l'appareil d'Etat.

La purge est massive depuis le 16 juillet. Elle vise plus de 60 000 fonctionnaires : un tiers des 7 500 juges et procureurs, 29 000 personnes dans l'Education nationale, 8 700 au ministère de l'Intérieur... Des centaines d'autres officiant aux ministères des Transports, de la Famille ou des Sports, à la direction des Affaires religieuses, dans les Douanes, au Trésor, ont été suspendus. Un bon millier d'établissements scolaires, autant de fondations et d'associations, des hôpitaux, des universités et même un club de chasse ont été saisis depuis le putsch et sont passés sous le contrôle de l'Etat. Dans cette liste qui compose ce que le pouvoir

nomme « l'Etat parallèle », on trouve aussi de grandes compagnies turques, une banque (Asya) dont tous les avoirs ont été confisqués, des journaux et des chaînes de télévision. Lundi 25 juillet, les autorités ont lancé un mandat d'arrêt contre 42 journalistes, à leur tour dans le collimateur.

Dans l'armée, le nombre d'officiers et de soldats accusés d'avoir pris part au coup de force dépasse les 10 000. Un tiers des généraux et des amiraux est aux arrêts. Au cours des gardes à vue, plusieurs des putschistes auraient avoué leur appartenance à la nébuleuse Gülen. C'est le cas du lieutenant-colonel Levent Türkkan, aide de camp du chef d'état-major, qui, après avoir pris ce dernier en otage, aurait proposé de le mettre directement en communication avec Fethullah Gülen, l'imam exilé aux Etats-Unis, chef spirituel de la communauté. Dans l'aviation, qui a joué un rôle prépondérant dans la tentative de putsch, « une bonne moitié des officiers seraient des gülenistes », estime le général à la retraite Erhan Pamuk. Ce dernier a officié de longues années sous les ordres d'Akin Oztürk, le leader présumé des putschistes du 15 juillet. Il décrit un homme conservateur, calculateur, ancien officier du renseignement promu à la tête de l'armée de l'air, qui fichait ses rivaux et plaçait des hommes dociles aux postes clés. L'entrisme discret du réseau aurait commencé dès 1986, selon le journaliste chevronné Rusen Çakir, auteur d'une enquête sur le sujet à l'époque. Barrés par les officiers kémalistes, les adeptes de Gülen ont noyauté, selon lui, les services de renseignement et de ressources humaines, et influencé les concours de recrutement pour les académies militaires.

CHUTE BRUTALE

Expatrié aux Etats-Unis depuis une dizaine d'années, Mithat est diplômé de l'école militaire de Kuleli, à Istanbul, l'une des plus prestigieuses, l'une de celles qui ont aussi été visées par les descentes de police. Dans l'orbite du mouvement Gülen depuis ses 15 ans, il a été poussé, avec des dizaines de ses camarades, à intégrer l'armée. « Je suis issu d'une famille modeste d'Anatolie, et grâce à eux j'ai pu terminer dans les 15 premiers sur deux millions de candidats à l'université », raconte-t-il. Mais, dans les années 1990, l'armée s'inquiète déjà d'une prolifération des « métastases gülenistes », pour reprendre la terminologie employée ces jours-ci par Recep Tayyip Erdogan. Mithat renonce à une carrière en uniforme et part enseigner la biologie dans une école turque au Kenya pour rembourser sa dette morale à la confrérie, avant de s'installer aux Etats-Unis, où il côtoie parfois le maître. Fondé sur l'excellence et la solidarité exemplaire de ses élèves, l'enseignement à la sauce Gülen a formé, depuis trente ans, une nouvelle élite que l'on retrouve dans tous les secteurs stratégiques. Comme Mithat, Sait a joué le rôle de « grand frère », il a encadré des étudiants dans les foyers et les groupes de prière liés au mouvement, notamment pour entrer dans les académies militaires. Ce brillant ingénieur compte des amis de promotion et d'anciens élèves en nombre dans la police, la magistrature et la diplomatie. Il connaît ➤

➔ aussi un pilote de chasse, parmi ceux qui ont été arrêtés la semaine dernière. « J'ai adhéré à ce mouvement parce qu'il représente pour moi une éthique de vie, des valeurs. Mais je n'ai jamais soutenu les coups d'Etat », se défend-il. Sait, employé dans un centre de recherche universitaire à Istanbul, s'attend pourtant à être ciblé à son tour par les purges. Il envisage de quitter le pays comme l'ont déjà fait des centaines de personnes depuis le 15 juillet.

La descente est brutale pour la confrérie qui, depuis plus de trente ans, avait patiemment tissé sa toile. Fondé au début des années 1970, dans une mosquée d'Izmir autour de Fethullah Gülen, un imam alors trentenaire, le mouvement est avant tout religieux. Inspiré par la pensée de Said Nursi, cheikh de l'école « nourdjou », d'inspiration soufie, il organise un cercle de jeunes militants islamiques, d'abord au niveau local, avant de s'étendre en Turquie. La période d'ouverture qui suit le départ de la junte militaire dans les années 1980 lui permet de se rapprocher du pouvoir. Il noue des liens avec de hauts dirigeants, comme Bülent Ecevit, plusieurs fois Premier ministre et leader du centre gauche. Il fraternise avec Recep Tayyip Erdogan,



Le journaliste Nedim Sener.

alors maire d'Istanbul, en 1996. La rencontre a lieu au mariage de la star du football turc, Hakan Sükür, disciple de Gülen.

Dès les années 1990, les écoles du mouvement commencent à essaimer à l'étranger, dans les pays turcophones d'Asie centrale, puis dans les Balkans et en Afrique. Un réseau mondial d'entrepreneurs et d'enseignants pieux et disciplinés exporte les marchandises et les valeurs turques aux quatre coins du monde. Des écoles d'élite ouvrent, de la Norvège au Vietnam en passant par la Zambie et la France. On en compte aussi 150 aux Etats-Unis, où Gülen est venu s'installer en 1999, poussé à l'exil par les militaires qui s'inquiètent de son influence grandissante (voir encadré). « C'est en grande partie grâce à la communauté que la Turquie a pu se prévaloir à une époque de son fameux "soft power" », constate Ziya, l'ex-journaliste de « Zaman ».

Avec Erdogan, arrivé au pouvoir en 2003, la coopération s'intensifie. Les entrepreneurs gulénistes, qualifiés de « calvinistes de l'islam », organisent l'agenda des visites à l'étranger des dirigeants turcs et conquièrent des marchés. Le journal « Zaman » devient le porte-voix du gouvernement islamo-conservateur (AKP). Les jeunes diplômés entrent en masse dans la police, la justice et les services de renseignement. Le leader turc, alors Premier ministre, a besoin d'alliés pour mettre au pas les militaires kémalistes qui se dressent toujours sur son chemin.

« Le mouvement Gülen offre deux visages, estime le journaliste d'investigation Ahmet Sik. L'un est séduisant pour l'Occident : l'éducation, la tolérance, le dialogue entre les religions... L'autre est une organisation criminelle au sein de l'appareil sécuritaire et judiciaire, qui pratique les écoutes illégales et monte des dossiers avec de faux documents. Ils sont entrés dans le cœur et le cerveau de l'Etat. » Sik l'a appris à ses dépens en 2011. Il s'appropriait à publier un livre d'enquête sur l'infiltration des hommes de Gülen dans la police, « l'Armée de l'imam ». Mais avant même sa publication, le manuscrit fut saisi, et son auteur jeté en prison. Pendant un an, il partagera la même cellule qu'un autre journaliste, Nedim Sener, adversaire acharné de « l'imam caché ». Pour celui-ci, ce sont les policiers et les juges gulénistes qui ont monté les affaires Ergenekon et Balyoz, deux grands procès lancés en 2007 et 2010 contre des dizaines d'officiers kémalistes de l'armée, accusés de tentatives de coup d'Etat. « Ce sont aussi eux qui sont derrière l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink en 2007, un événement qui a préparé la purge de l'armée, accuse Nedim Sener. A l'époque, l'AKP a soutenu ces opérations. Erdogan et Gülen coopéraient étroitement. Mais quand la confrérie a commencé à se retourner contre le pouvoir, les choses ont changé. » Aujourd'hui, l'ex-allié est devenu un traître. C'est une lutte à mort que se livrent le président turc et l'imam de Pennsylvanie. □

(1) Le prénom a été modifié.

Coup de froid entre Ankara et Washington

Menaçant l'administration américaine de représailles, Erdogan a vigoureusement réclamé l'extradition de Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis depuis 1999, bien que l'imam turc ait démenti avoir eu un rôle dans la tentative de coup d'Etat qu'il a condamnée « dans les termes les plus forts ». Le prédicateur bénéficie d'une carte verte de résident, obtenue grâce à l'appui de deux anciens dirigeants de la CIA, dont Graham Fuller, qui a pris sa défense après la tentative de putsch du 15 juillet. Ce « détail » attise, à Ankara, les soupçons de collusion entre l'administration américaine et la confrérie, voire conforte le pouvoir turc dans son idée d'un soutien américain au plan de coup d'Etat. Gülen jouit depuis longtemps d'une image respectable à Washington qui voit en lui l'expression d'un islam moderne et pacifique. Il est installé dans un vaste complexe dans la campagne de Pennsylvanie, à deux heures de New York, entouré d'un petit cercle de fidèles et de cadres du mouvement qui dirigent un réseau d'écoles et de fondations dans tout le pays. Durant ses années fastes, la confrérie Gülen a organisé des dizaines de voyages en Turquie pour s'attirer les faveurs des sénateurs et des membres du Congrès américain, pour un coût total de près d'un million de dollars.

Hold coup leader accountable

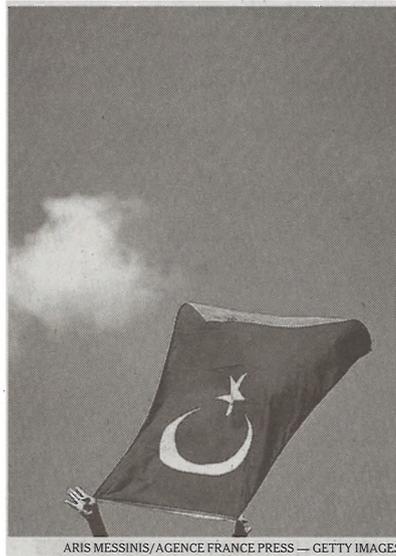
Ibrahim Kalin

On July 15, a rogue faction within Turkey's military attempted to suspend the Constitution, impose martial law and enforce a nationwide curfew. As troops and tanks blocked traffic crossing from Asia to Europe over the Bosphorus Bridge in Istanbul, a number of government buildings including the Parliament, the Presidential Palace and the intelligence headquarters were heavily assaulted. During a series of coordinated attacks, more than 240 civilians and police officers in Istanbul and Ankara were shot by snipers, run over by tanks, shelled by assault helicopters and killed by bombs dropped from hijacked aircraft. Meanwhile, the rogue faction seized a public broadcaster and held an anchorwoman at gunpoint to announce that they were now in charge.

Prime Minister Binali Yildirim called the coup illegal and, in consultation with President Recep Tayyip Erdogan, ordered the police and other security forces to stop the coup plotters. Soon afterward, Mr. Erdogan appeared on television to call on the people to resist the power grab. When Mr. Erdogan's message was aired live on CNN Turk, a private TV channel, the junta soldiers invaded its premises as well. Millions heard the call and defied the rebels. Opposition leaders also deplored the coup and called for resistance.

In the meantime, an elite military squad was sent to the hotel on the Turkish Riviera where Mr. Erdogan was vacationing, to kill him and his entire family. Having survived the assassination attempt, Mr. Erdogan escaped on his official jet, which reached Istanbul safely after the pilot deceived rogue F-16s patrolling the airspace.

In the wake of the bloody coup attempt, the government, acting on the recommendations of civilian and military leaders, exercised its constitutional mandate to declare a three-month state of emergency. Adopted by countries like France and Belgium in response to terror attacks, this measure is intended to expedite the legislative process and provide the authorities with legal tools necessary to bring



ARIS MESSINIS/AGENCE FRANCE PRESS — GETTY IMAGES

those responsible to justice.

Several thousand military officers and their accomplices in law enforcement and the judiciary have been suspended or arrested for having links to the coup. Their removal from public posts makes the Turkish government stronger and more transparent. At least 1,200 rank-and-file soldiers, who weren't charged, have already been released from custody. A team of 70 prosecutors is investigating the case. The claim that this was a fake coup is no more credible than the laughable claim that the 9/11 attacks were orchestrated by the United States.

Fethullah Gulen master-minded the failed coup. The United States must send him back to Turkey to face justice.

planned and staged by his followers within the army. Levent Turkkkan, aide-de-camp to the chief of staff for Turkish armed forces, Gen. Hulusi Akar, confessed to being a member of the Gulenist group after he was arrested, adding that he executed orders from his Gulenist superiors. Generals leading the coup also urged General Akar to speak to Fethullah Gulen, who runs a

covert empire from his mansion in rural Pennsylvania, hoping to persuade him to join in their rebellion, according to General Akar.

Since the 1980s, the Gulenists, a religious cult whose members present themselves as peaceful educators, have always had a dark side. They have infiltrated the Turkish judiciary and security forces and manipulated the system to their advantage. They also fabricated evidence, engaged in illegal wiretapping and leaked government documents to smear their opponents.

They own a number of charter schools and companies across America and have been accused of engaging in financial fraud and violating immigration and campaign finance laws.

The United States should extradite Fethullah Gulen, a Turkish citizen, to Turkey, as is allowed under an existing treaty. Turkey has already provided a number of legal documents to American authorities and will send more as further evidence is collected. The United States should not let this man exploit its laws to avoid facing a fair and legitimate accounting in Turkey.

Fethullah Gulen's claim that he has had nothing to do with this coup attempt is as credible as his claim that he has had nothing to do with hundreds of Gulenist schools, banks, companies and media outlets that operate under his direct orders. A due legal process will establish his role in this failed rebellion. It does not make sense for any country to condemn the coup without taking action against the lead putschist.

Today, the people of Turkey are more united than at any time in recent history. In any democracy, citizens are bound to disagree. But our nation's response to the July 15 assault proved that democracy, freedom and the rule of law are nonnegotiable in Turkey. As the Turkish people mourn the dead, nurture the wounded and take pride in what we accomplished together, they also demand justice, closure and reassurances that never again shall we witness such a crisis.

IBRAHIM KALIN is the spokesman for President Recep Tayyip Erdogan of Turkey.

SHARE YOUR THOUGHTS

Send a letter, with your phone number and email address, to inytletters@nytimes.com.

I want democracy for Turkey

Fethullah Gulen

SAYLORSBURG, PA. During the attempted military coup in Turkey this month, I condemned it in the strongest terms. "Government should be won through a process of free and fair elections, not force," I said. "I pray to God for Turkey, for Turkish citizens, and for all those currently in Turkey that this situation is resolved peacefully and quickly."

Despite my unequivocal protest, similar to statements issued by all three of the major opposition parties, Turkey's increasingly authoritarian president, Recep Tayyip Erdogan, immediately accused me of orchestrating the putsch. He demanded that the United States extradite me from my home in Pennsylvania, where I have lived in voluntary exile since 1999.

Not only does Mr. Erdogan's suggestion run afoul of everything I believe in, it is also irresponsible and wrong.

My philosophy — inclusive and pluralist Islam, dedicated to service to human beings from every faith — is antithetical to armed rebellion. For more than 40 years, the participants in the movement that I am associated with — called Hizmet, the Turkish word for "service" — have advocated for, and demonstrated their commitment to, a form of government that derives its legitimacy from the will of the people and that respects the rights of all citizens regardless of their religious views, political affiliations or ethnic origins. Entrepreneurs and volunteers inspired by Hizmet's values have invested in modern education and community service in more than 150 countries.

At a time when Western democracies are searching for moderate Muslim voices, I and my friends in the Hizmet movement have taken a clear stance against extremist violence, from the

Sept. 11 attacks by Al Qaeda to brutal executions by the Islamic State to the kidnappings by Boko Haram.

In addition to condemning mindless violence, including during the coup attempt, we have emphasized our commitment to preventing terrorists' recruitment from among Muslim youth and nurturing a peaceful, pluralist mind-set.

Throughout my life, I have publicly and privately denounced military interventions in domestic politics. In fact, I have been advocating for democracy for decades. Having suffered through four military coups in four decades in Turkey — and having been subjected by those military regimes to harassment and wrongful imprisonment — I would never want my fellow citizens to endure such an ordeal again. If somebody who appears to be a Hizmet sympathizer has been involved in an attempted coup, he betrays my ideals.

Turkey's president has wrongly accused me of instigating a coup attempt. Now he is cracking down on all his enemies.

Nevertheless, Mr. Erdogan's accusation is no surprise, not for what it says about me but rather for what it reveals about his systematic and dangerous drive toward one-man rule.

Like many Turkish citizens, the Hizmet movement's participants supported Mr. Erdogan's early efforts to democratize Turkey and fulfill the requirements for membership in the European Union. But we were not silent as he turned from democracy to despotism. Even before these new purges, Mr. Erdogan in recent years has arbitrarily closed newspapers; removed thousands of judges, prosecutors, police officers and civil servants from their positions; and taken especially harsh measures against Kurdish communities. He has declared his detractors enemies of the state.

Hizmet, in particular, has been the target of the president's wrath. In 2013, Mr. Erdogan blamed Hizmet sympathizers within the Turkish bureaucracy for initiating a corruption investigation that implicated members of his cabinet and other close associates. As a result, scores of members of the judiciary and the police forces were purged or arrested for simply doing their jobs.

Since 2014, when Mr. Erdogan was elected president after 11 years as prime minister, he has sought to transform Turkey from a parliamentary democracy into an "executive presidency," essentially without checks on his power. In that context, Mr. Erdogan's recent statement that the failed coup was a "gift from God" is ominous. As he seeks to purge still more dissenters from government agencies — nearly 70,000 people have been fired so far — and to crack down further on Hizmet and other civil society organizations, he is removing many of the remaining impediments to absolute power. Amnesty International has revealed "credible" reports of torture, including rape, at detention centers. No wonder Mr. Erdogan's government suspended the European Convention on Human Rights and declared a state of emergency.

Turkey's president is blackmailing the United States by threatening to curb his country's support for the international coalition against the Islamic State. His goal: to ensure my extradition, despite a lack of credible evidence and virtually no prospect for a fair trial. The temptation to give Mr. Erdogan whatever he wants is understandable. But the United States must resist it.

Violent extremism feeds on the frustrations of those forced to live under dictators who cannot be challenged by peaceful protests and democratic politics. In Turkey, the Erdogan government's shift toward a dictatorship is polarizing the population along sectarian, political, religious and ethnic lines, fueling the fanatics.

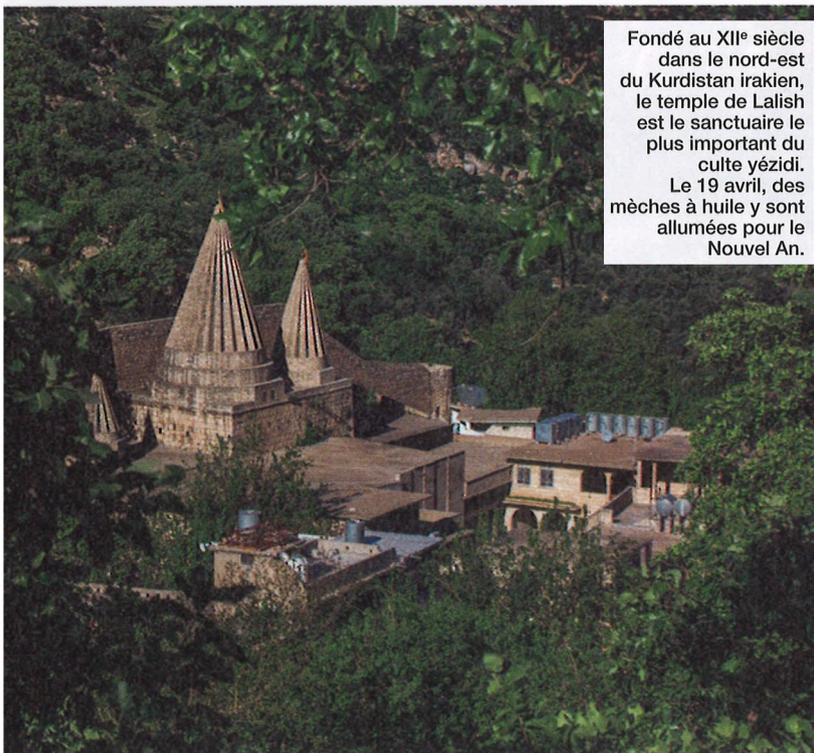
For the sake of worldwide efforts to restore peace in turbulent times, as well as to safeguard the future of democracy in the Middle East, the United States must not accommodate an autocrat who is turning a failed putsch into a slow-motion coup of his own against constitutional government.

FETHULLAH GULEN is an Islamic scholar, preacher and social advocate.





IRAK NOUVEL AN YÉZIDI LA FERVEUR ENDEUILLÉE



Fondé au XII^e siècle dans le nord-est du Kurdistan irakien, le temple de Lalish est le sanctuaire le plus important du culte yézidi. Le 19 avril, des mèches à huile y sont allumées pour le Nouvel An.

Le 20 avril, des dizaines de milliers de yézidis se rassemblaient pour leur Nouvel An au sanctuaire de Lalish en Irak. Des célébrations tiraillées entre le deuil et un puissant réveil spirituel amorcé depuis les persécutions par l'État islamique.

Par **Jérémy André**, photos de **Sebastian Castelier** pour *Le Monde des Religions*

Au temple de Lalish, lieu saint du yézidisme* niché dans une vallée du Nord de l'Irak, une règle est scrupuleusement observée : l'interdiction de fouler le seuil de la porte du temple. À l'exception des grandes fêtes, où les mouvements de foule rendent cette règle inapplicable. Et cette année, pour Sere Sal, le « Nouvel An », les 19 et 20 avril 2016, le sacrosaint temple débordait littéralement de fidèles. Une affluence record, assure, au jugé, le clergé yézidi, alors qu'en 2015, le « Mercredi rouge » – autre nom de cette fête – n'avait été que l'ombre de lui-même, le traumatisme des crimes perpétrés par → l'État islamique autoproclamé durant l'été 2014 étant encore trop vif (voir encadré).

Le deuil et la renaissance sont au cœur de ces festivités qui s'ouvrent justement sur le culte des morts. Dans chaque village, au matin du mardi 19 avril, les femmes fleurissent le cimetière, avant de rentrer chez elles pour préparer le mets consacré de la nouvelle année : des œufs cuits et colorés, tels ceux des célébrations de Pâques chez les chrétiens. Une pratique antédiluvienne en Mésopotamie : on retrouve des œufs semblables dans des tombes parfois vieilles de cinq millénaires, à Sumer et Babylone. Typique de cette religion qui mêle survivances pré-islamiques et emprunts aux monothéismes, Sere Sal virevolte ainsi entre époques et cultures. Sa date même illustre un cas complexe de syncrétisme : fixée au troisième mercredi d'avril, elle existe aussi dans le calendrier

Le deuil et la renaissance sont au cœur de ces festivités qui s'ouvrent sur le culte des morts.

du zoroastrisme*, mais les yézidis l'établissent pour leur part en fonction du calendrier julien*, hérité de la Rome antique et du christianisme ancien. →

→ LE PAON, OISEAU-SOLEIL

À Lalish, le Nouvel An se prépare dans l'après-midi du mardi. Des dignitaires yézidis se rassemblent sous une *loggia* de pierre rustique dans la petite cour intérieure du temple principal, autour de Baba Sheikh (« Père Sheikh »). Le chef spirituel du yézidisme est assis en tailleur, tout de blanc vêtu, jusqu'au nuage de barbe qui flotte aux flancs de son visage joufflu et raviné par l'âge. « Je félicite tous les yézidis, en Irak et à l'étranger », et « souhaite la libération de l'ensemble des femmes et enfants encore détenus par Daech », murmure-t-il aux micros des chaînes locales venues recueillir ses vœux pour l'année à venir.

Pendant ce temps, le sanctuaire résonne des imprécations des fidèles entassés dans la cour extérieure, juchés sur les toits et sur des surplombs de la montagne, grouillant dans les ruelles du sanctuaire, jusque dans les arbres. Dans les hauteurs de la vallée, à la sortie →

→ d'un autel réservé aux vieilles filles, Rona, « peut-être 60 ans », hésite-t-elle, contemple ce défilé ininterrompu. « Je fais le Nouvel An à Lalish depuis que j'ai l'âge de cette petite fille, se souvient-elle en désignant une enfant qui marche à peine. *Nous venions à pied.* » Originnaire d'un petit village du Sinjar, elle porte la coiffe ronde et la robe blanche typique des femmes de cette montagne située à 180 km à l'ouest de Lalish, où vivaient près de 500 000 yézidis, l'écrasante majorité de la communauté. Elle en a été chassée par l'État islamique le 3 août 2014, et vit désormais dans un camp de déplacés près de Zakho, à la frontière avec la Turquie.

Des pétards éclatent, la foule frémit. Mais au lieu d'un vent de panique, ils déclenchent des vagues de ferveur. Les bras levés, tous invoquent le soleil qui disparaît derrière la montagne. Car le Nouvel An est aussi et surtout la fête de Tawsi Melek, l'Ange-Paon – la roue de l'oiseau royal évoquant les rayons du soleil. Comme nous l'explique Shivan Darwesh, enseignant à l'université de Duhok et spécialiste de l'histoire du yézidisme, « cette figure centrale doit être rapprochée des divinités solaires antiques de la région, comme Tammuz à Babylone ou Mithra dans le monde iranien. *Sere Sal commémore le jour de la création, où Tawsi Melek, envoyé par Dieu, a séparé le ciel et la terre, à Lalish même, et ainsi ouvert le monde, fermé jusqu'alors comme les œufs que l'on distribue ce jour-là.* »

Rona a été chassée du Sinjar par l'État islamique en août 2014, et vit désormais dans un camp de déplacés à la frontière avec la Turquie.

Le soleil s'est couché sur le dernier jour de l'année 6765. Brusquement, les membres du conseil spirituel dirigé par Baba Sheikh se lèvent. Accompagnés de porteurs de vasques en métal débordant d'huile enflammée, ils mènent vers la sortie une procession anarchique, des centaines de corps entremêlés qui, sans prendre garde, piétinent le seuil interdit pour bondir dans l'arène humaine de la cour extérieure. L'assemblée rugit, la cohue ondule et flamboie autour des prêtres, comme un phénix qui battrait des ailes. Pour chaque jour de l'année à venir, 366 mèches sont alors dispersées devant le temple. Au milieu de cette constellation de flammes survient sou-



Plusieurs enfants participent aux célébrations organisées par des ONG dans un camp de déplacés à Sharya. Parqués derrière un cordon de sécurité, ils affichent des slogans pacifistes pour mobiliser les visiteurs officiels.



Au matin du 20 avril, une famille yézidie déguste les œufs dans la vallée avant de rendre hommage aux saints du sanctuaire.

dain une bousculade : de jeunes hommes brandissent une bannière figurant deux portraits, un homme en uniforme et une jeune femme au regard sombre. « *Olala Nadia Mourad! Olala Sheikh Khairy!* », scandent-ils de

Des pétards éclatent, la foule frémit. Mais au lieu d'un vent de panique, ils déclenchent des vagues de ferveur.

toute leur force. Tristement célèbre, la femme en effigie est Nadia Mourad, 25 ans, ancienne esclave sexuelle de Daech. La photographie a été prise lors de son audition par le conseil de sécurité de l'ONU. L'autre cliché montre Sheikh Khairy Khedir, commandant des unités de résistance du Sinjar, fauché par un obus de mortier le 22 octobre 2014 en défendant la montagne. Le martyr a eu l'honneur d'être enterré à Lalish même, tel un saint, dans une humble tombe de pierre plus fleurie qu'un →



Dans un élan de ferveur, plusieurs milliers de pèlerins se pressent devant le temple pour invoquer Tawsi Melek, l'Ange-Paon, oiseau-soleil. Les femmes ont préparé les traditionnels œufs colorés, qui symbolisent le monde fermé avant l'intervention de Tawsi Melek.

→ bosquet. Chants, prières et hommages se succèdent ainsi dans l'obscurité rougeoyante.

« AUJOURD'HUI, JE SUIS SEUL »

La nuit passe et l'aurore embrase finalement le ciel du « Mercredi rouge », le 20 avril, premier jour de l'année 6766 du calendrier yézidi. La paisible vallée sacrée va vibrer d'une activité plus frénétique encore que celle de la veille, des milliers de familles venant rendre hommage aux saints du sanctuaire et pique-niquer aux alentours. Dans le temple même, vers midi, l'apparition d'un chanteur yézidi, Dakhil Osman, déclenche une explosion d'hystérie collective.

Mais le fond des cœurs est encore lourd. À l'écart des jeunes en furie autour de la star, Saïd Elias Bechir, seul, traîne dans le vide un sourire de pierrot. Sinjarite, il arrive du camp de Sharya, à une cinquantaine de kilomètres, où sa famille s'est réfugiée. « *Je suis là pour prier Dieu de libérer les yézidis encore prisonniers de Daech, confesse-t-il. Mon meilleur ami, Khassan, avec qui j'étudiais l'économie et le management à l'université de Mossoul, est entre leurs mains. [...] Tous les ans, je passais Sere Sal avec lui et tous mes amis. Aujourd'hui, je suis seul.* »

À Sharya même, sur le terrain vague au milieu du camp, c'est le message qu'ont souhaité faire passer des organisations locales réunies sous le parrainage de l'Union européenne. « *Je ne célébrerai pas cette fête sans ma sœur* », « *Je fêterai le retour de mon père* », peut-on lire sur des feuilles de couleur distribuées aux enfants du camp, qui n'ont pu se rendre à Lalish, faute d'argent. Parqués derrière des barrières, ils ont interdiction de se joindre aux officiels, mais finissent par forcer le passage. Des soldats kurdes les dispersent à coup de claques et en leur jetant à la figure des œufs colorés. Cette génération-là attendra sans doute quelques années encore pour goûter pleinement aux joies du Nouvel An. ■



UN CALVAIRE SANS FIN

C'est un titre choc, comme si *The Economist* présentait la nouvelle tendance de la Silicon Valley. « Le retour de l'esclavage », annonçait fièrement ce numéro d'octobre 2014 de *Dabiq*, le magazine de propagande de l'autoproclamé État islamique. Les extrémistes justifiaient ainsi la déportation de milliers de yézidis accusés d'être des « adorateurs du diable » – la figure de Tawsi Melek étant associée dans la théologie yézidie au serpent noir de la sagesse, sculpté sur la porte du temple de Lalish. Depuis août 2014, après la prise par l'EI du Sinjar, montagne où vivaient plus de 500 000 yézidis, près de 5000 ont été exécutés, 7000 faits prisonniers. Extermination des hommes, viols systématiques, mariages forcés, endoctrinement des jeunes garçons, détention inhumaine des femmes et des enfants : ces crimes « *pourraient constituer un génocide* », estime un rapport du Haut-Commissariat aux Droits de l'homme de l'ONU paru en mars 2015. Près de deux ans après le début de la tragédie, plus de 3000 yézidis demeurent captifs des terroristes, selon les autorités du Kurdistan d'Irak.



LEXIQUE

Yézidisme

De *yazd*, « dieu » en persan, religion monothéiste perpétuée par des tribus kurdes. Elle comprendrait environ 600 000 fidèles, présents principalement au Nord de l'Irak, mais aussi en Syrie, en Turquie, en Arménie et en Géorgie. Outre au dieu suprême, Xwede, les yézidis rendent un culte à sept anges, dont le principal, Tawsi Melek, l'Ange-Paon, est une divinité solaire mésopotamienne très ancienne.

Zoroastrisme

Religion monothéiste instaurée par le prophète Zoroastre (II^e ou I^{er} millénaire

avant notre ère). Centrée sur le culte de Mazda et sur une théologie dualiste opposant le Bien et le Mal, elle est devenue le culte officiel de l'Empire perse dans l'Antiquité. Il resterait 200 000 zoroastriens dans le monde, principalement en Iran et en Inde.

Calendrier julien

Calendrier solaire établi par Jules César en 46 avant notre ère, il reste employé par les chrétiens orthodoxes et des minorités religieuses du Moyen-Orient, et retardé de 13 jours sur le calendrier grégorien qui l'a remplacé en Occident au XVI^e siècle.

Nation sans véritable État, les Kurdes, environ 35 millions de personnes, forment le plus grand peuple apatride au monde. Par Louise Gamichon



LES KURDES

HISTOIRE

UNE MOSAÏQUE RELIGIEUSE

On sait peu de choses des Kurdes avant que les historiens et voyageurs arabes ne commencent à évoquer clairement ce peuple, au départ très réticent à embrasser l'islam. Les Kurdes descendent des Mèdes, peuple indo-européen de la branche perse, qui fondèrent un vaste empire au VII^e siècle avant notre ère. Au XVI^e siècle, l'Empire ottoman et la Perse se disputent les faveurs des montagnards kurdes, qui se rallient au premier. En contrepartie de la surveillance de la frontière, ils obtiennent une autonomie relative jusqu'au XIX^e siècle. Aujourd'hui, les Kurdes sont écartelés entre quatre pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Gagnés par l'islamisation, les Kurdes refusent néanmoins toute forme d'arabisation. Ils conservent leur langue, leurs coutumes et se différencient jusque dans l'école de jurisprudence islamique qu'ils adoptent, le chaféisme,

contrairement aux pays voisins qui préférèrent le hanafisme, réputé plus souple. La grande majorité des Kurdes (80 %) est musulmane sunnite. C'est néanmoins un sunnisme relativement hétérodoxe, moins conformiste et empruntant à différentes confréries soufies, qui se développe dans la région. Le reste des Kurdes de confession musulmane se partagent entre le chiisme et l'alévisme, une dissidence du chiisme encore très vivante en Turquie.

750 000 YÉZIDIS

La situation des Kurdes d'Iran est particulièrement atypique : étant, aux deux tiers, sunnites, ils constituent une double minorité, ethnique et religieuse, d'où leur persécution par le régime. Une autre partie des Kurdes, au contraire, se rattache au christianisme. Ces Kurdes

chrétiens se divisent entre catholiques, assyriens, chaldéens et syriaques. Environ 150 000 chrétiens vivaient dans le Kurdistan irakien.

Ce n'est pas la religion qui unifie les Kurdes, mais la langue.

Certains Kurdes se réclament pour leur part du yézidisme, religion dérivée du zoroastrisme. Il y en aurait environ 500 000 au Kurdistan irakien, 150 000 en Syrie et

100 000 en Turquie. Une petite communauté de Kurdes shabak (adeptes d'un syncrétisme dérivé du chiisme et du yézidisme) vit par ailleurs dans le nord de l'Irak (60 000 personnes). Enfin, les Kurdes comptaient une petite communauté juive de 25 000 personnes, qui a cependant quitté le territoire en 1949-1951 pour se rendre en Israël.

Ainsi, ce n'est pas la religion qui unifie la communauté kurde, mais la langue. |



MERT ÇAKIR/REDUX-REA

Un peuple dispersé sur quatre pays



DATE

1920

Peu après la Première Guerre mondiale, les Alliés souhaitent redessiner les frontières d'un Empire ottoman affaibli. Arméniens, Arabes, Assyriens et Kurdes se voient donc promettre des États indépendants, inscrits dans un accord très défavorable aux Turcs. Le traité de Sèvres, signé en 1920, indique qu'un territoire autonome est réservé aux Kurdes dans le sud-est de l'Anatolie, ce qui constitue une forme de reconnaissance de la part de la communauté internationale. En 1923, un nouvel accord (le traité de Lausanne) viendra finalement annuler cette promesse, laissant les Kurdes divisés sur quatre pays. Entre 1925 et 1931, plusieurs

révoltes menées par des chefs soufis en Turquie et en Iran sont durement réprimées, au point que le gouvernement turc interdit les confréries soufies durant des mois. En Turquie, en Syrie et en Iran, la langue kurde est ponctuellement proscrite au nom des nationalismes. Ces mesures ne font que renforcer le patriotisme kurde.

MOT

KURDISTAN

Bien que les Kurdes n'aient jamais disposé d'un gouvernement central, l'idée d'un territoire unifié par la culture et la langue kurde remonte au X^e siècle. Vers 1150, le sultan Ahmad Sandjar crée une province appelée « Kurdistan », littéralement « Pays des Kurdes », divisée entre diverses principautés qui ne sont jamais parvenues à s'entendre.

Depuis la chute de l'Empire ottoman, en 1923, seuls les Kurdes d'Irak sont parvenus à obtenir une quasi-indépendance entre 1991 et 2003. Grâce à un statut fédéral reçu après la chute de Saddam Hussein, ils disposent d'une importante force armée : les peshmergas, qui luttent aujourd'hui activement contre Daech en Irak. En mars 2016, les Kurdes de Syrie ont proclamé leur autonomie dans une région située au nord du pays.

PERSONNAGE

SALADIN

Salah al-Din al-Ayyoubi (1138-1193), grand héros musulman connu pour avoir reconquis Jérusalem aux mains des croisés, est d'origine kurde. Il s'illustre tout d'abord lors d'une intervention en Égypte, alors dominée par le califat chiite de la dynastie fatimide et que les croisés convoitent. Après ce succès militaire en 1169 et la mort de son oncle la même année, Saladin devient vizir de la région où il impose définitivement le sunnisme.

À la tête d'une armée composée essentiellement de guerriers kurdes, il poursuit ses conquêtes et reprend Tripoli aux Normands, s'empare de la Syrie et envoie son frère conquérir le Yémen. Lorsque les croisés violent une trêve établie en 1186, le redoutable guerrier fait le siège de Jérusalem. À sa mort en 1193, le royaume est immense. Saladin deviendra une figure de proue des nationalistes arabes au XIX^e siècle. L'aigle, emblème du guerrier, figure aujourd'hui sur le drapeau égyptien.

